

Richard JONES

Professeur retraité, département d'histoire, Université Laval

(1980)

VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE

Aperçu de la politique canadienne
de Laurier à King

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, ouvrière
bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec
[Page web](#). Courriel: rtoussaint@aei.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Réjeanne Toussaint, bénévole,
Courriel: rtoussaint@aei.ca, à partir de :

Richard JONES

VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE. Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King.

Québec : Librairie des Presses de l'Université Laval, 1980, 256 pp. Collection : Cahiers d'histoire politique, no 1.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 1^{er} mars 2011 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : rajones@videotron.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

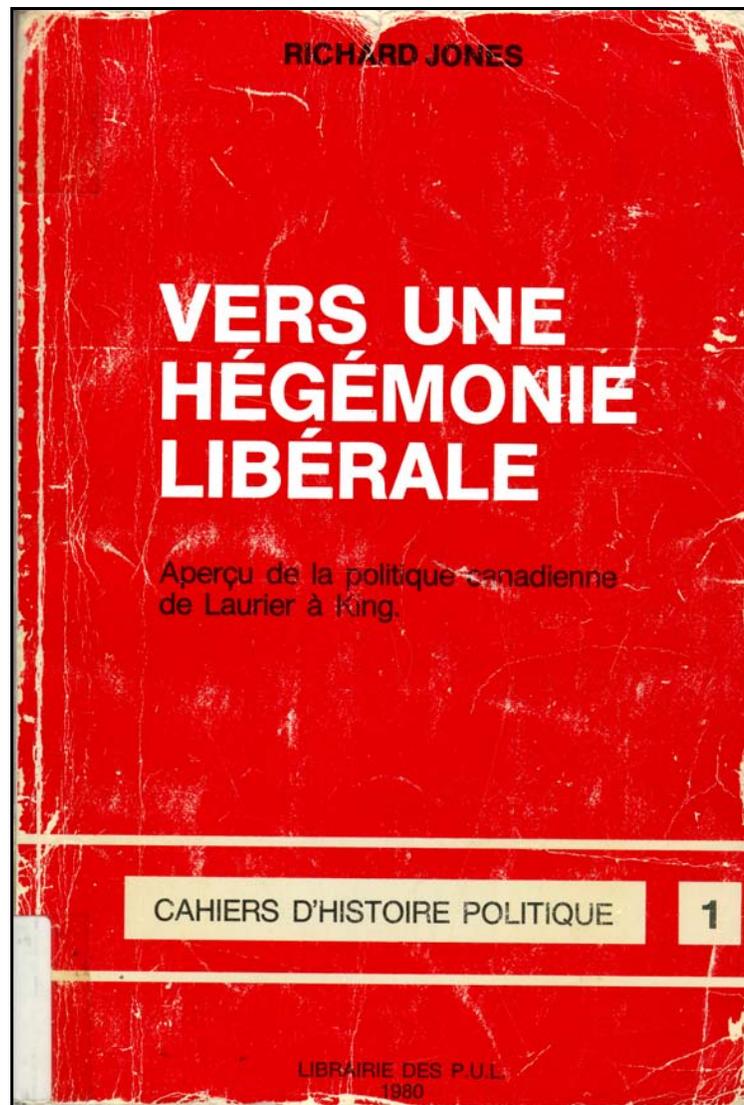
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 22 novembre 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Richard JONES

VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King



Québec : Librairie des Presses de l'Université Laval, 1980, 256 pp.
Collection : Cahiers d'histoire politique, no 1.

[v]

Table des matières

[Avant-propos](#)

PREMIÈRE PARTIE

L'ère de Laurier

- [Chapitre I.](#) Introduction : La reconstruction de Laurier, 1891-1911 (en collaboration avec John Huot) [1]
[Chapitre II.](#) La question des Ecoles du Manitoba (23 juin 1896) (en collaboration avec André Garon) [27]
[Chapitre III.](#) Laurier consolide ses positions (7 novembre 1900) [45]
[Chapitre IV.](#) Le Canada d'abord, toujours le Canada (3 novembre 1904) [61]
[Chapitre V.](#) Le passé garant de l'avenir (26 octobre 1908) [78]
[Chapitre VI.](#) Borden, Bourassa et Laurier : la confrontation des nationalismes [97]

DEUXIÈME PARTIE

Les grands bouleversements

- [Chapitre VII.](#) Introduction : L'échec et la reconstitution des partis politiques canadiens, 1911-1926 (en collaboration avec José Igartua) [119]
[Chapitre VIII.](#) Canada versus Québec (17 décembre 1917) [143]
[Chapitre IX.](#) Révolte dans l'Ouest et vengeance au Québec (6 décembre 1921) [163]
[Chapitre X.](#) Partie remise (29 octobre 1925) [185]
[Chapitre XI.](#) Vers un réalignment.(14 septembre 1926) [203]

[TABLEAUX](#) [226]

[ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE](#) [249]

[INDEX](#) [251]

[i]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Au cours des années 1896-1926, la scène politique canadienne est particulièrement animée. En 1896, les libéraux et leur chef Wilfrid Laurier mettent fin à une longue période de domination conservatrice et inaugurent le début d'une ère libérale qui se poursuit toujours. La formule de ce succès politique certes remarquable aura deux volets. D'une part, les libéraux s'assureront un château-fort québécois où ils gagnent presque par défaut : ils sont, après tout, le seul parti ayant une voix francophone, le seul parti qui se soucie de ménager l'électeur de langue française. D'autre part, le parti réussira généralement à s'attirer l'appui d'une minorité importante des anglophones du Canada, ceux qui jugent l'autre grand parti, le parti conservateur, comme trop près des milieux d'affaires, trop centré sur l'Ontario, trop protestant, trop impérialiste.

Avec le recul du temps, la défaite de Laurier en 1911 et l'isolement du Québec à la suite des élections de 1917, où l'on a discuté surtout de conscription militaire, paraissent être des exceptions qui confirment la règle. Dans les deux cas, grâce à une conjoncture particulière, les conservateurs remportent une solide majorité au Canada anglais et, en

1911, en raison de l'alliance avec le nationaliste Henri Bourassa, ils réussissent même à enfoncer la forteresse libérale du Québec. Mais la conjoncture se modifie rapidement et le parti de Robert Borden et d'Arthur Meighen, son successeur, s'écroule désastreusement en 1921.

Quoique parfois des adversaires de taille, les conservateurs ne constituent pas la seule menace à laquelle doivent faire face les libéraux. Au début des années 1920, les progressistes, un parti fermier, remportent d'importants succès, largement aux dépens des libéraux, en Ontario et dans l'Ouest canadien. Grâce à une politique habile, cependant, W.L.M. King, élu chef libéral en 1919 après le décès de Laurier, vient à bout de cette nouvelle opposition et les libéraux sont de nouveau [ii] bien en selle en 1926.

Si nous traitons dans ce volume des partis fédéraux, nous le faisons à partir d'une perspective québécoise. Décidément, l'étude de l'histoire politique fédérale ne peut plus être réservée aux seuls anglophones. Ainsi, dans la partie descriptive, où nous voyons comment les contemporains de chaque période ont perçu la politique fédérale, nous avons privilégié les témoins de langue française aussi bien que les thèmes qui touchaient le Québec. Il convient de ne pas oublier qu'à cette époque, bien avant le développement de l'État provincial, la politique fédérale passionnait grandement les Québécois.

Ce volume se divise en deux parties : l'ère de Laurier, et l'époque des grands bouleversements après 1911. Dans chaque partie, le lecteur trouvera une introduction qui lui permettra de survoler la période. Ensuite, il verra les éléments saillants des campagnes électorales dont certaines ont été mouvementées et d'autres, plutôt ternes. En annexe, l'on trouvera une série de tableaux de statistiques électorales et une orientation bibliographique indiquant les meilleures sources secondaires actuellement disponibles.

Nous désirons remercier le Conseil des Arts qui a subventionné une partie de nos recherches ainsi que l'Université Laval qui a bien voulu appuyer la mise sur pied de cette nouvelle collection du Département d'histoire, les "Cahiers d'histoire politique". MM. Bertrand Juaneau et Richard Ouellet ont participé aux recherches et MM. Marc LaTerreur, Nive Voisine, John English et particulièrement Réal Bélanger nous ont prodigué leurs conseils presque toujours judicieux. Finalement, nous voulons remercier, tout spécialement, Mme Geor-

gette Huot qui a dactylographié le manuscrit en entier, et Mme Christiane Demers qui a fait le travail fastidieux de relecture.

Richard Jones
St-Cyrille-de-L'Islet
juillet 1980

[iii]

pour D.C.

[1]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

Première partie

L'ère de Laurier

[Retour à la table des matières](#)

[1]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

Première partie : L'ère de Laurier

Chapitre I

Introduction. La reconstruction de Laurier, 1891-1911

[Retour à la table des matières](#)

Au scrutin de 1891, l'électorat canadien a refusé d'adopter la politique de réciprocité commerciale pour miser sur "le vieil home, le vieux drapeau, la vieille politique". C'était quand même le début de la fin de l'ère Macdonald. En 1911, après quinze années de prospérité et de progrès attribués aux libéraux, les Canadiens ont rejeté et Laurier et la réédition de sa politique de 1891 pour jouer, à nouveau, la carte du vieux drapeau. Cette élection marquait la fin de l'ère de Laurier.

Ces deux consultations électorales inauguraient des périodes de crise au sein de la nation et au sein des vieux partis. Ironie du sort, chaque fois la crise mettait en cause l'existence même de la nation canadienne que les deux élections avaient apparemment affirmée d'une façon décisive. En fait, ni en 1891 ni en 1911, les Canadiens n'ont indiqué quel genre d'existence nationale ils désiraient : une nation monoculturelle ou biculturelle ? une nation indépendante ou une colonie de l'Empire ? Le cadre fédératif et le système des partis furent ébranlés à la suite des élections de 1891 et de 1911, à cause du problème

des écoles manitobaines et de la crise de la conscription. Dans l'un et l'autre cas, la reconstruction fut pénible.

La décennie qu'ouvre l'élection de 1891 donne le ton à la période 1891-1911 car, durant ces années mouvementées, on tente d'aborder - et avec quelle intransigeance ! - nombre de problèmes fondamentaux qu'on ne résout qu'en apparence. Ces problèmes réapparaîtront de la [2] même façon plus tard pour provoquer les mêmes divisions. D'abord se pose la question du nationalisme canadien. Ce nationalisme des années 1890 est mal défini et l'on comprend aisément qu'il fut influencé par la vague impérialiste de la fin du siècle dont l'épicentre se situait en Grande-Bretagne. Cependant, c'est l'impérialisme dans sa version sentimentale et non économique qui pousse ses racines en sol canadien. Il se traduit de diverses façons. Certains s'enorgueillissent de vivre dans le plus puissant Dominion de l'omnipuissant Empire britannique. D'autres ne cachent pas leur admiration pour les principes politiques et constitutionnels de la mère-patrie ainsi que leur reconnaissance à l'Angleterre qui nous a légué ses institutions. Le concept de supériorité raciale et le sens de mission universelle donnent de la vigueur à cet impérialisme sentimental. Ces tendances racistes avivent le désir de s'associer plus intimement à l'Angleterre à l'intérieur de l'Empire.

L'interprétation raciste ne pouvait susciter que des animosités au Canada où la population était d'origines diverses. Les prétentions raciales, anglo-saxonnes allaient de pair avec une forte tradition anticatholique centrée en Ontario et qui, par le jeu de l'émigration, marqua aussi les provinces de l'Ouest. La confusion de la religion et de la nationalité, perpétuée et accentuée par les Canadiens français catholiques, fut institutionnalisée dans une certaine mesure, dans l'*Imperial Federation League*, formée en 1885. Parmi ses fondateurs, on remarque D'Alton McCarthy qui affirmait que le Canada devait déterminer les conditions de son existence politique interne - pays anglais ou pays français - avant de pouvoir définir sa position dans l'Empire. Cet impérialisme raciste et anticatholique était l'un des courants définis dans le nationalisme *Canadian* et, comme tel, était un défi à la Confédération ¹.

¹ H. Blair Neatby, "Laurier and Imperialism", Canadian Historical Association Report, 1955, p. 24.

Au même moment, une nouvelle forme de nationalisme commençait à s'affirmer. En plus de constituer une certaine réaction contre l'impérialisme [3] anglo-saxon, il représentait la réponse d'un peuple qui s'efforçait de couper ses liens coloniaux. L'industrialisation du Québec, entraînant une modification des attitudes traditionnelles, joua aussi un rôle dans la définition du nouveau nationalisme canadien-français. Canalisé par la Ligue nationaliste, fondée en 1903, le mouvement fut dirigé surtout par Henri Bourassa, Olivar Asselin, Omer Héroux et Armand Lavergne. Bourassa répudia le nationalisme quasi-séparatiste de Jules-Paul Tardivel, directeur du journal *la Vérité*, et posa le problème en termes de dualité culturelle, d'autonomie provinciale et d'indépendance canadienne ².

Sous la pression de ces deux courants agissant à l'intérieur d'un cadre fédératif encore peu solide, de nouvelles brisures devaient surgir dans le pays et dans le système des partis. Ces courants engendrèrent, dans les années 1890, deux crises qui marquèrent les politiques du début du vingtième siècle. D'abord, la question des Ecoles du Manitoba opposa racistes anglais et ultramontains canadiens-français qui avaient coexisté à l'intérieur du Parti conservateur grâce seulement aux immenses ressources de Macdonald. L'intransigeance des partisans des deux thèses au sein des grands partis empêcha un règlement immédiat. En second lieu, la guerre des Boers posa abruptement, en 1899, la question de la participation du Canada aux guerres impériales. Cette crise laissa des germes de discorde et de méfiance réciproque qui fournirent une abondante moisson aux élections de 1911 et durant la crise conscriptionniste de 1917.

Ces forces confuses et contradictoires étaient en un sens des réactions contre des courants de pensée nés hors du Canada. Mais ils reflétaient aussi, surtout après 1896, une certaine prise de conscience que le Canada dépassait le stade colonial et qu'il devait définir son statut et son rôle sur le plan international. Cet éveil tirait son origine de la première période de prospérité continue depuis 1867. Le schéma économique ébauché par la Confédération se concrétisait enfin : [4] des colons affluaient dans l'Ouest pour cultiver le blé ; ce *wheat boom* stimulait l'ensemble de l'économie en permettant à l'Est d'accroître

² M. P.O'Connell, "The Ideas of Henri Bourassa", *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 19, n° 3 (août 1953), pp. 361-363.

rapidement ses bases industrielles. La population passa de 4,800,000 en 1891 à 8,000,000 en 1916. Bien que 200,000 nouvelles fermes eussent surgi dans les Prairies, la population urbaine du Canada atteignait 45%. La vitesse avec laquelle ces changements s'effectuèrent encouragea les Canadiens à croire que l'expansion continuerait indéfiniment. La conviction que le Canada était destiné à un grand avenir, que le vingtième siècle lui appartiendrait, amena les élites à s'interroger sur la nature de ce destin et à poser des questions sur lesquelles l'unanimité était loin d'être faite.

La brisure

Le Parti conservateur fut incapable d'affronter avec succès les crises successives de la décennie 1890-1900. Un parti fédéral doit unir tant d'éléments divergents qu'il risque de devenir un colosse aux pieds d'argile. Le parti tory avait graduellement évolué vers la droite au fur et à mesure que les éléments extrémistes s'enracinaient en Ontario et dans le Québec, délaissant ainsi la modération initiale de Cartier et de Macdonald. Dans le Québec, le long combat de Chapleau pour éliminer les castors aboutissait à un échec ; en Ontario, les éléments anti-français et anticatholiques prenaient de la vigueur. En 1889, D'Alton McCarthy apportait son message sectaire à une audience réceptive au Manitoba. McCarthy était moins le leader que l'expression de la prise de conscience croissante du groupe *Canadian*. Il croyait qu'une insistance excessive sur la nationalité canadienne-française était une menace à la Confédération. "J'ai assisté, disait-il, à la séparation progressive des deux races plutôt qu'à leur rapprochement. Parfois j'ai douté de la possibilité de créer au Canada une grande nation, tellement les Français et les Anglais semblent différents et antagonistes". [5] Il ajoutait : "Une nation qui commence et finit avec la race française, qui commence et finit avec ceux qui professent la foi catholique romaine [est] une nation qui maintenant menace de démembrer le splendide Dominion du Canada" ³. C'est dans cette atmosphère tendue que, en 1890, le gouvernement du Manitoba, dirigé par le libéral Thomas

³ Fred Landon, "D'Alton McCarthy and the Politics of the Later "Eighties", CHAR, 1932, pp. 49-50.

Greenway, abolissait les écoles séparées financées par l'État, écoles qui étaient pour la plupart françaises. Cette province montrait ainsi qu'elle ignorait les garanties données à la minorité française lors de sa création en 1870.

Le Parti conservateur québécois avait tout juste survécu à la crise raciale qui avait suivi l'exécution de Louis Riel. La décision de Champleau de demeurer dans le cabinet avait sauvé le parti. Toutefois, sa tentative de réorganisation dans le Québec n'avait pu prévenir la perte de 15 sièges aux élections fédérales de 1887 ni les deux victoires provinciales de Mercier en 1886 et 1890. C'est au milieu de ces difficultés qu'avait surgi la question des Ecoles du Manitoba. En 1890, le cabinet Macdonald conseilla à la minorité manitobaine de recourir aux tribunaux : si ces derniers jugeaient constitutionnelle la législation scolaire de Greenway, alors le gouvernement fédéral interviendrait en appliquant l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Macdonald réussissait à gagner du temps et à éviter, avant les élections de 1891, les scissions qui affaibliraient, inévitablement, son parti. C'était là une tactique chère au chef conservateur : s'engager vis-à-vis des Canadiens français à agir et laisser les Canadiens anglais soupçonner qu'il ne ferait rien. Ainsi la victoire conservatrice de 1891 était précaire. Plus que jamais, elle reposait sur des éléments antinomiques qui, en d'autres circonstances, pourraient déchirer le parti. La mort de Macdonald, en juin 1891, amorçait ce changement de circonstances.

Quelle était la solution de rechange au Parti conservateur croulant ? Les libéraux, maintenant sous le leadership de Laurier, avaient [6] été battus en 1891 sur la question de la réciprocité illimitée. Une fois de plus, ils avaient affirmé leur continentalisme, tradition qui remontait aux jours d'Alexander Mackenzie. Même s'ils avaient un chef français, ils avaient une longue tradition d'hostilité envers les Canadiens français qui s'était précisée avec Brown et les Clear Grits. Dans quelle mesure les libéraux pouvaient-ils réconcilier ces éléments en conflit ?

Il est vrai que, depuis quelques années, grâce surtout aux efforts d'Edward Blake, on avait commencé à concilier les diverses tendances qui se manifestaient chez les libéraux et à donner au parti une stature nationale. Blake avait essayé d'éloigner son parti des sirènes libre-échangistes, pressentant dans doute que le Canada avait besoin d'une

certaine forme de protection et qu'une plus grosse somme de revenus devait provenir des tarifs. Aux élections de 1882 et de 1887, en dépit de l'opposition de l'arrière-garde, il avait promis de continuer la politique tarifaire mais n'avait pas convaincu les manufacturiers. Comme le souligne Frank Underhill : "Déjà au début de la décennie 1880, Blake essayait de modifier la politique tarifaire du Parti libéral, ce que le tarif Laurier-Fielding accomplit en 1897"⁴. La lettre célèbre de Blake à ses électeurs de West Durham, au lendemain de l'élection de 1891, exprimait son désaccord fondamental avec la politique libérale de réciprocité illimitée, qui lui semblait mettre en danger l'indépendance du Canada. Cette lettre trouva un écho dans le parti car, en 1893, les libéraux commencèrent de modifier leur politique économique et de s'orienter vers les prises de position qu'ils adopteraient en 1897.

Ce ne fut pas là la seule victoire de Blake. Il avait aussi tenté de faire comprendre aux libéraux ontariens la nécessité de coopérer avec les Canadiens français. Son père avait été membre du gouvernement Baldwin-Lafontaine. À ce sujet, Underhill affirme : "À la longue, ce fut l'attention constante que Blake porta au point de vue du Québec, son effort continu pour éduquer les éléments anglophones de [7] son parti, qui aidèrent Laurier à réaliser son grand rêve : la création au Canada d'un Parti libéral vraiment bi-ethnique"⁵. En 1887, Blake avait pour ainsi dire imposé Laurier au Parti libéral, en dépit de l'opposition de plusieurs libéraux ontariens⁶.

La tradition libérale d'un nationalisme politique rendait les libéraux aptes à répondre plus raisonnablement au nouveau courant à la fois nationaliste et impérialiste des années 1890. Depuis les années 1870, les libéraux avaient tenté de définir l'identité nationale du Canada et mettaient l'accent sur l'autonomie du Dominion à l'intérieur de l'Empire. Et enfin, la traditionnelle sollicitude des libéraux pour les droits provinciaux fournissait une sage position sur le plan tactique dans la question des Ecoles du Manitoba.

⁴ F.H. Underhill, "Edward Blake", dans C.T. Bissell, *Our Living Tradition : Seven Canadians*, Toronto, University of Toronto Press, 1957, p. 19.

⁵ *Ibid.*, pp. 22-23.

⁶ Voir Margaret A. Banks, "The Change in Liberal Party Leadership", *Canadian Historical Review*, vol. 38, n° 2 (juin 1957), pp. 109-128.

L'éducation présentait un terrain mouvant pour la discussion du problème des relations entre l'Église et l'État. En théorie, il est difficile de séparer religion et éducation ; pour les catholiques de l'époque, c'était impossible, surtout à cause de l'interdépendance de la religion et de la langue. Cependant, dans une société pluraliste groupant plusieurs dénominations religieuses, il est difficile d'avoir un système d'éducation confessionnel ; il est même injuste, en principe, de favoriser les privilèges d'une minorité par rapport à une autre. Les décisions sur cette question ne pouvaient être prises qu'au niveau des réalités pratiques ; il fallut plusieurs années aux deux camps pour accepter cette idée, si jamais ils l'acceptèrent.

Quand le Manitoba devint une province en 1870, on donna des garanties à la majorité catholique et française au sujet de sa langue et de sa religion. En 1890, la population, à cause du jeu de l'immigration, était en majorité protestante. Par ailleurs, les francophones n'étaient qu'une minorité parmi d'autres et certainement pas la plus nombreuse. Les libéraux manitobains votèrent, cette année-là, la Loi des écoles publiques qui abolissait les subsides aux écoles séparées. L'agitation de D'Alton McCarthy montrait que la question concernait la [8] nationalité autant que la religion. La position des archevêques Taché et Langevin, qui conduisaient l'agitation catholique en faveur du rappel de la loi, révèle aussi la nature essentielle du conflit : "Sauver le français, c'est sauver une grande force catholique ; l'anglais dans notre pays est une force pour l'hérésie" ⁷.

La question des Ecoles du Manitoba était aussi explosive pour les libéraux que pour les conservateurs. Laurier était un Canadien français catholique et le gouvernement du Manitoba qui avait adopté la loi était libéral. En outre, le Parti libéral avait lui aussi ses D'Alton McCarthy : John Charlton, un leader libéral ontarien, dit à un correspondant durant cette période que "l'opinion qui reçut la plus grande approbation fut quand j'affirmai qu'une nation française viable sur le continent nord-américain était un rêve sans espoir, car cette question avait été réglée sur les plaines d'Abraham" ⁸. Richard Cartwright pré-

⁷ G. Ramsay Cook, "Church, Schools and Politics in Manitoba, 1903-12", *CHR*, vol. 39, n° 1 (mars 1958), p. 3.

⁸ John T. Saywell (éd.), *The Canadian Journal of Lady Aberdeen, 1893-1898*, Toronto, Champlain Society, 1960, p. 33.

vint Laurier que les libéraux ontariens s'opposeraient à toute demande de désaveu et lui suggéra de s'enquérir auprès du gouvernement manitobain de la possibilité de retirer cette loi. Laurier, bien que sympathique à la minorité, garda un prudent silence officiel, attendant que les conservateurs fassent le premier pas.

Le Comité judiciaire du Conseil privé décida que la Loi du Manitoba était constitutionnelle et ne renfermait aucune clause discriminatoire contre la minorité. Les catholiques devaient, bien entendu, contribuer au soutien des écoles publiques, mais rien ne les empêchait de financer leur propre réseau d'écoles également. S'ils devaient ainsi payer deux fois, "ce n'est pas la loi qui est fautive, c'est à cause des croyances religieuses" ⁹.

Laurier comprit que cette décision changeait fondamentalement la position de la minorité catholique au Manitoba : si la majorité désirait seulement des écoles publiques, le gouvernement fédéral ne pouvait prendre aucune action ultérieure. Alors Laurier et les libéraux guettèrent les conservateurs s'entre-déchirer.

[9]

Durant la crise des Ecoles du Manitoba, la stratégie des conservateurs consista à donner l'impression qu'ils ne désiraient que faire observer la loi du pays. Aussi quand les tribunaux décidèrent, en 1892, que la Loi du Manitoba était constitutionnelle, les conservateurs demandèrent-ils si le gouvernement fédéral pouvait légalement adopter une législation réparatrice pour restaurer les droits de la minorité française du Manitoba. Toutefois, l'année précédente, Mgr Taché avait obtenu l'assurance de Macdonald, par l'intermédiaire de Chapleau, que si la loi était déclarée constitutionnelle, Ottawa aiderait quand même la minorité. Chapleau, rejetant le rôle quasi-légal pour lequel le gouvernement opta en 1892, quitta le cabinet. En 1891, Hector Langevin, l'autre leader québécois dans le cabinet, avait été mêlé au scandale

⁹ The Supreme Court of Canada in the Matter of Certain Statutes of the Province of Manitoba relating to Education, Judgment of the Judicial Committee, p. 151, cité dans H. Blair Neatby, *Laurier and a Liberal Quebec : A Study in Political Management*, Toronto, McClelland & Stewart, 1973, pp. 54-55 (Coll. Carleton Library n° 63).

McGreevy et avait démissionné. Ainsi en 1892, le Québec n'avait plus aucun leader puissant à Ottawa ¹⁰.

En 1895, le Comité judiciaire du Conseil privé décida que le gouvernement fédéral pouvait passer une législation réparatrice. Ce jugement aggrava la division dans les rangs conservateurs. La lutte entre conservateurs ultramontains porta alors ses fruits les plus amers. Comme les trois ministres canadiens-français dans le cabinet conservateur, en 1895, avaient peu d'envergure, les évêques entrèrent directement dans l'arène politique pour protéger ce qu'ils considéraient les intérêts vitaux de l'Église. Quand, en 1896, le gouvernement conservateur, alors conduit par Mackenzie Bowell, présenta le projet de loi réparateur pour restaurer le système d'écoles séparées au Manitoba, les lignes de bataille étaient définies.

Le haut clergé catholique était favorable au projet de loi et y voyait un règlement satisfaisant de la question. Au nom des évêques, de la hiérarchie et des catholiques du Canada, le père Lacombe, un missionnaire de l'Ouest, écrivit à Laurier : "Si, Dieu ne le permette pas, vous ne croyez pas qu'il soit de votre devoir d'accéder à nos justes demandes, et si le gouvernement... est défait et renversé... je vous [10] informe, avec regret, que l'épiscopat, comme un seul homme, uni au clergé, se lèvera pour supporter ceux qui seraient tombés en nous défendant" ¹¹. Laurier pensait que la loi réparatrice ne réglait en rien le problème. D'abord il croyait que, ne tenant pas compte des vœux de la majorité du Manitoba, elle soulèverait beaucoup d'hostilité. En tant que mesure fédérale, elle devait être appliquée par le gouvernement fédéral dans un domaine réservé aux provinces. En deuxième lieu, le projet de loi était unanimement combattu par les anglophones. Ainsi, sur le plan électoral, les libéraux croyaient gagner plus de votes en faisant appel aux éléments modérés du Québec et de l'Ontario : une position mitoyenne attirerait peut-être le vote orangiste ontarien. Troisièmement, sur le plan provincial, le projet de loi réparateur promettait un maximum de dictat et un minimum d'aide ; et sur le plan national, il accentuait la division religieuse, avec peu d'espoir de réconciliation.

¹⁰ H. Blair Neatby et John T. Saywell, "Chapleau and the Conservative Party in Quebec", *CHR*, vol. 37, n° 1 (mars 1956), pp. 16-17.

¹¹ A. Lacombe à Laurier, cité dans O.D. Skelton, *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Toronto, Oxford University Press, 1921, tome 1, p. 471.

Laurier s'aliéna encore plus le clergé quand il fit connaître ses idées sur le rôle des catholiques dans une société pluraliste : "Tant que j'occuperai le poste que j'occupe, chaque fois qu'il sera de mon devoir de prendre une position sur une question quelconque, cette position, je la prendrai non pas au point de vue du catholicisme, non pas au point de vue du protestantisme, mais je la prendrai pour des motifs qui peuvent s'adresser aux consciences de tous les hommes, indépendamment de leur foi, pour des motifs qui peuvent animer tous les hommes aimant la justice, la liberté, la tolérance ¹².

Cette politique de conciliation de Laurier permettait au Parti libéral d'offrir un front officiellement uni lors de l'élection de 1896.

C'était tout le contraire dans le camp conservateur. N. Clarke Wallace, un ministre orangiste dans le cabinet, combattit farouchement la loi réparatrice. Deux associations ontariennes - *l'Orange Association* et la *Protestant Protective Association* - firent une campagne hystérique contre le projet de loi, supportant les conservateurs rebelles et les libéraux. Les conservateurs ontariens s'y opposèrent également et dénoncèrent l'ingérence cléricale en politique. Dans le [11]

Québec, les conservateurs appuyèrent le bill et défendirent le droit du clergé de participer à la campagne. En mai 1896, l'épiscopat québécois publia un mandement collectif : "Tous les catholiques ne devront accorder leur suffrage qu'aux candidats qui s'engagent... solennellement à voter au Parlement en faveur d'une législation rendant à la minorité catholique du Manitoba les droits scolaires" ¹³. Comme le mandement ne spécifiait pas qu'il fallait supporter la loi réparatrice, les libéraux pouvaient s'engager suivant les lignes du mandement. D'autres évêques, Mgr Laflèche par exemple, attaquèrent la position de Laurier relative au devoir d'un catholique dans les affaires publiques.

L'élection de 1896 mit fin à la combinaison politique des ultramontains et des orangistes dans le Parti conservateur. Le long processus de désintégration, commencé avec le Programme catholique en 1871, eut son aboutissement en 1896. Les conservateurs dans le Québec se ren-

¹² Débats de la Chambre des Communes, session 1896, vol. I, p. 2429 (3 mars 1896).

¹³ Laurier Lapierre, "Joseph-Israël Tarte and the McGreevy-Langevin Scandal", *CHAR*, 1961-62, p. 36.

dirent compte que le support épiscopal n'était pas un substitut pour le leadership politique, et le clergé, qu'il ne pouvait plus compter sur les conservateurs pour protéger ses intérêts. Signalons que la division de l'opinion à l'intérieur de l'épiscopat, trahie par le manque de vigueur du mandement collectif en 1896, affaiblit l'effet du support clérical des conservateurs en 1896.

La reconstruction de Laurier

Un parti fédéral tend à faire la synthèse des différences régionales, économiques et nationales. Le Parti conservateur avait assumé cette tâche après 1867 en groupant les éléments modérés de ces tendances divergentes. Macdonald avait fait suffisamment de concessions à chacun des groupes pour maintenir intacte cette alliance difficile et précaire. Mais déjà dans les années 1880, ce principe fut violé par les conservateurs quoique le désir de garder le pouvoir ralentît [12] la chute. Dans les années 1890, cependant, la question des écoles et la croissance de l'anglo-saxonisme sont devenues des forces centrifuges qui ont provoqué l'éclatement du parti.

Les forces qui ont désintégré le Parti conservateur rendaient difficile la tâche du Parti libéral, désireux de construire un nouveau modus vivendi. Les antécédents du Parti libéral compliquaient le problème : sa tradition libre-échangiste éloignait les manufacturiers et sa tradition anticléricale éloignait les catholiques. D'un point de vue partisan, la victoire de 1896 devait être consolidée par un élargissement de l'appel du parti ; d'un point de vue national, les forces qui avaient vaincu les conservateurs devaient être réunies dans le Parti libéral si le pays devait survivre.

De nouveau, la composition du cabinet demeure le meilleur thermomètre pour juger du succès d'un premier ministre à réaliser ces deux aspects du système de parti. Le Parti libéral n'avait pas été au pouvoir depuis 1878, mais les partis libéraux provinciaux avaient as-

sumé le pouvoir dans toutes les provinces. Il était naturel que Laurier s'approvisionnât à ces sources pour former son cabinet ¹⁴.

La nomination de W.S. Fielding comme ministre des Finances était importante pour l'orientation future du parti. Il était peu connu dans le Québec et l'Ontario, même s'il avait été premier ministre de la Nouvelle-Écosse. Sir Richard Cartwright, de l'Ontario, qui avait été ministre des Finances dans le cabinet Mackenzie, avait un droit d'aînesse sur ce portefeuille. Mais Cartwright, un orthodoxe libre-échangiste, était *persona non grata* auprès des manufacturiers. Il avait refusé le protectionnisme en 1876 et joué un grand rôle dans l'orientation du Parti libéral vers la réciprocité illimitée. Comme la défaite de 1891 avait éloigné les libéraux de leur traditionnelle position libre-échangiste, l'effacement de Cartwright s'imposait. Laurier lui assigna donc le portefeuille du commerce.

Oliver Mowat, premier ministre de l'Ontario de 1872 à 1896, père de l'autonomie provinciale, devint ministre de la Justice. Il apportait, [13] en plus de sa vaste expérience, l'adhésion des Écossais presbytériens à la politique libérale. William Mulock, ministre des Postes, représentait Toronto et Richard Scott, les Irlandais catholiques ontariens. D'ailleurs, Scott avait contribué, en 1863, à établir le système d'écoles séparées en Ontario. William Paterson, un manufacturier, complétait la représentation de l'Ontario.

Andrew Blair, ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, "bien au courant des possibilités de patronage qu'offrait l'Intercolonial" ¹⁵ fut nommé ministre des Travaux publics et des Chemins de fer. L'ancien premier ministre (1876-1879) de l'Île-du-Prince-Édouard, Louis Davies, devint ministre de la Marine et des Pêcheries ; Frederick W. Borden, de la Nouvelle-Écosse, assumait le portefeuille de la Milice et de la Défense ; Clifford Sifton, un membre influent du gouvernement du Manitoba, un adversaire de la loi réparatrice, fut nommé ministre de l'Intérieur et représentant de l'Ouest dans le cabinet, mais seulement après l'entente Laurier-Greenway sur les écoles manitobaines.

¹⁴ Pour une discussion de la formation du cabinet en 1896, voir Frederick W. Gibson (éd.) *La formation du ministère et les relations culturelles - Etude de sept cabinets*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970, pp. 39-47.

¹⁵ Skelton, op. cit., tome II, p. 8.

Laurier montra donc beaucoup de doigté dans la formation de son premier cabinet. Skelton affirme qu'il avait même réussi, en 1898, à amener D'Alton McCarthy, le rebelle tory, à se joindre à son cabinet, mais le décès inopiné de McCarthy empêche de vérifier le bien-fondé de cette assertion. La volte-face de McCarthy n'aurait eu comme parallèle dans notre histoire politique que les zigzags d'Israël Tarte, passant de l'ultramontanisme au lauriérisme.

La formation d'un cabinet fédéral n'est généralement pas chose facile ; mais c'est la formulation des politiques par le cabinet qui est la preuve de son efficacité. Les libéraux eurent la bonne fortune, en 1896, de prendre le pouvoir quand la conjoncture internationale s'orientait vers la prospérité. Les politiques libérales, à l'intérieur de cette conjoncture favorable, lancèrent le Canada dans son premier boom économique.

L'introduction, en 1897, d'un tarif préférentiel en faveur de [14] l'Angleterre marqua l'administration Laurier de l'auréole du génie. Les libéraux avaient longtemps dénoncé la politique protectionniste des conservateurs, mais sitôt élus ils adoptèrent la protection modérée comme leur politique, tactique habile qui leur valut l'accolade des protectionnistes et des impérialistes sans aliéner les libre - échangistes. Les libéraux avaient été défaits en 1891 sur la question de la réciprocité illimitée. On la réaffirmait lors de la convention de 1893, mais en prenant soin d'ajouter "que les intérêts du Dominion et de l'Empire seraient matériellement servis par l'établissement de telles relations" ¹⁶. Les libéraux étaient apparemment préparés à supporter ouvertement la réciprocité de nouveau en 1896, mais John Willison, éditeur du *Globe* de Toronto, ainsi que Mowat, supplièrent Laurier de mettre la pédale douce sur la réciprocité afin de faciliter le passage au Parti libéral des conservateurs rebelles sur la question des Écoles du Manitoba. C'est pourquoi, durant la campagne de 1896, Laurier aborda favorablement un plan de préférences impériales.

Une fois élus, les libéraux tentèrent encore sans succès de renégocier la réciprocité avec les Américains, mais ceux-ci n'étaient guère intéressés. Laurier comprit que la seule solution était "de prendre le

¹⁶ James A. Colvin, "Sir Wilfrid Laurier and the British Preferential Tariff System", *CHAR*, 1955, p. 14.

tarif américain... et d'en faire le tarif canadien" ¹⁷. Fielding, plus souple sur la question tarifaire que Cartwright, abonda dans le sens de Laurier. C'est pourquoi, en avril 1897, Fielding annonça dans son discours sur le budget qu'il y aurait quelques réductions tarifaires parallèlement à certaines augmentations, mais que l'Angleterre - et c'était la chose importante - aurait un traitement de faveur. D'Alton McCarthy et l'*Equal Rights Association* avaient demandé la préférence impériale au début des années 1890. Les impérialistes se réjouirent de cette modification tarifaire. Les libre-échangistes virent là un premier pas vers le libre-échange. Les manufacturiers applaudirent parce que Laurier n'avait effectué aucun changement fondamental dans la Politique nationale inaugurée en 1879. Laurier avait évidemment réussi un coup de maître.

[15]

Laurier continua aussi la politique de coopération avec l'entreprise privée. Dans les années 1850, sir Allan MacNab, un tory ontarien, avait eu un mot célèbre qui caractérisait la politique des années 1850 : "Railways are my politics" - "Les chemins de fer, c'est ma politique". Cette phrase s'applique tout aussi bien à la politique de Macdonald. À nouveau, dans les années 1900, le chemin de fer devenait un aspect fondamental de la vie politique. Le peuplement de l'Ouest et la prospérité amenée par la culture du blé ouvraient des horizons que les hommes d'affaires canadiens et les politiciens ne pouvaient ignorer. En 1911, Laurier avait doublé la longueur du réseau ferroviaire canadien. Deux nouveaux transcontinentaux - dont une section, Moncton – Québec - Winnipeg, avait été construite entièrement par le gouvernement fédéral - avaient bénéficié de subsides gouvernementaux. Le chemin de fer, comme jadis sous le gouvernement conservateur, servait d'appui au gouvernement Laurier. À la trinité Parti conservateur, Banque de Montréal et Pacifique-Canadien, correspondait maintenant la trinité Parti libéral, Grand Tronc-Nord et Banque de Commerce de Toronto.

¹⁷ Ibid., p. 16.

Québec devient un château fort libéral

H. Blair Neatby n'a pas hésité à affirmer que la réalisation la plus durable de Laurier fut la transformation du Québec en une forteresse libérale. Le jeu politique astucieux de Laurier, allié à une série de circonstances comme la guerre des Boers et la conscription de 1917, a ancré le Québec dans une fidélité tenace, sinon servile, au Parti libéral. Mais la réalisation de cet objectif politique a été compliquée par la montée d'un nouveau nationalisme canadien-français, conduit par Bourassa, et par l'affirmation continue de formes variées d'impérialisme au Canada.

La stratégie de Laurier était de gagner les conservateurs de [16] l'école de Cartier qui étaient en rupture de ban avec leur parti. Dans les années 1890, les ultramontains dominaient temporairement le Parti conservateur. En 1896, les ministres conservateurs à Ottawa n'étaient-ils pas castors ? et Chapleau, le dauphin de Cartier, en exil comme lieutenant-gouverneur, à Spencer-Wood ? C'est Israël Tarte, une figure controversée s'il en est une dans notre histoire politique, qui assura le transfert d'allégeance du Québec. Laurier Lapierre, le dernier historien de Tarte, nous en brosse le portrait suivant :

Tarte a toujours cru que pour exercer une influence politique, le Québec devait être en mesure de présenter un front uni sur la scène fédérale. Il était essentiel à la province, si elle voulait atteindre ce but, d'avoir un chef d'une envergure suffisante pour unir les différentes factions à l'intérieur de la province et pour exercer une influence déterminante dans les décisions gouvernementales. Tarte croyait aussi que des circonstances nouvelles pourraient exiger des changements de chef et de politique. Sa propre carrière illustre cette croyance... Il est peut-être le seul homme politique canadien de qui l'on peut dire que sur toutes les questions importantes - sous une direction et dans des

circonstances différentes - il prôna "le pour et le contre" avec une égale vigueur, une égale audace ¹⁸.

Tarte était entré aux Communes en 1891, comme indépendant. Il avait de suite attaché le grelot au scandale McGreevy qui compromettait Hector Langevin, le leader de la faction opposée à l'école de Cartier-Chapleau. On peut dire que le scandale de McGreevy s'insère dans la lutte entre les deux factions rivales pour dominer le Parti conservateur. Dès juin 1893, Tarte apparaissait comme une figure libérale dominante ; en 1896, il était promu organisateur en chef du parti dans le Québec. Laurier, le libéral modéré, se réjouissait de nuancer la couleur rouge vif du parti. De son côté, le modéré Tarte croyait que seul Laurier pouvait unir le Québec.

Le recrutement des ministres québécois, en 1896, s'effectua [17] sous le signe de la modération. Parmi les cinq ministres du Québec, Laurier ne choisit qu'un rouge, mais deux libéraux et deux conservateurs modérés. Laurier et Henri Joly de Lotbinière, jadis premier ministre du Québec, représentaient le libéralisme modéré. Tarte et Richard Dobell représentaient le conservatisme modéré. Tarte avait de solides liens avec le clergé. Dobell avait été élu en 1896 avec l'appui des conservateurs. Il avait cependant appuyé Laurier sur la question scolaire et celle du tarif. Les nominations de Tarte et de Dobell suscitèrent une vive opposition de la part de la faction rouge et radicale, exclue du cabinet. Celle-ci n'avait qu'un représentant en la personne de C.-A. Geoffrion de Montréal, ancien membre de l'Institut canadien. Ainsi, par le choix de ses ministres québécois, Laurier visait à élargir la clientèle de son parti. Il pouvait sans crainte mécontenter l'aile rouge qui numériquement était sans importance et qui ne pouvait, au surplus, appuyer les conservateurs.

Par ailleurs, en bon stratège, Laurier fit la cour aux leaders conservateurs modérés dont le plus important était Chapleau. Ce dernier subissait le magnétisme de Laurier sans doute parce que Laurier avait réussi là où, lui, il avait échoué. En 1897, Chapleau écrivait à Laurier : "Maintenant qu'allez-vous faire dans et de la province de Québec ? La majorité triomphante va-t-elle enterrer ou faire fonctionner la hache

¹⁸ Lapierre, loc. cit., p. 54.

de guerre ? Va-t-elle relever les ruines ou raser jusqu'au sol et labourer dans les débris encore fumants ? Le problème est entre tes mains. Je n'abandonne pas mon rêve d'une Province unie et forte... ¹⁹.

Laurier aurait aimé laisser Chapleau en fonction à Spencer-Wood, mais de fortes pressions partisans le forcèrent à abandonner son dessein. Il eut plus de succès avec le *boss* Dansereau, maître de poste de Montréal, leader conservateur dans la région de Montréal, qui avait été démis de ses fonctions par le ministre des Postes. Laurier savait que Dansereau allait devenir éditeur de *La Presse*, journal de tendance [18] conservatrice. Pour se concilier Dansereau - et partant *La Presse* - il obligea William Mulock, ministre des Postes, à réinstaller Dansereau dans ses fonctions de maître de poste à Montréal. Voilà, selon le professeur Neatby, l'explication des futures sympathies libérales de *La Presse*. La politique de travaux publics de Tarte à Montréal aboutit au résultat visé par Laurier : faire de Montréal une forteresse libérale.

Laurier ne manqua pas non plus de continuer la tradition de liens étroits entre les libéraux sur le plan provincial et sur le plan fédéral. Laurier aida F.-G. Marchand, premier ministre du Québec, à constituer son premier cabinet, en 1897. Il surveilla d'Ottawa la législation provinciale pour éviter qu'on ne touche aux intérêts des libéraux fédéraux. Il fit élire S.-N. Parent à la succession de Marchand, en 1900, et les deux premiers ministres collaborèrent au niveau du patronage et des affaires financières.

Par contre, la défaite des castors en 1896 et en 1897 fut un dur coup pour les conservateurs. Par la suite, ils furent incapables de rivaliser avec Laurier pour attirer l'école de Cartier. Le Parti conservateur fédéral ne fit même aucun effort sérieux pour consolider ses positions dans le Québec après 1896. Les tendances impérialistes des sections anglaises rendaient peut-être l'entreprise impossible. D'ailleurs, lutter dans le Québec contre Laurier, le premier ministre canadien-français à Ottawa, n'était-ce pas courir à une défaite certaine ? Ainsi l'on peut dire que, vers 1902, Laurier avait parachevé son œuvre dans le Québec. Il avait posé les bases de l'hégémonie libérale dans cette province.

¹⁹ Neatby et Saywell, loc. cit., p. 22.

La faiblesse relative des conservateurs dans le Québec, qui découlait des tendances impérialistes du parti, signifiait que la seule opposition dangereuse dans le Québec au Parti libéral ne pouvait venir que d'une source : le nationalisme canadien-français. Et Bourassa arriva à point pour combler ce vide. Le nationalisme de Bourassa était la résultante d'un ensemble de transformations qui se produisirent à la [19] fin du 19^e siècle. L'attitude de plusieurs Canadiens qui voyaient la destinée du Canada liée à un empire puissant plutôt que dans une évolution vers une petite nation indépendante, suscita la réaction de Bourassa. De plus, l'industrialisation du Québec, qui débouchait sur une nouvelle définition du problème de la survivance, donna le même résultat. Face aux Canadiens anglais désireux de raffermir les liens impériaux, Bourassa énonça le concept du pan-canadianisme : une nation canadienne ancrée dans la dualité culturelle.

Le nationalisme de Bourassa marquait une rupture profonde avec le nationalisme séparatiste de Jules-Paul Tardivel qui avait dominé le nationalisme canadien-français dans les années 1890. Un échange de lettres entre les deux chefs de file indique bien leurs désaccords profonds. Tardivel définissait ainsi son nationalisme : "Notre nationalisme à nous est le nationalisme canadien-français (...); la nation que nous voulons voir se fonder à l'heure marquée par la divine Providence, c'est la nation canadienne-française" ²⁰. Bourassa répondit : "Notre nationalisme à nous est un nationalisme canadien fondé sur la dualité des races et les traditions particulières que cette dualité comporte" ²¹.

Le mouvement bourassiste s'opposait au lauriérisme. Comme seul Québec fournissait la base politique au mouvement bourassiste, Bourassa pouvait prendre des attitudes plus intransigeantes sur des questions qui concernaient les deux races. Là résidait sa grande force tactique dans son opposition à Laurier dans le Québec. Bourassa défia Laurier sur des thèmes qu'il considérait vitaux par rapport à sa conception de la nation canadienne. D'abord il s'opposa à toute tentative d'impliquer le Canada dans des aventures militaires. Sur cette question, Bourassa fut inflexible lors de la guerre des Boers, en 1899, et à l'occasion du débat sur la loi de la marine en 1911. Une conféren-

²⁰ La Vérité, 2 avril 1904, cité dans abbé Arthur Maheux, "Le nationalisme canadien-français à l'aurore du XX^e siècle", *CHAR*, 1945, p. 68.

²¹ *Le Nationaliste*, 3 avril 1904, cité dans *ibid.*, p. 69.

ce qu'il prononça en 1902 donne le ton : "En un mot, le véritable Impérialisme anglais, c'est *la contribution des colonies aux guerres de l'Angleterre - en hommes et en deniers, en hommes surtout*" ²².

[20]

Il ne céda pas non plus sur la question des Ecoles du Nord-Ouest et de l'Ontario, qui impliquait Indirectement sa conception de la dualité culturelle du Canada. Sur ces grands problèmes, Laurier, pris entre deux éléments antinomiques, dut composer. Partant, il déplut aux moins modérés. C'est pourquoi Laurier fut souvent accusé simultanément de marchander les droits des deux camps. Mais cette question appartient à la dernière partie.

La politique de l'honorable compromis

"Mon but est de consolider la Confédération et d'amener nos citoyens, si longtemps étrangers les uns des autres, à former graduellement une nation. Voilà la question fondamentale. Tout le reste y est subordonné" ²³.

Voilà comment Laurier interprétait son rôle dans la vie politique canadienne. N'est-ce pas à la fois un cri de foi personnel en l'avenir du Canada et aussi la définition du rôle du système des partis politiques ? On peut dire que Laurier a suivi la voie tracée par le maître Macdonald au dix-neuvième siècle. Quelques exemples suffiront pour illustrer cette affirmation.

D'abord Laurier eut recours à la manière douce pour régler la question scolaire du Manitoba. Il partit du principe que toute modification au statut de la minorité devait provenir d'une législation provinciale, non d'une législation fédérale. Il proposa un plan prévoyant des écoles séparées dans les districts scolaires où la minorité était concentrée et

²² Henri Bourassa, *Grande-Bretagne et Canada : Questions actuelles*, Montréal, Imprimerie du Pionnier, 1902, p. 3.

²³ Laurier à W. Gregory, cité dans Neatby, *Laurier and a Liberal...*, op. cit., p. 206.

des garanties générales pour le droit à l'enseignement en langue française. Le règlement était inacceptable à la fois aux catholiques ultramontains et aux orangistes. De nouveau, l'archevêque Langevin lança le cri de guerre : "Je vous dis qu'il y aura une révolte au Québec qui résonnera à travers le Canada, et ceux-là qui, aujourd'hui, sont triomphants seront abattus. Le règlement n'est qu'une farce. Le [21] combat ne fait que commencer"²⁴. Dans le Québec, l'épiscopat mit l'Électeur au ban ainsi qu'un pamphlet de L.-O. David, intitulé *Le clergé canadien : sa mission, son œuvre*. Laurier semble en avoir appelé à Rome pour calmer les ultramontains et leur enjoindre d'accepter cette solution qui lui semblait la seule possible dans une société pluraliste. Roma accepta les vues de Laurier. L'encyclique *Affari Vos* déclara que le règlement Laurier-Greenway était provisoirement acceptable. Cependant l'encyclique laissait la question ouverte quand elle affirmait encourager les efforts en vue de restaurer l'ancien système.

La création, en 1905, de deux nouvelles provinces, le Saskatchewan et l'Alberta, formées à même les territoires du Nord-Ouest, ouvrit à nouveau la question scolaire et dressa l'une contre l'autre deux mentalités opposées. Pour les protestants, le système d'écoles publiques peut seul résoudre les conflits d'une société pluraliste ; quant aux catholiques, ils invoquent le principe fondamental que leurs enfants doivent être instruits dans les écoles de leur foi. De là l'enjeu de la question scolaire.

Le bill que parrainait Laurier pour créer deux nouvelles provinces prévoyait un système scolaire dans le sens de celui qui fut établi en 1875, quand le Nord-Ouest devint un territoire. Ce système calquait le système d'écoles publiques et séparées de l'Ontario. Il y avait un double système de financement, d'inspection, d'enseignement et de programme académique. En 1892, l'Assemblée des Territoires avait modifié les arrangements de 1875 : elle avait limité le nombre d'écoles catholiques et restreint l'enseignement religieux. Quelques années plus tard, de nouvelles modifications avaient centralisé les programmes et l'inspection dans le territoire.

Le bill de Laurier visait à rétablir le système de 1875. Les provinces anglaises et de nombreux députés libéraux s'objectèrent à ce retour en arrière. Clifford Sifton, le lieutenant de Laurier dans [22] l'Ouest et

²⁴ Cité dans Skelton, op. cit., tome II, p. 20.

peut-être l'homme fort du cabinet, remit sa démission. Il était absent du pays quand on rédigea la clause et Laurier commit l'impair de ne pas le consulter de façon assez exclusive. Sifton avait été un ardent partisan du système d'écoles publiques au Manitoba en 1890. W.S. Fielding, l'autre homme fort du cabinet, manifesta aussi son opposition irréductible à la clause scolaire. Dans les journaux du Québec et de l'Ontario, la tension montait. Il devenait évident que le Parti libéral, comme le Parti conservateur dans les années 1890, pourrait se scinder sur cette question. Laurier résolut le problème en introduisant un amendement spécifiant que la minorité serait traitée suivant le statut révisé de l'Assemblée territoriale passé en 1901. L'amendement ramena l'unité au sein du parti.

Le "compromis honorable" dans la question scolaire, comme dans plusieurs autres questions qui divisaient les ethnies, s'apparentait beaucoup au droit du plus fort. L'idée d'un Canada biculturel n'effleurait pas l'esprit des *westerners*. L'incident de 1905 prouvait une fois de plus que lorsque le Canada anglais fait front commun dans le cabinet contre le Canada français, les Canadiens français doivent s'effacer. Ajoutons que l'identification de la nationalité canadienne-française avec un catholicisme réactionnaire demeura une barrière constante au dialogue et à l'entente entre Français et Anglais.

La crise suscitée par la guerre des Boers fournit une autre illustration de la technique de l' "honorable compromis" chère à Laurier. Cette crise cristallisait les attitudes incompatibles des opposants et des partisans de l'impérialisme. Pendant que plusieurs Canadiens anglais désiraient resserrer les liens impériaux, les Canadiens français, au nom de la survivance, aspiraient à une plus grande autonomie pour le Canada. Le secrétaire d'État aux colonies, Joseph Chamberlain, était le leader des forces impériales centralisatrices à l'intérieur de l'Empire, et il vit dans la guerre des Boers l'occasion d'établir un précédent pour la solidarité impériale. Laurier sentait bien que [23] le Canada n'avait rien à faire dans une guerre impériale qui ne concernait nullement les intérêts canadiens, mais la pression exercée par le Canada anglais, ajoutée à sa confiance naturelle dans l'art de gouverner des Britanniques, amena le premier ministre à modifier son attitude. De nouveau la question mettait en cause l'unité nationale. Le compromis fut d'envoyer un contingent de volontaires en Afrique du Sud aux frais du gouvernement.

Les libéraux québécois acceptèrent difficilement le compromis. Tarte s'inclina devant l'inévitable, mais Bourassa, alors jeune protégé de Laurier, abandonna son siège au Parlement. Bourassa affirmait que toute forme de participation canadienne à la guerre des Boers créait un dangereux précédent. Il ne croyait pas en la justice de cette guerre et il prédiait que l'enrôlement volontaire durant les guerres impériales entraînerait, en cas de nécessité, la conscription des Canadiens français. Au Canada anglais, Laurier, Bourassa et Tarte furent accusés de déloyauté. Les sentiments amers engendrés par la crise de la guerre des Boers et les prises de position affichées à cette époque jetèrent les fondations de la crise conscriptionniste de 1917. Les extrémistes des deux camps reprochèrent à Laurier son compromis.

Cependant, aux élections générales de 1900, Laurier fit des gains au Québec. On peut expliquer ce triomphe par l'absence d'une autre solution pour les Canadiens français. Les conservateurs n'étaient-ils pas plus impérialistes que Laurier ? Seul un tiers parti nationaliste pouvait enlever le Québec à Laurier, mais Bourassa à l'époque était encore un libéral, sauf en politique extérieure. Un vote pour Laurier, disait-on en 1900, était un vote pour le nationalisme canadien-français.

Mil neuf cent quatre marque l'apogée de Laurier. Le chef libéral avait alors mis en marche les éléments fondamentaux de sa politique : mise en valeur de l'Ouest, construction de transcontinentaux, système tarifaire préférentiel. Dans l'ensemble, le cabinet Laurier des premières années fut mieux équilibré et plus fort que par la suite. De nombreuses démissions de ministres et de membres influents du parti firent [24] repousser le fardeau de l'administration et le prestige du parti sur les seules épaules de Laurier. En 1902, Israël Tarte fut obligé de quitter le ministère pour avoir préconisé une politique tarifaire contraire à celle du gouvernement. Andrew Blair, ministre des Chemins de fer, démissionna à son tour, en 1903, en signe de protestation contre la politique ferroviaire de Laurier. Clifford Sifton, le "petit Napoléon" de l'Ouest et le dauphin de Laurier, quitta le cabinet en 1905 sur la question scolaire ; Bourassa évolua vers l'opposition systématique au régime Laurier ; et la retraite de sir William Mulock, en 1905, affaiblit le parti en Ontario. Laurier demeura incapable de combler les vides.

La vague libérale reculait aussi dans les provinces. Cinq des neuf provinces demeuraient libérales : Nouvelle-Ecosse, Ile-du-Prince-Edouard, Québec, Alberta et Saskatchewan. Dans les autres provinces l'opposition conservatrice enregistrait des gains : le Parti conservateur mit un terme, en 1908, à un régime libéral de 25 ans au Nouveau-Brunswick ; l'Ontario devint conservatrice après 32 ans de gouvernement libéral ; le Manitoba tomba aux mains des conservateurs en 1900 et la Colombie britannique, après 32 ans de gouvernement non partisan se rangea sous la bannière conservatrice en 1903. Ces gouvernements conservateurs provinciaux commençaient un travail de sape efficace.

Les similitudes entre l'époque de Macdonald et celle de Laurier abondent. L'apogée de Macdonald se situe entre 1878 et 1887, puis vint le déclin. L'élection de 1891 fut un triomphe personnel de Macdonald et non pas un triomphe du parti. L'affaiblissement du Parti libéral au niveau provincial suit un cours identique à celui du Parti conservateur sous Macdonald, sauf que la prospérité sous Laurier freina le déclin. Au niveau politique, Laurier expérimentait la même difficulté à réconcilier Français et Anglais, protestants et catholiques, fermiers et manufacturiers. Après 1904, le Parti conservateur commença à remonter la pente. L'historien Donald Creighton affirme que :

[25]

"Les conservateurs se mirent à appliquer à leurs problèmes les méthodes qui avaient si bien servi les libéraux. Ils empruntèrent beaucoup à la vue libérale de l'unité politique nationale, tout comme les libéraux avaient adopté le schéma conservateur d'intégration économique nationale. Ils apprirent à parler des loyautés régionales et des droits provinciaux avec le même respect que les libéraux en étaient venus à accorder aux industries protégées et aux chemins de fer nationaux. Les deux partis avaient beaucoup appris sur l'art de survivre politiquement dans un fédéralisme continental ... Ils s'empruntèrent l'un l'autre leurs politiques heureuses et... ils abandonnèrent leurs échecs" ²⁵.

²⁵ D. Creighton, "Conservatism and National Unity", dans Ralph Flenley (éd.), *Essays in Canadian History*, Toronto, Macmillan, 1939, p. 177.

La justesse de cette formule est quelque peu amoindrie par l'attitude du Parti conservateur à l'égard du Canada français, attitude qui se résume en une indifférence tranquille après 1896. Le cliché qu'il n'y a aucune différence entre les partis est tendancieux : durant le régime Laurier, les conservateurs continuèrent d'être plus protectionnistes, plus enclins à resserrer les liens impériaux, moins empressés à coopérer avec le Canada français. Pendant ce temps, les libéraux mettaient l'accent sur un nationalisme plus canadien, des tarifs plus bas et une collaboration plus étroite avec le Québec. Par ailleurs, Laurier se montra moins centralisateur que Macdonald.

Comme la plupart des gouvernements qui s'éternisent au pouvoir, les libéraux succombèrent à la corruption et au patronage. Des accusations de scandale assombrirent les derniers feux du régime Laurier, comme cela avait été le cas pour les conservateurs. Des scandales furent révélés dans le département des Pêcheries et dans celui de l'Intérieur ; les Travaux publics demeurèrent un appât pour capter les votes ; les tarifs permettaient d'entretenir un quiproquo entre le gouvernement et les manufacturiers. La corruption jouait toujours un rôle considérable, surtout dans les circonscriptions marginales. L'Ontario inventa de nouvelles méthodes de corruption électorale : faux bulletins, faux officiers, fausses boîtes de scrutin et fausses bibles inondèrent la province. Selon Skelton, l'organisation libérale provinciale de [26] l'Ontario - "la machine la plus cynique dans les annales canadiennes" - était la source du mal. Les journaux bénéficiaient du patronage sous forme d'annonces. Les principes du système des dépouilles ("*spoils system*") guidaient le gouvernement dans l'octroi des sièges au Sénat, le découpage de la carte électorale, la nomination des juges, le choix des fonctionnaires importants. Skelton qui a vécu cette époque a franchement admis que "la distribution du patronage était la plus importante fonction du gouvernement".

Laurier continuait le système de Macdonald. Cependant, il commença, en 1907, à amorcer une réforme. Cette année-là, il abolit toutes les listes de patronage qui indiquaient les fournisseurs du gouvernement et il nomma la première Commission du Service civil. La loi électorale de 1907 prohibait les contributions des compagnies à la caisse électorale et prévoyait des pénalités assez sévères pour enrayer la corruption électorale.

Le thème fondamental du régime Laurier fut le nationalisme exprimé à la fois dans sa forme impérialiste et autonomiste. Le grand défi politique qu'eut à relever Laurier fut de forger un compromis entre ces deux points de vue sur la destinée du Dominion. Les conservateurs aussi avaient à affronter le défi, mais ils firent peu d'efforts et de progrès avant 1910. Quand les deux formes de nationalisme commencèrent à s'exprimer à travers des partis politiques différents--le courant impérialiste dans le Parti conservateur et le courant nationaliste dans le Parti libéral--- la tâche devint incroyablement difficile, voire impossible. Les Canadiens français pouvaient préférer les nationalistes de Bourassa et les Canadiens anglais impérialistes pouvaient réaliser leurs désirs en votant conservateur. Les compromis de Laurier n'étaient plus satisfaisants dans ce contexte. Ces deux mouvements se combinèrent pour provoquer la chute de Laurier en 1911. Leur triomphe amorça le réalignement du système des partis canadiens.

[27]

VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King

Première partie : L'ère de Laurier

Chapitre II

La question des Écoles du Manitoba 23 juin 1896

[Retour à la table des matières](#)

En 1896, le Canada se relève péniblement d'une dépression d'envergure mondiale qui sévit depuis près d'un quart de siècle. Peu après son retour au pouvoir de 1878, Macdonald avait inauguré une politique nationale de protection tarifaire mais il n'avait réussi à atténuer la crise que de façon sporadique. Les difficultés économiques et les tensions sociales qu'elles provoquent continuent de miner l'œuvre des Pères de la Confédération. Entre 1891 et 1895, le niveau des prix baisse d'une dizaine de points et la valeur des exportations décline de \$15 millions. Le tarif protectionniste américain de 1890, inspiré par William McKinley et Nelson Aldrich, a, dès sa mise en vigueur, des effets tellement désastreux que Macdonald écrit, peu après l'élection de 1891, que son gouvernement n'aurait pu affronter l'électorat avec succès un an plus tard. Si le niveau des exportations connaît, en 1896, un redressement encourageant, les conservateurs doivent néanmoins re-

courir depuis 1894 à des déficits budgétaires : ainsi, en 1895, il manque plus de \$5 millions pour boucler l'exercice financier. Dans le domaine de l'immigration, notons que le nombre d'arrivées est passé de 80,000, qu'il était en 1891, à moins de 20,000 en 1896. Tendence encore plus inquiétante, le Canada demeure un pays que l'on déserte : un cinquième de sa population d'origine vit aux États-Unis.

La réalité contredit donc les prophéties optimistes des artisans du pacte fédératif. Sont-ce les structures ou les hommes qui en sont [28] responsables ? Les tenants de la réciprocité affirment, sir Richard Cartwright en tête, que ce sont les structures. Mais les électeurs qui remplacent, dans les législatures provinciales, les conservateurs par les libéraux (Oliver Mowat prend le pouvoir en Ontario en 1872, A.G. Blair au Nouveau-Brunswick en 1883, W.S. Fielding en Nouvelle-Écosse en 1884, et Thomas Greenway au Manitoba en 1888) répondent que les hommes doivent aussi encourir leur part de responsabilité.

Les gouvernements provinciaux cherchent à satisfaire les aspirations locales que heurte une politique fédérale entravée par la crise. L'absence, depuis la mort de Macdonald (6 juin 1891), d'une force politique nationale capable de canaliser les revendications locales et de freiner les animosités ethniques excitées par l'affaire Riel (1885) et la question des Biens des Jésuites (1888), explique le climat âpre et tendu dans lequel se déroulent les luttes qui entourent l'affaire des Écoles du Manitoba.

Ce sont les projets de loi de Joseph Martin, procureur général de la province, qui provoquent dès 1890 les luttes scolaires au Manitoba. De fait, ces mesures attaquent les deux assises de la vie franco-manitobaine. D'une part, on abolit l'usage officiel du français à l'Assemblée législative, dans la fonction publique, dans les publications gouvernementales et devant les tribunaux provinciaux. D'autre part, on décrète que les catholiques n'ont aucun droit constitutionnel à des écoles confessionnelles supportées par les deniers publics et l'on crée un système d'écoles nationales, sans dénomination religieuse et administrées par un ministère de l'Éducation. Paul E. Crunican attribue une large part du blâme pour ces mesures à Martin lui-même aussi bien qu'à D'Alton McCarthy, militant anti-français et anti-catholique qui,

en 1889, apporte son "message" jusqu'à Portage la Prairie ²⁶. Même si l'on écarte le fanatisme de quelques politiciens, il reste que de profonds changements démographiques ont rendu très vulnérable la position des catholiques et des francophones au Manitoba. En 1870, sur une population de 12,000 habitants, il y a 6,000 catholiques ; en [29] 1890, après une forte immigration, la province ne compte que 20,000 catholiques (dont 15,000 francophones) sur un total de 150,000 habitants ²⁷. L'équilibre précaire se trouve évidemment rompu et, dans ce nouveau contexte, que peuvent valoir des garanties constitutionnelles ?

Après l'adoption des lois Martin, les Canadiens français catholiques, dirigés par Mgr Taché, s'appuient sur la charte du Manitoba pour demander l'intervention du gouvernement fédéral. Le lieutenant-gouverneur, John Schultz, refuse de réserver la sanction de ces lois même s'il doute de leur validité. De plus, Macdonald refuse de les faire désavouer, alléguant qu'il s'agit là de questions semblables à celles des Biens des Jésuites, que le gouvernement fédéral a feint d'ignorer malgré les protestations véhémentes des orangistes ontariens. Le premier ministre veut, à tout prix, éviter d'en faire un problème politique. Pour la minorité brimée, du moins dans l'immédiat, il ne reste que le recours aux tribunaux, suggéré aux Communes par Edward Blake, le plus grand juriste de son temps et l'ancien chef du Parti libéral. L'astucieux temporisateur qu'est Macdonald saute sur cette planche de salut providentielle à la veille de l'élection de 1891. Le 30 juillet 1892, la cour de dernière instance, le Comité judiciaire du Conseil privé de Londres, dans un jugement infirmant celui de la Cour suprême du Canada, donne raison au gouvernement manitobain. Se fondant toujours sur l'article 93 de l'A.A.N.B. et sur l'article 22 de l'Acte du Manitoba, les catholiques demandent alors au gouvernement fédéral d'adopter une loi réparatrice. Mais les successeurs de Macdonald, prétextant l'absence d'un mandat clair du Conseil privé, n'osent pas intervenir. D'ailleurs, l'affaire des Écoles, qui dresse l'un contre l'autre les deux principaux groupes composant la nation canadienne, est trop lourde de

²⁶ Paul E. Crunican, *Priests and Politicians : Manitoba Schools and the Election of 1896-*, Toronto, University of Toronto Press, 1974, p. 8.

²⁷ Voir W.L. Morton, *Manitoba, A History*, 2e éd., Toronto, University of Toronto Press, 1967, pp. 240-250.

conséquences politiques et possiblement électorales pour qu'on s'y engage de gaieté de cœur.

En 1895, dans une deuxième cause sur la question des Écoles, le Conseil privé révisé, à toutes fins pratiques, ses positions antérieures. À la suite d'un examen de la situation de la minorité après la [30] loi scolaire de 1871 et après celle de 1890, leurs seigneuries concluent, le 29 février : "Il ne semble pas possible de dire que les droits et les privilèges de la minorité catholique romaine, en ce qui concerne l'instruction publique donnée avant 1890, n'ont pas reçu d'atteinte ²⁸". Le tribunal impérial est d'avis qu'un appel au gouvernement fédéral par la minorité catholique est donc admissible et qu'Ottawa possède la juridiction nécessaire pour prendre des mesures réparatrices. Mais il reconnaît aussi que la grande majorité des habitants du Manitoba est satisfaite des lois de 1890 et qu'il ne faudrait pas abroger cette législation ni rétablir les lois antérieures. Il ne précise pas, cependant, le mode à suivre, se bornant à affirmer que quelques modifications supplémentaires pourraient être adoptées en vue de remédier aux griefs des catholiques.

La balle se trouve ainsi renvoyée dans l'arène politique. Mais le Parlement étant élu depuis déjà quatre ans, les partis doivent tenir compte de la consultation populaire qui s'approche. Les conservateurs, qui sont au pouvoir, possèdent le choix des armes : ils hésitent entre l'action immédiate et l'appel au peuple. Au début de février 1895, ils indiquent leur intention de régler rapidement la question manitobaine. À la fin du mois, Joseph-Aldéric Ouimet, ministre des Travaux publics, expose la stratégie : "Il serait extrêmement difficile d'obtenir de la Chambre le redressement complet des griefs des catholiques. Les députés des provinces anglaises, à la veille de se présenter de nouveau devant leurs électeurs, n'oseraient pas voter en faveur des mesures rémédiatrices complètes que sir Mackenzie Bowell a l'intention de proposer ; tandis qu'au lendemain des élections, après avoir été élus pour cinq ans, il serait probablement facile d'obtenir ample justice pour les catholiques" ²⁹. Enfin, le 19 mars 1895, le parti ministériel fixe définitivement sa politique : le gouvernement fédéral ordonne au Manitoba

²⁸ Documents relatifs à la cause des Écoles du Manitoba, Documents de la session de 1895, vol. XXVIII, n° 10 (1896) p. 10.

²⁹ *La Presse*, cité dans la *Vérité*, 2 mars 1895.

de redonner aux catholiques les droits qu'on leur a enlevés en 1890 ; si la province refuse d'accomplir ce devoir, le gouvernement fédéral pourra lui-même rendre justice à la minorité. À Winnipeg, [31] on refuse d'obtempérer, car le gouvernement provincial ne peut renier ainsi la politique qu'il défend depuis cinq ans devant les tribunaux.

La rumeur de la dissolution des Chambres plane déjà depuis plus d'un an. Les partis politiques avaient eu le temps de se préparer et les machines électorales étaient en branle. Le Parti conservateur affronte l'électorat avec un nouveau chef, le quatrième en autant d'années, sir Charles Tupper. Sir John A. Macdonald, l'homme qui avait converti en une force politique de premier plan les aspirations et les contradictions provinciales, était mort au lendemain des élections de 1891. Depuis lors, aucun de ses lieutenants n'avait pu le remplacer convenablement, sir John C. Abbott encore moins que les autres. Sir John Thompson y aurait peut-être réussi, mais une crise cardiaque l'avait emporté prématurément en 1894. Sir Mackenzie Bowell, piètre administrateur et ancien grand maître des loges orangistes d'Amérique du Nord, avait assumé maladroitement la succession. C'est pourquoi on a fini par rappeler sir Charles Tupper de son poste de haut-commissaire à Londres pour refaire l'unité du Parti conservateur. Il succède à Bowell qui, le 27 avril 1896, démissionne, tel que convenu au moment de la crise de janvier. Agé de 75 ans, le vieux routier de la politique a un triple handicap à surmonter. Il doit faire l'unité de son parti toujours ébranlé par la mort de Macdonald, par les dissensions occasionnées par le choix de quatre chefs successifs, et par le projet d'une loi réparatrice officiellement patronnée par le parti. Nombre de conservateurs n'acceptent pas la politique scolaire élaborée par Bowell et que poursuit Tupper : la démission, deux jours après l'ouverture de la dernière session, soit le 5 janvier 1896, de sept ministres anglo-protestants du cabinet Bowell, révèle de profondes fissures. Tupper doit défendre, dans un pays à majorité anglaise et protestante, exacerbé par le fanatisme et l'intolérance, les droits d'une mince minorité française et catholique perdue dans les plaines de l'Ouest. Il doit, enfin, restaurer devant un électorat aigri par les difficultés économiques et par les accusations de favoritisme, l'image d'un [32] Parti conservateur triomphant. La retraite de la politique active de 44 députés conservateurs, membres du dernier Parlement, en comparaison de huit seulement du côté libéral, constitue un bon indice de la faiblesse de la

position des ministériels, malgré l'illusion créée par les nombreuses victoires remportées au cours d'élections partielles depuis 1891.

Wilfrid Laurier, comme Tupper, a une forte partie à jouer, même s'il possède, au départ, certains avantages. Il est entouré d'une équipe aguerrie et dynamique. Oliver Mowat, premier ministre de l'Ontario, Andrew G. Blair, premier ministre du Nouveau-Brunswick, et William S. Fielding, premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, annoncent, non seulement qu'ils combattront à ses côtés, mais qu'ils le suivront sur la scène fédérale. Sauf au Québec et en Colombie britannique, il peut compter sur la machine des gouvernements provinciaux. Il peut aussi miser sur une opinion publique inquiète, ouverte à une nouvelle politique commerciale, en quête d'un nouveau leader national, et choquée de la corruption administrative que de nombreux scandales ont révélée.

En dénonçant le projet de loi réparatrice au profit d'une enquête qui déterminerait si, de fait, les catholiques manitobains ont été traités avec injustice, les libéraux essaient de ménager la chèvre et le chou. D'une part, leur vigoureuse défense des droits provinciaux leur permet de condamner tout projet d'intervention fédérale. Mais, d'autre part, ils laissent croire à leurs électeurs québécois que, devant les recommandations des enquêteurs, ils seraient prêts à agir en faveur de la minorité, au moyen même d'une loi réparatrice, souffle-t-on, si les autres arguments ne persuadent pas le libéral Greenway. Des élections partielles récentes révèlent que le Parti libéral est en progression dans le Québec mais qu'il est en difficulté en Ontario où, dans deux circonscriptions (Cardwell et Ontario-Nord), le candidat libéral se classe bon dernier derrière le candidat McCarthiste et le candidat conservateur. Ainsi, en Ontario, le Parti libéral, très influencé par le journaliste du *Globe* de Toronto, John S. Willison, [33] proclame que le gouvernement fédéral ne peut porter atteinte aux droits inaliénables d'une province en matière d'éducation. L'argument de l'autonomie provinciale rend donc impensable un quelconque appui au projet de loi remédiateur *Bowell-Tupper*. Mais ce même projet de loi, quand les libéraux l'expliquent au Québec, serait nettement insuffisant pour sauvegarder les droits de la minorité catholique manitobaine. Laurier ne peut concilier autonomie et survivance, faire cohabiter Willison et Israël Tarte, gagner les votes et de l'Ontario et du Québec. Habile, il choisit de ne pas choisir. À la Chambre des Communes, il propose que l'on

renvoie à six mois la discussion de cette mesure si litigieuse : de la sorte, il ne heurte officiellement de front ni l'Ontario ni le Québec. L'obstruction systématique des libéraux et des disciples de McCarthy, l'expiration naturelle d'un parlement élu cinq ans auparavant, sauvent de la scission ouverte le parti de Laurier qui peut se réfugier derrière les arguties juridiques et les discours interminables pour garder une façade unie devant l'électorat qu'il faut bientôt affronter.

À la veille de la campagne, l'énigme demeure néanmoins totale au Québec. La fameuse lettre du père Lacombe interdit à Laurier tout faux-fuyant devant l'attitude éventuelle du haut clergé catholique. "Je dois vous dire", lui à en effet écrit le missionnaire, "que nous ne pouvons pas accepter votre commission d'enquête en aucune façon, et nous ferons de notre mieux pour la combattre. Si, que Dieu ne le permette pas, vous ne croyez pas qu'il soit de votre devoir d'accéder à nos justes demandes, et si le gouvernement, qui est anxieux de nous donner la loi promise, est défait et renversé en combattant jusqu'à la fin de la lutte, je vous informe, avec regret, que l'épiscopat, comme un seul homme, uni au clergé, se lèvera pour supporter ceux qui seraient tombés en nous défendant..."³⁰ Si le clergé adoptait une telle position, comme tout semblait l'indiquer, dans quelle mesure le peuple le suivrait-il ? Les libéraux ont cependant de bonnes raisons d'espérer. Les événements qui se sont déroulés depuis l'affaire Riel et le scandale Langevin-McGreevy montrent qu'ils auront l'appui de l'aile [34] conservatrice modérée : Tarte et Arthur Dansereau sont passés au Parti libéral et Chapleau, que les conservateurs supplient de rentrer dans la lutte pour défendre la loi réparatrice, a promis à Laurier de ne pas intervenir. Les conservateurs modérés vont neutraliser, espère-t-on, les conservateurs ultramontains, c'est-à-dire les anciens Programmis-tes ou ceux qu'on appelle les Castors. D'autre part, les libéraux peuvent compter au Québec sur une presse maintenant aussi aguerrie que celle des conservateurs. Et, surtout, ils peuvent miser sur le charme, l'éloquence, voire le magnétisme de leur chef, beaucoup mieux connu de la population qu'en 1891. Mais la perspective de voir un compatriote à la tête du pays suffit-elle pour faire la sourde oreille aux recom-

³⁰ Lacombe à Laurier, 20 janvier 1896, lettre citée par Paul E. Crunican, "Father Lacombe's Strange Mission : The Lacombe-Langevin Correspondence on the Manitoba School Question, 1895-1896", Rapport de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, vol. 26 (1959), p. 63.

mandations de l'épiscopat ? Les électeurs québécois écouteront-ils le cri de la foi ou l'appel de la race ?

Les libéraux s'allient à une faction politique assez peu considérable, mais qui peut aider à gagner quelques sièges supplémentaires : les Patrons de l'Industrie. L'aile canadienne de ce mouvement était née à Sarnia, Ontario, en février 1890, de l'indignation provoquée par la corruption administrative. En 1896, les Patrons ont des ramifications dans plusieurs provinces du Dominion. Ils souhaitent une plus saine administration, s'élèvent contre toute forme de corruption et combattent le protectionnisme qui favorise les monopoles. Jusqu'ici ils ont connu des succès dans certaines provinces, et maintenant ils se lancent dans une campagne fédérale.

La "conspiration" - nom par lequel la presse conservatrice désignait l'alliance des libéraux et des autres factions - comprend un autre groupe politique, né de l'opposition farouche au règlement de la question des Biens des Jésuites : les McCarthistes, du nom de leur chef, D'Alton McCarthy, homme politique prometteur, désigné jadis comme le dauphin de Macdonald. Pendant anglo-protestant de l'ultramontanisme québécois, le McCarthisme n'a de commun avec les libéraux que le désir de renverser les ministériels et d'éviter la loi réparatrice - c'est du moins l'impression que donnera la presse libérale au lendemain de la lutte.

[35]

Le Parti conservateur semble donc en fort mauvaise posture à l'ouverture de la campagne : Il a contre lui la piteuse image qu'il donne et trois factions politiques, liées par une alliance plus ou moins officielle, qui peut rallier toute la gamme des mécontents.

Déroulement de la campagne

La campagne qui, de fait, était en cours depuis plus d'un an, s'ouvre officiellement le 23 avril 1896 avec la dissolution des Chambres. Il y a 213 sièges à pourvoir. Le Nouveau-Brunswick a perdu deux circonscriptions, et l'Ile-du-Prince-Edouard et la Nouvelle-Écosse chacune une, lors du remaniement de la carte électorale qui a suivi le re-

censement décennal de 1891. Le Manitoba en gagne deux. Les conservateurs présentent 209 candidats et les libéraux, 193, mais Il faut rappeler que l'affiliation partisane des candidats n'est pas toujours claire. En Ontario, la situation demeure fort confuse : 88 conservateurs, 75 libéraux, 27 Patrons, 11 McCarthistes, 5 candidats de la "Protestant Protective Association" et 10 Indépendants se disputent les 92 sièges. Dans treize circonscriptions, les libéraux laissent le champ libre aux Patrons et aux McCarthistes, confirmant l'existence d'alliances locales avec les deux tiers partis ; mais dans 34 circonscriptions, trois candidats s'affrontent. Les tiers partis et les indépendants tentent également leur chance au Manitoba, au Nouveau-Brunswick et dans les Territoires du Nord-Ouest ; par contre, au Québec et en Nouvelle-Ecosse, à deux exceptions près, seuls les libéraux et les conservateurs se font la lutte.

Au début de mai, Tupper ouvre sa campagne à Winnipeg et il y déploie une fougue exceptionnelle. Abordant d'emblée le problème scolaire, Il va droit au but : "La cause des écoles nationales se portera-t-elle mieux si vous me remplacez par un Français et un catholique ?" ³¹. Les libéraux utilisent à satiété cette phrase dans leur [36] propagande électorale au Québec et Tupper ne réussira même pas à atténuer les craintes des conservateurs ontariens qui préfèrent miser sur les professions de foi anti-réparatrices de leurs candidats locaux.

À Montréal, le premier ministre adresse la parole à 2000 hommes d'affaires. Il défend avec vigueur la politique nationale des conservateurs et prévient ses auditeurs que les Américains, intéressés à se trouver de nouveaux débouchés pour leurs produits, pourraient ne pas se contenter de prières pour favoriser la campagne oppositionniste. À Québec, le chef conservateur assure les électeurs que son gouvernement reconnaîtra aux catholiques manitobains leurs droits constitutionnels. Ensuite, le 8 juin, après un séjour dans les Maritimes, Tupper se rend à Ottawa où, devant une assemblée rendue houleuse par les nombreux sympathisants McCarthistes, il dénonce la politique commerciale ambiguë des libéraux. Quand Alphonse Desjardins, ministre des Travaux publics, prend la parole en français, des auditeurs se mettent à manifester et l'orateur, en compagnie de Tupper et d'autres dignitaires, quitte brusquement le meeting.

³¹ *Toronto World*, 11 mai 1896.

Le premier ministre termine sa campagne par un historique tour de l'Ontario, en visitant Toronto, Windsor, London, Kingston, Oshawa, Berlin (Kitchener), Brantford et de nombreux autres endroits. Il tente désespérément de convaincre les électeurs que la question de l'heure, c'est la politique fiscale et commerciale, et que les libéraux ont voulu politiser le problème des Écoles du Manitoba pour masquer les insuffisances et les incohérences de leur propre politique économique. Tupper préconise un tarif préférentiel à l'intérieur de l'Empire qui, selon lui, favoriserait l'exportation du blé canadien.

Tout de même, quand il discute la question scolaire, le chef conservateur semble renier ses affirmations de Winnipeg et pose en homme d'État soucieux de rendre justice aux minorités : ses déclarations ne laissent pas d'équivoque. À Chatham, il affirme que "Monsieur Greenway sera forcé de réintégrer la minorité catholique dans ses droits, ou bien le pouvoir de légiférer sur l'éducation sera enlevé au [37] au gouvernement du Manitoba". Et il évoque ainsi le "fair play" anglais : "Laissez-moi faire appel aux protestants les plus prévenus ; supposez un Instant que cette privation des droits, au lieu d'être au préjudice de la minorité du Manitoba, fut imposée à la minorité protestante du Québec. ..." ³².

Cependant les lieutenants de Tupper n'affichent ni la même audace ni la même fermeté. Loin de là ! Deux des ministres qui, au Parlement, avaient vigoureusement soutenu les droits minoritaires, George E. Foster, ministre du Commerce, et A.R. Dickey, ministre de la Justice, demeurent chez eux, le premier au Nouveau-Brunswick, le deuxième en Nouvelle-Écosse. Un des journaux de la Ville-Reine, le *Telegram*, tout en soulignant la "justice de l'opposition ontarienne au principe de l'intervention fédérale", déplore que le gouvernement n'ait pas envoyé ses gros canons en Ontario pour défendre la loi réparatrice.

Bon nombre de candidats conservateurs en Ontario se prononcent contre toute intervention dans les affaires du Manitoba. N. Clarke Wallace, grand maître orangiste et candidat conservateur dans York-Ouest, prend la parole en faveur de W.F. Maclean (éditeur du *World*) dans York-Est et il lance : "Nous sommes des Canadiens libres et nous n'accepterons pas les dictées de prêtres et d'évêques dans des

³² Toronto Daily Mail and Empire, 15 juin 1896.

domaines où ils n'ont aucune juridiction" ³³. Un de ces domaines était, selon Wallace, celui de l'éducation. Dans Toronto-Est, où Emerson Coatsworth, le candidat officiel, semble favorable à la ligne de Tupper, les forces anti-interventionnistes convainquent John Ross Robertson, fondateur du *Telegram*, de se présenter comme conservateur indépendant. Wallace et D'Alton McCarthy l'appuient tous les deux. Un de ceux qui prennent la parole lors de la nomination de Robertson déclare que "plutôt que de vivre au Canada sous la hiérarchie", il préférerait "aller élever des vaches au Mexique, pays catholique qui a tout de même chassé les Jésuites et établi des écoles nationales" ³⁴. Trois des quatre quotidiens conservateurs de Toronto mènent une campagne ardente contre la loi remédiate et, du côté libéral, le *Star* et le *Globe* s'y [38] opposent également.

Laurier n'a ni l'énergie ni la résistance de Tupper, de trente ans son aîné. Il ne parcourt pas un aussi vaste territoire. Le chef libéral laisse l'Ouest à Clifford Sifton et concentre son activité dans les provinces centrales, tandis que Blair et Fielding s'occupent des Maritimes. Laurier avait d'ailleurs parcouru le pays d'un océan à l'autre, au cours des années précédentes, pour structurer son parti. La stratégie des libéraux comporte comme fer de lance le bilan du régime conservateur, dont les composantes pour eux sont le marasme économique, les animosités ethniques, les déficits budgétaires et la corruption administrative. On propose à la place un tarif douanier proportionné aux besoins fiscaux plutôt que fondé sur le protectionnisme, un traité de réciprocité avec les États-Unis afin de développer les ressources naturelles du Canada, et des réductions draconiennes dans les dépenses administratives. Il faut remarquer que les libéraux mettent la sourdine aux sempiternelles questions de tarif et de réciprocité, sources d'échecs précédents et de divisions internes, et qu'ils donnent en sous-main des assurances aux manufacturiers.

Leurs grandes envolées oratoires portent sur la question des Écoles. Laurier prêche la conciliation : "Si j'eusse été au pouvoir, j'aurais nommé une commission dont sir Oliver Mowat aurait été le président, et avec un homme d'autorité, de paix et d'ordre comme le premier ministre d'Ontario et avec d'autres que vous connaissez, nous aurions dit

³³ *Toronto World*, 1er juin 1896.

³⁴ *Ibid.*, 19 mai 1896.

et démontré à M. Greenway qu'il faut que justice soit rendue" ³⁵. Le *Globe* est d'avis qu'une enquête juste par des hommes impartiaux sortirait le problème une bonne fois pour toutes de l'arène politique. Laurier cherche à rassurer les Torontois quand il affirme, le 11 juin : "Je suis catholique romain et Canadien français, et on pourrait croire que j'ai de fortes sympathies pour la minorité ; mais de même que je ne permettrai à personne de me violenter, je ne consentirai jamais à violenter personne" ³⁶. Mais le premier ministre nuance son argumentation suivant l'auditoire. À St-Roch (Québec), il soutient, [39] sur une toute autre note, que si la conciliation ne réussit point, il aura à exercer le recours constitutionnel que fournit la loi. Et C.-A. Geoffrion, l'adversaire du ministre Taillon dans Chambly-Verchères, prétend que les libéraux ont voté contre la législation gouvernementale parce qu'elle protégeait insuffisamment les droits des franco-catholiques du Manitoba. En effet, sur la question scolaire, Laurier se rend bien compte que la meilleure politique, c'est de ne pas avoir de politique, qu'un parti vraiment national ne pourrait être pour ni contre les écoles séparées. "La reconnaissance de ce fait", nous dit Blair Neatby, "ainsi que la réalisation qu'un compromis était essentiel, c'est cela qui établit la réputation de Laurier comme un homme d'État national" ³⁷.

À mesure que le dénouement approche, la campagne se limite à la question des Écoles, et la lutte dans le Québec se fait entre le Parti libéral et la hiérarchie catholique. En mai, Mgr Langevin, archevêque de St-Boniface, prononce des sermons politiques dans la région de Montréal où il demande aux électeurs d'appuyer le projet de loi de Tupper. Dans sa paroisse natale de St-Isidore-de-Laprairie, il s'en prend aux propositions de Laurier et s'oppose à une enquête sur la question scolaire qui ne serait pas conduite par la hiérarchie. Les évêques publient un mandement collectif, lu en chaire le 17 mai, qui incite les catholiques à n'appuyer que les candidats qui s'engagent "formellement et solennellement à voter, au Parlement, en faveur d'une législation rendant à la minorité catholique du Manitoba les droits scolaires qui lui sont reconnus par l'hon. Conseil privé d'Angleterre" ³⁸.

³⁵ *La Patrie*, 18 mai 1896.

³⁶ *Le Temps*, 18 juin 1896.

³⁷ Neatby, *Laurier and a Liberal...*, op. cit., p. 79.

³⁸ "Lettre pastorale... sur la question des écoles du Manitoba", dans *Mandements des Évêques de Québec*, vol. VIII, p. 7.

Somme toute, le ton de la lettre épiscopale est assez modéré, mais Mgr Laflèche, des Trois-Rivières, renchérit en affirmant que, dans les circonstances, un catholique ne saurait, sous peine de pécher gravement, voter pour Laurier. Les libéraux protestent de leur intention de rendre justice aux minorités. La plupart ayant pris l'engagement solennel demandé par les évêques, le peuple reste libre d'appuyer les candidats de son choix. N'acceptant pas de rester sur la défensive, les [40] libéraux cherchent à contrecarrer la propagande de Mgr Laflèche en attisant le nationalisme canadien-français. Israël Tarte demande dans son journal : "Que lui [Tupper] importe la province de Québec, puisqu'il est en faveur de la fédération impériale, puisqu'il est pour la "British connection", "connection" quand même, puisque son rêve est l'effacement de la race canadienne-française dans notre pays ? Et nous, Canadiens français, nous mettrions un tel homme au pouvoir et nous écraserions Wilfrid Laurier, un homme de notre province, de notre sang ! Compatriotes, oubliez que vous êtes libéraux ou conservateurs, et demandez-vous si ce ne serait pas un honneur pour notre province d'avoir un Canadien français comme premier ministre du Dominion" ³⁹.

Au Canada anglais, les anathèmes de Mgr Laflèche alimentent la hargne des McCarthistes et raidissent les protestants. Dans une mise en demeure cinglante, le *Globe* soutient que Mgr Langevin, Mgr Laflèche et d'autres évêques, par leur campagne pro-interventionniste, jouent le jeu des extrémistes anglo-protestants qui ne cherchent qu'à démontrer l'existence d'un solide bloc catholique qui place les intérêts de l'Église romaine avant ceux du Canada. De son côté, W. T. R. Preston, un candidat libéral à Toronto, déclare son opposition à toute intervention fédérale en affirmant : "La race anglo-saxonne ne cède pas à la coercition ⁴⁰". Alors qu'au Québec, Israël Tarte répète que les sermons de Mgr Langevin semblent beaucoup plus inspirés par sir Charles Tupper que par l'Esprit-Saint, en Ontario on représente ce même Tupper agenouillé devant un évêque (suprême ignominie !) pour baiser l'anneau épiscopal.

³⁹ *La Patrie*, 22 juin 1896.

⁴⁰ Cité dans Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. VIII : Wilfrid Laurier, Montréal, Eds Valiquette, s. d., p. 75.

D'Alton McCarthy se porte candidat dans deux districts, dans Simcoe-Nord et à Brandon, et proclame que son but principal est de détruire le gouvernement Tupper. À Winnipeg, la *Free Press* craint que McCarthy ne parvienne à détenir la balance du pouvoir et recommande que les vieux partis s'unissent pour adopter une législation réparatrice pour en finir avec la question des Écoles. Sans cela, selon ce journal, on risquait de connaître encore cinq ans de luttes de race [41] qui nuiraient gravement au développement matériel du pays.

Dans les Maritimes et en Colombie britannique, les thèmes économiques l'emportent sur celui des écoles. Tupper prétend à Halifax que la réciprocité avec les États-Unis aurait pour résultat de hausser les tarifs canadiens au niveau très élevé de ceux de Washington alors que les libéraux font miroiter les avantages d'un protectionnisme diminué. Aux deux extrémités du pays, les bleus se targuent des travaux publics qu'ils ont réalisés et leurs adversaires stigmatisent les nombreux scandales impliquant le régime. En général, la campagne y semble moins passionnée qu'au Québec et en Ontario.

Le résultat

"Et Laurier se leva tôt le matin ; et ils déménagèrent de l'endroit qu'on appelle l'Opposition, et ils s'approchèrent du Jourdain de l'Opinion publique, lui et tous les enfants des libéraux, et s'y installèrent avant de traverser. Puis il arriva, dans le sixième mois, au 23ième jour de ce mois, après avoir erré 18 ans dans le désert, qu'ils traversèrent le fleuve et entrèrent dans la Terre Promise qui est connue sous le nom de Pouvoir". Ainsi s'exprima le pourtant peu biblique *Toronto World* au lendemain des élections générales.

Le bilan des gains et des pertes favorise les libéraux dans toutes les provinces, sauf dans l'Île-du-Prince-Édouard où le déficit est de deux sièges et en Ontario, où deux Patrons, deux McCarthistes et un indépendant sont victorieux. Mais il faut noter que les libéraux, avec 45.1% du vote populaire, font élire 118 députés, alors que les conservateurs, favorisés par 46.3% de l'électorat, ne remportent que 88 sièges. La disproportion est particulièrement aiguë au Québec où les libéraux, avec un peu plus de la moitié des suffrages exprimés, triom-

phent dans les trois-quarts des circonscriptions. On remarque aussi que, comparativement aux chiffres de 1891, les conservateurs voient leur proportion des suffrages diminuer de 5.7% et même les [42] libéraux accusent une baisse de 1.3%. Il n'y eut donc pas de débâcle conservatrice au niveau du vote populaire. Mais le système est impitoyable et seul compte le nombre de sièges remportés. Le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour, une carte électorale où il y avait d'importantes inégalités entre les districts, et une répartition du vote favorisant les libéraux, expliquent pourquoi Laurier, avec moins de votes que Tupper, s'arroge une victoire éclatante.

Dans les jours qui suivent le scrutin, la presse du Dominion semble unanime à dire que le fait saillant est le vote du Québec où la situation était demeurée énigmatique jusqu'au 23 juin. En comparaison avec les résultats de 1891, alors que les libéraux avaient déjà remporté une majorité des sièges dans cette province, le bilan se chiffre à 49 sièges en leur faveur sur les 65 que compte le Québec. Seize circonscriptions seulement ont élu des conservateurs. Tandis que la presse québécoise crie de joie ou de rage, selon sa couleur, les quotidiens torontois des deux côtés applaudissent à la défaite de la hiérarchie même si, à l'exception du *Star* et du *Globe*, ils déplorent le sort fait aux conservateurs. Au dire du *World*, l'appel de la race triomphait du cri de la foi : le Québec a préféré voter pour un compatriote qu'écouter les dictées des prélats. Les conservateurs s'étaient suicidés pour le Québec, qui les avait néanmoins reniés. Tout de même, cette "intervention chirurgicale" était nécessaire au futur relèvement des bleus. Le *Telegram* estimait aussi que le mal fait au parti se révélerait salutaire mais le *Mail*, plus pessimiste, trouvait que le Parti libéral était devenu le "parti du Québec" et entrevoyait une nouvelle ère d'agitation raciale. Le *Globe*, de son côté, félicitait les électeurs du Québec d'avoir réalisé une "grande victoire pour les libertés civiles" et d'avoir lié leur province, par un vote libéral, aux provinces-soeurs.

Au Québec, les troupes bleues sont laissées sans généraux. Angers, Desjardins et Taillon mordent tous la poussière, le dernier battu par C.-A. Geoffrion. Mais du côté libéral, Israël Tarte ne peut vaincre [43] son adversaire conservateur, J.-G.-H. Bergeron, dans Beauharnois. Un autre député libéral démissionne peu après en sa faveur.

L'Ontario offre peu de surprises. Les deux grands partis remportent le même nombre de sièges, soit 43. Le seul élément nouveau dans le

résultat est l'élection de six députés, dont D'Alton McCarthy et John Ross Robertson, choisis en dehors des partis traditionnels. Plusieurs des députés élus s'étaient prononcés ouvertement contre une politique de coercition à l'égard du Manitoba, et certains des candidats conservateurs malheureux, dont Emerson Coatsworth, semblent devoir leur échec à la sympathie qu'ils témoignaient à la politique de Tupper. La situation politique ne change donc presque pas en 1896 par rapport à 1891 : il est manifeste qu'aucun parti ne monopolise les aspirations des électeurs ontariens. Il faudrait une analyse poussée, au niveau des circonscriptions, pour déceler l'influence possible de l'appartenance des électeurs à une religion ou à l'autre, mais des minorités catholiques semblent avoir contribué à l'élection de plusieurs libéraux.

Le Manitoba, beaucoup plus que le Québec, semblait avoir une ligne de conduite bien tracée : s'étant nettement prononcé contre la loi réparatrice en reportant au pouvoir le Parti libéral de Greenway en janvier 1896, il devait logiquement appuyer les libéraux fédéraux. Tous les calculs sont renversés quand quatre conservateurs, deux libéraux et un McCarthiste (D'Alton McCarthy) sont élus. En accordant une majorité conservatrice, la province semblait voter pour sa propre coercition. Pour tenter une explication, nous pouvons retenir les hypothèses suivantes : ou les électeurs n'ont tenu compte que de la valeur personnelle des candidats, critère qui semble avoir favorisé les conservateurs (comme dans le cas de Hugh John Macdonald, fils de l'ancien premier ministre qui a défait Joseph "Fighting Joe" Martin à Winnipeg) ; ou le Manitoba acceptait comme un moindre mal la loi réparatrice d'un gouvernement conservateur, craignant le pire d'un gouvernement libéral dirigé par un Canadien français catholique qui entretenait de bonnes relations avec les autorités provinciales ; ou, comme l'écrit *l'Électeur*, [44] le Manitoba "a considéré que c'était le Parti conservateur qui offrait le plus de garanties qu'il ne serait accordé aucune réparation aux catholiques".

Dans les Maritimes et en Colombie britannique, où les libéraux augmentent sensiblement leurs forces, les solutions proposées aux problèmes économiques préoccupent plus les électeurs que la question scolaire. Les propositions de Tupper d'annexer Terre-Neuve et d'établir un régime préférentiel à l'intérieur de l'Empire pour agrandir le marché extérieur canadien n'ont évidemment pas réussi à étouffer les aspirations à la réciprocité qui, si elles n'ont pas renversé complète-

ment la situation à l'avantage des libéraux, ont du moins renversé la vapeur. Il ne faudrait pas non plus sous-estimer la popularité personnelle de W.S. Fielding, premier ministre de la Nouvelle-Ecosse.

Tout compte fait, les résultats des élections fédérales de juin 1896 n'ont rien de très surprenant : c'est sans doute la force des libéraux au Québec ainsi que la faiblesse des conservateurs et leurs divisions internes qui donnent la victoire à Laurier. Après 18 ans dans l'opposition, les libéraux sont de retour au pouvoir. Mais Wilfrid Laurier n'est pas Alexander Mackenzie et cette fois-ci les conservateurs ne se relèveront pas si vite. En effet, durant les 85 ans qui suivent la victoire de Laurier, les conservateurs seront au pouvoir à peine 20 ans. Ce sont les libéraux qui, à partir de Laurier, remplacent les conservateurs comme le parti du centre.

[45]

VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King

Première partie : L'ère de Laurier

Chapitre III

Laurier consolide ses positions **7 novembre 1900**

[Retour à la table des matières](#)

La victoire libérale de 1896 coïncide avec le renversement de la conjoncture économique internationale après une longue période de contraction amorcée par la crise de 1873. Si les causes du renversement demeurent mystérieuses, les effets de la reprise furent perçus dès 1897 par les contemporains et claironnés dans les journaux libéraux comme *le Soleil*, *le Globe*, *la Patrie*, et *le Toronto Star*.

En 1900, la "prospérité libérale" - ainsi baptisée par les ministériels - répand généreusement ses bienfaits. Les immigrants, attirés par les perspectives d'un niveau de vie plus élevé, par la découverte de l'or au Yukon et par le "boom du blé", affluent en grand nombre. En 1899 et 1900, on enregistre plus de 44,000 entrées par année, comparées à moins de 20,000 en 1896 ⁴¹. L'Ouest canadien, favorisé par l'occupation des dernières terres arables disponibles à bon marché aux États-

⁴¹ John W. Dafoe, *Clifford Sifton in Relation to his Times*, Toronto, Macmillan, 1931, p. 144.

Unis, par l'amélioration des techniques agricoles et des graines de semence, de même que par la demande croissante d'une Europe en pleine expansion industrielle, attire les immigrants et se développe à un rythme prodigieux.

Il n'est alors pas surprenant que le débouché sur les marchés européens relègue au second plan la sempiternelle question de la réciprocité avec les États-Unis. D'ailleurs, l'idée de réciprocité a généralement été lancée dans des périodes de difficultés économiques alors que tout le monde s'inquiétait de la vitalité du pays. L'ouverture [46] du marché anglais aux produits primaires canadiens et le rapprochement avec la métropole grâce au tarif préférentiel de 33-1/3% (initiative qui, bien entendu, plaît aux impérialistes) ramènent la confiance. Lors de la session de la Chambre des Communes de 1899, Laurier souligne bien ce changement : "Je puis parler du sentiment public au Canada et affirmer, sans crainte de me tromper, que l'opinion n'est pas aujourd'hui en faveur de la réciprocité ; ... Il fut un temps où nos concitoyens ... auraient donné beaucoup pour se faire ouvrir le marché américain... Mais, grâce à Dieu, ce temps-ci n'est plus ; nous sommes plus indépendants".

Cependant, la prospérité n'avait pas apaisé les vieilles animosités ethniques et culturelles. On continue de discuter le règlement Laurier-Greenway relatif aux Écoles du Manitoba. Ce règlement, l'œuvre surtout d'Israël Tarte et de Clifford Sifton, est une entente entre les gouvernements d'Ottawa et de Winnipeg qui fut annoncée le 19 novembre 1896 et adoptée par la législature manitobaine en 1897. Le système des écoles séparées n'est pas rétabli mais trois concessions majeures modifient les lois manitobaines de 1890. Tout d'abord, on peut dispenser une demi-heure-la dernière de la journée scolaire - d'enseignement religieux, catholique ou autre, dans toute école rurale où les parents de dix enfants en font la demande et dans toute école urbaine où les parents de 25 enfants présentent semblable requête. Ensuite, - encore à la demande des parents -, les commissions scolaires acceptent d'utiliser les services d'au moins un instituteur catholique accrédité dans les écoles urbaines où l'on a 40 élèves de cette religion et dans les écoles rurales où l'on en compte 25. Des instituteurs protestants pourraient être embauchés aux mêmes conditions. Enfin, dans toute école où la langue maternelle de dix élèves serait le français, ou une langue autre que l'anglais, l'enseignement leur serait donné dans leur

langue maternelle et en anglais, d'après le système bilingue ⁴². Cette dernière concession - " ou une langue autre que l'anglais" - entraîne l'éventuel échec du compromis, car Allemands, Ukrainiens et Polonais feront la même demande que les francophones, et la qualité de l'éducation, [47] selon les critiques, s'en ressentira. En 1916, la législature manitobaine mettra fin à l'enseignement bilingue. Mais, déjà en 1897, le règlement ne ralliait pas les plus intransigeants des deux camps.

De plus, francophones autonomistes et anglophones impérialistes trouvent dans la participation du Canada à la guerre des Boers un nouveau terrain d'affrontement. Joseph Chamberlain, secrétaire d'État aux Colonies, veut rétablir le vieux système impérialiste anglais et convaincre les colonies de contribuer activement à la défense de l'Empire. Pour inciter le Canada à participer à son programme, il envoie, en 1898, lord Minto, impérialiste notoire, remplir les fonctions de gouverneur général. Le nouveau commandant en chef de la milice canadienne, le général Edward Hutton, épouse entièrement, lui aussi, les visées de Chamberlain. À mesure que les relations se détériorent entre le gouvernement britannique et les Boers, les torys anglophones réclament à grands cris une participation active du Canada à la guerre. "Dans ce pays", écrit le *Mail and Empire*, "notre loyauté à la reine et au drapeau ne devrait jamais être mise en doute à l'heure du péril ... Nous devrions désirer à l'unanimité défendre l'honneur britannique et appuyer la cause de la liberté et de la civilisation partout où elle serait menacée" ⁴³. Sir Charles Tupper, chef de l'Opposition, somme le gouvernement de se rallier au drapeau et lui promet son appui, alors que George E. Foster proclame ainsi son patriotisme : "La première balle boer qui loge dans une poitrine britannique est autant un coup porté au Canada qu'à la Grande Bretagne ⁴⁴". Pour les impérialistes, le gouvernement Laurier pratique une politique honteuse d'inaction ; et, quand il finit par agir, il le fait à contrecœur. Le cabinet est manifestement divisé sur la question. Alors que des ministres comme William Mulock, sir Richard Cartwright et Frederick W. Borden favorisent l'envoi d'un contingent équipé et financé entièrement par le Dominion, Israël Tarte mène, dans la Patrie, une vigoureuse campagne anti-

⁴² Voir Lionel Groulx, *L'enseignement français au Canada, tome II : Les écoles des minorités*, Montréal, Librairie Granger Frères, 1933, pp. 122-123.

⁴³ *Toronto Daily Mail and Empire*, 16 octobre 1899.

⁴⁴ Cité dans *ibid.*, 13 octobre 1899.

participationniste. "Qu'avons-nous à faire dans les choses de l'Afrique ?" demande-t-il. "Quels intérêts avons-nous au Transvaal ? Pourquoi prendrions-nous l'argent et [48] le sang des contribuables pour aller les dépenser dans ces lointaines régions ⁴⁵ ?" Tarte refuse d'admettre que le Parlement britannique, où le Canada n'est pas représenté, puisse entraîner le Dominion dans n'importe quelle guerre.

Pour expliquer ses lenteurs, Laurier prétexte la nécessité de convoquer le Parlement avant d'agir. Le gouvernement, cependant, finit par se résigner à lever un contingent et à l'envoyer à Capetown ; ensuite, la Grande-Bretagne paierait les frais de maintien. Fait à noter, c'est par décret ministériel, et non par vote parlementaire, que cette décision est prise. Ces soldats quittent Québec le 30 octobre 1899. Mais Laurier subit les attaques et des impérialistes et des nationalistes. Le *Toronto World* et le *Mail and Empire* accusent Tarte d'avoir provoqué un cri de race contre les Britanniques et réclament l'expulsion du cabinet du déloyal ministre des Travaux publics. De l'autre côté, Henri Bourassa flaire une tentative de vouloir pousser un projet de fédération militaire de l'Empire et, dans une lettre au premier ministre, Il affirme que "l'impôt du sang constitue la plus lourde des contributions publiques ⁴⁶". Convaincu que le Canada retourne à "l'État primitif de colonie de la Couronne", le député de Labelle se démet de son mandat parlementaire. C'est sa façon de protester contre un grave changement de politique que l'on ne soumet pas aux représentants du peuple. Il sera réélu sans concurrent, comme libéral indépendant, lors d'une élection complémentaire le 25 janvier 1900.

Au début de 1900, un nouveau contingent de 1320 cavaliers et fantassins quitte le Canada pour l'Afrique du Sud, et au cours de la guerre, les Britanniques eux-mêmes recrutent environ 5,000 Canadiens. Le conflit sur la question de la participation reposait sur un enjeu d'importance cruciale : le Canada devait-il, de façon automatique, s'engager militairement parce que l'Angleterre était en guerre ? Bref, il s'agissait de définir le statut et le rôle du Canada à l'intérieur de l'Empire. Laurier s'en tire à peu près indemne, car il a su, encore une fois,

⁴⁵ *La Patrie*, 9 octobre 1899, cité dans Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. IX : F.-G. Marchand, 2e éd., Montréal, Eds Valiquette, s.d., p. 112.

⁴⁶ *Ibid*, p. 127.

se placer au centre des opinions divergentes. Mais un sujet [49] aussi litigieux ne pouvait être passé sous silence lors de la campagne électorale.

Position des partis

À la veille des élections, les libéraux étaient en excellente position. Leur arrivée au pouvoir avait coïncidé avec la reprise économique et ils ne manquèrent pas de s'en attribuer le mérite. Laurier avait évité l'erreur d'Alexander Mackenzie : il avait formé son cabinet en tenant rigoureusement compte des groupes financiers, des intérêts régionaux et ethniques. Cependant, la représentation ethnique au sein du cabinet avait soulevé certaines critiques. *Le Temps* déplorait la faiblesse de la représentation francophone au cabinet (trois ministres, à part Laurier, sur un total de 17), voyant dans la formation du ministère en 1896 "la plus profonde humiliation nationale qui eût pu être infligée à la race française ⁴⁷". De son côté, *la Minerve* était d'avis que Laurier avait sacrifié le Québec pour apaiser les doutes des anglo-protestants à son égard. Mais ces critiques émanaient évidemment de la minorité bleue. Soulignons aussi que pour mieux diriger son cabinet et son parti, Laurier n'avait lui-même pris aucun portefeuille. Une telle politique ne pouvait que lui procurer des dividendes. Finalement, les libéraux pouvaient compter sur l'appui des gouvernements Parent au Québec et Ross en Ontario.

Les deux principaux lieutenants de Laurier, Israël Tarte au Québec et Clifford Sifton dans l'Ouest, avaient organisé une machine électorale efficace : ils avaient structuré le parti, rempli la caisse électorale et, surtout, utilisé au maximum le favoritisme pour récompenser des amis et rallier des adversaires. Cependant, il y avait encore des frictions. Tarte, par son activité et son génie de l'organisation aussi bien que par ses déclarations fortement nationalistes, avait pris la vedette plus souvent qu'à son tour. Au printemps de 1900, il est à [50] l'exposition universelle de Paris et ses paroles dans la capitale française suscitent de vives réactions au Canada. Il aurait affirmé que les Canadiens fran-

⁴⁷ Cité dans John T. Saywell, "Le ministère Laurier de 1896", dans Gibson (éd.), op. cit., p. 46.

çais étaient obligés pour des raisons économiques et sociales d'être loyaux à l'Empire mais qu'ils ne considéraient pas le lien comme permanent. "C'est une belle déclaration de la part d'un ministre de la Couronne :” rétorque le *Mail and Empire*. "Il dit qu'il a fait du Canada une nation, mais il donne l'impression que ce pays est deux nations". Évidemment, à cause de ses prises de position contre la participation à la guerre sud-africaine, il passe pour un traître aux yeux de la presse oppositionniste. Une rumeur circule même selon laquelle Tarte se joindrait à Bourassa pour fonder un tiers parti axé sur l'indépendance du Canada et prenant appui sur le vote canadien-français, le vote Irlandais et le vote des anglophones plus canadiens que britanniques. Mais Bourassa n'ose tenter l'aventure et Tarte ne veut pas risquer son portefeuille. Les libéraux présenteront donc un front uni durant la campagne électorale. Laurier peut, de ce fait, s'occuper tout entier de la défense de sa politique.

C'est là, en effet, un nouveau rôle pour le Parti libéral. Jusque-là, il avait critiqué et attaqué un gouvernement ; maintenant, il doit défendre son action. La prospérité facilite cependant cette tâche. Les libéraux ont profité de la reprise économique pour réduire le tarif, compléter l'Intercolonial jusqu'à Montréal, réduire d'un tiers les tarifs postaux entre le Canada et les États-Unis, donner des subsides à la compagnie du chemin de fer de la Passe-du-Nid-du-Corbeau, etc. Enfin, le déficit légendaire de l'Intercolonial fait place à un surplus, quoique modeste, de \$120,000.

Les conservateurs, par contre, ont de la difficulté à s'adapter au rôle de critiques. Bien sûr, Ils reprochent à Laurier d'avoir rejeté le programme de son propre parti adopté à la convention de 1893 et de ne pas avoir tenu les promesses électorales faites en 1896 - réduction des taxes, limitation des dépenses, réciprocité avec les États-Unis, règlement définitif de la question des Écoles du Manitoba, etc. – [51] mais la prospérité du pays et le magnétisme du premier ministre leur donnent peu de chance. Par ailleurs, le parti ne s'est pas encore remis de la défaite de 1896 ; il repose sur l'élément tory de l'Ontario, impérialiste et anglo-saxon protestant, et ne compte, en pratique, que sur un seul homme, sir Charles Tupper, maintenant âgé de 79 ans. Malgré le dynamisme que tous lui reconnaissent, Tupper se révèle incapable de regrouper tous les éléments qui composent le Canada. Les chefs de file québécois, dont J.-G.-H. Bergeron, Tom-Chase Casgrain, sir

Adolphe Caron, L.-O. Taillon et J.-F. Quinn manquent d'envergure, alors que bon nombre de lieutenants torys dans les autres provinces sont, du moins pour les Québécois, des extrémistes. L'orangiste N. Clarke Wallace était réputé, avec raison, comme l'un des plus fanatiques. Il avait affirmé à Toronto, le 19 septembre, que les Canadiens français "oublient que nous les avons conquis, depuis 140 ans. Combien leur faudrait-il de temps pour devenir Anglais, si ce sentiment subsiste après les cinq générations qui ont suivi la conquête ?". Dans une caricature, *le Soleil* montre Wallace, armé du "bâton de l'intolérance", portant le slogan "mort aux catholiques et aux Canadiens français" et foulant aux pieds la "liberté de conscience". Hugh John Macdonald, fils de sir John et premier ministre démissionnaire du Manitoba, n'est incontestablement pas de la même trempe que Wallace, mais les journaux libéraux s'amuse à montrer les contradictions entre ses paroles à Winnipeg et ce qu'il dit au Québec. Dans son journal, le *Winnipeg Telegram*, il aurait reproché aux Canadiens français d'avoir abordé le Tricolore lors des fêtes de la Saint-Jean, et quand il déclare que seuls les immigrants anglo-saxons seraient les bienvenus au Manitoba, qualifiant les autres de "lot de bons à rien", *l'Écho du Manitoba* l'accuse d'"exciter le jingoisme anglo-saxon". Par contre, au Monument national, Macdonald fait le panégyrique des Canadiens français. George Foster, conservateur du Nouveau-Brunswick, n'est pas, lui non plus, un extrémiste, mais le *Montreal Herald* lui reproche d'avoir organisé une campagne secrète contre les catholiques de sa province et d'avoir déclaré qu'il faudrait faire la [52] conquête du Québec avant d'aller se battre pour l'Angleterre. Cette image des chefs de file conservateurs de langue anglaise compromet sérieusement les chances du parti au Québec, d'autant plus que des journaux comme *le Soleil*, *la Patrie* et aussi *la Presse* manquent rarement de reproduire les déclarations les plus incendiaires des francophobes du parti de Tupper.

Si l'on se fie aux résultats des élections partielles entre 1896 et 1900, la machine électorale conservatrice ne fonctionne plus. En effet, lors des 38 élections complémentaires, 34 sièges sont allés aux libéraux, un aux travaillistes et trois seulement aux conservateurs. Confortables avec une majorité de 30 voix en Chambre au lendemain du 23 juin 1896, les libéraux avaient quand même presque réussi à la doubler, car ils détenaient 58 sièges de plus que les torys à la dissolution

du Parlement en octobre 1900. Il faut noter que, lors des élections générales du 7 novembre, les libéraux ne maintiendront pas tout à fait leurs positions d'avant la dissolution car leur majorité tombera à 53 sièges.

La stratégie de Tupper reflète les faiblesses internes de son parti : elle repose non sur le programme des conservateurs, mais plutôt sur les prétendus méfaits des libéraux. Tupper entend mener une charge violente contre le gouvernement qu'il accuse de corruption et d'incapacité administrative. D'ailleurs, le Parti libéral avait prévu cette manœuvre, car l'éditorialiste du *Soleil*, organe libéral, écrivait déjà le 3 janvier 1900 : "L'opposition, croyant que c'est la dernière session avant l'appel au peuple, s'évertuera à fureter dans tous les coins de l'administration pour y trouver quelque chose à critiquer". Sur la question de la participation à la guerre, Tupper veut jouer sur les deux tableaux ; au Québec, il accuse Laurier de vendre le Canada à l'Angleterre et, en Ontario, il lui tient rigueur d'avoir miné les liens Impériaux en refusant de participer activement à la guerre. Dans une entrevue accordée à la Presse, Tupper n'avait-il pas déclaré : " En ce qui concerne sir Wilfrid Laurier, vous pouvez dire qu'il est trop anglais pour moi avec sa fédération impériale", alors qu'à Warton, Ontario, [53] pendant la campagne, le vieux chef tory lance : "Laurier n'est pas la moitié assez anglais et assez impérialiste pour moi". Tupper recourt donc à la stratégie traditionnelle de l'opposition qui consiste à favoriser les intérêts et les sentiments régionaux. Laurier l'avait fait avec succès en 1896, mais son adversaire ne pourra répéter le même exploit quatre ans plus tard.

Telle est la position des deux partis à la dissolution du Parlement le 9 octobre. Les élections générales auront lieu le 7 novembre.

Déroulement de la campagne

Tupper répète la performance d'endurance qu'il avait réalisée en 1896. Des Maritimes aux Territoires du Nord-Ouest, il parcourt le pays, infusant son énergie à ses troupes, débitant des discours passionnés partout où il passe, travaillant et voyageant jour et nuit. Il attaque le gouvernement qui, selon lui, "n'a rempli aucune de ses pro-

messes et qui a été convaincu d'incapacité, de mauvaise administration et de corruption... Après avoir promis d'accorder le libre échange et de réduire les taxes, les dépenses et la dette publique, il a adopté le protectionnisme, il a augmenté annuellement les taxes de \$10 millions, les dépenses de \$11 millions et la dette publique de \$8 millions ⁴⁸".

Les journaux torys reprennent ces mêmes thèmes ainsi que d'autres. Le *Courrier du Canada*, organe de Thomas Chapais, traite le premier ministre de "caméléon" et de "farceur politique" parce qu'il avait fait toutes les volte-face possibles et avait manqué à presque tous ses engagements politiques de 1896. À son tour, le *Montreal Star* lance les mêmes accusations. Selon le journal de Hugh Graham, la campagne électorale devrait tourner autour d'une seule question : "Un parti peut-il violer impunément toutes les promesses qu'il a faites alors qu'il se trouvait dans l'opposition ?". Les conservateurs s'en prennent également à la politique d'immigration de Laurier et de Sifton : [54] on a dépensé des sommes exorbitantes pour faire venir des étrangers, des "peuplades à demi-barbares... comme par exemple les Doukobors, espèces de socialistes incultes" ⁴⁹. De plus, les bleus taxent les libéraux de corruption scandaleuse. Selon le journal de Chapais, les libéraux, désespérés en cette fin de campagne, sortent leur "whiskey" en vue d'acheter la conscience des électeurs. Voilà donc une autre raison de "chasser du pouvoir... ces saltimbanques politiques qui sont une humiliation pour notre pays".

Au Canada anglais, les intérêts protectionnistes se méfient toujours de Laurier. Le *Star* doute qu'advenant une crise les libéraux acceptent d'augmenter les tarifs afin de protéger les manufacturiers canadiens. Mais les conservateurs anglophones insistent davantage sur la conduite "déloyale" de Laurier dans ses relations avec l'Empire et promettent de favoriser, s'ils sont élus, "un Canada-Uni et un Empire-Uni".

Prétextant que Laurier base son appel aux Québécois sur son origine ethnique et qu'il promet à ses lieutenants de propager l'anglophobie et la haine raciale, les torys impérialistes ne se font pas scrupule de soulever le cri de la "French domination" et de demander aux électeurs de rejeter un premier ministre catholique et canadien-français.

⁴⁸ Cité dans *Toronto Daily Mail and Empire*, 6 novembre 1900.

⁴⁹ *Courrier du Canada*, 25 septembre 1900.

"Il est... temps de... faire comprendre (aux Canadiens français) une fois pour toutes que nous sommes Anglais dans un pays anglais", écrit le *News* de Toronto. "Ne permettons plus jamais à un Français de nous gouverner ! Les institutions britanniques pour les Anglais !" À l'approche du jour du scrutin, le même journal ne ménage guère ses paroles : "À moins que les Canadiens anglais... ne soient des lâches, ils ne toléreront pas un état de sujétion aux Canadiens français. Et s'ils ne trouvent pas un remède dans la botte de scrutin, ils trouveront d'autres moyens de se soustraire à la domination d'une population inférieure que les circonstances particulières ont placée à la tête du gouvernement du pays" ⁵⁰. De son côté, le *World* demande en gros titre : "Serons-nous Anglais ou serons-nous Français ? Le Canada doit-il être aux Canadiens, ou le Canada doit-il appartenir aux Canadiens français [55] conduits par Israël Tarte ?" ⁵¹ Le tartisme symbolisait bien la domination du Québec. "Tarte serait-il roi ?" demande en éditorial le *Mail and Empire*, le 5 novembre 1900. "Israël Tarte est le maître suprême maintenant. Le premier ministre, qui fait de beaux discours sur la paix, la fraternité et l'unité, ne dirige même pas son gouvernement". Le vœu de ce journal n'est guère dissimulé : "Votons pour un gouvernement représentatif, pour la liberté britannique... Votons contre l'absolutisme... le racisme, la déloyauté de Tarte". On ne pardonne à Tarte ni son influence dans le cabinet ni ses déclarations francophiles à Paris. Et l'on dénonce en général sa "bande du Tricolore", ses "satellites antibritanniques" du genre Henri Bourassa et Dominique Monet.

Devant la campagne vitriolique de certains journaux anglophones, les journaux conservateurs du Québec se trouvaient dans une position fort gênante. Le *Courrier du Canada* feignait d'ignorer le flot d'insultes, mais *la Presse* vacillait dans sa loyauté à la cause conservatrice et insistait de plus en plus sur son indépendance. Bien entendu, les organes libéraux prenaient un malin plaisir à étaler au grand jour l'embaras de leurs adversaires. *La Patrie* demandait à ses lecteurs d'expliquer que des torys québécois comme L.-O. Taillon et J.-G.-H. Bergeron "marchent la main dans la main avec les ennemis déclarés de notre province et de notre nationalité". La presse francophone d'Ontario a

⁵⁰ Cité dans *la Patrie*, 29 octobre 1900.

⁵¹ *Toronto World*, 5 novembre 1900.

peut-être nuire à Laurier au Canada anglais, mais elle renforçait du même coup la cause libérale au Québec.

Le principal atout du Parti libéral est le climat de prospérité qui baigne le pays. Il n'est guère surprenant de voir un journal aussi farouchement partisan que *le Soleil* trouver inconcevable que les électeurs appuient les conservateurs. "Un malade ne change de médecin que quand il empire et qu'il a raison de désirer un changement de traitement. Le Dr Tupper, en offrant ses pilules au peuple canadien, passe pour un charlatan, voilà tout. On l'écoute d'un air goguenard, et l'on passe".⁵² Ailleurs, le même journal note : "Quelles que soient les théories d'horticulture des conservateurs, il est clair que l'arbre [56] qu'ils condamnent est excellent, puisqu'il produit des fruits aussi appétissants". Les journaux oppositionnistes ne peuvent nier l'existence du grand essor économique mais, ou bien ils reprochent à Laurier de vouloir cacher ses multiples péchés derrière la prospérité du pays, ou bien ils préviennent leurs électeurs que des temps durs peuvent bientôt frapper le Canada. Et ils soutiennent aussi que c'est malgré le gouvernement que le pays progresse.

Les libéraux prétendent également qu'ils ont tout fait pour favoriser l'harmonie raciale et religieuse dans le pays et ils se targuent d'avoir réglé à l'amiable la question des Écoles du Manitoba. Mais l'opposition irréductible de certains éléments nationalistes québécois se fait toujours sentir. Sur le plan des relations avec l'Empire, ces mêmes éléments trouvent qu'entre Tupper et Laurier, "c'est blanc bonnet et bonnet blanc". Jules-Paul Tardivel va jusqu'à proposer la formation d'un bloc du centre, un groupe parlementaire indépendant, ni rouge ni bleu, "destiné à soustraire électeurs et élus à la tyrannie des partis politiques"⁵³. Toutefois, il faudra attendre encore quelques années avant de voir l'apparition sur la scène politique d'un tel bloc québécois. Pour l'instant, malgré les réponses peut-être insatisfaisantes des deux chefs sur des questions telles que l'impérialisme et les relations ethniques, c'est encore Laurier qui semble offrir le plus de garanties. Même Tardivel se rend à l'évidence, qualifiant de "méfait impardonnable" la tendance des conservateurs à identifier trop souvent leur "cause de

⁵² *Le Soleil*. 18 septembre 1900.

⁵³ *La Vérité*, 1er septembre 1900.

parti avec la cause de l'Église catholique, sous prétexte de combattre le libéralisme" ⁵⁴.

Au Québec, le fait d'être catholique et Canadien français sert Indéniablement Laurier. Les rouges ne se font pas scrupule de souligner ce grand avantage, et les bleus, en désespoir de cause, prétendent que les électeurs se rallient au Parti libéral pour des raisons purement sentimentales. Après une manifestation en faveur de Laurier à Montréal, *le Soleil* s'écrie : "Vive Laurier... parce qu'il est le champion de notre race et de nos droits... parce qu'il est de notre race, [57] de notre sang". Commentant la même manifestation, le *Quebec Chronicle*, pourtant conservateur, affirme : "Aucun homme d'État ne peut désirer une démonstration plus flatteuse que celle que la ville de Montréal a faite à sir Wilfrid Laurier jeudi soir... (Il) commande, en effet, une dévotion personnelle que peu de chefs ont pu obtenir". Inquiet, craignant que l'avantage sentimental dont il jouit au Québec se tourne contre lui en Ontario - et l'attitude de la presse bleue alimente cette crainte - Laurier s'efforce de prêcher la conciliation quand il se rend au Canada anglais. C'est ainsi qu'il déclare à Toronto : "Je suis fier de mon origine française et vous n'auriez pas une haute opinion de moi si je n'avais pas cette fierté. Mais malgré cette origine française, il n'y a pas un être vivant qui puisse dire que j'ai traité une race différemment de l'autre. Je n'ai qu'une voix, qu'un langage, au Québec comme en Ontario. Je suis Canadien d'abord, avant toute chose... Notre but, c'est là la raison de ma lutte, doit être de faire du Canada une grande nation dans l'Empire britannique" ⁵⁵. La conciliation ne semble cependant pas avoir fait long feu durant la campagne. Israël Tarte, organisateur libéral dans le Québec, connaît bien la valeur politique des sentiments anti-canadiens-français de certains Ontariens ; aussi publie-t-il un pamphlet, intitulé *L'importance de la question électorale*, colligeant nombre de ces déclarations peu flatteuses parues dans la presse anglophone. En Ontario, par contre, la campagne anti-française semble redoubler d'ardeur à l'approche du jour du vote. L'appartenance ethnique de Laurier est donc une arme à deux tranchants.

Les deux partis terminent leur campagne sur une note enlevante. Le 5 novembre, les libéraux tiennent à Québec une assemblée monstre

⁵⁴ Ibid., 6 octobre 1900.

⁵⁵ *Toronto Globe*, 6 novembre 1900.

qui réunit Laurier. S.-N. Parent et G. W. Ross, premiers ministres du Québec et de l'Ontario, et les chefs de file irlandais Charles Fitzpatrick et John Costigan, ce dernier un ancien ministre conservateur. Le même jour, les têtes d'affiche des conservateurs prennent place dans un convoi spécial du Grand-Tronc pour une visite éclair dans les principaux centres situés entre Montréal et Toronto.

[58]

Les résultats

Certains de la victoire, les libéraux avaient loué la patinoire du chemin Saint-Louis pour que la foule puisse suivre l'annonce progressive des résultats du scrutin. Au soir du 7 novembre, tout l'état-major du parti s'y retrouve. Les premiers résultats confirment les espoirs des partisans de Laurier. Les Maritimes accordent 27 sièges aux libéraux, 12 seulement aux conservateurs ; les trois quarts des sièges de la Nouvelle-Ecosse sont remportés par des libéraux et sir Charles Tupper connaît la défaite dans sa propre circonscription. Au Nouveau-Brunswick, George E. Foster, l'ancien ministre des Finances, est battu. Au Québec, Laurier triomphe haut la main et ses adversaires conservateurs subissent une défaite cuisante : malgré des appuis qui s'élèvent à plus de 40% des suffrages exprimés, le scrutin uninominal majoritaire réduit la représentation bleue à huit députés et presque tous les lieutenants de langue française, dont sir Adolphe Caron et L.-O. Taillon, mordent la poussière. L'Ontario, toutefois, déçoit les libéraux, car les conservateurs y remportent une majorité de 20 sièges même si, sur le plan du vote populaire, les deux partis sont presque nez à nez. Autre fait à noter : les McCarthistes et les Patrons, deux tiers partis, disparaissent et leurs électeurs se rallient aux deux grands partis. Dans l'Ouest, 12 des 16 sièges seront représentés par des libéraux : c'est un gain de trois sièges par rapport aux élections précédentes. A Brandon, une autre vedette conservatrice, Hugh John Macdonald, subit la défaite aux mains de Clifford Sifton. Dans l'ensemble, Laurier obtient 133 sièges en comparaison de 118 en 1896. Par contre, le parti de Tupper ne remporte la palme que dans 80 circonscriptions, comparativement à 88 en 1896. En comparaison avec les résultats de 1896, la majorité

libérale s'est accrue sensiblement, mais si l'on se souvient qu'à la dissolution de la Chambre en octobre 1900 les libéraux jouissaient d'une majorité en Chambre de 58 voix, Il est évident que les élections générales ont marqué pour eux un léger recul.

[59]

Amèrement déçus du vote au Québec, les conservateurs reprochent aux électeurs de n'avoir tenu compte que du facteur ethnique. Comme l'affirme sans ambages le journal de Chapais, qui d'ailleurs avait prévu l'élection d'au moins 30 conservateurs au Québec, "le Parti conservateur a été défait parce que le Parti libéral a pour chef un Canadien français" ⁵⁶. Le même journal fait aussi allusion à la pluie d'injures déversées sur le Canada français par des "journaux fanatiques" au Canada anglais. Ce facteur, ajouté au traitement réservé que lui accordait cette fois l'organisation conservatrice, semble avoir le plus ébranlé la foi de *La Presse*. Au lendemain des élections, ce journal déclare : "Les démagogues et les fanatiques ont eu leur leçon. Le résultat est dû exclusivement à la stupide campagne menée par les torys d'Ontario". *La Patrie* et d'autres journaux libéraux du Québec abondent dans le même sens.

La question raciale fait bondir une fois de plus les journaux conservateurs de langue anglaise. Le *Mail and Empire* fait remarquer qu'il existe maintenant "un Québec solide contre le reste du Canada" et prétend : "Le gouvernement misait principalement sur son cri de race, au Québec, pour triompher". Epousant la même opinion, le journal de Hugh John Macdonald attribue la victoire de Laurier au "déplorable appel aux préjugés raciaux". Le *Toronto World*, quant à lui, se laisse emporter : "Qu'y a-t-il aujourd'hui pour tenir l'agression du Québec en échec ? Pas un chat !" Et le *News* prétend que le "Québec a choisi de se ranger contre l'Ontario. Le Canada français s'est placé dans une position d'antagonisme au Canada anglais". La défaite conservatrice constitue une "calamité pour le Canada" car "le gouvernement du jour détient le pouvoir grâce au vote d'une section du pays qui parle une langue étrangère et qui épouse des idéaux étrangers à la race dominante du pays". D'autres conservateurs expliquent la victoire de leurs adversaires par la puissance de leur machine électorale, par la corruption, par des moyens financiers supérieurs et par la malhonnête-

⁵⁶ *Courrier du Canada*, 8 novembre 1900.

té [60] dans la confection des listes électorales. De leur côté, les libéraux se félicitent de la personnalité de leur chef, de la droiture et de la compétence des électeurs. Ils tentent également de montrer que Laurier ne doit pas son succès qu'au Québec. "Québec n'a fait qu'accentuer la préférence exprimée indépendamment des autres provinces", conclut le *Toronto Star* après une analyse détaillée du vote libéral. Pour ce journal, la "French domination" est un "cri insensé".

Si des considérations d'ordre ethnique ont joué un rôle important dans la victoire de Laurier au Québec, et dans le triomphe des conservateurs en Ontario, d'autres facteurs ont été déterminants dans l'Est et dans l'Ouest. Dans les Maritimes, les vedettes locales du parti ministériel, Fielding et William Ross en Nouvelle-Écosse. A. G. Blair et John Costigan au Nouveau-Brunswick, ont fortement influencé le vote. Mais il faut dire également que le facteur ethnique et religieux explique largement le vote libéral des Acadiens. Quant à l'Ouest, la victoire libérale est un triomphe personnel pour Clifford Sifton, ministre de l'Intérieur. Les conservateurs semblaient apprécier eux aussi, quoique d'une autre manière, son influence : "La machine corruptrice de Sifton a empêché les gens de l'Ouest de s'exprimer clairement"⁵⁷.

On ne vote pas contre un gouvernement qui rend les citoyens prospères pas plus qu'on ne tue la poule aux œufs d'or. L'avènement de Laurier au pouvoir avait coïncidé avec la reprise économique dans le monde occidental, et il n'en fallait pas plus pour hausser le chef libéral sur un piédestal d'où ses adversaires ne pouvaient pas encore le déloger. Les élections de 1900 consolident la position de Laurier et du Parti libéral et confirment l'éclipse, du moins temporaire, du Parti conservateur.

⁵⁷ *Toronto Daily Mail and Empire*, 8 novembre 1900.

[61]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

Première partie : L'ère de Laurier

Chapitre IV

Le Canada d'abord, toujours le Canada 3 novembre 1904

[Retour à la table des matières](#)

En 1904, les Canadiens sont plus prospères que jamais. Les indices de ce "boom" sans précédent ne manquent pas. Pour la période 1897-1903, les exportations des produits de ferme atteignent une valeur totale de \$578 millions alors que, pour les années 1890-1896, c'est-à-dire avant le développement de l'Ouest, elles n'avaient été que de \$331 millions ⁵⁸. En Europe, l'industrialisation et l'urbanisation se poursuivent rapidement et provoquent une demande fortement accrue de denrées, de céréales surtout. Le Canada saura en profiter. De plus, les dépenses du fermier canadien diminuent sensiblement à la suite d'une baisse du coût du transport océanique. Au pays même, la prospérité du commerce du blé stimule la construction ferroviaire et favorise l'industrialisation de l'Ontario et du Québec. Le gouvernement fédéral assume un rôle plus important et ses dépenses passent de 55.5 millions

⁵⁸ Canadian Annual Review of Public Affairs, 1904, p. 170.

à 69.9 millions de 1900 à 1903 ⁵⁹. En outre, les immigrants continuent d'affluer : en 1904 on compte 131,000 entrées, soit plus du triple du chiffre de ce que l'on a enregistré en 1900 ⁶⁰. La prospérité du Canada favorise ce phénomène mais l'action énergique de Clifford Sifton, ministre de l'Intérieur y contribue, tout autant.

À la dissolution de la Chambre, le 30 septembre 1904, les 213 sièges se répartissent ainsi : libéraux 129, conservateurs 77, indépendants 4. Trois sièges sont vacants. Un remaniement de la carte électorale, suivant le recensement décennal de 1901, témoigne de l'accroissement [62] de la population dans l'Ouest du pays : l'Ontario et l'Est perdent dix sièges au profit de l'Ouest. Le Yukon aura aussi son député. Aux prochaines élections, il y aura donc 214 sièges à pourvoir.

À la suite de sa défaite aux mains de Laurier en 1900, sir Charles Tupper s'était retiré de la vie publique et, le 6 février 1901, Robert Laird Borden était choisi chef du parti. Borden pratiquait le droit à Halifax et avait été élu aux Communes pour la première fois en 1896. Il ne semble pas avoir activement recherché le leadership du parti, comme l'avait fait George Foster ; il aurait même émis de sérieuses réserves lorsque le caucus des députés conservateurs l'avait désigné. Parmi ses principaux lieutenants se trouvent F.D. Monk, chef de l'aile québécoise du parti ; Tom-Chase Casgrain, député de Montmorency ; Edward F. Clarke, ancien maire de Toronto ; Adam Carr Bell, de la Nouvelle-Écosse ; J.G. Haggart, ministre des différents gouvernements conservateurs avant 1896 ; W.F. Maclean, un ardent défenseur du principe de nationalisation des chemins de fer ; le colonel David Tisdale, étroitement associé aux entreprises ferroviaires, ainsi que le colonel Sam Hughes, impérialiste forcené. Un autre conservateur bien connu, sir Charles Hibbert Tupper, fils de l'ex-premier ministre, annonce son retrait de la vie politique.

Chez les libéraux, deux des ministres les mieux connus ont remis leur démission au cours du deuxième mandat de Laurier. En 1902, alors que le premier ministre se trouvait en Europe, Israël Tarte prononça plusieurs discours où il préconisa très franchement des tarifs plus élevés, battant ainsi en brèche les politiques de son propre gou-

⁵⁹ M. C. Urquhart et K.H. Buckley (éd.), *Historical Statistics of Canada*, Toronto, Macmillan, 1965, p. 102.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 23.

vernement. Croyant Laurier très malade, ambitionnait-il de lui succéder ? Où était-ce, chez cet ancien conservateur, la profession de convictions profondément ancrées ? Chacune des deux thèses trouve ses partisans. Quoi qu'il en soit, Laurier, dès son retour au Canada, trouva assez de vigueur pour demander au ministre des Travaux publics à qui il devait tant de remettre son portefeuille. Il y reste député [63] jusqu'en 1904 puis il se consacre à la rédaction de son journal, la Patrie. L'autre démissionnaire (en juillet 1903) est le ministre des Chemins de fer, A.G. Blair, qui s'estimait incapable d'appuyer la politique ferroviaire de son gouvernement. Blair est nommé directeur de la nouvelle Commission des chemins de fer mais quitte ce poste au cours de la campagne électorale. En plus de ces deux démissions pour raisons politiques, le vieux sir Richard Cartwright, ministre du Commerce, accède au Sénat. John Charlton, d'origine américaine et longtemps partisan de la réciprocité avec les États-Unis, ne briquera pas non plus les suffrages.

Au printemps précédant les élections fédérales, il s'était produit un incident assez grave qui ne semble pas avoir eu, pourtant, les conséquences que craignaient les libéraux ou qu'espéraient les conservateurs. L'affaire Dundonald a quand même fait couler beaucoup d'encre dans la presse et beaucoup de salive à la Chambre des Communes.

Lors d'un banquet donné en son honneur à Montréal, le 4 juin 1903, le comte de Dundonald, commandant général de la Milice canadienne (l'armée volontaire), s'en prend au ministre de l'Agriculture, Sydney Fisher, qui a refusé d'entériner l'une de ses nominations militaires dans les Cantons de l'Est. Il faut dire que Fisher était député de Brome et qu'il était ministre intérimaire de la Défense en l'absence de sir Frederick Borden. Mais l'accusation du commandant n'est guère voilée : le ministre s'est laissé influencer par des considérations politiques partisans.

Les paroles de lord Dundonald soulèvent immédiatement l'ire du gouvernement. Les libéraux soutiennent qu'un fonctionnaire ne peut dénoncer publiquement un membre du gouvernement et qu'un élu du peuple a le droit de mettre en cause une décision prise par un officier nommé par le gouvernement. La plupart des journaux habituellement favorables au parti ministériel donnent raison à Fisher et à Laurier. A la Chambre, le premier ministre lui-même condamne le geste de Dundonald, [64] qualifiant le soldat écossais de "foreigner", puis, se ré-

tractant aussitôt, de "stranger" ignorant sûrement les conditions qui prévalent dans les Cantons de l'Est ⁶¹. Laurier attribue à un lapsus la confusion des mots "stranger" et "foreigner", les deux mots se traduisant par "étranger" en français, mais les bleus ne lui accordent pas facilement le bénéfice du doute ! Pour eux, les Britanniques sont chez eux au Canada et ne sont guère des étrangers.

L'opposition conservatrice, il va de soi, défend le commandant et blâme le gouvernement d'avoir mêlé la politique à l'armée. Le *Quebec Chronicle* pense que les critiques de Dundonald sont justifiées et affirme que la milice est tellement pourrie par la politique que le Canada se trouve dans un état d'impréparation lamentable alors que le *Mail and Empire* prétend que le commandant a été la victime d'un piège tendu par Laurier et Bourassa. À Ottawa, le *Citizen* profite de la controverse pour dénoncer ce qu'il croit être le trop grand pouvoir des francophones au sein du gouvernement. Les autres provinces s'en fatiguent, prétend ce journal alors conservateur, "et si Québec continue de voter en masse solide, il lui sera alors infligé une rebuffade toute aussi unanime" ⁶².

Le 18 juin, à la suite d'un rapport dans lequel le gouvernement reproche à lord Dundonald d'avoir passé outre aux principes du gouvernement responsable britannique, le militaire écossais est démis de ses fonctions. Prenant sa propre défense, le commandant s'efforce de se justifier devant la presse, déclarant qu'il avait travaillé en vue d'améliorer la milice canadienne tout en évitant de s'immiscer dans le domaine politique et, de nouveau, il taxe le gouvernement d'insouciance à l'égard du bien-être des troupes. Sir Frederick Borden, ministre de la Milice, laisse entendre que Dundonald est anti-canadien français, car il aurait écarté un officier de langue française, pourtant éminemment qualifié, lors d'une nomination.

Le 21 juin, le *Globe* de Toronto, favorable aux libéraux, tente [65] de donner de la substance aux accusations de militarisme dont le commandant général est aussi l'objet : selon ce journal, Dundonald aurait favorisé la construction d'une ligne de forteresses le long de la frontière américaine. Devant pareille initiative de la part de leurs voi-

⁶¹ Débats de la Chambre des Communes, session 1904, vol. III, p. 4678 (10 Juin 1904).

⁶² 21 juin 1904 : cité aussi dans *le Soleil*, 23 juin 1904.

sins du nord, les Américains répondraient sûrement en construisant cinq fois plus ! Du moins, telle est l'opinion du journal torontois. D'autres adversaires accusent Dundonald d'avoir voulu établir un service militaire obligatoire de trois ans, accusation vite démentie par le général. Au Québec, également, Dundonald est violemment pris à partie par des journaux comme *le Canada*, *le Nationaliste* et *la Presse*, ce dernier allant jusqu'à le qualifier de "monstre impérial". *Le Nationaliste* rappelle la prétendue exhortation du commandant général - "Ce qu'il faut au Canada, c'est une cavalerie puissante" -, et ajoute : "Sur-tout au printemps, pour les labours"⁶³.

En Ontario, Dundonald est reçu triomphalement, d'abord à Toronto, le 15 juillet, par une foule de 5,000 personnes, et ensuite, le 26 du même mois, à Ottawa, juste avant son départ pour l'Angleterre. On discutera de l'incident Dundonald lors de la campagne électorale et le *Ottawa Citizen* met sur pied l'organisation d'un "Jour Dundonald", qui sera célébré le 1er novembre.

Déroulement de la campagne

Le Toronto Globe déclare à la dissolution du Parlement : "Ce sont les actes déjà accomplis par le gouvernement qui détermineront sa réélection ou sa défaite... Devant le dossier de son gouvernement, sir Wilfrid Laurier peut se présenter, confiant et fier, à l'électorat... Jamais auparavant dans les affaires fédérales, ni dans aucun autre pays n'a-t-on vu une période de huit ans de développement si rapide et constant sans scandale grave dans un climat d'intégrité si inébranlable [66] dans la vie publique". Même si, de fait, le climat de prospérité dans lequel baignait le Canada ne découlait pas entièrement des décisions gouvernementales, on ne peut empêcher les conditions économiques de jouer en faveur du régime Laurier. Au cours de la campagne électorale, les libéraux justifient à nouveau leur politique de protection tarifaire mitigée, ils se félicitent des travaux publics accomplis durant les deux mandats, ils proclament le succès de leur politique d'immigration qui a développé l'Ouest, et ils demandent aux électeurs

⁶³ 22 mai 1904.

de les retourner au pouvoir afin d'assurer la construction d'un deuxième réseau ferroviaire, le Transcontinental-National.

C'est à Sorel, le 28 septembre, que Laurier ouvre sa campagne devant une foule enthousiaste de 5,000 partisans. Dans son allocution, le premier ministre affirme avoir toujours mis l'accent sur l'harmonie raciale et le développement national. Laurier s'efforce également de lier l'œuvre de son gouvernement à l'aide divine. "Nous devons remercier la Providence, pas le gouvernement", de la prospérité du pays, admet-il. Mais il n'oublie pas d'ajouter : "Je remercie la Providence d'avoir fait de nous son instrument en vue d'accorder ces faveurs au peuple" ! Puis provoquant les rires et les applaudissements de ses auditeurs, il lance : "Le fait que la Providence soit avec nous est-ce une raison pour laquelle le peuple devrait être contre nous ?... Nous avons secondé les efforts de la Providence, ce qu'a manqué de faire le gouvernement conservateur" ⁶⁴. Un peu plus tard, il dira que la Providence est du côté de ceux qui travaillent, non pas du côté des paresseux (une déclaration digne d'un bon calviniste !), et il peut en conclure que la prospérité résulte du travail ardu de son gouvernement.

Laurier consacre une partie importante de ce discours de Sorel à sa politique ferroviaire. Un nouveau chemin de fer est nécessaire, prétend-il, pour ouvrir l'Ouest aux marchés mondiaux, pour servir de véritable pont entre l'Europe et l'Orient. Ainsi, les réalisations du Canada au vingtième siècle ne pourront manquer d'attirer l'attention [67] du monde entier. Il promet à ses auditeurs que l'entente que son gouvernement a faite avec le Grand-Tronc ne coûtera rien au pays. Selon son projet, une filiale du Grand-Tronc, le Grand-Tronc Pacifique, construira la ligne de Winnipeg à Port Simpson, en Colombie britannique, alors que le gouvernement se chargera du tronçon Moncton-Winnipeg. Une fois le chemin de fer en marche, le gouvernement fera exploiter à bail sa section par le Grand-Tronc. Le premier ministre reproche aux conservateurs de proposer la nationalisation de la nouvelle ligne, prétendant qu'une telle politique ne saurait être ni satisfaisante ni profitable. Selon lui, les déficits de l'Intercolonial, le chemin de fer étatisé entre les Maritimes et Montréal, en sont une preuve manifeste. Le 5 octobre, dans sa propre circonscription de Québec-Est, le premier ministre se déclare de nouveau opposé au principe de nationa-

⁶⁴ *Montreal Daily Star*, 29 septembre 1904.

lisation des chemins de fer. Au cours de cette même allocution, Laurier lance ce qui deviendra la devise de la campagne libérale : "Le Canada d'abord, toujours le Canada".

Ensuite il entreprend une tournée en Ontario. Les auteurs de la *Canadian Annual Review* commentent ainsi l'image du chef libéral : "Personnage toujours pittoresque et intéressant, sir Wilfrid Laurier, durant sa visite en Ontario, a inspiré le plus grand enthousiasme chez ses partisans et n'a rencontré que des témoignages de respect de la part de ses adversaires. Le fait que partout il attire des foules nombreuses et enthousiastes, et que beaucoup des endroits visités arboraient des drapeaux et avaient décoré leurs rues, laisse croire en une forte popularité personnelle, sinon en un changement politique marqué"⁶⁵. La ville de Toronto le salue chaleureusement et, dans le discours qu'il prononce le 14 octobre à Massey Hall, Laurier affirme que tout comme le dix-neuvième siècle avait été celui des États-Unis, le vingtième sera celui du Canada et du développement canadien. Sur la question épineuse (et électoralement dangereuse) de la prohibition, Laurier avoue qu'il n'est pas lui-même prohibitionniste et rappelle aux électeurs qu'un plébiscite sur la question avait bel et bien [68] été tenu, mais qu'à cause de l'opposition massive du Québec, il est impossible d'agir. Abordant le sujet des relations avec la Grande-Bretagne, Laurier affirme que, durant ses huit années de pouvoir, le Canada est passé du statut de colonie à celui de nation. Vers la fin de la campagne, il revient au Québec et Montréal lui prodigue un accueil triomphal. Il en profite pour déclarer que la prospérité n'est pas due au hasard mais aux efforts soutenus de son administration.

Robert Borden inaugure sa campagne électorale en Ontario deux semaines avant la dissolution du Parlement. Le 27 septembre, à Oshawa, il préconise une politique de protection adéquate et critique l'augmentation des dépenses gouvernementales. Mais le chef du Parti conservateur s'en prend surtout à la politique ferroviaire du gouvernement. L'entente entre le gouvernement et le Grand-Tronc est tellement favorable au chemin de fer, prétend-il, que le peuple du Canada peut s'attendre à payer les neuf-dixièmes des crédits nécessaires sans espoir de profits. Le gouvernement ne réussira, selon lui, qu'à créer dix ou vingt nouveaux millionnaires. De plus, il soutient que le nou-

⁶⁵ Canadian Annual Review, 1904, p. 181.

veau chemin de fer risque de développer davantage le commerce américain ainsi que les ports américains, comme celui de Portland, Maine. En guise de solution de rechange, Borden suggère l'extension de l'Intercolonial jusqu'à la Baie georgienne et demande d'en extirper toutes influences politiques et partisans. Il propose également la nationalisation de certaines lignes anciennes et nouvelles et ce faisant, le chef conservateur a dû semer la confusion chez certains éléments de droite de son parti assez hostiles à l'idée de propriété publique. De toute façon, les ministériels auront beau jeu d'exploiter ces contradictions et dissensions apparentes. Borden contre-attaque en vue de gagner la sympathie populaire : "La question est : aurons-nous un chemin de fer qui est la propriété du gouvernement ou bien un gouvernement qui est la propriété des chemins de fer ? Je pourrais aller plus loin et dire que la question est - et c'est bien cela - si le peuple sera le propriétaire des chemins de fer ou si les chemins de fer seront les [69] propriétaires du peuple" ⁶⁶.

Le chef tory s'étend longuement aussi sur la nécessité d'une protection tarifaire "adéquate". Sa déclaration d'Oshawa à ce sujet est plutôt vague : il affirme qu'il ne demande pas de tarifs plus élevés "sauf là où ils seront nécessaires" ⁶⁷. Mais ceux qui approuvent si vigoureusement sa politique supposent qu'il entend une augmentation générale. La question ne manque pas d'importance car les Américains semblent assez favorables à la réciprocité et Laurier, d'après les journaux conservateurs, se trouve bien plus souvent sur le chemin de Washington que sur le chemin de Londres. Lorsque les libéraux prétendent que les conservateurs, en prêchant l'imposition de nouveaux tarifs, vont faire le jeu des riches capitalistes, l'opposition rétorque que ces tarifs profiteront aussi à l'ouvrier qui aura alors un emploi assuré. Pendant les derniers jours de la campagne, le *Montreal Daily Star* publie de longues listes de travailleurs qui "exigent" cette protection "adéquate" que promettent les conservateurs. Sur cette question du tarif, les lieutenants de Borden ne chantent pas tous la même chanson. Alors que L.-O. Taillon et P.-E. Leblanc se rendent à Shawinigan énumérer les avantages pour la population d'une plus grande protection, R.L. Ri-

⁶⁶ Ibid., p. 180.

⁶⁷ Toronto Daily Mail and Empire. 28 septembre 1904.

chardson, l'adversaire de Clifford Sifton à Brandon, Manitoba, se prononce contre l'imposition de tarifs sur les instruments aratoires.

Après avoir condamné la corruption électorale, dont il prétend avoir beaucoup d'exemples, lors de visites en Ontario, Borden arrive au Québec. Il prend la parole à Montréal les 14 et 15 octobre, à l'hôtel Windsor et au Monument national respectivement, et le *Montreal Star* fait état de l'"enthousiasme délirant" que lui ménage la population. Borden dénonce à nouveau la corruption et promet d'utiliser le tarif pour assurer le marché canadien à des Canadiens ; habilement, Il choisit d'escamoter l'affaire Dundonald ainsi que les propositions impérialistes de Chamberlain, secrétaire d'État aux Colonies. Sur la question des relations anglo-françaises et catholiques-protestantes, le [70] chef de l'opposition conservatrice confesse sa foi : "Je me sens au-dessus des préjugés de race et de religion. Nous sommes tous chrétiens, nous sommes tous frères, nous adorons le même Dieu, nous sommes tous de la même famille canadienne. Nous vivons tous sous le même drapeau, nous jouissons tous des mêmes droits et des mêmes privilèges. Vous pourrez donc être assurés que si, comme les circonstances semblent bien l'indiquer, je suis appelé à former un gouvernement, vous y aurez votre large part légitime d'influence" ⁶⁸. F.D. Monk et Israël Tarte se trouvent tous deux sur l'estrade, aux côtés de Borden.

Le 24 octobre, le chef conservateur publie son manifeste électoral ; il y aborde et l'importante question du transport ferroviaire, proposant une fois de plus l'étatisation d'une partie du système, et celle du tarif. Borden affirme qu'en plus de mettre en œuvre les politiques déjà préconisées par son parti, il tentera l'impossible pour obtenir une préférence tarifaire en Grande-Bretagne pour les produits canadiens.

Au Manitoba, le conservateur Richardson défend sa politique de nationalisation des chemins de fer, citant abondamment l'exemple australien. Le premier ministre de la province, R.P. Roblin, fait également campagne pour l'opposition conservatrice. Plus à l'Ouest, dans les Territoires, deux questions prédominent : celle de l'autonomie provinciale pour l'Alberta et le Saskatchewan mise de l'avant par les conservateurs, et celle des chemins de fer, discutée par les ministériels. Le premier ministre des Territoires, F. W. G. Haultain, soutient les torys et reproche à Laurier de refuser aux habitants de la région les

⁶⁸ *Montreal Daily Star*, 16 octobre 1904.

droits et l'autonomie qui devraient leur revenir. Dans sa réponse, Laurier promet de régler cette question après les élections mais il ne dit pas de quelle façon il va le faire. C'est sans doute la possibilité d'un nouveau conflit scolaire qui fait hésiter le chef libéral. Dans leur campagne, les ministériels escamotent la question autonomiste et mettent l'accent sur leur projet de construction d'un nouveau chemin de fer. Les résultats dans cette région leur donneront raison.

[71]

Sur les bords du Pacifique, les chemins de fer occupent encore une grande place dans les déclarations libérales. Quant aux conservateurs, ils espèrent bénéficier du mécontentement suscité par les difficultés que connaît l'industrie du bois, et ils proposent la réciprocité avec les États-Unis pour les produits de la forêt ainsi qu'une révision des relations fiscales entre la Colombie britannique et le gouvernement central. Ils reçoivent l'appui actif de Richard McBride, premier ministre de la province, et de sir Charles Hibbert Tupper, l'ancien ministre.

Dans l'Est du pays, les libéraux semblent en sécurité en Nouvelle-Écosse où Fielding jouit d'un immense prestige et d'une grande popularité personnelle : plusieurs considèrent le ministre des Finances comme le dauphin de Laurier. Dans le "jardin du Golfe", l'affaire Dundonald peut nuire aux libéraux car les Écossais y sont nombreux. Au Nouveau-Brunswick, l'absence d'A. G. Blair défavorise grandement les ministériels. À un certain moment, on craint que Blair n'appuie activement les conservateurs et qu'un de ses amis, David Russell, capitaliste montréalais et organisateur de la Shawinigan Falls Power Company, qui a acheté deux journaux de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick et que l'on soupçonne d'avoir acquis *la Presse*, n'utilise ses journaux contre les libéraux. L'agitation dure un bon moment mais, malgré les craintes des ministériels et les espoirs de l'opposition, Blair garde le silence et *la Presse* se cantonne dans sa politique de neutralité.

La question raciale revêt moins d'importance, cette fois, qu'en 1900, mais certains incidents rappellent que les tensions subsistent toujours. Au Québec, nombre d'électeurs considèrent des attaques contre les politiques de sir Wilfrid comme des attaques contre son appartenance ethnique et religieuse. Il faut avouer que le Parti libéral avait tout intérêt à favoriser cette confusion. De leur côté, les conser-

vateurs ontariens ne se font pas scrupule de dire à leurs électeurs que les Canadiens français appuient les libéraux a cause de considérations ethniques seulement.

[72]

Le débat sur l'affaire Dundonald fait sourdre les vieilles rancœurs. Des Québécois de langue française qualifient le commandant général d'anti-francophone. Selon une histoire racontée par le Nationaliste, lord Dundonald aurait rencontré un Canadien français à Ottawa et, en apprenant qu'il était natif de la région du Richelieu, il lui aurait dit : "Je connais cette région. Mon père y passa en 1837. Voyons si je me rappelle : St-Charles, St-Denis..." "Vous y êtes", répond son interlocuteur. "Nous sommes presque des connaissances ; mon père fut tué à St-Charles" ⁶⁹. Sur cette même question, *le Soleil* accuse les torys d'avoir fait, à travers leurs journaux comme le *Mail and Empire*, le *Citizen* et le *Chronicle*, "tout en leur pouvoir pour provoquer les Canadiens français, en donnant des dîners au général déchu, en lui faisant des ovations organisées à grands frais et en prononçant des discours incendiaires" ⁷⁰.

Un autre incident qui a fait couler beaucoup d'encre et pleuvoir les accusations impliquait le sénateur libéral P.-A. Choquette. Lors d'un discours électoral à Montmorency, le sénateur aurait déclaré : "Nos intérêts religieux ne sont-ils pas mieux assurés entre les mains d'un des nôtres, comme sir Wilfrid Laurier, qu'entre les mains d'un protestant anglais comme M. Borden ?". Il aurait même ajouté : "Je déteste les préjugés raciaux mais le sang est plus épais que l'eau. Appuyons donc notre propre sang avant celui de M. Borden" ⁷¹. Après le discours, la guerre éclate entre le *Chronicle* et le *Soleil*. Le premier dénonce vertement le "cri de race" et prévient les Canadiens français qu'un protestant anglais peut voir le problème du même angle, au Québec et dans toutes les provinces d'ailleurs, et que, pour la majorité dans ce pays, la patience pourrait vite cesser d'être une vertu. *Le Soleil* prétend que son confrère a déformé les paroles du sénateur Choquette en vue d'exciter délibérément les Anglais contre Laurier. La balle renvoyée, le *Chronicle* se fâche et publie en première page plusieurs

⁶⁹ 3 juillet 1904.

⁷⁰ 18 octobre 1904.

⁷¹ *Quebec Chronicle*, 10 octobre 1904.

noms de témoins qui avaient entendu le discours et qui étaient disposés à prêter serment de l'authenticité des propos [73] attribués à Choquette. (On peut noter, en passant, que le manque de jugement de Choquette était bien connu à l'époque).

À la fin de la campagne, les partisans des deux partis sont en ligne de bataille. *Le Soleil* annonce à la une "cent bonnes raisons de voter pour Laurier", allant de la construction d'un champ de tir à Pointe-aux-Trembles à une loi protectrice contre l'immigration insalubre et à des mesures pour empêcher la propagation de l'épizootie ! Favorable à l'opposition, le *Montreal Star* espère qu'après les élections, le tarif ne sera plus entre les mains de ses ennemis. Proclamant sa neutralité dans ce conflit, le *Nationaliste* souhaite qu'au lendemain des élections on retrouve au Parlement autant d'autonomistes qu'il y avait d'impérialistes et de "chiens couchants" en 1900. Les libéraux demeurent confiants que la prospérité, leur prospérité, leur assurera la victoire. Mais même si les libéraux ont apparemment le vent dans les voiles, les conservateurs n'en demeurent pas moins enthousiastes. Ils espèrent réaliser d'importants gains au Québec, au Nouveau-Brunswick et dans l'Ouest. Leurs journaux affichent un optimisme béat. Le *Mail and Empire*, par exemple, parle d'au moins 25 conservateurs élus au Québec, avec une majorité de 36 pour Borden à l'échelle nationale. *La Patrie*, journal de l'ex-libéral Tarte, envisage l'élection de 15 ou 20 conservateurs québécois. Le *Citizen* d'Ottawa et *l'Événement* de Québec prédisent une victoire des torys. À Montréal, le *Star* prétend qu'il n'y a pas un seul siège libéral sûr à l'Ouest du lac Supérieur.

Les résultats

Le vote populaire, aux élections de 1904, marque un léger recul des conservateurs, et un léger progrès des libéraux. Une marge d'environ six pour cent sépare les deux grands partis. Quant à la répartition des sièges en Chambre, les libéraux augmentent leur majorité de 53 [74] à 64. Donc, avec un peu plus de la moitié des suffrages exprimés, les libéraux font élire près des deux tiers de leurs candidats.

Dans les Maritimes, les libéraux balayent les 18 sièges de la Nouvelle-Écosse, mais au Nouveau-Brunswick et dans l'Ile-du-Prince-

Edouard ils reculent comparativement à 1900. Au Québec, les conservateurs progressent quelque peu et leur députation passe de huit à onze. En Ontario, les deux grands partis se partagent à peu près également le vote populaire, mais les conservateurs voient diminuer leur majorité de 19 sièges à dix. En fait, l'appui populaire accordé aux conservateurs s'était accru mais la province avait perdu six sièges à cause du remaniement de la carte électorale : de plus, la répartition des votes à l'intérieur de la province est telle que les conservateurs sont moins avantagés qu'en 1900. Quant à l'Ouest, cette région constitue une grande déception pour les bleus. Les libéraux accaparent tous les sièges de la Colombie britannique et 14 des 21 circonscriptions des Territoires et du Manitoba.

Si l'on passe au sort réservé aux personnalités de marque, il faut d'abord signaler la défaite, à Halifax, de Robert Borden lui-même. Pourtant, Halifax n'avait élu des libéraux qu'à deux reprises depuis la Confédération. L'absence prolongée du chef de l'opposition lui a sans doute nui, mais les libéraux bénéficiaient aussi du bon accueil réservé à leur projet de construction d'un chemin de fer (avec terminus à Halifax), ainsi que des listes électorales d'où, selon le *Herald* de Halifax, les noms de bon nombre de conservateurs avaient été omis. Borden lui-même prétend que les libéraux avaient dépensé au moins \$100,000 pour le battre ⁷². Plusieurs journaux déplorent sa défaite, mais le désir du *Telegram* est évident quand il prétend que le Parti conservateur a besoin d'un chef qui ne se distingue pas que par son amabilité. De toute façon, au début de 1905, Borden sera élu sans concurrent dans le comté de Carleton et pourra donc siéger en Chambre.

Au Québec, Tom-Chase Casgrain ("un des plus brillants des Canadiens français au Parlement" ⁷³) et Rufus H. Pope mordent la [75] poussière. Ailleurs, des vedettes bleues comme A.C. Bell, James Clancy, J. G. Haggart et E. G. Prior subissent le même sort. Par contre, J.-G.-H. Bergeron est finalement réélu dans Beauharnois et F.D. Monk conserve son siège. En Ontario, le conservateur George Foster bat le maire Urquhart : décidément, Foster avait bien fait

⁷² Henry Borden (éd.), *Robert Laird Borden, His Memoirs*, Toronto, McClelland & Stewart, 1969, tome 1, p. 55 (Coll.Carleton Library, n° 46).

⁷³ Toronto Daily Mail and Empire, 5 novembre 1904.

d'abandonner Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, ainsi que le Nord de l'Ontario en faveur de la Ville-Reine !

La plupart des journaux expliquent les résultats suivant leur propre allégeance, mais presque tous s'accordent sur l'importance capitale de la personnalité de Laurier et sur le rôle des conditions économiques favorables. Au Québec, le *Chronicle* y voit une "grande victoire morale" des conservateurs (sans préciser exactement ce qu'il entend !), mais il va de soi qu'il aurait préféré une victoire plus tangible. Pour sa part, le *Journal*, propriété de Rodolphe Forget, élu dans Charlevoix, déclare solennellement : "Nous n'avons plus une aussi haute idée de l'esprit public canadien". À Toronto, le *Globe* est ravi du résultat mais, pour le *Mail and Empire*, la victoire libérale constitue une "calamité pour le Canada", car la politique d'exploitation et de vol va reprendre sans tarder. Cependant, c'est le *Toronto World* qui fait l'analyse la plus originale. Les Ontariens s'étaient montrés favorables à la propriété publique, la seule véritable question de la campagne. Comment expliquer alors que seule l'Ontario votait bleu ? "Cette province, plus que, peut-être, toute autre du Dominion exprime ses opinions aux bureaux de scrutin suivant les mérites des véritables questions qui lui sont présentées. En Ontario, il y a moins d'intérêt égoïste, moins d'accent sur les sentiments régionaux et raciaux, et moins de respect pour les tentatives du patronage que dans toute autre province du Dominion" ⁷⁴; Amen !

L'influence de l'affaire Dundonald dans la campagne électorale est difficile à mesurer, mais elle ne semble pas avoir beaucoup nui aux libéraux. Dans les sièges ontariens qui auraient pu être touchés, comme ceux de Toronto, des victoires conservatrices n'étaient-elles pas [76] déjà acquises grâce à d'autres facteurs ? D'autre part, le comté de Glengarry, fortement écossais, a élu un candidat libéral. Ottawa s'est donné deux libéraux mais l'affaire Eddy a peut-être avantagé les ministériels. L'industriel E.B. Eddy avait écrit en effet à ses ouvriers pour leur demander d'appuyer les conservateurs, mais Eddy, au sortir d'une longue grève dans sa propre compagnie, n'était guère populaire et son conseil a peut-être nul au parti de Borden. Le ministre de la Milice, sir Frederick Borden, ne semble pas avoir souffert non plus : sa majorité fut quintuplée dans le comté de King's, en Nouvelle-Écosse.

⁷⁴ 4 novembre 1904.

Sydney Fisher a également accru sa majorité dans Brome. Dans l'Ile-du-Prince-Edouard, cependant, l'affaire a pu jouer contre les libéraux.

travers le pays, le projet d'un nouveau chemin de fer transcontinental semble avoir grandement aidé les ministériels. La population de l'Ouest et de la Colombie britannique pouvait entrevoir avec satisfaction une saine concurrence pour le Canadien-Pacifique. À Halifax, les libéraux faisaient miroiter les avantages qu'apporterait le Transcontinental-National. Pourquoi l'électorat (à part, possiblement, celui d'Ontario) a-t-il boudé la politique ferroviaire de Borden ? Doit-on croire que la population s'inscrivait en faux contre une corporation publique ? L'explication est probablement plus simple. Entre le projet "sûr" de Laurier et celui moins certain et plus confus de Borden, les électeurs ont conclu qu' "un tien vaut mieux que deux tu l'auras".

Dans la province de Québec, la personnalité et l'appartenance ethnique de Laurier ont indéniablement joué en faveur des libéraux. La réaction anti-tory, provoquée par des sentiments violemment anti-francophones et anti-catholiques d'un certain nombre de sympathisants de ce parti, semble avoir été beaucoup moins importante en 1904 qu'en 1900. Quant à leurs sentiments sur la question de l'impérialisme, les Québécois montraient clairement dans quel camp ils se situaient lors de campagnes comme celle de Montmagny où Henry Price, le candidat conservateur, fut défait par le volubile Armand Lavergne, ennemi de l'impérialisme, du militarisme et de "l'écrasement du Québec sous les pieds des [77] bleus". En Nouvelle-Écosse, la personnalité de W.S. Fielding explique en partie la solide députation rouge de cette province. Dans l'Ouest, la grande campagne pro-Borden de F. W. G. Haultain, premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, n'a pas porté fruit.

Mais somme toute, le pays était en plein essor économique et les conservateurs, dans cette conjoncture, ne purent trouver de bonnes raisons pour convaincre l'électorat de les appuyer. L'élection de 1904 en fut donc une de consolidation. Elle n'a marqué aucun point tournant et elle est de peu d'importance dans l'histoire électorale canadienne. Pourtant, Laurier commence maintenant son troisième mandat et il devient possible de parler d'une "ère Laurier" tout comme on parlait déjà de l'"ère Macdonald".

[79]

VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King

Première partie : L'ère de Laurier

Chapitre V

Le passé garant de l'avenir **26 octobre 1908**

[Retour à la table des matières](#)

Il ne faut pas s'étonner que l'élection de 1908 n'ait jamais attiré de façon particulière l'attention des historiens. Elle n'a pas créé de revirements semblables à ceux de 1896 ou de 1911 ; elle n'a pas suscité les longues discussions de politique nationale, comme en 1900 et en 1904, alors que les projets de chemin de fer et d'immigration s'avéraient de prime importance ; elle n'a pas, non plus, donné lieu aux expressions d'animosité entre protestants et catholiques, comme en 1896, ou entre anglophones et francophones, comme en 1917. Tout de même, nous ne sommes qu'à trois années de l'écroulement libéral de 1911 et il est normal que l'historien tente de retrouver, lors de la campagne de 1908, les signes précurseurs de cet événement si lourd de conséquences pour le Canada et le Québec.

L'économie canadienne continue de progresser même si toutes les tendances ne sont pas favorables. Les capitaux étrangers affluent, comblant en partie le déficit commercial. Les recettes gouvernementa-

les subissent une hausse sensible, de \$70.7 millions en 1904 à \$96.1 millions en 1908, mais les dépenses s'élèvent encore plus rapidement, de \$72.3 millions à \$112.6 millions ⁷⁵. Il est bien normal que l'opposition profite de cet état de choses pour accuser le gouvernement d'extravagance. L'immigration continue à bon rythme : en dix mois, en 1907, plus de 250,000 immigrants arrivent au pays et, pour la période de 1904 à 1908, ce chiffre s'élève à 852,000 ⁷⁶. Comme nous le verrons plus loin, on n'accueille pas toujours à bras ouverts ces nouveaux arrivants.

[80]

Mais la prospérité générale n'empêche pas l'existence de foyers de mécontentement. Des industriels déplorent l'insuffisance de la protection tarifaire, surtout en ce qui concerne les lainages et le coton. L'apport des ouvriers à cette prospérité est aussi sujet de discussion. A l'occasion de deux réunions du Congrès des métiers et du travail, à Vancouver en 1906 et à Winnipeg en 1907, les délégués ont adopté une résolution exprimant leur insatisfaction à l'endroit des deux grands partis et préconisant une action ouvrière indépendante. A celle de 1908, tenue à Halifax, le député travailliste britannique Keir Hardie a recommandé la formation d'un parti ouvrier qui grouperait les syndiqués d'un océan à l'autre. Plusieurs délégués ont pris à partie la loi Lemieux, qui prévoyait une conciliation obligatoire lors de conflits de travail dans les services publics ou dans les mines. A la fin de l'été de 1908, 8000 ouvriers à l'emploi du Canadien-Pacifique déclenchent une grève à l'échelle nationale pour protester contre une décision du comité d'arbitrage. La compagnie lance un ultimatum puis, devant le refus des ouvriers de reprendre le travail, elle se met à embaucher des remplaçants, faisant même venir quelques centaines d'ouvriers anglais pour briser la grève. Il y a des manifestations contre les "scabs". Le 23 septembre 1908, la police en réprime une près des usines Angus, à Montréal, et l'inspecteur Lamouche menace d'arrêter tous les grévistes qui feront du piquetage près des usines de la compagnie. Le procès qui en résulte comporte des aspects sensationnels : on découvre que l'un des émeutiers arrêtés n'est autre qu'un agent privé employé par le Canadien-Pacifique pour accumuler des preuves contre les grévistes !

⁷⁵ Canadian Annual Review, 1908, p. 438.

⁷⁶ Ibid., p. 174.

Un autre accusé affirme, dans son témoignage, que ce même agent est bien celui qui l'a convaincu de participer à l'assaut contre les briseurs de grève. On règle le différend au début d'octobre et ce dénouement, selon le *Star*, présage "un retour à de meilleures conditions d'affaires dans le Dominion" ⁷⁷. Beaucoup de grévistes se retrouvent alors sans emploi, mais le mécontentement aura quand même peu de répercussions politiques.

[81]

Par contre, on peut déceler de l'animosité à l'endroit de certains groupes d'immigrants. Rufus H. Pope, candidat conservateur dans Compton, au Québec, estime que les Doukhobors et les Galiciens sont devenus les "chouchous du gouvernement" et il se demande si les autorités ne traitent pas en inférieurs les véritables Canadiens. Les syndicats s'inquiètent de voir les immigrants devenir des chômeurs ou, pis encore, d'acculer les nôtres au chômage en acceptant de travailler à bas salaire. Au Québec, les nationalistes soutiennent que l'immigration pousse les Canadiens français à s'exiler en Nouvelle-Angleterre. Sur la côte du Pacifique, la population blanche croit que les Orientaux constituent une menace et, en 1907, devant un nouvel afflux de Chinois et de Japonnais, on met sur pied une Ligue pour l'exclusion des Asiatiques.

Nous avons déjà laissé entendre que les relations entre Anglais et Français, protestants et catholiques, étaient en voie d'amélioration. L'établissement, en 1905, des deux nouvelles provinces du Saskatchewan et de l'Alberta a toutefois laissé d'amers souvenirs. Même si l'Acte des Territoires du Nord-Ouest de 1875 prévoyait l'existence d'écoles confessionnelles dans ces régions, diverses ordonnances avaient par la suite restreint les droits des catholiques. De fait, l'abbé Groulx dira de l'école séparée telle qu'elle existe en 1901 : "Il en reste si peu qu'il n'en reste rien" ⁷⁸. Néanmoins, certains protestants craignent que les constitutions des nouvelles provinces contiennent les dispositions prévues en 1875. Alarmé, le *News* de Toronto affirme dès 1904 : "Une vigoureuse agitation catholique dans tout le territoire entre les Rocheuses et l'Outaouais est une grave possibilité (...) Si les autorités de l'Église catholique continuent leur présente interférence dans le

⁷⁷ *Montreal Daily Star*, 5 octobre 1908.

⁷⁸ Groulx, *L'enseignement français* op. cit., tome II, p. 166.

domaine politique, cette agitation prendra tout probablement une importance qui dépasse de loin les antagonismes antérieurs" ⁷⁹. Laurier dépose les projets de loi relativement à l'autonomie des deux nouvelles provinces en février 1905 et, comme l'avaient craint les protestants les plus fanatiques, les diverses ordonnances scolaires adoptées depuis 1875 n'y sont pas incluses.

[82]

De fait, on vise à rétablir le système des écoles séparées. Trouvant que le gouvernement défavorise radicalement les écoles nationales par cette législation, Clifford Sifton, le ministre de l'Intérieur, démissionne du cabinet. Laurier finit par céder aux pressions des protestants et accepte d'amender sa législation : en juillet la Chambre adopte un projet de loi remanié où l'on rétablit le système scolaire tel que modifié par les ordonnances de 1892 et 1901. Les milieux catholiques et nationalistes, qui auraient voulu que les nouvelles provinces "jouissent de l'état de choses qui existe dans la province de Québec" ⁸⁰ sont mécontents : Bourassa trouve que la loi "ne donne pas une garantie suffisante que les droits des minorités, que nous sommes obligés de protéger, le seront réellement" ⁸¹ ; Armand Lavergne et quelques conservateurs francophones partagent le même avis. De leur côté, certains tenants de l'école dite "nationale" (c'est-à-dire non-confessionnelle) s'estiment trahis quoique Sifton lui-même semble satisfait du "compromis". Après trois ans, cependant, la colère et la déception s'étaient atténuées dans les deux camps, et l'élection de 1908 sera remarquablement dénuée de conflits d'ordre racial et religieux.

⁷⁹ 13 mai 1904, cité dans James G. Harris, *The "News" and Canadian Politics, 1903-14 : A Study of the Policies of the "News" Under the Editorship of Sir John S. Willison*, thèse de maîtrise, University of Toronto, 1952, p. 38.

⁸⁰ Débats..., session 1905, vol. V, p. 8799 (30 juin 1905). Ce sont les paroles d'Henri Bourassa.

⁸¹ *Ibid.*, p. 9080 (5 juillet 1905).

Position des partis

À la dissolution du Parlement, le 16 septembre 1908, les libéraux de Laurier détiennent 139 des 214 sièges. C'est le seul parti vraiment national car les conservateurs sont faibles au Québec, et, en 1904, ils n'avaient réussi à faire élire aucun député ni en Nouvelle-Écosse ni en Colombie britannique. Les élections complémentaires, depuis 1904, avaient provoqué peu de changements. Notons cependant qu'en 1906, à Québec, Lorenzo Robitaille, un jeune nationaliste protégé par Bourassa et Lavergne, avait défait le candidat libéral officiel, Georges-Elie Amyot, président de la Chantre de Commerce de Québec et homme d'affaires de grande réputation. Au Nouveau-Brunswick, William Pugsley avait démissionné [83] de son poste de premier ministre en 1907 pour se faire élire député fédéral ; Laurier lui avait confié le portefeuille des Travaux publics.

Cette fois il y a 221 sièges à pourvoir, les sept nouvelles circonscriptions se trouvent au Saskatchewan et en Alberta. Les conservateurs espèrent améliorer leurs positions au Nouveau-Brunswick où le gouvernement libéral, impliqué dans de nombreux scandales, s'était fait battre ; en Nouvelle-Écosse, où l'organisation ministérielle semble connaître quelques difficultés ; et dans l'Ile-du-Prince-Edouard, où le gouvernement libéral craint une défaite aux prochaines élections provinciales. Ils misent également sur le Québec, mais sans sous-estimer la grande popularité de Laurier parmi les siens. En Ontario, les conservateurs souhaitent de profiter de l'éclatante victoire de sir James Whitney aux élections provinciales de 1905 pour faire d'importants gains, alors que, dans l'Ouest, ils ne peuvent guère reculer ! L'impopularité de Sifton, la question des écoles séparées, la politique d'immigration, la spéculation faite sur l'achat de terres par certains individus liés au gouvernement : toutes ces questions devraient, croyaient-ils, favoriser leurs candidats. Quant aux libéraux, leur but est évident : se maintenir au pouvoir. Pour y parvenir, ils mettent de l'avant leurs réalisations durant leurs douze années d'administration.

Robert Borden semble fermement assis au gouvernail de son parti. On le considère comme un homme capable, d'une droiture irréprocha-

ble, mais sans magnétisme. Parmi ses lieutenants, il y a toujours George E. Foster. Le "E" signifiait "Eulas", mais les journaux libéraux québécois s'amusaient à écrire "Hélas !". Autant Borden attirait le respect de tous, autant Foster, depuis quelques années, était la cible des critiques oppositionnistes. "C'est, pour un chef de parti, se suicider que de venir publiquement associer sa fortune et celle de son parti à celle d'hommes qui notoirement sont indignes de la confiance publique", déclarait le *Montreal Star* à propos de Foster. Cette tactique de discréditer Foster, le plus virulent et le plus acerbe "debater" de l'opposition, semble avoir réussi. Durant la campagne, le *Star* demanda à ses lecteurs d'écrire au journal, et de donner [84] les raisons pour lesquelles ils voteraient pour ou contre Laurier ou Borden. Plusieurs électeurs trouvèrent que la présence de Foster les empêchait d'appuyer Borden. D'autres conservateurs, comme George W. Fowler (lié aux intérêts des compagnies ferroviaires) ainsi que deux Ontariens, W.H. Bennett et l'impérialiste colonel Sam Hughes, constituaient eux aussi des cibles de choix.

Mais Borden semble compter beaucoup plus sur ses alliés provinciaux : Rithard McBride en Colombie britannique, R.P. Roblin au Manitoba, sir James Whitney et son secrétaire provincial, W.J. Hanna, en Ontario, et J.D. Hazen au Nouveau-Brunswick. Roblin, en particulier, apparaîtra avec Borden lors de nombreux meetings électoraux. Hanna dénonce la politique d'immigration, faisant parler de lui quand, dans un discours sur le nombre élevé d'aliénés "étrangers" au Canada, il inclut ceux nés en Grande-Bretagne. Rentré d'un voyage en Angleterre, sir James Whitney fait aussi campagne en faveur de Borden. Alors que sir Louis Jetté, lieutenant-gouverneur du Québec, prend la parole à Toronto, Whitney assiste aux fêtes du tricentenaire de Québec où il affirme : "Je suis un Canadien français qui parle anglais". Quelle différence avec le mépris de ces derniers temps, fait remarquer *L'Action sociale* en décelant dans ces paroles le rapprochement des races française et anglaise au Canada. Le même journal note néanmoins que, malgré ces marques d'amitié interprovinciale, "la survenance d'événements qui brisent le faisceau de la Confédération canadienne n'est pas improbable" ⁸².

⁸² *L'Action sociale*, 4 septembre 1908.

Chez les libéraux, Laurier occupe évidemment la première place et sa personnalité dominera leur campagne. Clifford Sifton, dont l'auréole a été ternie par diverses accusations de malversation, est en perte de vitesse au Manitoba mais W.S. Fielding, ministre des Finances, mène une vigoureuse campagne dans les Maritimes et en Ontario. Dans cette dernière province, George P. Graham, ministre des Chemins de fer et Canaux, accomplit un important travail d'organisation. Sydney A. Fisher, ministre de l'Agriculture, L.-P. Brodeur, ministre de la Marine et des Pêcheries, Rodolphe Lemieux, ministre des Postes, et Frank Oliver, successeur de Sifton [85] au ministère de l'Intérieur, jouent tous un grand rôle durant la campagne. Par contre, certains autres ministres, comme sir Frederick Borden en Nouvelle-Écosse (ministre de la Milice et de la Défense) et William Pugsley au Nouveau-Brunswick (ministre des Travaux publics), doivent se préoccuper avant tout de défendre leur propre conduite devant les attaques de l'opposition. Walter Scott, premier ministre de la Saskatchewan, appuie avec ardeur le gouvernement dans l'Ouest, mais trois autres premiers ministres libéraux, George H. Murray en Nouvelle-Écosse, Lomer Gouin au Québec et Alex Rutherford en Alberta, ne participent pas activement à la campagne. Un nouveau porte-drapeau du parti, William Lyon Mackenzie King, se fait remarquer à Waterloo-Nord, en Ontario, et Laurier, de passage dans ce district, donne clairement à entendre que King sera son premier ministre distinct du Travail... s'il est élu. C'est là une promesse que Laurier remplira en 1909.

Dans cette campagne, les lieutenants, des deux côtés, ont une influence aussi négative que positive. Personne ne contestera l'intégrité de Laurier et de Borden, mais plusieurs de leurs seconds portent un blason terni. Les accusations de fraude, de corruption, de spéculation pour profit personnel, de gaspillage et d'extravagance, lancées constamment depuis quelques années, constitueront une partie importante des discours électoraux. C'est le thème de "Wine, Women and Graft" !

Déroulement de la campagne

Même si les élections ne sont annoncées qu'à la mi-septembre, les chefs parcourent le pays depuis juillet. Pour Laurier, cependant, la campagne s'ouvre officiellement à Sorel comme en 1904 d'ailleurs, où il s'adresse à une foule enthousiaste de 10,000 personnes. Nul doute que le chef libéral plait à ses partisans quand il affirme que "les élections, c'est comme le royaume des cieux ; il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus... dans les rangs du parti conservateur" ! Mais Laurier consacre [86] ce discours, et plusieurs autres durant cette campagne, à la défense de son régime, rappelant constamment les "douze années d'une prospérité sans précédent" qui prévalent depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux. Le Canada est maintenant la troisième nation commerciale du monde entier, déclare le premier ministre. D'une "étoile microscopique" en 1896, il s'est élevé à sa place "au soleil des nations". Bien entendu, les libéraux hésiteraient à prendre tout le crédit pour ce magnifique succès : quand même, n'y avait-il pas là signe de prédilection divine ? "La providence se sert d'êtres humains pour accomplir ses buts", affirme Laurier. "La providence s'est servie de nous pour faire descendre ses dons et ses bénédictions sur le peuple canadien, comme elle se servait autrefois des conservateurs pour châtier ce même peuple" ! Que sont donc révolus les jours de l'Institut canadien ! En outre, le chef libéral se défend de favoriser indûment le Québec, tout en prenant soin d'ajouter qu'il ne veut pas, par ailleurs, que le Québec soit dominé par qui que ce soit. Il ne fait pas de racisme, ne sollicite même pas le vote canadien-français pour des motifs d'origine ethnique, affirme-t-il sans manquer d'ajouter : "Je connais la population de Québec, je connais ses besoins, parce que j'ai vécu au milieu d'elle" ; et plus loin : "Je n'ai pas besoin de vous dire que le sang qui coule dans mes veines est le sang français, le même sang qui coule dans les veines de vous tous qui êtes ici devant moi" ⁸³. Au chapitre des scandales, le premier ministre rappelle que même les douze apôtres comptaient un Judas parmi eux, mais il démentit les accusations dont son parti est la cible depuis quelque temps et promet plutôt

⁸³ Cité dans *Le Soleil*, 8 septembre 1908.

de châtier les "brebis galeuses" de l'opposition. C'est un plaidoyer axé sur les réalisations du passé et Laurier demande un nouveau mandat simplement pour "terminer cette grande œuvre" qu'est la construction du chemin de fer du Grand-Tronc Pacifique. Et voilà le slogan de la campagne libérale : "Laissons Laurier finir son travail !" Sorel, donc, donne le ton à la campagne.

Après une tournée en Ontario, Laurier vient rencontrer les électeurs, de sa propre circonscription de Québec-Est. Le 17 octobre, à Montréal, [87] c'est un nouveau triomphe : entre 100,000 et 250,000 citoyens l'acclament. *La Presse* écrit avec émotion : " ... tout le peuple canadien, partout où Laurier passe, se lève sur sa route... pour le saluer avec ce respect grave et profond d'un peuple ému, qui a conscience de sa grandeur et de l'acte qu'il accomplit." Sa conclusion n'est guère surprenante : "Que notre éminent compatriote termine son œuvre !"

Borden, lui, inaugure son appel au peuple à Halifax, le 3 septembre, et durant les sept semaines qui suivent, il participe à une soixantaine de réunions dans quatre provinces. Après quinze jours passés dans les Maritimes, il vient à Québec le 17 septembre. Selon *l'Action sociale*, il est l'objet d'une "belle démonstration" et d'une "enthousiaste réception" dans cette ville, mais *le Soleil*, dont l'allégeance politique ne fait pas de doute, qualifie l'affaire de "fiasco". Borden dénonce la "négligence" du gouvernement libéral dans la construction du pont de Québec et affirme que "l'accident lamentable" ne se serait pas produit si les conservateurs avaient été au pouvoir. En réponse, la presse ministérielle se plaît à rappeler que le pont s'était écroulé le jour même de la dernière visite de Borden à Québec et que le blé avait gelé à son arrivée dans l'Ouest ; on espère que, cette fois, aucune catastrophe ne marquera son séjour. Un brouillard très dense, cependant, s'installe sur la ville, pour se dissiper au départ du chef bleu ; le lendemain matin, "le Soleil est monté sur l'horizon plus rouge que jamais" ⁸⁴ ! À Québec, Borden promet aussi d'organiser un service de fret rapide transatlantique et d'outiller les ports de mer canadiens pour faire concurrence aux ports américains. En ce qui concerne les relations entre les groupes ethniques, il proteste de sa bonne foi : "Je ne suis pas un fanatique. Ceux qui ont vécu dans mon intimité savent que je respecte la race canadienne-française, que je traiterai le peuple canadien-français

⁸⁴ *Le Soleil*, 19 septembre 1908.

largement, comme l'égal de tous les autres peuples de la Puissance..."⁸⁵ À Montréal, où il est accueilli au Monument national, le chef conservateur reproche au gouvernement sa politique tarifaire et fait état de la corruption qui, selon lui, ronge l'administration. Du 21 septembre au 14 octobre, Borden poursuit sa tournée en Ontario où il tient une trentaine d'assemblées. Après [88] quelques autres rencontres au Québec et dans les Maritimes, il rentre chez lui à Halifax pour la fin de la campagne. Le 19 octobre, il publie le manifeste du Parti conservateur, promettant des taux de transport plus avantageux pour les fermiers, l'amélioration des services postaux, le contrôle de l'immigration pour protéger l'ouvrier et une administration honnête.

Libéraux et conservateurs s'attardent assez peu aux thèmes d'ordre économique et social. Le gouvernement promet de terminer le nouveau chemin de fer transcontinental et l'opposition se borne à critiquer le coût du projet. Lorsque les bleus élèvent le ton, les ministériels répondent que la seule façon d'économiser étant de ne pas construire certaines sections de la ligne, les objections des conservateurs sont "antipatriotiques". Et quand Borden préconise la nationalisation de certaines lignes, *le Soleil* crie au socialisme. En matière de politique tarifaire, Laurier répond aux reproches de certains industriels en dépêchant un délégué en Angleterre pour mener une enquête sur l'industrie des lainages. Mais les libéraux, comme les journaux d'opposition aiment à le rappeler, ont renié leur politique libre-échangiste des années 1880 et leurs tarifs sont à peine plus bas que ceux des conservateurs. On reproche aussi au gouvernement de trop dépenser, et cette opinion amène la *Gazette* de Montréal à affirmer que "le pays ne peut supporter encore quatre ans de Laurier semblables aux quatre dernières années"⁸⁶. Au lieu de souhaiter que Laurier puisse finir son travail, ce journal croit qu'il vaudrait mieux finir Laurier !

L'immigration constitue également un thème où les émotions, au moins autant que la raison, entrent en ligne de compte. On reproche au gouvernement de trop peu se soucier de la qualité des immigrants : par exemple, les habitants de taudis à Londres créeront sans doute, une fois au Canada, de nouveaux taudis, d'autant qu'ils accepteront de travailler aux salaires de Londres. On discute âprement d'immigration

⁸⁵ *L'Action sociale*, 18 septembre 1908.

⁸⁶ *Montréal Gazette*, 10 septembre 1908.

orientale en Colombie britannique où l'imprévisible Joseph Martin - les Franco-Manitobains ont gardé de lui un triste souvenir-annonce qu'il briguera les suffrages comme représentant de la Ligue pour l'exclusion des Asiatiques. Martin [89] allait encore plus loin et préconisait la formation d'un "Western Independence Party" qui, avec 35 députés des provinces de l'Ouest, détiendrait la balance du pouvoir et en profiterait pour mettre fin à l'immigration orientale et extirper la corruption à Ottawa. Le gouvernement de Laurier n'est guère enthousiaste devant l'immigration japonaise.⁸⁷ Mais, d'autre part, il craint qu'une action unilatérale et hostile ne mette en danger les relations commerciales que l'on cherchait à cultiver avec le Japon. Il préfère y aller avec douceur et se servir de moyens diplomatiques. Les libéraux ont donc refusé de voter une loi d'exclusion contre les Japonais en 1902 alors qu'ils ont décidé d'être plus sévères à l'égard des Chinois en leur imposant une taxe de capitation. Ils soutenaient tout de même que le Japon s'était engagé à restreindre volontairement l'immigration de ses ressortissants au Canada. Une enquête menée par W.L. M. King a révélé que 900 Chinois et nombre de Japonais étaient rentrés au pays en 1907, la taxe de capitation de \$500, ayant été payée par le Canadien-Pacifique, la Wellington Coal Compagny et par d'autres entreprises à la recherche d'une main-d'œuvre peu coûteuse. A plusieurs reprises, le gouvernement de la Colombie britannique avait adopté une loi--la Loi du Natal--prévoyant un test linguistique pour les immigrants asiatiques ; chaque fois le gouvernement fédéral, encouragé par la Grande-Bretagne, l'avait désavouée. Pourtant, face au "problème" d'une colonie de 2000 Hindous en Colombie britannique, Ottawa entreprit des négociations en vue de la déménager toute entière au Honduras britannique où les hommes construiraient une voie ferrée. Au cours de la campagne électorale. J.W. Bowser, procureur général de la Colombie britannique, paraissait parfois aux côtés de Borden pour dénoncer l'immigration orientale.

Les relations entre les deux principaux groupes ethniques n'ont pas constitué, non plus, un thème très Important de cette campagne. Le nationaliste Bourassa, lors d'une assemblée à Montmagny, rappelle ses luttes à propos des écoles du Nord-Ouest, lutte qui a "valu à nos core-

⁸⁷ Débats..., session 1907-08, vol. I, pp. 725-782 (16 décembre 1907) et vol. II, pp. 2105-2241 (28-29 janvier 1908).

ligionnaires et compatriotes de là-bas, le maintien des lambeaux de droits qui leur aident encore à se maintenir" ⁸⁸. Au début d'octobre, au Monument [90] national, Bourassa annonce la fondation prochaine d'un quotidien qui serait l'organe du Parti nationaliste. Mais quelle sera son attitude durant la présente campagne électorale ? Il s'abstiendra d'y participer, affirmant plutôt la nécessité de libérer les partis politiques au Québec ainsi que le gouvernement provincial "du joug que peuvent faire peser sur eux les politiciens d'Ottawa". Il conclut que "la meilleure manière de prouver aux Anglais que nous sommes dignes de gouverner avec eux, en même temps qu'eux et sur le même terrain, c'est de commencer par bien nous gouverner nous-mêmes dans la province de Québec..., c'est de leur montrer que cet idéal du génie français, qu'on m'a reproché de proposer toujours à ma race afin qu'elle gardât la tête haute, ne nous empêche pas d'être de bons citoyens et des hommes pratiques" ⁸⁹. En l'espace de trois ans, la stratégie du chef nationaliste subira d'importantes transformations.

Certains journaux soulèvent encore la question des Écoles du Nord-Ouest. Alors que Godefroy Langlois, du journal ministériel *le Canada*, croit que le problème est réglé, le conservateur L.-O. Taillon, un ancien premier ministre du Québec, reproche à Laurier de ne pas avoir rempli ses obligations envers les catholiques et *l'Action sociale* qualifie la loi scolaire de "dangereuse" ⁹⁰. La question des Écoles a rebondi au cours de la campagne grâce surtout à l'énorme publicité donnée à un éditorial de *l'Orange Sentinel* du 10 septembre. Intitulé "The Duty of the Hour", il dénonçait et l'influence de l'Église catholique sur Laurier et les lois d'autonomie de 1905. La semaine suivante, le journal annonçait qu'il avait préparé 50,000 exemplaires de l'éditorial pour en assurer une plus grande diffusion et il demandait à ses lecteurs de s'en servir efficacement. Quelques candidats conservateurs en Ontario espérait sans doute qu'une propagande anti-française, anti-québécoise et anti-catholique effacerait certaines majorités libérales dans la province. Entre temps, à Montréal, la Presse était déjà psychologiquement préparée à une lutte de race. Elle venait de stigmatiser l'auteur d'un article paru dans le *Chronicle* de Halifax pour avoir tenté

⁸⁸ *L'Action sociale*, 8 septembre 1908.

⁸⁹ *Le Nationaliste*, 4 octobre 1908.

⁹⁰ *L'Action sociale*, 14 octobre 1908.

de soulever des préjugés de race et, dans la même veine, elle avait vilipendé "l'œuvre malicieuse et perfide" [91] du *Mail and Empire* de Toronto⁹¹. C'est alors qu'elle découvre le pamphlet orangiste qu'elle annonce en gros titre : "Immense conspiration contre sir Wilfrid Laurier". En éditorial, elle affirme : "Il est impossible à ceux qui connaissent l'Orangisme de dormir tranquilles. A moins d'être toujours sur la brèche, nous verrons bien vite nos murs franchis : car les Orangistes ne désarment jamais". Que le journal cherchait à faire du capital politique n'était que trop évident. "Que vont penser de ce nouvel état de choses les électeurs encore indécis ?" demande-t-elle en conclusion. "Qui désire être l'allié de ces 500,000 Orangistes espérant retirer une énorme influence de la présente élection ?"⁹². La *Gazette* avait déjà publié une mise en demeure non équivoque à l'intention de *la Presse* et d'autres journaux : "Si la presse libérale ne (met) pas fin à sa campagne visant à tourner les Québécois contre les conservateurs ontariens, les Ontariens pourraient un jour s'unir contre le Québec et l'Ontario (est) la plus forte"⁹³. *L'Action sociale* lance un appel au calme, soutenant que le fanatisme de toute une province ne constitue pas une réponse valable au fanatisme de quelques centaines de sociétaires, mais la publication du même pamphlet en Nouvelle-Écosse fait encore les manchettes dans *la Presse*. D'après le quotidien montréalais, il s'agit de "la tentative ... peut-être la plus méprisable qu'on ait encore tentée dans l'histoire politique de notre pays, pour soulever, les préjugés de race et de religion" et cette tentative avait été faite par "les amis de monsieur Borden"⁹⁴. Pendant la campagne, il semble que les libéraux eux-mêmes aient fait publier le pamphlet orangiste aux bureaux du *Canada* (et plus tard aux ateliers du *Morning Chronicle* de Halifax). Selon *le Nationaliste*, qui avait déjà blâmé *la Presse*., *le Soleil* et *le Canada* d'avoir exagéré la campagne des "mange-français" et des "mange-catholiques", cette révélation constituait "la preuve éclatante de ce que... la véritable exploitation du sentiment de race, depuis quelques temps, se fait surtout dans notre province"⁹⁵. Par contre le *Montreal Herald*, favorable aux ministériels, trouvait que les libéraux

⁹¹ *La Presse*, 17 septembre 1908.

⁹² Ibid., 17 octobre 1908.

⁹³ *Montreal Gazette*, 25 septembre 1908.

⁹⁴ *La Presse*, 23 octobre 1908.

⁹⁵ *Le Nationaliste*, 25 octobre 1908.

ne faisaient que prendre des mesures de protection ⁹⁶. Malgré son caractère sensationnel, cet épisode ne semble pas avoir eu une influence décisive sur l'élection et on peut conclure que, sur le plan des [92] relations entre les deux ethnies, l'année 1908 peut marquer l'accalmie qui précède la tempête.

Les Américains qualifient de "muckraking" la discussion sur la place publique de scandales et de corruption administratifs. Conservateurs et libéraux s'y sont livrés à cœur joie en 1908. "Une campagne de scandale" ⁹⁷) : c'est ainsi que le *Montreal Star* voyait le débat politique. Le choix était entre deux maux et, de l'avis du *Star*, le votant, perplexe, pouvait malaisément en choisir le moindre. Selon *la Patrie*, la presse conservatrice passait une bonne partie de son temps à dénoncer la corruption libérale alors que les journaux ministériels étalaient les méfaits des conservateurs depuis le temps de Langevin et McGreevy "avec une conscience qui ferait honneur à l'archiviste le plus scrupuleux du pays". Qui fallait-il croire ? "Hélas !" soupirait le journal de feu Israël Tarte, "il faut bien l'avouer : toute part faite à l'amertume des luttes politiques, les deux côtés ont également raison" ⁹⁸.

Les conservateurs avaient la partie plus facile car les scandales qu'ils "exposaient" étaient plus nombreux et plus frais. William Pugsey, ministre des Travaux publics, se serait fait grassement rémunérer pour de prétendus "services légaux" quand il était procureur général du Nouveau-Brunswick. Sir Frederick Borden aurait été responsable d'un grand nombre d'abus dans son ministère. Le département de la Marine aurait fait des dépenses extravagantes, comme dans le cas du brise-glace "Montcalm" où treize officiers avaient un ensemble de vaisselle digne d'un millionnaire et incluant 369 coupes ! Ensuite, il y aurait eu des nombreuses ventes de terre dans l'Ouest, à bas prix, à des partisans du gouvernement qui réalisaient d'énormes profits quand ils les revendaient. La liste des méfaits libéraux, d'après l'opposition, était fort longue.

La plupart des journaux demeurent farouchement partisans et, pour favoriser leur parti, ils font fi de la campagne de leurs adversaires.

⁹⁶ *Montreal Herald*, 26 octobre 1908.

⁹⁷ *Montreal Daily Star*, 25 septembre 1908.

⁹⁸ *La Patrie*, 19 octobre 1908.

Leurs reportages sont parfois cocasses. À l'occasion d'une assemblée politique dans le très pittoresque village de St-Cyrille-de-l'Islet, situé dans les contreforts des Appalaches, le journaliste du *Soleil* consacre [93] une colonne entière au discours du candidat de Laurier. Un certain A.J. Bender, de Montmagny, a donné la réplique pour les conservateurs, mais le journaliste libéral s'estime incapable de rapporter ses propos : "La plume refuse de dire les folies, les mensonges, les calomnies et les médisances prononcées par M. Bender"⁹⁹ ! Dans une de ses meilleures caricatures, *le Soleil* montre sir Wilfrid debout sur un piédestal, la main tendue vers l'avenir. Le conservateur est un petit chien qui aboie à ses pieds !

Quelques journaux affirment ne pas avoir de parti pris. C'est le cas de *la Patrie*, du *Montreal Daily Star*, qui avait rompu avec Borden quelques années auparavant, et du *Toronto World*, dont l'éditeur, W.F. Maclean, est candidat conservateur indépendant.

Les résultats

L'élection a fort peu changé la situation. Pour ce qui est du vote populaire, les deux partis se retrouvent nez à nez : sur un total de presque 1.2 millions de suffrages exprimés, la majorité libérale ne se chiffre qu'à 24,000 voix. Et, en dehors du Québec, le vote conservateur dépasse le vote libéral. Mais, au niveau des sièges, les libéraux s'en tirent avec une majorité de 50, treize de moins qu'en 1904. Les conservateurs doivent se contenter de dix gains. Dans les Maritimes, ils font une percée en Nouvelle-Écosse tandis qu'ils reculent dans les deux autres provinces. Des hommes aussi connus que les conservateurs George Fowler et Alfred Lefurgey mordent la poussière, à la satisfaction du *Montreal Star*, mais la réélection des deux ministres libéraux, William Pugsley et sir Frederick Borden, le déçoit. Une nouvelle taxe provinciale aurait nui aux conservateurs au Nouveau-Brunswick alors que, dans l'Ile-du-Prince-Edouard, le pamphlet de l'*Orange Sentinel*, distribué par les libéraux le dimanche précédant l'élection, aurait causé la défaite de deux conservateurs. L'achat par Pugsley des deux

⁹⁹ *Le Soleil*, 17 octobre 1908.

journaux conservateurs de Saint-Jean, le *Telegraph* et le *Times*, n'a sûrement pas nui au ministre des Travaux publics.

[94]

Laurier balaye le Québec, accaparant plus de 57% du vote populaire ; les conservateurs, faisant autant de pertes que de gains, se retrouvent encore avec 11 sièges. La quasi-abstention des nationalistes a probablement joué en faveur des libéraux. Il se peut aussi que le pamphlet du *Sentinel* ait renforcé les appuis de Laurier mais il n'est pas sûr que le premier ministre, au sommet de sa popularité, en ait eu vraiment besoin.

L'Ontario déçoit amèrement les conservateurs, car ils n'y font pas les gains attendus. Foster, toutefois, conserve son siège à Toronto. Les libéraux se réjouissent de l'élection de Mackenzie King dans Waterloo-Nord et, dans toute la province, ils ne perdent qu'un seul siège.

Dans l'Ouest, le Manitoba et la Colombie britannique changent d'allégeance, accordant 13 sièges à Borden au lieu des trois qu'il avait eus en 1904. Au Manitoba, Arthur Meighen futur chef du parti, est élu à Portage-la-Prairie. William Templeman, ministre des Mines, est défait en Colombie britannique ; c'est le seul ministre à connaître ce sort, mais dans Brandon, Clifford Sifton a failli se faire battre lui aussi. L'Alberta et surtout le Saskatchewan, par contre, favorisent le parti ministériel et la question des Écoles a semblé troubler beaucoup plus l'Ontario et le Québec que les deux nouvelles provinces.

Les cinq candidats socialistes qui se sont présentés ont tous été battus, quoique le candidat dans Nanaimo ait fait très bonne figure. Par contre, Albert St-Martin a reçu moins de 200 suffrages (sur 6500) dans la circonscription de Montréal-St-Laurent.

Bien entendu, les journaux libéraux se félicitent des résultats. "Tous les libéraux, tous les Canadiens informés et patriotiques, sont reconnaissants de la grande occasion offerte au ministère Laurier"¹⁰⁰, déclare le *Globe* de Toronto. Le *Telegraph* de Québec signale l'échec absolu d'une campagne conservatrice basée sur des attaques personnelles et le *Montreal Herald* se dit fort content de cette manifestation du "bon sens du peuple"¹⁰¹ Le *Toronto Star*, même s'il appuie les mi-

¹⁰⁰ *Toronto Globe*, 28 octobre 1908.

¹⁰¹ *Montreal Herald*, 27 octobre 1908.

nistériels, voit dans le résultat un "mandat pour la réforme" ¹⁰² et espère que Laurier verra à corriger les abus. Selon *le Canada*, le pays bénéficiera d' "encore cinq années de [95] prospérité, d'union, d'autonomie parfaite" ¹⁰³ et la Presse, peut-être prise de remords après coup, se réjouit de ce que le bon sens l'ait emporté en Ontario sur les "appels insensés". Selon ce dénicheur de complots orangistes, "le peuple d'Ontario a tendu la main à celui de Québec et le vote d'hier est un grand acte de fraternité" ¹⁰⁴. Même la compagnie Gillette se félicite de cette victoire et, dans une réclame publicitaire, elle s'exclame : "Gillette est élu ! Par plus de deux millions d'électeurs. Autre triomphe pour le progrès et la propreté personnelles !" ¹⁰⁵

Aux journaux conservateurs les sujets d'optimisme ne viennent pas aussi facilement. La Gazette de Montréal trouve le résultat "malheureux" car l'électorat n'a pas répudié l'extravagance et la corruption des libéraux. Quant au News de Toronto, il se console à la pensée que les libéraux devront faire face aux résultats de leur mauvaise administration. "Le futur immédiat semble presque désespéré", croit-il, "et il est juste que le gouvernement responsable de cette situation ait à s'en occuper" ¹⁰⁶. Le Mail and Empire attribue la victoire libérale, en grande partie, à son habile exploitation du pamphlet orangiste et croit que la situation à Ottawa va s'aggraver.

Parmi les journaux indépendants, l'Action sociale regrette que ni Laurier ni Borden n'ait fait connaître la position qu'il adopterait relativement au projet d'extension des frontières du Manitoba et, de plus, l'organe de l'archevêché de Québec déplore que l'alcool ait coulé à flots dans certains districts. Le Nationaliste, tout comme le journal conservateur l'Événement, reproche aux électeurs d'avoir voté pour Laurier "uniquement parce que c'est un homme de leur race" ¹⁰⁷. Le Montreal Star et le Witness ne sont guère enchantés de l'élection de plusieurs des hommes dont ils ont si ardemment souhaité la défaite, mais le Witness se révèle philosophe : "Les gens n'élisent pas leurs

¹⁰² *Toronto Daily Star*, 27 octobre 1908.

¹⁰³ *Le Canada*, 27 octobre 1908.

¹⁰⁴ *La Presse*, 27 octobre 1908.

¹⁰⁵ *Le Soleil*, 27 octobre 1908.

¹⁰⁶ *Toronto News*, cité dans l'Action sociale, 30 octobre 1908.

¹⁰⁷ *Le Nationaliste*, 1er novembre 1908.

meilleurs hommes ou leurs plus mauvais, simplement ceux qui représentent bien la moyenne de leur moralité et de leur inspiration" ¹⁰⁸.

Laurier aurait donc la chance de "terminer son œuvre". Mais il ne pouvait guère en imaginer le point final. Dans un article du 22 octobre, le Soleil se disait sûr du résultat, mais ajoutait : "Cette victoire, [96] la dernière peut-être que le Canada reconnaissant sera à même de lui offrir, il faut qu'elle soit grandiose". Elle fut certes "grandiose", mais c'était le chant du cygne.

¹⁰⁸ *Montréal Witness*, cité dans la Patrie, 27 octobre 1908.

[97]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

Première partie : L'ère de Laurier

Chapitre VI

Borden, Bourassa et Laurier : la confrontation des nationalismes 21 septembre 1911

[Retour à la table des matières](#)

En politique canadienne, le parti vainqueur est généralement celui qui se fait l'apôtre de la modération, qui évite les prises de position extrêmes et qui sait, sur le terrain glissant des relations ethniques, ménager la chèvre et le chou. Depuis son accession à la chefferie du Parti libéral en 1887, Wilfrid Laurier avait pratiqué fidèlement ces principes. En 1896, il avait proclamé sa foi dans la "voie ensoleillée" du compromis dans la délicate affaire des Écoles du Manitoba. En 1899, après avoir tergiversé devant les appels britanniques en faveur de l'aide canadienne contre les Boers en Afrique du Sud afin d'apaiser les critiques nationalistes au Québec, il avait finalement accepté d'envoyer un contingent de volontaires au Transvaal pour ne pas perdre ses appuis au Canada anglais au profit des torys pro-impérialistes.

En 1911, cependant, la débâcle se produit : Laurier et sa politique "centriste" subissent une défaite cinglante aux mains des conserva-

teurs de Borden et de leurs alliés canadiens-français, les nationalistes d'Henri Bourassa. Les circonstances de cet échec sont curieuses, voire paradoxales. Au Canada anglais, les conservateurs réussissent à convaincre nombre d'électeurs que le traité de réciprocité limitée avec les États-Unis, conclu au début de 1911, n'est qu'un prélude à l'annexion politique. Laurier serait donc insuffisamment loyal au lien britannique. Au Québec, Henri Bourassa et ses lieutenants nationalistes mènent une campagne vigoureuse contre la Loi navale de 1910, adoptée par le Parlement [98] libéral, et ils tentent de convaincre les électeurs que Laurier est trop impérialiste et qu'il sert mal les intérêts de son peuple. Impérialistes torys au Canada anglais et anti-impérialistes nationalistes au Canada français s'unissent dans une alliance tacite (et parfois, même, ouverte) en vue d'un même but : battre Laurier. La victoire conservatrice de 1911, suivie de la désagrégation du Parti libéral en 1917, assureront l'exil des libéraux au désert politique pendant dix ans, du moins sur le plan fédéral.

L'on sait que, dès le début du siècle, les pays européens s'engagent dans une course frénétique de réarmement militaire, course qui aboutira en 1914 au déclenchement des hostilités entre les Pouvoirs centraux (l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie) et la Triple Entente (l'Angleterre, la France et la Russie). Vers 1908, l'opinion publique anglaise s'émeut déjà devant la force militaire du Kaiser allemand et, au Canada, l'influent conservateur, George Foster, introduit une résolution en Chambre à l'effet que "le Canada ne devrait pas tarder plus longtemps de prendre sa juste part de responsabilité et de dépenses pour assurer convenablement la protection de ses côtes et de ses grands ports maritimes ¹⁰⁹". Laurier répond en proposant l'établissement d'une flotte canadienne qui coopérerait avec la marine britannique, mais il ne parle pas de contributions financières à l'amirauté impériale. Craignant toutefois les réactions politiques à tout geste que son gouvernement pourrait poser, Laurier hésite et le bill de la Marine n'est présenté en Chambre qu'au début de 1910. Le projet de loi prévoit la construction d'une flottille canadienne composée de cinq croiseurs et de six destroyers dont le rôle serait, d'après une brochure publiée par le Parti libéral, de "défendre le commerce du Canada ¹¹⁰".

¹⁰⁹ Débats..., session 1902, vol. II, p. 3685 (29 mars 1909).

¹¹⁰ *Le Bill de la Marine*, 1910, p. 1. (il s'agit d'articles publiés par Rodolphe Lemieux dans le Canada et réunis plus tard dans une brochure politique).

Cette flotte pourrait être mise à la disposition de l'amirauté britannique à condition que le Parlement canadien l'autorise. D'une part, les libéraux cherchent à amadouer les nationalistes canadiens en présentant leur bill comme "un pas nouveau dans [la] marche [du Canada] vers sa destinée". Mais, d'autre part, ils tentent de rassurer les impérialistes en [99] montrant la marine comme une œuvre nécessaire pour permettre au Canada de contribuer au soutien de la suprématie navale de l'Angleterre.

Les conservateurs et les nationalistes canadiens-français ne tardent pas à critiquer, quoique pour des raisons opposées, le bill libéral. Plusieurs des députés de Borden trouvent le geste canadien nettement insuffisant mais ils sont incapables de s'entendre entre eux sur une formule de remplacement. Borden, chef du parti, réclame que le Canada fasse un don d'urgence à l'Angleterre tandis que F.D. Monk, leader de l'aile québécoise, demande un plébiscite sur la question. Monk aura tôt fait de se joindre à Bourassa et aux critiques nationalistes du bill.

De leur côté, les nationalistes lancent une campagne acharnée contre le projet de loi. Henri Bourassa prend la parole au Monument national et donne le ton de la bataille : "Canadiens, nous devons tout notre sang, tous nos efforts, toute notre pensée au pays que la Providence nous a donné. Sujets britanniques, nous ne devons à l'Angleterre que la conservation de la partie de l'Empire qui nous est échue en partage, avec ses inconvénients comme avec ses avantages. Sortir de cette voie, c'est compromettre l'avenir du Canada sans assurer la sécurité de l'Empire ¹¹¹".

Le 20 avril, par un vote de 111 à 70, la Loi navale est adoptée en troisième lecture. Le premier règlement de comptes s'effectuera le 3 novembre suivant, à l'occasion d'une élection partielle dans le comté québécois de Drummond-Arthabaska. Dans ce comté que Laurier connaissait si bien, le candidat libéral est battu par Arthur Gilbert, un cultivateur, porte-parole des couleurs nationalistes. Certes, les nationalistes s'étaient fait connaître en multipliant les assemblées à travers la province au cours de l'été, et en septembre le prestige de leur leader était porté à un nouveau sommet par son brillant discours en défense de la langue française, en la basilique de Notre-Dame, à la séance de

¹¹¹ Henri Bourassa, *Le projet de loi navale : sa nature, ses conséquences*, Montréal, *Le Devoir*, 1910, p. 16.

clôture du congrès eucharistique. De plus, la campagne nationaliste dans Drummond-Arthabaska avait présenté la Loi sur la marine comme le prélude à la conscription militaire et à une guerre où les Canadiens français [100] iraient se faire tuer pour les Anglais. Les libéraux avaient répondu en amenant leurs principaux porte-parole québécois dans la mêlée, mais malgré tout, les nationalistes avaient prouvé que Laurier n'était plus invincible au Québec.

Nonobstant l'importance de la Loi sur la marine au Québec, cette question ne fera pas l'objet de grands débats politiques au Canada anglais. Les conservateurs trouvent un autre terrain où, après un départ qui ne paraît pas de bon augure, ils réussissent à entraîner Laurier : le projet de réciprocité avec les États-Unis. Depuis que les Américains avaient abrogé en 1866 un traité de réciprocité avec les provinces britanniques en Amérique du Nord, le Canada avait essayé vainement de conclure un nouveau traité. Les libéraux surtout, du moins jusqu'à leur avènement au pouvoir en 1896, avaient attaqué le tarif canadien favorisé par les milieux d'affaires. En 1911, la situation interne des États-Unis pousse le président Taft à souhaiter le rétablissement de la réciprocité avec le Canada. Mais malgré les désirs des Américains, l'entente ne s'appliquera pas aux biens manufacturés, Laurier jugeant que les conséquences d'un libre-échange complet pourraient être désastreuses pour les industries canadiennes souvent moins productives que les industries américaines. À quelques exceptions près, donc, le traité ne touchera que les ressources naturelles et les produits de l'agriculture.

Devant la surprise des conservateurs et mêmes les applaudissements de ceux de l'Ouest à l'annonce de la conclusion d'un traité de réciprocité, Laurier ne se doute sûrement pas de la tempête politique que son projet soulèvera et qui empêchera l'adoption du bill par le Parlement fédéral. Dès février 1911, dix-huit personnalités connues du monde des affaires de Toronto, sympathisants libéraux pour la plupart, publient un manifeste où elles dénoncent la réciprocité et prétendent qu'elle favoriserait un affaiblissement des liens impériaux. L'ancien ministre libéral, Clifford Sifton, qui avait démissionné du cabinet sur la question des écoles confessionnelles en Alberta et en Saskatchewan en 1905, élève la voix contre la réciprocité ; il organisera en grande [101] partie la campagne conservatrice.

De retour de la Conférence impériale et du couronnement du roi George V à Londres, Laurier tente de nouveau de faire adopter le traité de réciprocité, mais il devient rapidement évident que les conservateurs, encouragés par les réactions publiques à leur propagande, ne se soumettront pas. Laurier décide d'en appeler au peuple ; il demande la dissolution du Parlement et la convocation d'élections générales pour le 21 septembre. Au moment de la dissolution, les libéraux conservent une majorité de 43 sièges et, malgré un certain regain de vie chez l'opposition, ils semblent avoir toutes les chances d'être reportés au pouvoir.

Déroulement de la campagne

Laurier explique dans un "manifeste au peuple canadien" la raison pour laquelle il a demandé la dissolution du Parlement : les conservateurs auraient abusé de leur liberté de parole en suivant une politique d' "obstruction organisée et avouée" lors du débat en Chambre sur la réciprocité. Non seulement il nie que l'accord commercial mettra en péril le lien impérial et favorisera l'annexion aux États-Unis, mais il soutient aussi que ce traité devrait contribuer à éliminer toute possibilité de guerre entre l'Empire et la République américaine. Quand il inaugure sa campagne électorale à Simcoe, Ontario, le 15 août, le premier ministre répète les mêmes thèmes : d'abord et avant tout, il veut parler de la réciprocité et, particulièrement, de ses avantages économiques. Tentant de démontrer que la réciprocité est une politique vraiment canadienne et non une politique du Parti libéral, Laurier recourt, suivant son habitude, à une image biblique (mais cette fois peu prophétique) : "Sir John Macdonald fut le Moïse de la réciprocité, explique-t-il, mais, comme Moïse, il n'était pas destiné à voir la terre promise. Il se peut que, aussi indigne que je sois, je serai destiné à être le Josué du peuple, à voir réaliser cette grande politique ¹¹²".

[102]

Le lendemain, devant environ 10,000 partisans enthousiastes rassemblés dans la cour du séminaire de Trois-Rivières, il soutient de

¹¹² *Toronto Globe*, 16 août 1911.

nouveau qu'il n'y a "rien de plus important pour le pays que la réciprocité ¹¹³". Mais il doit quand même aborder aussi la révolte nationaliste et la question de la marine. À son dire, les nationalistes n'ont qu'une politique : le renversement de Laurier. Quant à la marine, le chef rouge clame : un pays autonome se doit d'avoir sa propre flotte.

Durant les jours suivants, Laurier continue sa campagne au Québec, parlant toujours de la réciprocité, de la marine, et de la prospérité économique. À Saint-Jean-d'Iberville, notamment, il évoque les difficultés, même les frustrations, que lui vaut son effort à poursuivre une politique modérée : "Dans le Québec, je suis attaqué en tant qu'impérialiste et en Ontario en tant qu'anti-impérialiste. Je ne suis ni l'un ni l'autre. Je suis Canadien ¹¹⁴". Et à Saint-Jérôme, il affirme même qu'il se retirera de la politique s'il est défait.

Dans les Maritimes, c'est encore la réciprocité qui est le cheval de bataille de Laurier ; après tout, cette région a traditionnellement été hostile au tarif et Laurier espère bien maintenir les positions de force du Parti libéral - 26 sur 35 sièges - dans ces trois provinces. Après cette tournée, le chef libéral se rend en Ontario où, en plus d'aborder les thèmes usuels, il dénonce avec véhémence "l'alliance sacrilège" entre le Parti conservateur et les nationalistes canadiens-français de Bourassa. Inquiet, il retournera au Québec pour les derniers jours de la campagne, prenant la parole à Victoriaville et à Montmagny notamment. Partout sur son chemin, il énumère les avantages que la réciprocité apportera aux cultivateurs. Il n'aura pas visité l'Ouest cette fois-ci, mais il compte bien sur l'appui des fermiers dans cette région anti-tarifaire grâce à son projet de réciprocité. En plus, dans les Prairies, il est assuré de la collaboration de deux premiers ministres provinciaux, Walter Scott, du Saskatchewan et A.L. Sifton, de l'Alberta.

Les conservateurs se trouvent dans l'opposition maintenant depuis [103] quinze ans. Aux élections précédentes, dans un contexte économique de prospérité, ils avaient eu du mal à attaquer les libéraux de façon convaincante. Cette fois-ci, l'économie se porte toujours bien et, si les conservateurs axent leur campagne sur la réciprocité, ils se préoccupent davantage des aspects politiques du projet. Dans son manifeste électoral, Borden n'y va pas de main morte : la réciprocité "fera

¹¹³ *Le Devoir*, 17 août 1911.

¹¹⁴ Cité dans Skelton op. cit., tome II, p. 380.

du Canada un appendice commercial des États-Unis... Si le Canada accepte une union commerciale... son indépendance politique, si elle est conservée, ne sera plus qu'une ombre, non une réalité ¹¹⁵". C'est une mise en garde que les conservateurs clameront à travers tout le pays.

Pour les partisans de Borden, des raisons économiques doivent aussi amener les électeurs à rejeter la réciprocité : notre marché intérieur aura à s'ouvrir à plusieurs pays étrangers qui ont un traité bilatéral avec les États-Unis ; nos ressources naturelles seront la proie des trusts gigantesques qui contrôlent déjà celles de la République voisine ; nos matières premières seront exportées aux États-Unis plutôt que transformées chez nous ; les industries américaines n'auront plus besoin d'investir chez nous dans des filiales. Mais il est clair que les conséquences politiques éventuelles de cette réciprocité constituent le noyau de l'opposition conservatrice au projet lauriériste. "Devons-nous, au moment de nos plus grands succès et réalisations, demande Borden, perdre espoir et abandonner la bataille pour l'existence nationale ?" Et il se dit confiant que les Canadiens sauront voter "pour le raffermissement et non pour le relâchement des liens qui attachent ce Dominion à l'Empire britannique".

Malgré la primauté évidente de la question de la réciprocité, d'autres thèmes apparaissent aussi dans le manifeste de Borden. Ainsi, le chef conservateur promet de limiter les dépenses publiques, de construire le chemin de fer de la Baie d'Hudson, de bâtir des élévateurs à grain, d'étendre le service de livraison gratuite du courrier dans les régions rurales et de réformer la fonction publique fédérale.

Borden tire son premier coup de canon à London, Ontario. Il [104] dénonce le traité de réciprocité qui, à son dire, a permis au président Taft de faire miroiter aux yeux des Américains l'espoir d'une annexion prochaine. Dans cette contrée loyaliste, il aborde aussi la question de la marine en demandant : "Si le Canada reste neutre [comme semble le vouloir Laurier] quand l'Angleterre est attaquée, pourquoi l'Angleterre ne resterait-elle pas neutre quand le Canada est attaqué ¹¹⁶" ? Ses alliés nationalistes au Québec ne chantent évidemment pas le même refrain.

¹¹⁵ *Toronto Globe*, 15 août 1911.

¹¹⁶ *Le Devoir*, 16 août 1911.

Borden tient une vingtaine d'autres assemblées en Ontario, dont une à Napanee, le 27 août. À cet endroit, sir Mackenzie Bowell, ancien premier ministre conservateur, maintenant âgé de 87 ans, vient se joindre à lui pour dénoncer la réciprocité comme un danger pour l'autonomie du Canada.

Le chef conservateur ne fera presque pas campagne au Québec. Il prend la parole à Montréal, le 29 août, devant un auditoire en majorité anglophone et il est significatif qu'il ne dit pas un mot sur la question de la marine. L'absence de Monk, leader de l'aile québécoise du parti, est interprétée comme une confirmation officielle de la scission qui s'était produite chez les conservateurs, entre anglophones et francophones, au cours du débat sur la question navale.

À la suite de quelques meetings dans les cantons de l'Est, Borden se rend dans les Maritimes pour quinze jours. Partout, il clame son opposition à la réciprocité : elle serait nuisible aux ports de l'Atlantique puisque le commerce se ferait par chemin de fer avec les États-Unis ; elle mettrait en danger les pêcheries canadiennes : les arguments sont évidemment adaptés aux particularités de cette région. Quant à l'Ouest, Borden ne s'y rend pas lui non plus. Peut-être juge-t-il inutile une campagne en Alberta et en Saskatchewan ? D'autre part, il sait que Richard McBride, premier ministre de la Colombie britannique, et Rodmond Roblin, premier ministre intérimaire du Manitoba, ont la situation bien en mains dans leur province respective.

La campagne des nationalistes se limite au Québec, à part une excursion de Bourassa à Sudbury, Ontario. Ils ne présentent des candidats [105] que dans les districts francophones de la province où ils n'ont à affronter que des opposants libéraux. Plusieurs conservateurs francophones de vieille souche, tels J.-G.-H. Bergeron et l'homme d'affaires, Rodolphe Forget, seront de nouveau sur les rangs en 1911 comme oppositionnistes (c'est-à-dire opposés à Laurier), de sorte que, chez les candidats francophones, il sera impossible de distinguer entre nationalistes et véritables conservateurs. Mais cette alliance entre les partisans de Borden et ceux de Bourassa au Québec se manifeste sur d'autres plans : l'argent tory semble avoir afflué dans la caisse électorale des nationalistes, le capital du journal *le Devoir* a triplé pendant ce temps, et des conservateurs semblent avoir payé un grand nombre d'abonnements à ce quotidien fondé par Bourassa.

Les nationalistes axent leur campagne presque exclusivement sur la question de la marine. Dans les derniers jours de juillet et au début d'août, Bourassa participe à de nombreuses assemblées, entre autres à Rivière-du-Loup, à Saint-Hyacinthe, à Saint-Denis et à Trois-Rivières. A Saint-Hyacinthe, Bourassa, Tancrede Marsil (candidat nationaliste dans Bagot) et Ernest Guimont (candidat dans Saint-Hyacinthe) s'en prennent à la Loi de la marine et aux scandales du gouvernement. Guimont s'écrie : "On amène la question de la réciprocité et l'on tente d'en faire la seule question à considérer. Eh bien ! Le piège ne prendra pas !" Et Bourassa ajoute que, même s'il favorise personnellement la réciprocité, il faut laisser la question libre : "Qu'on nous donne la réciprocité mais que l'on rappelle la Loi navale". A Saint-Denis, Bourassa reprend ses propos de Saint-Hyacinthe et prétend que l'Angleterre veut la Loi de la marine afin de "se procurer aux colonies les soldats que la Métropole ne peut plus fournir ¹¹⁷".

Les nationalistes inaugurent formellement leur campagne à Trois-Rivières, le 6 août. Louis-Philippe Normand, P.-E. Blondin, Monk, Bourassa, Lavergne, Marsil et Arthur Gilbert, député de Drummond-Arthabaska, condamnent à tour de rôle, devant 10,000 personnes, la Loi navale. Monk revient à sa proposition d'un plébiscite sur la question : [106] il appartient au peuple de décider de la part du Canada au fardeau de la défense impériale. Mais le porte-parole nationaliste parle aussi de la défense des droits des minorités franco-catholiques au Canada, des "scandales" du gouvernement libéral, comme celui du pont de Québec, et de la réciprocité, à laquelle il s'oppose, craignant pour l'avenir à la fois de l'agriculture et de l'industrie manufacturière. Bourassa demande le rappel de la Loi sur la marine mais il proclame aussi sa foi dans le verdict populaire : "Si la majorité du pays est pour la marine, eh bien ! nous aurons la marine ¹¹⁸".

L'émotion est à son comble lors de l'assemblée contradictoire de Saint-Hyacinthe, le 13 août, à laquelle participent Bourassa et Lavergne, du côté nationaliste, et Rodolphe Lemieux, pour les libéraux. Environ 30,000 personnes assistent au "spectacle", et l'assemblée semble assez bien partagée entre les deux camps. De part et d'autre, on répète les prises de position maintenant bien connues. Pour Lemieux, la prin-

¹¹⁷ Ibid., 31 juillet 1911.

¹¹⁸ Ibid., 7 août 1911.

cipale question de la campagne, c'est la réciprocité, alors que Bourassa affirme : "Laurier, Lemieux et leurs collègues ont jeté de l'avant la question de la réciprocité pour nous faire oublier la question de la marine". L'assemblée est houleuse et, dans le chahut, l'on a du mal à capter les paroles des distingués orateurs ; d'ailleurs, l'assistance se disperse dans le désordre total.

Durant le reste de la campagne, Bourassa prend la parole plusieurs fois. Le 19 septembre, il est acclamé par 15,000 partisans à la patinoire Ontario, à Montréal. Faisant allusion à un mini-scandale à Sorel, où un fonctionnaire aurait réussi à faire peindre sa maison aux frais du gouvernement, le chef nationaliste termine sa péroraison ainsi : " Je reconnais [le] mérite [de Laurier] mais j'ajoute qu'il est temps de le battre si nous ne voulons pas que les vampires et les corrompus qui l'entourent ne fassent rejaillir sur ses cheveux blancs le restant des pots de peinture de Sorel ¹¹⁹ !" Certes, la campagne était acharnée mais elle ne manquait pas de couleur !

[107]

Thèmes de la campagne

Il ne fait pas de doute que la réciprocité est la question la plus discutée dans cette campagne. Comme nous l'avons vu, c'est le cheval de bataille des conservateurs anglophones. Quant aux libéraux, ils s'efforcent au Canada anglais d'en montrer les bienfaits tout en tentant de repousser la vague croissante des attaques de leurs adversaires. Au Québec, les partisans de Laurier voudraient bien que la campagne se limitât à cette seule question, et s'ils abordent quand même l'affaire de la marine, c'est que le succès apparent de la propagande électorale des nationalistes les oblige à répondre.

Laurier est convaincu que la réciprocité en produits naturels avec les États-Unis favorisera l'agriculture canadienne ainsi que les industries des ressources premières qui trouveront de nouveaux débouchés aux États-Unis. Pour lui, il s'agit donc d'une simple question économique, d'une initiative qui contribuera à augmenter la prospérité cana-

¹¹⁹ Ibid., 20 septembre 1911.

dienne. Cet aspect forme la trame des propos de la presse et des orateurs libéraux. Idéalement, ils auraient aimé développer exclusivement ce volet de la question de la réciprocité. "Plus d'emplois pour les ouvriers, plus d'argent dans l'enveloppe de paie, plus de nourriture dans l'armoire", proclame une manchette du *Toronto Star* quelques jours avant le scrutin. "Les fermiers n'ont jamais eu une pareille occasion, et risquent de ne plus jamais en avoir d'autres s'ils ne profitent pas de celle-ci", affirme le *Globe*.

De leur côté, les milieux d'affaires, y compris les magnats des chemins de fer et les banquiers, tiennent à un tarif qui, depuis 1879, a fait leur prospérité. Il est vrai que, pour le moment, l'abaissement de tarif proposé toucherait peu d'industries canadiennes, à l'exception de celle des instruments aratoires, mais il était évident aussi que les Américains souhaitaient une réciprocité illimitée, et le résultat éventuel pourrait en être la ruine des manufactures canadiennes.

Certains historiens, comme Ethan Ellis, prétendent que les [108] milieux d'affaires se rendaient bien compte qu'ils ne pourraient jamais soulever une opposition populaire à la réciprocité en présentant le traité comme une simple menace économique à leurs entreprises. Ces milieux auraient donc conclu qu'il faudrait populariser ce thème, en le rendant plus général, plus émotionnel, c'est-à-dire en tentant de prendre les électeurs par les entrailles. Ils mettent alors tout en œuvre pour montrer que la réciprocité risque de compromettre l'indépendance du Canada et le lien impérial, qu'elle conduira inéluctablement à l'annexion politique aux États-Unis. Et ils seront prêts à utiliser n'importe qui, même leur archi-ennemi nationaliste, Henri Bourassa, pour détruire le projet. Bien des Canadiens y voient clairement une question de bien et de mal. On comprend donc le pasteur presbytérien de Toronto qui, sur une tribune politique, déclare que ceux qui favorisent la réciprocité sont "égoïstes" et que "leur geste est contre la loi divine... L'avenir du pays dépend de son appartenance à la communauté des nations liées ensemble par l'Union Jack ¹²⁰". La campagne de 1911 serait donc, en partie du moins, une réédition de la campagne de 1891, où les conservateurs avaient triomphé en brandissant le slogan "le vieil homme, le vieux drapeau, la vieille politique".

¹²⁰ *Toronto World*, 18 septembre 1911.

D'autres historiens, plus sensibles en général à la menace historique des États-Unis, comme Donald Creighton, soutiennent que la propagande des "Intérêts" ne fut pas entièrement responsable du rejet de la réciprocité, que le Canada avait déjà réalisé une mesure d'intégration économique, que les États-Unis constituaient un danger réel pour l'indépendance économique et politique du Canada, et que les électeurs l'ont compris ¹²¹. Mais peu importe les raisons profondes, ce sera le sens de la propagande conservatrice en 1911. Après le fameux manifeste des dix-huit libéraux de Toronto en février, dénonçant la réciprocité comme contraire aux intérêts de la nation canadienne et de l'Empire britannique, la Ligue nationale canadienne est fondée en mars. La Ligue publiera plusieurs brochures critiquant différents aspects du projet commercial. Un autre mouvement, dirigé par Arthur Hawkes, lance [109] un appel spécial auprès des 250,000 Canadiens nés en Grande-Bretagne. Par ailleurs, la presse conservatrice entreprend une vaste campagne pour mousser l'opposition à la réciprocité.

Dans leur enthousiasme pour la réciprocité, certains Américains haut placés contribuent malgré eux à renforcer la cause de l'opposition conservatrice au Canada. À la Chambre des Représentants, le leader minoritaire, Champ Clark, proclame : "J'espère voir le jour où le drapeau américain flottera sur chaque pied carré des possessions britanniques en Amérique du Nord, tout droit jusqu'au Pôle nord ¹²²". Et le président Taft lui-même, lors d'un banquet à New York, déclare que le Canada est "au carrefour des chemins", que le lien unissant le Dominion à la mère-patrie est "léger et presque imperceptible" ¹²³, et que le pays aura à choisir entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Bien entendu, Taft, Clark et d'autres politiciens qui parlent comme eux espèrent ainsi convaincre les groupes hostiles à la réciprocité aux États-Unis. Mais leurs déclarations sont naturellement reprises par les politiciens et la presse conservatrice au Canada afin de discréditer davantage la cause dont ils avaient juré la mort. Le lendemain de la déclaration de Taft, par exemple, le *World* de Toronto écrit en manchette : "Des Canadiens patriotiques, sans distinction de parti, écraseront la ré-

¹²¹ Voir L. Ethan Ellis, "Canada's Rejection of Reciprocity in 1911", CHAR, 1939, pp. 99-110, ainsi que le résumé du commentaire de Donald Creighton qui suit, pp. 110-111.

¹²² Borden (éd.), op. cit., tome 1, p. 152.

¹²³ *Canadian Annual Review*, 1911. p. 74.

ciprocité". Le surlendemain, le même journal proclame : "Un vote pour Borden est un vote pour le Roi, pour le drapeau et pour le pays".

Au-delà de son caractère prétendument déloyal, les conservateurs s'en prennent au projet de réciprocité sur d'autres plans. Ils soutiennent que l'entente sera nuisible à l'industrie canadienne ainsi qu'aux ouvriers qui gagnent leur pain en travaillant dans les industries affectées. Ils estiment que, loin de pouvoir trouver de nouveaux débouchés, les fermiers canadiens seront victimes du "dumping" américain. Mais les aspects politiques demeurent quand même les plus importants.

Malgré leurs préférences, les libéraux ne peuvent guère se permettre d'ignorer ces critiques et ils doivent se consacrer de plus en plus à une réfutation de la propagande conservatrice. Laurier proclame [110] à New Glasgow, Nouvelle-Écosse, que l'entente douanière ne nuira pas aux industries canadiennes puisqu'elle ne touche que les produits naturels. Il tente de rassurer les manufacturiers en affirmant que des cultivateurs plus prospères achèteront plus de marchandises. Il estime que la réciprocité, loin de favoriser l'annexion, sera un gage de paix entre les États-Unis et la Grande-Bretagne.

Quand les nationalistes abordent le thème de la réciprocité, c'est généralement pour reprocher aux libéraux de soulever le sujet afin de faire oublier à la population la véritable question : celle de la marine. Ardent adversaire de l'impérialisme britannique, Bourassa semblait favorable au projet de réciprocité, du moins au début de 1911, lorsqu'il écrivit : "Je crois à la supériorité de la réciprocité canado-américaine sur la réciprocité impériale ¹²⁴". À l'occasion d'un discours en anglais devant le Canadian Club à Montréal, en avril, il affirme qu'une politique de "protection rationnelle" pour le Canada, protégeant surtout les industries employant une matière brute produite au Canada, n'est pas incompatible avec un traité de réciprocité, et qu'il est "ridicule" de prétendre que la réciprocité causerait la ruine nationale, politique et économique du Canada. Il reprend ce thème dans *le Devoir* : "Nous ne croyons pas que, *contenue dans de justes bornes* et surveillée par des hommes d'État fermes et vigilants, toute mesure de réciprocité ruine les industries du Canada, ses chemins de fer et son commerce intérieur, ni qu'elle entame sa nationalité et le livre pieds et

¹²⁴ *Le Devoir*, 6 mars 1911.

poings liés aux Américains ¹²⁵”. Pendant la campagne, Bourassa affirme à Saint-Hyacinthe qu'il est favorable à la réciprocité, mais quelques semaines après, à Saint-André-Avellin, il demande aux cultivateurs : "Quel avantage peut-il y avoir pour vous à sacrifier votre marché aux Américains ¹²⁶ ?" Les déclarations des autres nationalistes ne font qu'augmenter la confusion qui entoure leur position sur la question de la réciprocité. Si Armand Lavergne se dit ouvertement en faveur du projet, Frederick Monk y est, dès le départ, franchement opposé.

[111]

Au Québec, les politiciens discutent de la Loi navale au moins autant que de la réciprocité. Ailleurs au Canada, les conservateurs reprochent à Laurier de faire trop peu pour soutenir la mère-patrie. Mais, au Québec, leurs alliés nationalistes l'accusent d'aller beaucoup trop loin. Ils soutiennent que la loi poussera le Canada plus proche du gouffre du militarisme européen, que le Canada n'aura plus aucune chance d'éviter un conflit outremer impliquant l'Angleterre. Quand Wilfrid Laurier affirme en Chambre, lors du débat sur son projet de loi, que "lorsque la Grande-Bretagne est en état de guerre, le Canada l'est également ¹²⁷", Bourassa s'exclame : "C'est la reculade la plus complète que le Canada ait faite depuis un demi-siècle. C'est l'atteinte la plus profonde que notre nationalité ait subie depuis l'origine du gouvernement responsable ¹²⁸". Il faut ajouter que Bourassa ne commentera pas, le mois suivant, les précisions apportées par Laurier lorsque celui-ci explique : " Je ne dis pas... que nous devons prendre part à toutes les guerres de l'Angleterre ¹²⁹", Les conservateurs y verront une preuve de la loyauté douteuse de Laurier.

À la suite de l'adoption de la loi et au cours de la campagne électorale, les nationalistes en réclameront l'abrogation et demanderont la tenue d'une consultation populaire sur le projet. Mais ils mettront l'accent surtout sur le rôle que le Canada doit - et ne doit pas - jouer dans la défense impériale. Comme Bourassa le dit à Sudbury : "Tous les

¹²⁵ Ibid., avril 1911. Les mots soulignés sont de Bourassa.

¹²⁶ Ibid., 5 septembre 1911.

¹²⁷ Débats., session 1909-10, vol. I, p. 1832 (12 janvier 1910).

¹²⁸ *Le Devoir*, 17 janvier 1910.

¹²⁹ Débats., session 1909-10, vol. II, p. 3129 (3 février 1910).

Canadiens doivent et sont obligés de défendre le territoire canadien, mais rien ne les oblige à participer aux guerres de l'Empire ¹³⁰".

Au Québec, les lauriéristes répondent vigoureusement aux attaques nationalistes. Laurier ne cesse de répéter : la marine canadienne "ne prendra part aux guerres de l'Empire que si le Parlement canadien en décide ainsi". De plus, la marine sera un soutien pour l'autonomie canadienne, elle ne coûtera pas cher (Laurier donne le chiffre de \$3 millions à Joliette) et elle ne nécessitera pas de taxes nouvelles. Les libéraux rejettent aussi l'idée d'un plébiscite sur la question. Rodolphe Lemieux, dans *le Canada*, avait déjà abordé ce sujet, soutenant que [112] les Canadiens français ne trouveraient pas avantage à un référendum : "Provoquer un vote populaire sur cette question brûlante, c'est s'exposer à rappeler au monde que nous sommes toujours des vaincus éternellement, que nous sommes en minorité et que nous sommes isolés ¹³¹". Et il évoquait le "triste souvenir" du référendum de 1898 sur la prohibition où seul le Québec avait voté majoritairement "non", s'attirant par ce geste "les insultes des autres provinces".

Au Canada anglais, Laurier doit aussi subir les foudres de l'opposition conservatrice quant à sa politique navale. Même si Borden n'aborde pas la question dans le manifeste qu'il publie au moment de la dissolution, Il se reprend dans un deuxième manifeste et aussi à l'occasion du discours inaugural de sa campagne, à London, Ontario, le 15 août. Selon le chef bleu, la marine canadienne serait "sans utilité comme force de combat". Mais Borden ne peut se permettre le luxe de sacrifier ses alliés nationalistes au Québec ainsi que la fraction plus autonomiste de l'opinion canadienne-anglaise. Aussi déclare-t-il que "la responsabilité de la défense de l'Empire implique nécessairement quelque participation à la politique de l'Empire". Et il soutient que "toute proposition concernant la question navale doit être soumise à l'approbation du peuple ¹³²".

La réciprocité et la Loi de la marine ne sont quand même pas les seuls sujets qu'abordent les candidats en 1911. Les conservateurs critiquent l'inefficacité administrative des libéraux et prétendent que le gouvernement est mêlé à de nombreux scandales ; mais ils se gardent

¹³⁰ *Le Devoir*, 19 septembre 1911.

¹³¹ *Le Bill de la Marine*, 1910, p. 131.

¹³² *Le Devoir*, 16 août 11.

bien de mettre en doute l'intégrité de Laurier lui-même. On critique aussi la politique libérale en matière d'immigration, et à cet égard les nationalistes prétendent que les libéraux cherchent à noyer l'élément canadien-français. Une partie de l'opinion canadienne-anglaise, probablement moins nombreuse qu'aux élections antérieures, s'en prend à Laurier à cause de son appartenance ethnique et religieuse et à cause de certains gestes de son gouvernement vus comme trop favorables aux catholiques et aux francophones du Canada. *L'Orange Sentinel*, qui [113] prétend avoir 27,000 abonnés à l'automne 1911, n'a pas oublié l'affaire des écoles confessionnelles dans le Nord-Ouest en 1905 : à ce moment, Laurier aurait "sacrifié les droits éducationnels de l'Ouest sur l'autel de la papauté ¹³³". L'on tente de dépeindre le premier ministre comme un Janus, un homme à deux politiques suivant qu'il se trouve au Québec ou au Canada anglais.

De leur côté, les libéraux ne cessent de souligner "l'infâme alliance" entre Borden et Bourassa, entre torys et nationalistes, entre impérialistes et anti-impérialistes, entre "orangistes et castors ¹³⁴". À Toronto, le *Globe* condamne ce qu'il qualifie d' "hypocrisie organisée". Il reproche à Borden son silence sur Bourassa et sur "les porte-parole autorisés de la trahison politique", et dans les derniers jours de la campagne, il imprime, à la une, des slogans tels : " Deux jours avant les élections et Borden est toujours muet sur Bourassa" et "Quel est le prix de l'alliance Borden-Bourassa ?". Laurier, bien sûr, offre un contraste resplendissant, car il symbolise l'entente raciale et religieuse et il dénonce "les séparatistes et les schismatiques, tels Bourassa, Monk et Lavergne".

Comme il fallait s'y attendre, les conservateurs sont peu loquaces sur leurs rapports avec les nationalistes. Des journaux conservateurs comme le *Telegram* et le *World*, tous deux de Toronto, continuent de condamner Bourassa ; le *World* prétend même que le mouvement nationaliste au Québec est "une conséquence du libéralisme et du laurierisme". D'autres journaux, comme le *News* de Toronto, semblent découvrir une certaine admiration pour le chef nationaliste, du moins comme personne ; ses idées politiques demeurent, bien entendu, inacceptables. "Le choix entre Laurier et Bourassa", affirme le *News*, "est

¹³³ *The Sentinel and Orange and Protestant Advocate*, 3 août 1911.

¹³⁴ *Le Canada*, 2 août 1911.

le choix entre un nationaliste et un dictateur qui est premier ministre, et un nationaliste qui n'est pas et ne sera pas premier ministre". Au Québec même, la *Gazette* approuve surtout les attaques de Bourassa contre la réciprocité et contre la mauvaise administration de Laurier.

Mais les conservateurs intéressés à gagner l'élection ne peuvent [114] qu'accepter l'avis de leur organisateur, Clifford Sifton, qui déclare à Port Hope : `Si je vois une armée qui marche à la rencontre d'un ennemi, je ne me sens pas obligé de demander à chaque soldat ses motivations particulières. C'est déjà assez, je le croirais, qu'ils marchent ensemble ¹³⁵". Les conservateurs savent que Bourassa leur est utile dans la lutte contre la réciprocité et contre Laurier ; et Bourassa sait que le concours des conservateurs lui est nécessaire pour vaincre Laurier.

Les résultats

Le 21 septembre, le Parti conservateur, après quinze ans dans l'opposition et quatre défaites électorales consécutives, réussit à battre le gouvernement libéral ; il fait élire 134 candidats contre seulement 87 libéraux. Laurier subit ses pertes les plus importantes en Ontario : par rapport à 1908, il y recule de 37 à 13 sièges. Mais le Québec aussi constitue une déception amère pour le camp libéral, car les nationalistes et les conservateurs lui ravissent 16 sièges, s'en appropriant un total de 27. De plus, Laurier perd sept de ses sièges aux Maritimes et deux autres en Colombie britannique. Il effectue son seul gain en Alberta : deux sièges. Mais, malgré l'apparence d'un balayage conservateur, le vote populaire est relativement serré : 50.9% pour les conservateurs par rapport à 47.7% pour les libéraux. Les libéraux sont victimes d'une sous-représentation, surtout en Ontario : avec 43% des suffrages exprimés dans la province la plus peuplée, Laurier doit se contenter de 15% seulement des sièges. Mais comme on le sait bien, le mode de scrutin britannique, le système majoritaire uninominal à un tour, est généralement très cruel pour les vaincus.

¹³⁵ *Toronto World*, 15 septembre 1911.

Les libéraux perdent bon nombre de leurs vedettes. Au premier plan, le prestigieux W.S. Fielding, ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse avant son entrée dans le cabinet Laurier en 1896 et largement responsable de l'entente commerciale avec les États-Unis, est battu [115] pour la première fois en trente ans de vie politique. George P. Graham, Sidney Fisher, sir Frederick Borden ainsi que le futur premier ministre, W.L.M. King, sont aussi rejetés par l'électorat. Rodolphe Lemieux perd dans Gaspé mais il est élu dans la deuxième circonscription où il se présente, celle de Rouville, quoiqu'avec une majorité de 265 voix seulement. Et il faut un recomptage judiciaire pour assurer l'élection de Jacques Bureau à Trois-Rivières avec neuf votes de plus que son adversaire, le Dr Louis-Philippe Normand.

De leur côté, les nationalistes font élire plusieurs têtes d'affiche, dont Monk, dans Jacques-Cartier, Albert Sévigny, dans Dorchester, et Paul-Emile Lamarche dans Nicolet. Ni Bourassa, ni Armand Lavergne n'avaient été candidats à cette élection. D'autres nationalistes bien connus sont pourtant moins chanceux : Ernest Guimont est battu dans Saint-Hyacinthe, à la grande déception de Bourassa, et Arthur Gilbert, vainqueur à la célèbre élection partielle de 1910, mord la poussière dans Drummond-Arthabaska. Malgré leur vigoureuse propagande, les nationalistes ne font pas de ravages à Montréal où, entre autres, Olivar Asselin connaît la défaite.

Les partisans libéraux affichent déception et amertume ; les conservateurs jubilent. Selon le *Globe*, quotidien libéral, la réciprocité a battu Laurier, en particulier en Ontario où, évidemment, "les gens n'aiment pas leurs voisins du Sud" ! Avec sarcasme, il ajoute sa conviction qu'"un jour l'Ontario se sentira suffisamment loyale pour commercer avec le peuple des États-Unis sans craindre que les échanges soient suivis de l'union politique". Son concitoyen, le *Star*, trouve la défaite "honorable" puisqu'à son avis la réciprocité n'avait pas été rejetée sur le plan économique.

Les conservateurs anglophones entonnent des chants d'allégresse. Borden lui-même déclare que le Canada va maintenant continuer de suivre le "chemin du canadianisme, de la vraie nationalité canadienne, de l'union à l'Empire ¹³⁶". Dans les Maritimes, le *Halifax Herald* se félicite de la délivrance du Dominion des politiciens "malavisés et

¹³⁶ Cité dans *le Devoir*, 22 septembre 1911.

[116] malchanceux" tels Laurier et Fielding, et se réjouit de ce que le peuple du Canada ait voté "contre Taft et contre l'annexion..., pour un Canada libre et un Empire uni". Dans la Ville-Reine, capitale du loyalisme, le *World* et le *Mail and Empire* célèbrent la mort du continentalisme (jugement prématuré s'il en fut un !) et le premier se dit convaincu que le Canada pourra maintenant prendre sa juste place "dans la glorieuse compagnie des peuples anglophones ¹³⁷".

Comment les conservateurs voient-ils maintenant leur "allié" Bourassa ? Plusieurs l'ignorent complètement. Le *Hamilton Spectator* se réjouit de ce que l'élément nationaliste ne pourra nuire à la majorité de Borden. Quant au porte-parole des orangistes, le *Sentinel*, il affirme que "Borden a été choisi premier ministre par les électeurs de naissance et d'origine britanniques", que les nationalistes, qui veulent organiser "une république catholique et française", ont été défaits, et que "le Québec demeure et demeurera dans la Confédération ¹³⁸". Pour le *Sentinel*, la défaite de Laurier s'explique autant par un protestantisme indigné que par la réciprocité. Chose curieuse, c'est aussi le point de vue de Laurier lui-même. "L'Ontario a voté non pas contre la réciprocité mais contre un premier ministre catholique", confie-t-il à un de ses organisateurs ¹³⁹.

Au Québec, la presse libérale est fortement déçue. *Le Soleil* met le blâme sur le "cri de race" soulevé par des anglo-protestants, particulièrement en Ontario. Il voit dans le résultat "la détermination de l'élément anglais de gouverner désormais sans avoir à se préoccuper de l'opinion et des aspirations du Québec". *Le Canada* est d'accord pour dénoncer "les jingoes d'Ontario qui ont battu Laurier" et il blâme les nationalistes d'avoir "contribué pour beaucoup à échauffer le sentiment impérialiste en Ontario". Aux "fanatiques orangistes qui en voulaient à la province de Québec catholique et française", *la Presse* ajoute, pour les condamner, les manufacturiers qui en voulaient à la réciprocité, et les impérialistes, qui étaient mécontents de la politique navale canadienne.

[117]

¹³⁷ *Toronto World*, 22 septembre 1911.

¹³⁸ *The Sentinel and Orange and Protestant Advocate*, 22 septembre 1911.

¹³⁹ Cité dans Skelton, op. cit., tome II, p. 382.

Et *le Devoir*, l'organe des nationalistes, comment voit-il le triomphe des siens ? L'éditorialiste Omer Héroux félicite les Ontariens de leur sagesse ! Georges Pelletier, se demandant si Laurier a été défait par la réciprocité ou par la Loi navale, répond : "La vérité, et la vérité toute simple, c'est que le régime Laurier était si gonflé des scandales que les Canadiens ont cru devoir s'en libérer ¹⁴⁰ !"

Jamais peut-être les interprétations à la suite d'un scrutin fédéral ont-elles été si divergentes. Et le malheureux historien n'a même pas d'enquêtes de politicologues pour lui permettre de voir plus clair ! Certes, Laurier aurait pu être battu sans la marine et sans Bourassa et, cette fois, même un Québec solidement libéral n'aurait pu le sauver. Ce fut une des rares occasions dans l'histoire canadienne où le Canada anglais jouissait d'une unité suffisante pour imposer sa propre volonté à tout le pays. Mais il reste que les nationalistes ont contribué à la défaite d'un chef qui, malgré l'évidente nécessité de tenir compte des vœux d'une majorité anglophone, comprenait quand même le Québec et ses aspirations. Pour les nationalistes, la défaite de Laurier sera une victoire à la Pyrrhus. Bientôt, avec la guerre et la conscription, le Québec francophone se trouvera isolé, comme jamais auparavant dans l'histoire de la Confédération.

¹⁴⁰ *Le Devoir*, 23 septembre 1911.

[119]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

Deuxième partie

Les grands bouleversements

[Retour à la table des matières](#)

[119]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

Deuxième partie : Les grands bouleversements

Chapitre VII

Introduction. L'échec et la reconstitution des partis politiques canadiens, 1911-1926.

[Retour à la table des matières](#)

L'historien sympathique au Parti libéral tendrait sans doute à voir la période 1911 à 1926, allant de la défaite de Laurier jusqu'à la victoire décisive de King sur son vieil adversaire Meighen, comme un interlude dans la vie politique canadienne, une interruption désagréable dans le cours normal des choses. Après tout, les succès du Parti conservateur au cours du vingtième siècle ont été si peu nombreux que leurs adversaires seraient tentés de parler d'accidents de parcours. Bien loin d'admettre le "droit divin" des libéraux de présider aux destinées du pays, l'observateur aux sympathies conservatrices ne manquera pas d'excuser les infortunes des siens en les attribuant à une conjoncture particulièrement difficile et même à la malchance.

Certes, il est difficile de faire la part des choses. Durant ces années, de graves crises ethniques viennent perturber la vie canadienne. Les ravages de la guerre européenne n'atteignent heureusement pas nos

rives mais le Canada se trouve quand même parmi les belligérants. Lorsque le recrutement ne semble plus suffire aux besoins des renforts, le Parlement canadien vote en 1917 la conscription militaire au grand dam du Québec. L'élection générale qui a lieu à la fin de l'année sera un véritable référendum sur la question et, en gros, les francophones se trouveront rangés contre les anglophones. Les cris de race atteignent un paroxysme. Alors que se déroule la guerre en Europe et que l'unité intérieure s'impose pour faire face à la menace extérieure, l'Ontario est le théâtre d'un autre conflit qui envenime les relations [129] entre les deux principales composantes de la population canadienne. Cette province adopte en 1912 le Règlement XVII qui prévoit la quasi-abolition de la langue française comme langue d'enseignement. Après la crise des Écoles du Manitoba, c'est un deuxième grand coup porté à l'existence du Canada français en dehors du Québec. Les francophones se mobilisent pour se défendre non seulement contre le gouvernement ontarien mais, à l'intérieur de l'Église catholique, contre les Irlandais qui se montrent les plus ardents partisans de l'anglicisation totale de l'enseignement. Pour l'anglophone, la crise scolaire ontarienne est une affaire bien mineure devant la menace allemande : il faut sauver l'Empire britannique, la liberté, la démocratie. Mais pour le francophone, le véritable ennemi n'est-il pas celui qui, dans son pays, veut supprimer l'enseignement en français, miner l'existence culturelle de la francophonie et poursuivre une politique d'unilinguisme anglais ? Ce dernier ne considère-t-il pas que la défense de la liberté doit se faire d'abord dans les écoles d'Ontario et non sur un quelconque champ de bataille européen ? Pour avoir épousé corps et âme un nationalisme au détriment de l'autre, le Parti conservateur s'est condamné à une très longue suite de déboires au Québec et dans les régions francophones du pays. Une simple question de conjoncture ? Mackenzie King aura à se préoccuper de graves crises entre 1940 et 1945 lui aussi, mais il réussira habilement à conserver l'appui des modérés tant au Canada français qu'au Canada anglais. Il en résultera que le Parti libéral survivra très bien à la deuxième guerre comme parti national et que les ponts entre les deux ethnies ne seront pas coupés comme en 1917.

Dans l'ensemble, la conjoncture économique n'est pas mauvaise au cours des années 1911-1926 bien que le progrès économique ne se fasse pas de façon continue. L'hiver de 1914-1915 est pénible et, à

Montréal, la police doit intervenir régulièrement pour mettre fin à des bagarres entre les centaines d'hommes qui se rassemblent chaque matin à la recherche des quelques emplois disponibles pour la journée. La baisse des effectifs syndicaux, de 175,800 en 1913 à 143,300 en 1915, symbolise [121] bien les temps durs ¹⁴¹. Par contre, à la fin de 1915, le chômage diminue et une pénurie de main-d'œuvre se fait sentir. Les industries axées sur l'exportation - blé et autres denrées alimentaires, matériel de guerre, pâtes et papiers, produits miniers - tournent à pleine capacité pour subvenir aux besoins des pays alliés. Entre 1911 et 1917, les exportations augmentent de \$284.1 millions à \$1,555.2 millions ¹⁴². L'économie européenne est ravagée, celle du Canada stimulée : vraiment, le malheur des uns fait le bonheur des autres.

Malgré la prospérité amenée par la guerre, le sort du Canadien moyen ne semble pas s'améliorer. L'inflation ronge les salaires : entre 1914 et 1920, le budget familial augmente de 80% et, au seul chapitre de la nourriture, l'augmentation est de 107% ¹⁴³. Il est vrai que les salaires manifestent aussi une tendance à la hausse et semblent suivre d'assez près l'évolution des prix, du moins jusqu'à la fin de 1916 ; mais dans beaucoup de cas, l'inflation cause de graves difficultés aux groupes les moins protégés de la société. Au moment où l'inflation ralentit enfin, après 1920, et que les prix amorcent même une évolution à la baisse, le chômage, provoqué en partie par la démobilisation et le besoin de trouver des emplois pour un grand nombre de soldats rentrés au pays, atteint de nouveau des proportions inquiétantes. En 1921, au plus fort de la récession, 16.5% des syndiqués n'ont pas d'emploi. Par ailleurs, les baisses de prix entraînent aussi de sérieux ennuis pour certaines catégories de producteurs, notamment les fermiers et les pêcheurs. Dans bien des cas, la déflation se révèle aussi brutale que l'inflation.

La vague de grèves à la fin de la guerre indique bien le malaise chez les ouvriers canadiens. En 1919, on en compte 336, chiffre qui

¹⁴¹ Urquhart..., op. cit., p. 105.

¹⁴² W.A. Mackintosh, *The Economic Background of Dominion-Provincial Relations*, Toronto, McClelland & Stewart, 1964, p. 42 (Coll. Carleton Library, n° 13).

¹⁴³ Les calculs sont faits à partir de données fournies dans M.C.Urquhart, op. cit., p. 303.

ne sera pas dépassé avant 1942, et ces grèves entraînent une perte de 3.4 millions de jours de travail ¹⁴⁴. Si la colère gronde un peu partout au Canada, c'est à Winnipeg, au moment de la grève générale de mai-juin 1919, que la crise sociale sera la plus aiguë. Le patronat et les divers niveaux de gouvernement appréhendent l'établissement [122] éventuel d'un régime bolcheviste au Canada. En même temps que se produisent les événements de Winnipeg, d'autres villes canadiennes sont le théâtre de grèves de sympathie. Finalement, la Gendarmerie royale intervient et les principaux leaders syndicaux, dont J.S. Woodsworth, fondateur et futur chef de la C.C.F., sont arrêtés. La crise se résorbe, mais on ne peut guère douter du mécontentement d'une partie au moins de la classe ouvrière au Canada. Quant aux fermiers de l'Ouest et de l'Ontario, ils marquent leur animosité à l'égard des vieux partis, en 1921, en votant pour les candidats d'un tiers parti, le Parti progressiste, voué à la défense de leurs intérêts. Ce nouveau parti fait une entrée foudroyante à la Chambre des Communes en se classant deuxième quant au nombre de sièges remportés, après les libéraux de King mais avant les conservateurs, l'ancien gouvernement. Le Québec ne sera pas seul à se venger à l'occasion du scrutin de 1921 !

Il se peut que le Parti conservateur ait été, finalement, un bouc émissaire commode pour des électeurs insatisfaits, fatigués des années de guerre, de récession, d'inflation et de bouleversements de tous ordres. Mais beaucoup d'électeurs ont eu l'impression que le Parti conservateur était trop près des intérêts des milieux financiers et industriels de Toronto et de Montréal. Certes, on pourrait démontrer que les libéraux étaient peut-être plus proches de l'Establishment que ne l'étaient les conservateurs, mais en politique les mythes sont souvent plus importants que les réalités. De plus, les conservateurs paraissaient avoir favorisé certains groupes sociaux, certaines régions, notamment l'Ontario. Et le parti semblait incapable de faire une place à ce tiers de l'électorat canadien d'origine française. Déjà, en 1917, au moment de son éclatante victoire nationale, le Parti conservateur était à peu près exclu du Québec ; aliéner la deuxième province la plus peuplée devait lui coûter très cher. La guerre terminée, l'unité des anglophones dans la cause de la défense impériale s'estompera et dispa-

¹⁴⁴ Ibid., p. 107.

raîtra en face d'autres questions qui divisent. L'Ouest canadien aura tôt fait d'abandonner le parti du tarif.

[123]

Le Parti libéral, sous la direction de son nouveau chef, William Lyon Mackenzie King, ne profite pas immédiatement de tous les déboires des conservateurs. Si le Québec se rallie largement à l'héritier de Laurier, l'Ouest s'estime incapable de supporter ce parti qui compte plusieurs partisans ardents du tarif, notamment à Montréal, comme les Lomer Gouin et les Walter Mitchell. Ce n'est qu'en 1926 que King aura raison de la révolte des fermiers et réussira à recréer un consensus national en intégrant les progressistes dans son parti. A part les années sombres de 1930-1935 (et il est peut-être fortuit pour les libéraux qu'ils aient mordu la poussière en 1930 !.), la coalition libérale de Laurier revivra jusqu'en 1957. Bien sûr, la base électorale du parti se trouve au Québec. Mais à l'exception de 1930, les libéraux sauront attirer suffisamment d'électeurs dans les provinces anglaises pour former un gouvernement majoritaire. Ce long règne libéral constitue sûrement un succès quand même remarquable dans les annales politiques canadiennes !

Le Canada du milieu des années 20 n'est déjà plus celui laissé en héritage par Laurier à sa défaite en 1911. A cette époque, le pays n'a à peu près aucun contrôle sur sa politique étrangère. L'entrée en guerre en 1914 se fera automatiquement. Mais malgré le déchirement interne provoqué par la crise conscriptionniste, cette guerre aidera le Canada à acquérir une certaine autonomie. Si le pays peut contribuer plus d'un demi-million d'hommes à la cause des Alliés (dont 55,000 resteront sur le champ de bataille), n'est-il pas normal qu'il participe activement à la construction du monde de l'après-guerre ? Le Canada sera donc un des signataires du traité de Versailles et il aura un siège à la Société des Nations. Il commencera à négocier et à signer des traités avec des pays étrangers suivant ses intérêts propres. Il enverra son propre représentant à Washington. À l'issue de la conférence de 1926 à Londres, on proclame la déclaration Balfour, qui stipule que le Commonwealth est une association d'États autonomes et égaux, unis par une allégeance commune à la Couronne britannique. Le Statut de Westminster, [124] en 1931, ne fera que consacrer officiellement et formellement cette évolution. Le Canada n'est plus la colonie qu'il était à l'époque de Laurier.

Sur le plan intérieur aussi, le Canada est en transition. En 1911, l'œuvre des bâtisseurs achève. La construction des grands réseaux ferroviaires est largement terminée et la vaste région des Prairies, colonisée. Le Canada compte maintenant neuf provinces, depuis l'entrée du Saskatchewan et l'Alberta dans la Confédération en 1905. Pendant et après la guerre, le développement agricole cède de plus en plus le pas à la croissance industrielle et à l'exploitation des richesses naturelles, dont cette nouvelle source d'énergie, l'hydro-électricité.

L'industrialisation et l'urbanisation, cependant, suscitent de nouveaux problèmes sociaux liés à la condition ouvrière et aux relations de travail, à la santé et à l'hygiène, au logement, à la voirie, et à l'éducation. La juridiction constitutionnelle dans plusieurs de ces domaines relève des provinces et non d'Ottawa. La guerre avait coûté très cher et devant la hausse vertigineuse de la dette nationale, le gouvernement fédéral n'est guère intéressé à se lancer dans des entreprises de taille. Pour réussir à bâtir un nouveau consensus, le chef politique devra être un excellent pompier et un tacticien rusé, préoccupé constamment de consolider les amitiés, d'amadouer les ennemis et d'apaiser les foyers de mécontentement qui menacent l'unité canadienne... et la position du parti. Il doit être l'homme du compromis (au risque de se faire accuser de manquer de principes). Mackenzie King sera l'homme tout désigné à remplir ce rôle. Par sa manière, par sa personnalité, il n'enthousiasmera peut-être que rarement les foules, à l'encontre du grand orateur qui l'a précédé à la chefferie du Parti libéral. Aucun culte de personnalité ne l'entourera. Mais il saura se rendre le moins haï des politiciens de son temps et, dans un pays aussi varié que le Canada, ce n'est pas une mince réussite. C'est ce qui lui permettra de sortir vainqueur de la confrontation avec Meighen et de mettre fin à ce qu'on peut appeler, en politique canadienne, les années de transition, 1911 à 1926.

[125]

Le Parti conservateur

Bourassa et Borden

Aux élections de 1911, le conservateur, Robert Borden, remporte une victoire décisive. Fait significatif, le chef tory et son allié nationaliste, Henri Bourassa semblent avoir secoué l'allégeance libérale des Canadiens français en faisant élire 27 députés sur les 65 que compte le Québec. Les conservateurs remportent aussi près de la moitié des sièges dans les Maritimes et la totalité des circonscriptions électorales dans l'autre extrémité du pays, la Colombie britannique. L'Ontario, la province la plus peuplée, leur accorde presque tous ses sièges. Ce n'est qu'en Alberta et au Saskatchewan que la députation conservatrice sera faible, chaque province ne faisant élire qu'un seul député ministériel. Quant aux libéraux, Ils doivent déplorer la faiblesse de leur parti en Colombie britannique et en Ontario, et au Québec Ils ne peuvent que se rendre à l'évidence : Laurier n'est plus Invincible chez les siens.

L'examen de la campagne électorale et des résultats démontre quand moue des failles sérieuses dans la victoire de Borden. Après avoir dénoncé la réciprocité, les conservateurs ne risquent-ils pas, par leurs positions fortement pro-tarifaires, d'aliéner Irrémédiablement l'Ouest canadien, surtout si la conjoncture économique se dégrade ? Et quels seront leurs rapports avec les nationalistes de Bourassa alors que le seul but de cette alliance – la défaite de Laurier - est réalisée ? Combien de temps conservateurs Impérialistes et souvent francophobes peuvent-ils coexister avec les nationalistes de Bourassa, adversaires intraitables de tout nouveau rapprochement avec la Grande-Bretagne ? Il aurait fallu au malheureux Borden plus que le génie d'un Macdonald ou d'un Laurier pour empêcher la rupture durant ces années de guerre. Du reste, les trois Canadiens français qui deviennent ministres - Frederick-D. Monk (Travaux publics), Louis-Philippe Pelletier (Postes) et [126] Wllfrid-Bruno Nantel (Revenu Intérieur et Mines)- ne représentent même pas les nationalistes et, sauf Monk, n'ont pas d'influence au sein du cabinet. Mason Wade affirme que Pierre-Edouard Blondin,

nouvel orateur suppléant de la Chambre, est "le seul nationaliste récompensé de ses services dans la campagne qui avait vaincu Laurier" ¹⁴⁵. Par ailleurs, la présence au cabinet de l'impérialiste George Foster, du francophobe Sam Hughes (à la Milice) et de Robert Rogers, qui s'opposera aux francophones sur l'opportunité de garantir les droits scolaires des catholiques dans le district du Keewatin au moment où il est annexé au Manitoba, fait plus que compenser le rôle des Canadiens français.

L'étrange alliance de 1911 ne pouvait survivre bien longtemps. La présence de Bourassa à l'intérieur du cabinet aurait été indispensable mais celui-ci refusa d'y entrer craignant que les éléments Impérialistes et francophobes ne dominent toujours le parti. "Je ne me sentirais nullement chez moi, dit-il, dans un ministère conservateur. Du reste, la raison d'être de mon rôle politique, c'est de rester indépendant du pouvoir" ¹⁴⁶. Quant à Monk, il avait accepté un portefeuille, celui des Travaux publics, croyant que Borden approuverait la tenue d'un référendum sur la politique navale du Canada. Quand Borden reprend l'étude de la question de l'aide navale à l'Empire en octobre 1912, Nantel et Pelletier, conformément aux promesses qu'ils avaient faites à l'électorat, réclament un plébiscite sur le sujet ¹⁴⁷, mais le reste du cabinet oppose une fin de non-recevoir à la proposition. Le 18 octobre 1912, Monk démissionne afin de protester contre la "contribution d'urgence" que le gouvernement Borden veut faire à la Grande-Bretagne, mais il est clair aussi qu'il n'aime pas son poste, que sa santé n'est pas bonne et qu'il subit des pressions de Bourassa. Pelletier, croyant que la guerre avec l'Allemagne viendra avant deux ans, décide de rester. Quant à Nantel, "Borden ne [le] consulte pas sur la question des relations impériales" ¹⁴⁸. Après la démission de Monk, Louis Coerde est nommé secrétaire d'État, mais Brown affirme que comme

¹⁴⁵ Mason Wade, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, Ottawa, Le Cercle du livre de France, 1963, tome II, p. 16.

¹⁴⁶ Cité dans Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, vol. XVI : *Défaite de Laurier*, Montréal, Eds Valiquette, s.d., p. 125.

¹⁴⁷ Voir Heath Macquarrie, "Robert Borden and the Election of 1911", *CJEPS*, vol. 25, n° 3 (août 1959), p. 277.

¹⁴⁸ Robert Rumilly, *Histoire de la province Québec*, vol. XVII : *Les écoles du Keewatin*, Montréal, Montréal –Éditions, s.d., p. 165.

Pelletier et Nantel, Borden le tolérait, et ne le consultait que lorsque cela était [127] nécessaire ¹⁴⁹.

Les autres députés canadiens-français doivent aussi prendre position sur la question navale et, le 27 novembre, quelques jours après le début de la session, Borden les convoque. Il se propose d'abroger la Loi navale de Laurier et leur donne un aperçu de sa propre politique navale. Borden raconte lui-même la réaction des députés présents : "Plusieurs d'entre eux (Boulay, Barrette, Bellemare, Achim et Guilbault) furent d'accord pour approuver la justesse des mesures proposées, mais se dirent liés par des promesses de voter contre elles. Paquet, Lavallée, Gauthier, Rainville, Blondin et Sévigny promirent de nous appuyer" ¹⁵⁰. Effectivement, à l'occasion de la troisième lecture du projet de loi navale en mai 1913, cinq députés nationalistes du Québec votent contre le bill. La guerre européenne, même avant son début, a donc ébranlé les précaires assises du Parti conservateur au Québec. La conscription consacra sa déchéance dans cette province.

Le parti de la conscription

Borden revient de la conférence impériale, en 1917, convaincu de la nécessité de la conscription. Le recrutement volontaire aurait perdu son efficacité. Or le Canada a quatre divisions en combat actif en Europe : il faut à tout prix des nouveaux soldats ne serait-ce que pour remplacer les victimes. Borden espère que les Canadiens français verront la conscription comme un devoir et qu'ils ne s'y opposeront pas avec trop d'acharnement. Que de vains espoirs ! En proposant la conscription, Borden se coupe presque tout appui dans le Québec. Des trois ministres canadiens-français qui font encore partie du cabinet en 1917, Patenaude démissionne le 12 juin ; les deux autres, Sévigny et Blondin, seront, avec Rainville, les seuls Canadiens français à voter, le 6 juillet, pour la conscription, bien conscients sans doute qu'ils signent leur arrêt de mort sur le plan politique. Seulement dix députés [128] hors du Québec votent contre la conscription. Ce vote divise,

¹⁴⁹ Robert Craig Brown, *Robert Laird Borden, A Biography*, vol. I : 1854-1914, Toronto, Macmillan, 1975, p. 250.

¹⁵⁰ Borden (éd.), op. cit., tome I, p. 403.

avec une rigueur presque parfaite, la Chambre des Communes en groupes ethniques. Le Parti conservateur devient alors, de façon indélébile, le parti de la conscription, le parti anglais, le parti de l'Empire.

Le mandat du gouvernement Borden, déjà prolongé d'un an en 1916 afin d'éviter la tenue d'élections générales en temps de guerre, est sur le point de se terminer. Laurier indique que son parti ne consentira pas à une autre prolongation. Ne voulant pas supporter seul la tâche d'imposer la conscription, Borden tente de se rallier tous les éléments pro-conscriptionnistes, peu importe leur origine partisane, et le 12 octobre 1917, il forme un cabinet d'Union comprenant treize conservateurs, neuf libéraux et un travailliste. En quittant Laurier, ces nombreux libéraux d'origine anglaise consacrent bien la faillite totale des partis à demeurer des coalitions de groupes d'origines et d'intérêts différents. Il n'y aura, à l'élection du 17 décembre suivant, qu'une alternative : soit que l'on vote pour le parti de la conscription, soit que l'on donne son vote au parti opposé à la conscription. La division ethnique est alors consommée : le parti de la conscription est le parti anglais, et le parti opposé est le parti français.

La campagne de 1917 soulève la majorité contre la minorité dans ce pays. Les bases sont donc jetées pour une reprise de l'hostilité ethnique et, chez les francophones, pour une remise en question des institutions confédératives elles-mêmes. Les résultats illustrent bien la situation : le gouvernement unioniste obtient 153 sièges, dont trois seulement au Québec dans des districts largement anglophones. Des 82 sièges libéraux, 62 viennent du Québec. En l'espace de six ans, les conservateurs sont donc passés de la coalition avec les nationalistes francophones à l'alliance impérialiste anglophone. Le parti en reste encore marqué aujourd'hui.

Mais, pas plus que la coalition de 1911 n'a pu survivre longtemps à la défaite de Laurier, le gouvernement de l'Union ne pourra durer après la fin de la guerre. Les longues habitudes de lutte entre [129] libéraux et conservateurs rendent leur union précaire. Borden, dans ses mémoires, dit admirer la fidélité et la loyauté de ses ministres libéraux. Mais chez les militants, l'alliance est pénible à réaliser. Par exemple, les organisations conservatrices du Manitoba et de l'Ontario, en décembre 1919 et en février 1920 respectivement, rejettent le leadership de Borden et la coalition. Le retour aux allégeances tradition-

nelles et la croissance rapide d'un tiers parti en Ontario et dans l'Ouest précipitent le déclin de ce gouvernement hybride.

Le parti du tarif

Épuisé par la guerre et les difficultés politiques, Borden se voit forcé, pour des raisons de santé, d'abandonner son poste le 1^{er} juillet 1920. Avant de partir, comme le veut la coutume de ce parti, il doit choisir un successeur. La députation conservatrice, admirant l'intelligence et le leadership de Meighen lors de l'adoption de la Loi sur les électeurs militaires, la Loi sur les élections en temps de guerre et la conscription, le favorise fortement. Le conseil des ministres, peut-être frustré de ce que le plus jeune membre du Cabinet soit si populaire au sein du parti, peut-être aussi parce que Meighen passait déjà, au Québec, pour l'ennemi mortel des Canadiens français, lui préfère nettement sir Thomas White, prédécesseur de Drayton au ministère des Finances, excellent administrateur et jugé homme plus conciliant. Borden et plusieurs ministres entreprennent, sans succès, de convaincre White d'accepter la nomination. Borden choisit donc Meighen et, de plus, s'occupe d'apaiser les réticences des ministres ¹⁵¹.

Le jeune premier ministre n'a pas d'égal en Chambre. Il possède un esprit vif, clair et concis. A la différence de la plupart des politiciens (et notamment de son grand rival, Mackenzie King), Il se fixe une politique qu'il prône partout, qu'il soit au Québec, dans l'Ouest ou en Ontario ; il est persuadé que son devoir consiste à [130] convaincre les électeurs, non à les suivre servilement. Il se refuse aux compromis, d'où sa réputation d'homme intransigeant. Il défend inflexiblement ses principes et se moque de l'opinion des autres qu'il considère comme erronée si elle ne coïncide pas avec la sienne. Doué d'une forte intelligence et de talents d'orateur et de débater indiscutables, Meighen n'est cependant pas l'homme à concilier les Intérêts multiples et souvent contradictoires présents dans un parti national.

Le choix de Meighen fut malheureux pour le parti qu'il dirigeait. Au Québec, son nom est lié à la conscription et il ne peut rien faire qui

¹⁵¹ Roger Graham, *Arthur Meighen*, vol. I : *The Door of Opportunity*, Toronto, Clarke, Irwin & Co., 1960, p. 292.

puisse le racheter aux yeux des Canadiens français. Les Canadiens français qu'il nomme à des postes ministériels sont considérés chez eux comme des vendus et les électeurs leur réservent le sort que connaissent habituellement de tels individus. En outre, il s'était aliéné les intérêts financiers de Montréal en associant son nom à la nationalisation des chemins de fer. La haute finance de la métropole canadienne ne peut supporter en 1921 un chef conservateur qui a ainsi manifesté des tendances "socialistes" et qui, par contre, semble lui préférer le groupe financier de Toronto ¹⁵²

Le parti est indiscutablement en perte de vitesse. La récession d'après-guerre joue contre lui. Le Parti libéral, scindé en 1917, commence à se reformer sous son nouveau chef, William Lyon Mackenzie King, les conservateurs perdent de nombreuses élections partielles et plusieurs anciens libéraux rentrent au bercail, abandonnant le camp unioniste et réduisant sensiblement la majorité dont le gouvernement dispose en Chambre. Si le Québec demeure toujours fermé au père de la conscription, l'Ouest reprend sa campagne contre le tarif et un nouveau parti politique naît pour défendre les intérêts de cette région. Les milieux ouvriers ne peuvent oublier la conduite de Meighen à l'occasion de la grève générale de Winnipeg. Comme David Jay Bercuson l'affirme dans son étude de la question : "Les gouvernements ont lié leurs intérêts à ceux des employeurs et, dès le départ (ou a peu près), ils se sont rangés de leur côté" ¹⁵³.

[131]

Le tarif devient la question la plus importante pour Meighen. Le budget du ministre des Finances, sir Henry Drayton, déposé en mai 1920, ne contient aucune réduction tarifaire importante. Devant une proposition libérale en faveur de "réductions substantielles" du tarif, réductions qui ne sont pas précisées, Meighen répond en Chambre par un discours magistral de trois heures et demie consacré presque entièrement à cette question. Selon Meighen, ce serait une folie d'établir le libre-échange tel que proposé par les progressistes car il serait Impos-

¹⁵² Voir Roger Graham, "Meighen and the Montreal Tycoons : Railway Policy in the Election of 1921", *CHAR*, 1957, p. 74.

¹⁵³ David Jay Bercuson, *Confrontation at Winnipeg : Labour, Industrial Relations and the General Strike, Monrdal*, McGill-Queens university Press, 1974, pp. 186-187.

sible pour notre industrie, compte tenu de son immaturité relative par rapport à celle des États-Unis, d'affronter la concurrence américaine. Meighen rappelle aussi aux milieux agricoles que les tarifs sur les instruments aratoires sont maintenant plus bas qu'en 1911, plus bas en fait que les taux proposés par le traité de réciprocité, et que ce sont les conservateurs, non les libéraux, qui ont pratiqué ces réductions. Passant à l'attaque, le chef conservateur dénonce l'hypocrisie des libéraux : dans l'Ouest, ils condamnent la protection ; et dans l'Est, ils la favorisent ! Il faudrait donc poursuivre une politique de protection modérée. Pendant le restant de l'année, il insiste, à chaque occasion, sur sa thèse et il souligne la menace au système de protection que comportent les programmes des libéraux et des progressistes. Enfin, désireux de stopper la dégringolade de son parti, il décide d'en appeler au peuple et de proclamer, à travers le pays, la nécessité d'une politique tarifaire raisonnable. Des élections sont convoquées pour le 6 décembre 1921.

Le parti de Meighen subit une amère défaite. Le chef lui-même se fait battre dans sa propre circonscription de Portage-la-Prairie, au Manitoba, alors que dix de ses ministres connaissent le même sort. Les conservateurs perdent une centaine de comtés et ne remportent des victoires que dans trois provinces : au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Colombie britannique. Meighen avait parcouru le pays pour défendre le tarif et ridiculiser King. Il avait prononcé plus de 250 discours pour convaincre les électeurs que "le Canada [avait] besoin de Meighen". [132] Évidemment, les électeurs n'avaient pas compris. Les électeurs ne voulaient pas d'un homme qui paraissait aussi intransigeant et lui reprochaient aussi, sans doute, son passé. Impénitent, Meighen refuse de changer de tactiques en 1925. S'il réussit mieux alors, la cause en est sûrement attribuable à l'ineptie et à la faiblesse du Parti libéral.

En 1926, lors de l'Affaire Byng, Meighen commet une grave erreur. Pour échapper à une motion de blâme aux Communes qu'il risque de perdre, King démissionne. Meighen aurait pu refuser de remplacer King et espérer s'en débarrasser une fois pour toutes en l'anéantissant au cours d'une campagne électorale. De toute façon, il savait que son ministère par intérim ne pouvait survivre bien longtemps car les progressistes ne l'appuieraient pas. Il accepte quand même l'invitation du gouverneur général à prendre la direction du gouvernement et

fournit à King l'arme rêvée. Le Parti libéral peut se présenter devant l'électorat comme le défenseur de l'autonomie constitutionnelle, et dépeindre Meighen comme impérialiste à un pays qui vient d'acquérir, au prix du sang, sa place parmi les pays occidentaux.

Le Parti conservateur restera dans l'opposition encore quatre ans avant de remporter la victoire sous la direction d'un nouveau chef. Il avait pris le pouvoir en 1911 avec les moyens de redevenir un parti national. Mais la guerre survint et Borden, incapable de concilier l'unité du pays et sa défense, sacrifia la première à la deuxième. Son successeur, Arthur Meighen, était par nature Incapable d'accomplir effectivement la tâche de conciliation nécessaire à l'unité du pays et à celle de son parti. Le pays, comme son parti, en fut profondément marqué.

Le parti libéral

Défaites et scissions

Lorsque les libéraux étaient arrivés au pouvoir en 1896, Laurier [133] s'efforça immédiatement de rassurer les milieux favorables à la protection tarifaire en prônant une politique de protection modérée et en donnant des positions importantes dans son cabinet à des libéraux convaincus de la nécessité d'une telle politique. Aussi voulait-il favoriser l'évolution d'une économie canadienne. Le tarif obligerait des Industries américaines, désireuses de profiter du marché canadien, à venir construire des filiales chez nous et donc à employer une main-d'œuvre canadienne. Mais une nation qui grandit doit faire face à des responsabilités accrues. Elle doit s'enhardir aussi sur le plan économique. Le temps était venu, croyait Laurier durant son dernier mandat, de changer de direction et d'adapter la politique canadienne à cette optique nouvelle. Avec ces considérations en tête, Laurier entreprit les deux projets qui entraînèrent sa chute en 1911. Le projet de marine canadienne autonome, tel qu'il l'avait présenté, assurerait au Canada une nouvelle stature internationale. L'accord tarifaire avec les États-Unis devait ouvrir de nouveaux débouchés pour les producteurs agricoles sans mettre en danger l'industrie canadienne.

Battu en 1911, Laurier doit essayer de refaire ses forces. Mais comment faire pour rebâtir un consensus ? L'Ouest semble trouver que le Parti libéral est devenu trop conservateur, et John W. Dafoe, du *Manitoba Free Press*, croit qu'une période dans l'opposition lui permettra de reprendre sa vigueur et de redevenir le parti de la réforme, le parti radical ¹⁵⁴. Quant à l'Ontario, elle avait réaffirmé ses liens avec les conservateurs et avait montré en 1911 que ses intérêts n'étaient pas ceux de l'Ouest. Sur le thème des relations entre anglophones et francophones, comment concilier une Ontario plus impérialiste et très craintive des États-Unis et un Québec de plus en plus méfiant de la Grande-Bretagne aussi bien que des anglophones du reste du pays hostiles aux désirs linguistiques et éducationnels des francophones ?

Laurier assiste, des bancs de l'opposition, à la désintégration de l'alliance entre les nationalistes et les conservateurs. Il peut, dès lors, reprendre le Québec en mains et espérer regrouper ses anciens [134] alliés parmi les anglophones. Mais la conscription déjoue tous les calculs : certes, elle lui fournit l'appui total du Québec, mais elle fait fondre en même temps tout espoir de refaire un consensus national. Ayant refusé d'entrer dans la coalition pro-conscriptionniste que lui propose Borden en 1917, Laurier voit son parti se scinder en groupes ethniques. La question de la conscription est plus forte que les lignes de parti et elle fait appel aux sentiments les plus vifs de ses partisans canadiens-anglais qui prétendent mettre l'intérêt du pays avant celui du parti. En effet, 22 députés libéraux votent pour la conscription. Laurier refuse de trahir sa province, estimant d'autant plus que la conscription, au Canada, sera un échec comme en Angleterre, et qu'elle n'assurera le recrutement que de quelques fermiers et étudiants. Le Parti libéral n'est plus un parti national mais plutôt un parti canadien-français. En effet, neuf libéraux anglophones vont entrer dans le gouvernement unioniste. Son organisation, ailleurs qu'au Québec, est en grande partie détruite. Certes, la conscription a enlevé tout support francophone aux conservateurs, mais pour Laurier le coup est encore plus dur : il ne garde, à toutes fins pratiques, que le Québec.

La guerre terminée, Laurier se met à l'œuvre pour rebâtir son parti. Huit jours après l'armistice, il annonce la tenue d'un congrès général

¹⁵⁴ Ramsay Cook, *The Politics of John W. Dafoe and the Free Press*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, pp. 48-52.

du parti l'année suivante pour fixer le programme libéral de l'après-guerre. Il ne pourra cependant pas y assister, car il mourra le 17 février 1919.

Vers le pouvoir

Avec la mort de Laurier, le congrès libéral prend une autre tournure. Il s'agit maintenant non seulement de décider de la politique à suivre mais de trouver un nouveau chef capable de la mettre en pratique et de refaire l'unité du parti. Mais alors que les libéraux, comme W.S. Fielding, qui avaient déserté Laurier en 1917, commencent à rentrer [135] au bercail, ceux qui étaient demeurés fidèles à Laurier acceptent difficilement de voir ces gens reprendre leur place dans le parti.

C'est dans ce contexte que la candidature de King prévaut sur celle de Fielding. Le jeune politicien semble répondre aux besoins du parti : Il était resté fidèle à Laurier, avait déjà été ministre du Travail et, croit-on, son intérêt pour les problèmes ouvriers (King fit état de ses réflexions sur la question dans son livre, *Industry and Humanity*, dont Il parla abondamment) le rendra capable de résoudre les problèmes sociaux de l'après-guerre. Enfin, un élément important milite en sa faveur : il a l'appui du Québec.

Son rival, Fielding, ne manque cependant pas de partisans et Il fait une chaude lutte à King. Tous les premiers ministres provinciaux lui sont favorables ainsi que les Intérêts financiers de Montréal. Ces derniers espèrent qu'avec Fielding en place, le Parti libéral cessera de remettre en question le tarif. King ne l'emporte qu'au troisième tour de scrutin, par 476 voix contre 438 pour Fielding.

L'autre tâche importante du congrès de 1919 est de fixer la nouvelle politique du parti face à l'après-guerre. On reprend la politique de réciprocité : le tarif doit être aboli sur les produits alimentaires et sur l'équipement aratoire, et réduit sur les autres produits de consommation importants, ainsi que sur les matières premières. Le tarif préférentiel pour l'Angleterre doit être réduit à 50% du tarif régulier. Une autre résolution réclame une plus grande autonomie pour le Canada en s'opposant au contrôle impérial et en demandant qu'aucun changement organique Important dans les rapports entre le Canada et l'Empire

n'entre en vigueur sans être approuvé par le Parlement et ratifié par un référendum. Grâce à ce nouveau programme, les libéraux espèrent se rallier l'élément progressiste des Prairies et empêcher une rupture définitive.

Par ailleurs, le Parti libéral garde un contact étroit avec l'élément financier de Montréal, avec lequel Lomer Gouin, ancien premier ministre du Québec, sert d'intermédiaire. Le parti contient donc des [136] représentants des principaux adversaires du gouvernement Meighen. Le nouveau leader libéral aura à maintenir le fragile équilibre des forces à l'intérieur du parti et en faire l'unité.

L'élection de 1921 lui offre sa première chance. Parce qu'au Québec Meighen est le symbole de la conscription, King sait la province acquise d'avance. Il peut miser sur Fielding dans les Maritimes. King doit donc concentrer ses efforts sur les éléments ruraux de l'Ontario et des Prairies, les convaincre que son parti leur offre ce qu'ils demandent et les empêcher de faire bande à part. Les fermiers persistent néanmoins à vouloir une représentation propre, à telle enseigne que les progressistes gagnent 65 sièges et se classent deuxième dans la lutte. King obtient le plus grand nombre de sièges, concentrés pour plus de moitié au Québec, et le malheureux Meighen est complètement évincé de six des neuf provinces canadiennes.

King doit alors construire son premier ministère, tâche qui n'est guère facile ¹⁵⁵. Le Québec lui avait donné de nombreux hommes compétents, ministrables, grâce au raz-de-marée libéral qui avait balayé la province. Mais les conservateurs se tenaient constamment sur le qui vive, prêts à dénoncer toute tentative du Québec, qui n'avait pas voulu faire "sa part" en 1917, d'imposer sa volonté au Canada anglophone. N'avaient-ils pas abondamment souligné ce danger imminent à l'approche du scrutin de 1921 ? King doit donc se garder d'accorder trop de portefeuilles aux Canadiens français. Mais l'Ontario lui avait donné peu d'hommes d'envergure et l'Ouest n'avait presque pas fait élire de libéraux. Vu l'impuissance de son parti dans cette dernière région, King doit s'efforcer de neutraliser la menace progressiste. C'est donc son premier objectif et il met tout en œuvre pour attirer des représentants des fermiers dans son cabinet, sans toutefois leur offrir un

¹⁵⁵ Voir Frederick W. Gibson, "The Cabinet of 1921" dans Gibson (éd.), op. cit., pp. 63-104.

ministère de coalition. Malgré ses tentatives, King se bute alors à un refus constant.

Dans la mesure du possible, le cabinet King accorde de l'influence aux différentes tendances au sein du parti. Lomer Gouin, lié aux [137] Intérêts financiers de Montréal, reçoit le ministère de la Justice, et son départ après deux ans aidera King à venir à bout de la résistance des progressistes. Ernest Lapointe, représentant l'aile plus libérale du parti au Québec, doit condescendre à accepter un ministère de moindre envergure, celui de la Marine et des Pêcheries. Fielding, W.C. Kennedy, Raoul Dandurand et aussi George P. Graham et D.D. McKenzie sont les porte-parole de l'élément protectionniste. W.R. Motherwell favorise une réduction du tarif tandis que Lapointe et Henri Béland sont prêts à des compromis sur la question.

Compte tenu des défis auxquels King faisait face, le nouveau cabinet constituait peut-être un triomphe pour lui. Il est vrai que King avait failli dans son effort pour faire entrer les progressistes dans son ministère, mais il pouvait quand même compter sur leur appui en Chambre car, à choisir, les libéraux se rapprochaient davantage de leur position que les conservateurs. Il pourra gouverner ainsi jusqu'en 1926, et surtout à travers les jours sombres de 1925-1926. Cette année-là, les progressistes, qui avaient en vain souhaité des réductions tarifaires substantielles et qui étaient fortement ébranlés par les accusations liant de nombreux libéraux influents à la corruption aux douanes, se résolurent alors à défaire le gouvernement libéral en Chambre. Meighen, en assumant le pouvoir par intérim, fournit à King le sujet de la campagne. King peut alors faire oublier les scandales dénoncés par l'opposition, s'assurer d'une majorité en Chambre et se passer ainsi de l'appui des quelques progressistes épargnés lors de l'élection de 1926.

En 1917, le Parti libéral menaçait de s'effondrer et l'œuvre de Laurier paraissait en ruines. Centré sur le Québec, les libéraux ne représentaient que l'élément français du pays, irrémédiablement opposé aux conservateurs à cause de la conscription. Mais il fut possible, après la guerre, de rebâtir le parti en évitant la domination exclusive du Québec. Grâce à l'habileté de King ainsi qu'à un concours de circonstances qui favorisait le parti, les libéraux purent reprendre [138] peu à peu leurs assises à travers le pays et regagner le pouvoir en 1921. Les pro-

gressistes les empêchèrent cependant jusqu'en 1926 d'établir partout au Canada des bases solides.

Le Parti progressiste

La révolte de l'Ouest

Si la guerre avait détruit le système des partis en 1917, les fermiers de l'Ouest allaient, jusqu'en 1926, en empêcher la reconstitution. Le règne de Laurier à Ottawa avait amené le peuplement des Prairies et aussi donné à cette région une économie de mono-culture, dont la gestion dépendait des provinces de l'Est. Le producteur de blé était, en effet, à la merci des institutions de vente, de crédit et de transport de l'Ontario et de Montréal. Il y voyait un type de domination coloniale et chercha à s'en affranchir. De 1900 à 1910, alors, l'Ouest voit naître des organisations (Grain Growers' Association et United Farmers) ayant pour but de donner aux fermiers la cohésion et la cohérence nécessaires pour remédier au problème. Ces associations ont une force économique considérable ; cependant, pour arriver à leur fin, il leur faut un certain poids politique. En 1910, leur voix est devenue assez forte pour que Laurier l'entende, alors que quelque 800 délégués du Conseil canadien de l'Agriculture viennent assiéger Ottawa dans le but d'obtenir des réductions de tarifs. Aux élections générales suivantes, le chef libéral propose la réciprocité avec les États-Unis mais une majorité des électeurs, largement en Ontario mais aussi au Manitoba, en Colombie britannique et dans les Maritimes, la désapprouvent. De plus, les conditions économiques se gâtent entre 1912 et 1915. L'Ouest désespère de plus en plus des vieux partis dans lesquels la voix du fermier sera toujours étouffée par l'argent des financiers. Pour les agriculteurs de l'Ouest, l'action à l'intérieur de ces vieux partis [139] semble vaine car ils ne pourront jamais faire accepter par la haute-finance le libre-échange qu'ils considèrent indispensable pour sortir de leur position d'infériorité. Reste la solution du parti agraire. Est-il bon, cependant, de créer un autre parti sur le modèle déjà existant et qui risque alors de ressembler fortement aux partis anciens ? Il n'est

donc pas surprenant que l'Ouest remette en question l'idée même du système des partis au niveau national.

La guerre enlève temporairement aux fermiers de l'Ouest la substance de leurs revendications. D'une part, Ils ont fort à faire afin de remplir la demande croissante pour leur blé. D'autre part, leur chef, T. A. Crerar, entre en 1917 dans le ministère de coalition, comme ministre de l'Agriculture. Cependant, "l'enthousiasme des fermiers pour le gouvernement d'Union baissa assez vite quand le gouvernement annula les exemptions militaires promises aux fils de fermiers. A la fin de la guerre, la plupart des fermiers étaient complètement dégoûtés de la coalition des vieux partis ¹⁵⁶". Le 11 juin 1919, Crerar quitte le ministère parce que le budget présenté par White est encore un budget protectionniste.

Pour arriver à faire valoir leur point de vue, les fermiers doivent donc agir seuls. Le succès des fermiers ontariens en 1919 et la constitution d'un petit groupe de députés progressistes à Ottawa les encouragent à l'action politique systématique. Un parti politique agraire est alors fondé, à la fin de 1919, sur les bases des organisations de fermiers déjà existantes et coordonné par le Conseil canadien de l'Agriculture.

Mais quel genre de parti est-ce ? La question ne sera jamais tranchée. Si les réformistes modérés, sous la direction de Crerar, du Manitoba, préconisent un parti agraire dûment constitué, avec direction centrale, les réformistes plus radicaux, de l'Alberta, avec Henry Wise Wood, rejettent le système des partis et prônent le "group government", c'est-à-dire un Parlement dont les membres représenteront leurs électeurs et n'auront de responsabilités qu'envers eux.

[140]

Incertains quant à la nature du parti, les progressistes se présentent à l'élection de 1921, limitant leur action à toutes fins pratiques à l'Ouest du Québec. Bien organisés au niveau des comtés, s'appuyant sur les liens créés entre eux par les associations agricoles, ils obtiennent 65 sièges et peuvent former l'opposition officielle. Mais un groupe dont d'importantes fractions rejettent le système parlementaire ne peut guère prétendre jouer ce rôle d'aspirant au gouvernement. Du res-

¹⁵⁶ Cook, *The Politics of...* op. cit., p. 97.

te, King tente d'amener Crerar à se joindre au ministère dans l'espoir qu'il entraînera avec lui la majorité de ses partisans. Cela ne sera pas possible car, bien qu'agissant comme parti, les progressistes ne sont en réalité qu'un groupe d'individus délégués au Parlement par les comtés, un groupe qui possède fort peu de cohésion interne. Si l'élection de 1921 demeure leur plus grand triomphe, elle consacrera d'autre part la dissension au sein du parti. Avant l'entrée des progressiste : au Parlement, les différences d'opinion quant à la nature et du fonctionnement du parti importaient peu. Mais après l'élection, d'après l'historien W.L. Morton, "un clivage interne se produit dans le mouvement, causant des différences d'attitudes envers la politique à suivre, les tactiques à employer et l'organisation à ériger ¹⁵⁷". En 1925, le groupe albertain devient indépendant et les élections de 1925 et de 1926, en maintenant l'existence des deux factions, accélèrent la disparition du parti. Jusqu'en 1926, le Parti progressiste avait détenu la balance du pouvoir ; mais de par sa nature il ne pouvait agir comme groupe cohérent pour tirer profit de sa position. A toutes fins pratiques, donc, l'élection de 1926 marque la fin du mouvement progressiste. Morton résume bien le sens du mouvement agraire : "Ce fut, dit-il, une expérience courageuse, inspirée par une naïveté politique, marquée par une indifférence mal venue à l'endroit de l'administration". ¹⁵⁸

De nombreux politicologues et historiens au Canada appuient la thèse voulant qu'un parti politique, s'il veut réussir électoralement sur la scène fédérale, doit être un amalgame des principaux groupes régionaux, ethniques, économiques et même religieux qui existent dans [141] la Confédération canadienne. Pour conserver à l'intérieur d'un même parti toute la gamme de classes, de groupes ethniques et régionaux, un parti doit se garder de toute tentative de définir une idéologie précise et qui implique la réalisation d'un plan particulier. Les deux partis politiques qui se veulent nationaux ont souvent des politiques semblables, car il ne peut exister qu'un seul dénominateur commun à tout le pays pour une période donnée. Les éléments qui composent le pays doivent se retrouver à l'intérieur des partis car c'est là, et non sur le parquet de la Chambre, que peuvent se faire les conciliations et les accords.

¹⁵⁷ W.L. Morton, *The Progressive Party in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1950, p. 167.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 151.

Pour ajouter à cette description du parti politique canadien, on pourrait dire que, pour faire l'unité à l'intérieur du parti, pour en assurer la cohésion, pour arbitrer les différends, le parti doit avoir un chef habile, possédant la vertu par excellence de l'homme d'État canadien, celle de la conciliation. Ce chef doit être acceptable à tout le pays, au Québec comme à l'Ontario, au centre du pays comme aux autres régions, au citoyen urbain comme à l'agriculteur, au francophone comme à l'anglophone.

On peut alors, par référence à ce modèle de parti politique canadien, mesurer le succès ou l'échec des partis politiques. Borden, après 1911, échoua, parce qu'il ne sut garder l'appui du Québec. Meighen échoua aussi, à la fois parce qu'il était anathème au Québec et parce que ses politiques (notamment à l'égard du tarif) étaient repoussées par les gens de l'Ouest. Lors de son premier mandat, King échoua aussi, car Il ne réussit pas à convaincre les producteurs agricoles qu'ils devaient lier leur sort au Parti libéral. Mais le parti agraire n'a été qu'éphémère puisqu'il refusa de n'être autre chose qu'un groupe régionaliste sans volonté d'établir un consensus à travers le pays ; de plus, les dissensions internes limitèrent sévèrement son efficacité. L'échec des progressistes facilita, en 1926, la victoire de King qui, sauf pendant les années 1930-1935, réussit à bâtir un parti national qui durera jusqu'en 1957.

[143]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

Deuxième partie : Les grands bouleversements

Chapitre VIII

Canada versus Québec 17 décembre 1917

[Retour à la table des matières](#)

À aucun moment de son histoire le Canada ne fut autant déchiré sur le plan ethnique qu'à l'occasion du scrutin fédéral de 1917. La conscription militaire pour le service outremer était alors la loi du pays quoiqu'aucun conscrit n'était encore parti pour l'Europe) et le vote fut en réalité un plébiscite sur cette question. Le Canada anglais se rallia largement au parti unioniste, groupant conservateurs et libéraux pro-conscriptionnistes, alors que le Canada français donna son appui de façon encore plus décisive à sir Wilfrid Laurier et aux libéraux qui lui étaient demeurés fidèles.

Sans la conscription, d'autres questions importantes auraient pu dominer les débats sur les hustings. À cette époque, les prix augmentent rapidement, alors que les salaires s'accroissent à un rythme moins accéléré. La trêve sociale caractérisant le début de la guerre - en 1914 il n'y a qu'une soixantaine de grèves impliquant environ 10,000 ouvriers - semble de plus en plus compromise : l'année 1917 compte 160 conflits Industriels touchant plus de 50,000 ouvriers.

Pendant ces années de guerre et de sacrifices, il est facile pour des citoyens ordinaires de se convaincre que les riches ne font pas leur devoir et que le gouvernement, par une utilisation abondante du patronage, favorise généreusement ses amis. Même si le ministre des Finances introduit en 1917 un impôt sur le revenu qui est censé frapper les nantis, les taux sont tellement bas qu'on ne peut guère [144] l'envisager comme une mesure égalisatrice. Beaucoup d'électeurs partageraient sans doute l'opinion de Bourassa (sur cette question, du moins !) qui dénonce les profiteurs de guerre, ces "vautours qui se gorgent de millions arrachés aux chairs vives de la nation" ¹⁵⁹. En effet, l'industrie des aliments et celle des munitions de guerre avaient créé de nombreux nouveaux barons capitalistes qui semblent exemptés des sacrifices imposés aux citoyens plus modestes. Les millionnaires William Mackenzie et Donald Mann réussissent, au cours de l'été 1917, à vendre au gouvernement leur chemin de fer en faillite (le Nord-Canadien) au prix d'environ \$10 millions. Le régime lui-même est impliqué dans des scandales, mais ce n'est qu'en août 1917 que Borden se débarrassera de celui qui semble incarner le favoritisme gouvernemental, l'honorable Robert Rogers, du Manitoba.

Depuis août 1914, la guerre préoccupe tous les esprits. A ses débuts, la participation canadienne fait l'unanimité de la population et même le Québec connaît de nombreuses manifestations en faveur d'une contribution militaire canadienne soutenue. Dans une lettre pastorale, l'épiscopat catholique québécois souligne l'obligation des Canadiens de défendre l'Empire et affirme que l'Angleterre "compte à bon droit sur notre concours" ¹⁶⁰. L'accord règne aussi dans les milieux politiques. Lors d'une assemblée publique, Wilfrid Laurier prétend que "la cause est aussi sacrée que celle pour laquelle Dollard et ses compagnons sacrifièrent leurs vies" ¹⁶¹. Même les nationalistes approuvent la participation, leur chef, Henri Bourassa, affirmant que le Canada doit contribuer au triomphe des efforts combinés de l'Angleterre et de la France. À la fin de septembre, un régiment francophone, le royal 22^e, est formé : c'est sûrement le sommet de l'enthousiasme patriotique des Canadiens français envers la guerre.

¹⁵⁹ Henri Bourassa, *La conscription*, Montréal, Editions du Devoir, 1917, p. 17.

¹⁶⁰ "Lettre pastorale... sur les devoirs des catholiques dans la guerre actuelle", dans *Mandements des Évêques de Québec*, vol. XI (1912-1918), p. 92.

¹⁶¹ *La Presse*, 22 octobre 1914, dans APC, Fonds Laurier.

Elizabeth Armstrong explique l'hésitation croissante du Canada français face à la participation - hésitation marquée par une baisse rapide du nombre de recrues francophones - par "l'instinct des Canadiens français de s'intéresser davantage aux problèmes et aux débats [145] touchant leur propre communauté qu'à ceux de l'ensemble du Canada ou, encore moins, qu'à ceux de l'Empire britannique ¹⁶²". C'est l'amertume suscitée par la crise scolaire en Ontario qui, d'après elle, plus que n'importe quelle autre question, amène les francophones à se préoccuper des "intérêts plus étroits de leur province et de leur nationalité". Elle accuse les nationalistes de "se servir de la confusion engendrée par le Règlement XVII" qui prévoyait la quasi-abolition du français comme langue d'enseignement, comme un moyen d'embarasser le gouvernement et, par une propagande Intensive de faire d'une "dispute provinciale, une question politique nationale".

Dans le contexte canadien, l'affaire du Règlement XVII ne pouvait guère rester une "dispute provinciale" et on ne saurait attribuer aux agissements de quelques nationalistes, comme Bourassa, l'entière responsabilité du fait que cette dispute soit devenue une question majeure dans l'histoire canadienne. Comme minorité dans la Confédération, les francophones catholiques ne pouvaient que s'inquiéter à chaque occasion où leurs droits étaient niés dans l'une ou l'autre des provinces.

En Ontario, donc, les francophones s'organisent pour le combat contre le Règlement XVII. Au Québec, les Canadiens français se lèvent à la défense de leurs compatriotes persécutés de la province voisine et le gouvernement Gouin va jusqu'à autoriser les commissions scolaires du Québec à contribuer au financement des écoles françaises de l'Ontario. À l'occasion d'un banquet des amis du *Devoir*, Henri Bourassa soutient que la cause principale des francophones doit être la défense de la liberté en Ontario, que "notre première ligne de défense" n'est pas "aux Flandres" mais bien "à Ottawa" ¹⁶³. En mai 1916, Ernest Lapointe introduit à la Chambre des Communes une résolution demandant au gouvernement ontarien de restaurer les droits éducatifs des francophones de la province. Les ministériels s'opposent à

¹⁶² Elizabeth H. Armstrong, *The Crisis of Quebec, 1914-18*, New York, Columbia University Press, 1937, p. 90.

¹⁶³ *Le "Devoir" et la guerre ; le conflit des races*, Montréal, Imprimerie du Devoir, 1916, p. 12.

la résolution, prétextant que l'éducation relève constitutionnellement de la juridiction provinciale. Quant aux libéraux, la dissension divise déjà leurs rangs, anticipant la scission sur la conscription et le gouvernement d'union en 1917 : [146] onze libéraux anglophones, dont dix de l'Ouest, votent contre la résolution, et plusieurs libéraux ontariens, même s'ils appuient leur chef, manifestent leur mécontentement. La lutte continue, cependant, et 600,000 personnes signent des résolutions réclamant le désaveu par le gouvernement fédéral de l'odieuse loi. Il faudra une décision défavorable du Conseil privé - qui juge le Règlement *intra vires* - ainsi que deux lettres encycliques de Benoît XV en faveur de la modération pour que les francophones diminuent l'intensité de leur lutte. Dans ces circonstances, il n'est guère surprenant que nombre de Canadiens français se soient sentis davantage menacés par la tyrannie ontarienne que par l'autocratie prussienne.

Par ailleurs, les francophones au Canada à cette époque sont sûrement plus détachés de la mère-patrie que les anglophones. Ce facteur permet aussi de comprendre que l'enthousiasme des premiers face à la guerre se refroidit rapidement et que le recrutement se fait de plus en plus au ralenti au Québec. Certes, il faut nuancer la réaction patriotique des anglophones. D'après une enquête faite en mars 1916, 63% des anglophones enrôlés étaient nés en Grande-Bretagne. D'autres Canadiens anglais, fervents loyalistes largement partisans du Parti conservateur, estiment que le Canada ne fait qu'accomplir son devoir de colonie en participant activement au combat aux côtés de l'Angleterre. Pour les nationalistes de la trempe de John Dafoe, éditeur du *Manitoba Free Press*, les buts de la guerre - la sauvegarde de la liberté et l'avenir de l'Empire - intéressent le Canada tout autant que la Grande Bretagne ¹⁶⁴.

Au Québec, au contraire, les nationalistes dressent un catalogue des raisons pour lesquelles ils s'opposent à une trop grande participation du Canada à la guerre : cette lutte serait en train d'acculer le Canada à la faillite, le pays a déjà fait plus que sa part militairement, la désorganisation provoquée à l'intérieur du pays risque d'attiser la haine des classes et la guerre sociale, le Canada ferait mieux à l'avenir de concentrer son attention sur l'envoi de denrées alimentaires [147] aux

¹⁶⁴ Voir Ramsay Cook, "Dafoe, Laurier and the Formation of Union Government", CHR, vol. 42, n° 3 (septembre 1961), p. 206.

Britanniques. De l'avis de bien des Canadiens français, donc, cette guerre est celle de l'Angleterre, non celle du Canada.

Devant la stagnation de l'effort militaire, des Canadiens anglais stigmatisent la contribution des Canadiens français. En Chambre, des députés conservateurs déplorent "l'injustice de cette inégale contribution" et l'un d'entre eux, J.W. Edwards, soutient : "Si encore 30,000 ou 40,000 Canadiens français de la province de Québec s'enrôlaient, nos soldats auraient plus de chance de sortir des tranchées pour se reposer et plus de chance de revenir de la guerre sains et saufs ¹⁶⁵". Edwards ne blâme pas les habitants ordinaires mais plutôt "certains chefs politiques... - [il nomme Bourassa et Lavergne, qu'il veut envoyer en Allemagne en échange du Dr Béland, député libéral fait prisonnier par l'ennemi] - qui ont surtout compté sur des déclarations antibritanniques pour gagner les élections" et qui "ont exploité les passions populaires et les préjugés de race". On voit de plus en plus la conscription comme un moyen d'assurer une "juste" participation du Québec ; d'ailleurs, beaucoup d'anglophones, et même des francophones, croient que le Québec acceptera loyalement la conscription si elle est imposée. Certes, la victoire du nouveau ministre conservateur, Albert Sévigny, lors d'une élection partielle en janvier 1977 dans le comté de Dorchester, rassure les participationnistes. Après tout, Lucien Cannon, le candidat libéral, avait proclamé : "Avec le chef de mon parti, je m'oppose à la conscription", et il avait demandé : "Devons-nous ruiner notre pays en hommes et en richesses pour l'Angleterre ?" ¹⁶⁶. Et les électeurs de Dorchester avaient rejeté ces appels. Mais ne croyaient-ils pas que Sévigny, avec les deux autres ministres francophones du cabinet Borden, constituait une garantie plus sûre contre la conscription ?

Borden avait déjà promis de ne pas recourir à l'enrôlement obligatoire. Lorsqu'il met sur pied, à l'automne 1916, la Commission du service national pour recenser les hommes et activer le recrutement, il nie catégoriquement que la mesure soit le prélude à la conscription. Convaincu de la bonne foi du premier ministre, le cardinal Bégin soutient : [148] "La demande qui est faite paraît juste et raisonnable", et il prie les prêtres du diocèse de conseiller à leurs paroissiens de "répon-

¹⁶⁵ *Débats...*, session 1917, vol. I, p. 226 (19 janvier 1917).

¹⁶⁶ *Toronto Daily Mail and Empire*, 20 janvier 1917.

dre exactement aux questions posées, afin de se rendre aux désirs de l'autorité civile" ¹⁶⁷. Mais Borden ne peut imaginer les graves événements qui se produiront au cours des premiers mois de 1917 ni les répercussions que ces événements auront sur la poursuite de la guerre. Les désordres en Russie permettent aux Allemands de transférer hommes et matériel de guerre au front de l'Ouest. En France, des milliers de soldats alliés sont tués ; des batailles comme celle de Vimy sont particulièrement coûteuses pour les Canadiens qui y perdent plus de 10,000 hommes. Même si les États-Unis se joignent aux pays alliés, en avril, il leur faudra des mois pour faire sentir leur puissance. Au Canada, le volontariat ne fournit plus les hommes nécessaires. Alors qu'au début de 1916, on compte 30,000 enrôlements par mois, le chiffre tombe à 5,000 seulement un an plus tard ; il est évident que le nombre de nouvelles recrues ne suffit même pas à remplacer les soldats canadiens tués et blessés.

Borden avait promis 500,000 soldats canadiens pour février 1917, mais avec le système volontaire il s'avère impossible de lever ce nombre d'hommes. Les anglophones réclament la conscription afin de stimuler l'effort de guerre et le chef du gouvernement semble craindre des désordres au Canada anglais s'il n'agit pas. Donc, après son retour de l'Angleterre en mai, Borden annonce que son gouvernement établira la conscription afin de trouver de 50,000 à 100,000 hommes pour l'armée canadienne d'outremer. Devant tenir compte de la propagande anticonscriptionniste des nationalistes québécois, sir Wilfrid Laurier propose alors un amendement demandant la tenue d'un plébiscite sur la question, mais la Chambre le rejette. Vingt-six libéraux anglophones abandonnent Laurier et se rangent avec le gouvernement tandis que les trente-sept libéraux du Québec, par contre, appuient leur chef et votent "non à la conscription". Le 29 août 1917, la Loi du service militaire reçoit la sanction royale.

[149]

Des deux côtés, les esprits s'échauffent dangereusement. Au Québec, les porte-parole de la conscription ne peuvent même prendre la parole en public. Au Canada anglais, on affirme de plus en plus que "la menace du Québec est aussi sérieuse pour le Canada que la mena-

¹⁶⁷ "Circulaire du clergé", 4 janvier 1917, dans *Mandements des Évêques de Québec*, vol. XI (1912-1918), p. 247.

ce de l'Allemagne pour le monde ¹⁶⁸". L'on peut donc s'attendre à ce que la campagne électorale tourne à l'aigre.

Position des partis

Jusqu'à l'été 1917, le Parti conservateur paraît en sérieuse difficulté sur le plan électoral. Entre mars 1915 et juillet 1917, sur 23 comtés devenus vacants, le gouvernement Borden n'ose émettre des brefs d'élection que dans trois d'entre eux. De plus, les résultats des élections provinciales démontrent que les conservateurs sont en chute libre : ils perdent sept élections sur sept entre août 1915 et juin 1917 et, dans trois cas, le gouvernement conservateur sortant est battu. La vie constitutionnelle du gouvernement avait été prolongée d'un an par accord unanime de tous les députés en 1916, mais en 1917 Laurier et les libéraux votent contre une deuxième prolongation et une consultation populaire devient donc inévitable.

Par ailleurs, le gouvernement Borden modifiera en profondeur la loi électorale avant la tenue du scrutin de 1917. La Loi sur les électeurs militaires, qui a pour but de permettre aux 300,000 soldats de l'armée canadienne à l'étranger d'exercer leur suffrage, stipule que les soldats devront voter pour ou contre le gouvernement, l'opposition, le candidat indépendant ou le candidat ouvrier, au lieu de voter pour des candidats particuliers ; de plus, les soldats non-domiciliés au pays, comme les quelques milliers de sujets britanniques qui n'ont jamais résidé au Canada, pourront désigner les circonscriptions auxquelles leurs bulletins devront être attribués. En pratique, l'organisation du parti favorisé (le parti unioniste dans plus de 90% des cas) [150] prendra soin d'indiquer le district où le vote sera le plus utile ! Au scrutin, le vote militaire se révélera fort important : il fera gagner au gouvernement 14 sièges et il fera tripler la majorité unioniste au niveau du vote populaire.

Mais le gouvernement soutient que d'autres modifications sont nécessaires. Les soldats morts et les prisonniers de guerre ne peuvent voter, pas plus, d'ailleurs, que les soldats canadiens enrôlés dans des

¹⁶⁸ *Toronto Daily Mail and Empire*, 14 août 1917.

armées étrangères et même dans l'armée impériale. Tous ces militaires risquent d'être privés de l'influence qu'ils pourraient (ou auraient pu !) exercer ici. Il faudrait alors, déclare Arthur Meighen, secrétaire d'État, qu'une loi vienne "réparer, dans la mesure du possible, l'injustice dont les soldats et, par suite, la nation toute entière auraient à souffrir, si la loi n'était pas modifiée ¹⁶⁹". Selon Meighen, le seul moyen de connaître les sentiments des absents, "c'est de déléguer leurs voix aux membres de leurs familles qui seront censés voter et exercer leur influence comme le feraient les soldats eux-mêmes s'ils étaient ici". Par sa Loi des élections en temps de guerre, le gouvernement accorde donc le droit de vote à certaines femmes - les épouses, les veuves, les mères, les sœurs et les filles de ceux qui ont fait ou qui font encore partie de la force expéditionnaire canadienne outremer. Les autres femmes qui, d'ailleurs, avaient déjà gagné le droit de suffrage en Ontario et dans les quatre provinces de l'Ouest, le perdent à cette élection. De plus, environ 30,000 Néo-Canadiens, nés en pays ennemis, vont aussi perdre leur droit de vote, puisqu'ils "ne sauraient renoncer aux sympathies et aux tendances qui les animaient dans leur pays d'origine". Les objecteurs de conscience en sont privés également, car "Il semble absolument injuste que ceux qui, pour des raisons entièrement personnelles, sont soustraits complètement au fardeau et aux sacrifices réels de la guerre, aient le droit de voter et de décider de la conduite et du sort de la guerre".

Le projet de loi suscite de vives critiques. Le président de la Canadian Suffrage Association est d'avis qu'il aurait été "plus [151] honnête si le projet de loi avait stipulé tout simplement que tous ceux qui ne promettaient pas de voter pour le Parti conservateur perdraient leur droit de vote" ¹⁷⁰. Les libéraux dénoncent avec vigueur la législation proposée qui risque de leur coûter de nombreux votes. Alors que Frank Oliver prétend que les conservateurs veulent établir "le prussianisme" au Canada, sir Wilfrid Laurier reproche au gouvernement de décourager ainsi l'immigration dont le pays a besoin pour soutenir à long terme le fardeau financier de la guerre. La réponse du premier ministre indique déjà le terrain sur lequel celui-ci entend combattre

¹⁶⁹ *Débats...*, session 1917, vol. VI, p. 5598 (6 septembre 1917).

¹⁷⁰ *Toronto Globe*, 21 septembre 1917, cité dans Robert Craig Brown and Ramsay Cook, *Canada, 1896-1921 : A Nation Transformed*, Toronto, McClelland & Stewart, 1974, p. 271.

lors du prochain scrutin : "Le peuple du Canada sera appelé à se prononcer sur la part que le Canada doit prendre à la guerre, la nécessité d'envoyer des renforts à nos troupes en Europe qui sont sur la ligne de feu pour défendre l'honneur du Canada. Il s'agira de dire si nous devons continuer notre effort" ¹⁷¹. Malgré la forte opposition libérale, les conservateurs font adopter leur projet de loi après avoir imposé la clôture à trois reprises.

L'élection de 1917 ne se fera cependant pas suivant les loyautés partisans traditionnelles. Dès juin, Il semble que Borden ait cherché à constituer un gouvernement de coalition, mais Laurier lui oppose une fin de non-recevoir. N.W. Rowell, George Graham, W.S. Fielding, F.F. Pardee et d'autres éminents libéraux tentent, sans plus de succès, de rallier leur chef à l'idée d'un gouvernement d'union, ou de le convaincre de démissionner. Finalement, en octobre, Borden est en mesure de former un gouvernement d'union auquel participent, en plus de treize conservateurs, un travailliste et neuf anciens libéraux dont A.L. Sifton, ancien premier ministre de l'Alberta, James A. Calder, de la Saskatchewan, T.A. Crerar, du Manitoba, Newton W. Rowell, chef du parti libéral ontarien, C.C. Ballantyne, du Québec, et Frank B. Carvell, du Nouveau-Brunswick. On n'y trouve que deux francophones, Albert Sévigny, ministre du Revenu, et P.-E. Blondin, ministre des Postes, mais l'élection mettra fin à leurs ambitions électorales. Le lendemain de la constitution du nouveau gouvernement, tous les célibataires mâles canadiens [152] âgés de 20 à 34 ans reçoivent l'instruction de s'inscrire dans l'armée ou de demander une exemption.

Déroulement de la campagne

Quelques jours après la formation du gouvernement unioniste, Borden publie un manifeste. Bien entendu, on y trouve une promesse de poursuivre vigoureusement la guerre en envoyant au front les renforts nécessaires. Mais Borden s'engage aussi à réformer la fonction publique : cette réforme "abolirait le patronage" et assurerait que le mérite déterminerait les promotions. Il affirme que les bénéficiaires de

¹⁷¹ *Débats...*, session 1917, vol. VI, p. 5765 (10 septembre 1917).

guerre seront davantage taxés, annonce son intention d'encourager la production agricole, promet de réduire les dépenses publiques, de stimuler la colonisation et l'immigration, et de prendre des mesures pour réduire le coût de la vie.

Trois ministres de l'Ouest, Crerar, Meighen et Calder, inaugurent, à Winnipeg, la campagne unioniste dans cette région du pays. Devant 5000 citoyens, Crerar dénonce la favoritisme et demande la conscription des richesses. Meighen, par contre, s'intéresse presque exclusivement à l'envoi de renforts humains, thème qu'il reprendra sans cesse au cours de la campagne.

Le 11 novembre, Borden publie son deuxième manifeste qui insiste encore plus que le premier sur les devoirs du gouvernement et du peuple pendant la guerre. "La seule question qui importe, dit-il, c'est que la guerre doit être le premier objet de nos préoccupations, et que l'union parmi le peuple est aussi nécessaire que la coalition des chefs politiques, afin de poursuivre énergiquement les opérations qui doivent assurer la victoire". Il exprime également le souhait "que soient débattues avec le plus de discrétion possible, les questions brûlantes qui pourraient ranimer les vieilles querelles de race et de religion" ¹⁷². Hélas ! Ce ne sera qu'un vœu pieux.

[153]

La campagne de Borden lui-même ne s'ouvre que le 14 novembre, à Halifax. Le premier ministre s'en prend à la proposition libérale du référendum, prétendant qu'il retarderait d'un an l'arrivée des renforts en France et donc qu'il réjouirait les Allemands. Le 21, à Toronto avec Newton Rowell et sir William Hearst, premier ministre ontarien, il affirme : "Notre premier et principal devoir est de poursuivre vigoureusement la guerre et d'appuyer l'armée canadienne au front". Peu après, il se rend à Kitchener (anciennement Berlin), ville groupant nombre de citoyens d'origine allemande. Il y est empêché de parler, dit un journal conservateur du Québec, par une "bande de forcenés, abusant de leurs droits de sujets britanniques et se laissant dominer par les instincts ataviques de leur kultur" ¹⁷³. Et, qui pis est, le conseil

¹⁷² *Le Devoir*, 12 novembre 1917.

¹⁷³ *L'Événement*, 27 novembre 1917.

de ville refuse de s'excuser de cette "conduite disgracieuse". Il ne fait pas de doute que l'incident justifie, aux yeux des conservateurs, la

Loi des élections en temps de guerre qui prive de leur droit de vote les sujets britanniques d'origine allemande naturalisés après 1902. Borden revient sur l'incident plus tard, déplorant les atteintes portées à la liberté de parole à Kitchener et au Québec.

Après sa tournée en Ontario, Borden se rend dans les Maritimes où sa visite est interrompue par la désastreuse explosion dans le havre de Halifax. Il ne prendra pas la parole au Québec, allant jusqu'à contre-mander une assemblée qui devait avoir lieu à Montréal, et il termine sa campagne à Ottawa, le 14 décembre, en soutenant qu'on ne peut gagner une guerre par un référendum.

Dans le camp oppositionniste, Laurier lance son manifeste électoral le 4 novembre en soutenant qu'on n'a pas accordé au système d'enrôlement volontaire un "essai loyal" et que "là où la persuasion n'a pas été tentée, la coercition n'est pas une politique sacrée" ¹⁷⁴. Dans son manifeste, le chef libéral dénonce aussi la cherté de la vie ; Il blâme les profits excessifs et les pratiques monopolistiques nullement restreints par le gouvernement. Par ailleurs, il estime que le gouvernement devrait prendre le contrôle des usines de fournitures de guerre et, [154] cherchant à se ménager l'appui des citoyens de l'Ouest, il réclame la réforme du tarif et la suppression des droits de douane sur les instruments aratoires.

Laurier inaugure sa campagne, en compagnie de Lomer Gouin, à Québec, le 9 novembre. À l'instar de Borden, celui que le Soleil qualifie de "sauveur" et de "rédempteur" affirme que l'unique question de l'heure est le problème de la poursuite de la guerre, mais il dit catégoriquement que le système volontaire doit continuer. Plus tard, à Ottawa, il soutient que si le programme de recrutement a si lamentablement échoué au Québec, il faut blâmer Borden et la campagne de ses alliés nationalistes en 1911. En décembre, lors d'une tournée dans l'Ouest canadien, le chef de l'opposition assure ses auditeurs que les Canadiens français sont aussi patriotes que les autres Canadiens et que, si on fait appel à leur sens de l'honneur, ils répondront aussi bien que les autres. Il promet aussi de tenir un référendum sur la question

¹⁷⁴ *Le Devoir*, 5 novembre 1917.

de la conscription avant le 1er juin 1918. Il est clair que Laurier mise beaucoup sur l'Ouest comme contrepoids à une Ontario qui paraît fortement unioniste.

La campagne électorale au Québec est rude et les défenseurs de la cause conscriptionniste-unioniste sont obligés de faire campagne à huis-clos. À la veille d'une visite d'Albert Sévigny à Saint-Anselme dans le comté de Dorchester, *l'Événement* écrit : "Nul doute que l'honorable M. Sévigny recevra dans notre district le même accueil, en sa qualité de représentant du gouvernement, que le chef de l'opposition a reçu hier soir [à Québec], car le peuple de notre province entend bien se renseigner sur les graves questions du jour avant de rendre son verdict le 17 décembre prochain" ! Hélas ! Un certain nombre de citoyens, fervents adversaires de la conscription - "une clique avivée et loqueteuse de poivrots et de soulards", comme dira *l'Événement* - empêchera Sévigny de parler, et celui-ci est chanceux de pouvoir s'enfuir sain et sauf. Quelques jours plus tard, le ministre parle dans Westmount-Saint-Henri, et il est de nouveau victime d'une manifestation hostile. Les [155] incidents de ce genre sont nombreux et affligent plusieurs candidats unionistes.

Les conservateurs ne peuvent que déplorer la difficulté qu'ont leurs candidats à s'exprimer et espérer que les électeurs sauront bien se venger, le 17 décembre, de ces faiseurs de troubles. Les journaux bleus affirment qu'à moins que le Québec n'élise des unionistes, et surtout des ministrables, la province sera isolée après le scrutin et donc à la merci d'une "majorité anglophone contrariée" ¹⁷⁵. Ils tentent de rassurer la population en proclamant que le gouvernement a une politique généreuse d'exemptions, particulièrement en ce qui concerne les fils de cultivateurs, et qu'en fait "presque tous les jeunes gens ont des raisons légitimes de rester au pays plutôt que de faire du service militaire en Europe" ¹⁷⁶. Qui faut-il donc envoyer à la guerre ? "Les émeutiers, les tireurs, les chats huants que vous connaissez" ¹⁷⁷. C'est une bien curieuse façon de prétendre que les Canadiens français pourront "sauver l'honneur de notre province".

¹⁷⁵ *La Patrie*, 11 décembre 1917.

¹⁷⁶ *L'Événement*, 3 décembre 1917.

¹⁷⁷ *Ibid.*, 5 décembre 1917.

L'attitude de Bourassa se précise durant la campagne. Le directeur du *Devoir* dénonce la conscription, dont le "seul véritable motif" serait "le partage des millions du [chemin de fer] Nord-Canadien" ¹⁷⁸, et prétend que le programme unioniste est "l'antithèse de tout ce que nous aimons, croyons, voulons" ¹⁷⁹. Il trouve que l'attitude de Laurier est "faible et peu rassurante" et estime que les libéraux anticonscriptionnistes du Québec devraient pousser Laurier vers une politique "plus canadienne". Tout compte fait, afin de ne pas diviser l'opposition, Bourassa se résigne à ne pas présenter de candidats nationalistes.

La campagne électorale de 1917 tourne autour de l'unique question de la conscription, même si les libéraux auraient sans doute aimé discuter, au Canada anglais, de favoritisme, de profits excessifs, d'inflation, de mobilisation des richesses, etc. Mais autant cette cause est impopulaire chez les francophones, autant elle semble susciter l'enthousiasme des anglophones. En effet, pour beaucoup d'entre eux, la guerre est une véritable croisade contre l'autocratie et la barbarie [156] allemandes. Les églises protestantes font de la cause britannique une cause sacrée et des assemblées politiques unionistes se tiennent régulièrement dans les édifices religieux. Le surintendant de l'Église méthodiste, Dr S. D. Chown, va jusqu'à dire qu'une victoire libérale donnerait à "une sorte de religion... une influence prépondérante au sein du gouvernement du Canada" ¹⁸⁰. De leur côté, les journaux tentent de convaincre leurs lecteurs de participer à l'Emprunt de la Victoire et les sociétés patriotiques s'efforcent de stimuler le recrutement.

Laurier se trouve dans un dilemme insoluble en ce qui concerne la question de la conscription. Lui qui avait toujours prétendu agir en fonction des intérêts de l'unité nationale et de l'harmonie raciale se trouve coincé entre les désirs manifestement différents du Canada anglais et du Canada français. Au Canada anglais, le camp proconscriptionniste voit le Québec comme le principal empêchement d'un effort militaire plus vigoureux. Laurier doit donc faire face à une débandade qui menace la vie de son parti. En effet, tous les premiers ministres provinciaux, sauf un, Gouin, se rallient au gouvernement

¹⁷⁸ *Le Devoir*, 20 octobre 1917.

¹⁷⁹ *Ibid.*, 8 novembre 1917.

¹⁸⁰ *Christian Guardian*, 12 décembre 1917, cité dans J.M. Bliss, "The Methodist Church and World War I", *CHR*, vol. 49, n° 3 (septembre 1968), p. 222.

d'union. Les quotidiens libéraux anglophones, sauf trois ou quatre, appuient la cause unioniste, et nombre de lieutenants et d'organiseurs libéraux abandonnent leur chef. Au Canada français, par contre, la très grande majorité des électeurs semblent nettement hostiles à la conscription et, si Laurier ne prend pas une position assez claire là-dessus, il risque de perdre du terrain au profit de Bourassa et des nationalistes. Comment peut-il ménager la chèvre et le chou tout en maintenant une politique cohérente ?

Officiellement, Laurier propose un référendum sur le service militaire obligatoire mais il promet d'accepter la volonté de la majorité des citoyens canadiens. En attendant, il faudrait obéir à la Loi du service militaire. Au Québec, cependant, les assemblées libérales sont généralement anti-conscriptionnistes et plusieurs candidats libéraux, comme Lucien Cannon qui doit affronter Sévigny dans Dorchester, promettent de faire abroger la Loi si leur parti remporte la victoire. [157] Par contre, dans les provinces anglaises, certains candidats libéraux favorisent la conscription ou, du moins, la poursuite énergique de la guerre. En Ontario, en particulier, Laurier éprouve du mal à trouver des porte-étendard ; il intervient personnellement très peu dans la campagne, préférant laisser les candidats défendre eux-mêmes leurs positions individuelles.

Officieusement, Laurier expose son point de vue dans des lettres à ses organisateurs. Il y explique que devant l'impossibilité d'assurer l'accord du parti sur la question de la conscription, il est "disposé à laisser toute latitude à nos amis, afin que chacun se laisse guider par ses propres convictions". Les candidats pourront alors adopter trois attitudes : "D'abord, contre l'Union et contre la conscription ; deuxièmement, contre l'Union mais pour la conscription ; troisièmement, briguer les suffrages comme libéral indépendant. De ces trois positions, je préfère, bien entendu, la première" ¹⁸¹. Mais plus tard, dans une autre lettre, Laurier déclare : "Je ne puis accepter la conscription. Il est impossible de défendre la tentative du gouvernement d'imposer la conscription sans préparation et sans éduquer l'opinion publi-

¹⁸¹ APC, Fonds Laurier, Laurier à Adam Thompson, 15 novembre 1917. Voir aussi Laurier à E.M. Macdonald, Pictou, N.-E., 30 octobre 1917 ; Laurier à G.W. Kyte, St. Peters, N.-E., 30 octobre 1917 ; Laurier à D. Gregory, Toronto, Onc., 2 novembre 1917 ; Laurier à J.B. Black, Windsor, N.-E., 3 novembre 1917.

que" ¹⁸². Somme toute, la position du Parti libéral sur la question conscriptionniste demeure ambiguë ; on peut donc supposer que le vote libéral au Canada anglais ne reflète pas parfaitement l'importance du sentiment anti-conscriptionniste de la population.

À mesure que l'année 1917 s'avance et, surtout, au cours de la campagne électorale, l'hostilité du Canada anglais envers le Québec s'accroît. D'abord, la guerre attise le nationalisme des anglophones dont un grand nombre voit le Canada comme un pays anglais. L'adoption du Règlement XVII en Ontario en 1912 ainsi que l'abrogation du compromis Laurier-Greenway au Manitoba en 1916 symbolisent la réaction de nombreux anglophones à une conception "bourassiste", bilingue et biculturelle, du Canada. Deuxièmement, puisque les francophones ne s'enrôlent pas dans les mêmes proportions que les anglophones, on rejette la responsabilité de l'échec du volontariat sur le Québec et on voit la [158] conscription comme un moyen d'obliger cette province à faire, elle aussi, son devoir. Enfin, on craint que le Québec n'impose sa volonté au Canada anglais et fasse échouer la conscription et battre Borden, à moins, bien entendu, que les anglophones ne s'unissent derrière le gouvernement d'union. De plus, les anglophones comprennent très difficilement les sentiments qui peuvent expliquer le manque d'enthousiasme des francophones face à la guerre, et ils sont tentés de blâmer les chefs nationalistes comme Bourassa.

Partout, les unionistes dénoncent les nationalistes québécois, les Bourassa et même les Laurier. "Si Laurier gagne, Bourassa gouvernera le Canada" ¹⁸³, déclare T.C. Norris, premier ministre du Manitoba. "Québec est mené par un mouvement nationaliste, clérical et réactionnaire" qui vise à dominer la situation politique à travers le Canada, affirme Newton Rowell à North Bay ¹⁸⁴. Sir William Hearst, le premier ministre ontarien, demande si "un Québec solide va contrôler un Canada divisé" et recommande que l'Ontario se joigne aux autres provinces anglaises "d'une manière si forte et si claire que la domination

¹⁸² APC, Fonds Laurier, Laurier à Hume Blake, Toronto, Ont., 19 novembre 1917.

¹⁸³ *Canadian Annual Review*, 1917, p. 611.

¹⁸⁴ *Toronto Globe*, 8 décembre 1917.

du Québec ne sera plus jamais tentée" ¹⁸⁵. Le *Globe*, anciennement fidèle à Laurier, proclame : "Les libéraux anglophones ne peuvent se payer le luxe de travailler et de voter pour un parti où ils ne seront pas plus que la queue du cerf-volant nationaliste du Québec". Selon le *Toronto Mail and Empire*, la "main cachée du Kaiser se trouve derrière le désir du Québec de ne pas renforcer les troupes outremer ; le Canada anglais doit nier le désir du Québec et de l'Allemagne". Pour la *London Free Press*, l'élection n'en est même pas une. "Les Boches sont venus au Canada s'emparer de ce pays ... Ils sont rendus chez nous ... Regardez le Québec... Regardez ce qui s'est passé à Kitchener... Un vote pour un candidat de Laurier est un vote pour le Kaiser" ¹⁸⁶. Le comité de l'Union des citoyens de mande dans sa publicité : "Le Québec va-t-il gouverner le Canada ?" et prévient les anglophones : "Depuis quelques semaines, Québec a mobilisé toutes ses forces pour dominer le Canada sous le commandement réuni de Bourassa et Laurier. Tous les Canadiens [159] savent que l'Allemagne fait de la propagande dans tous les pays par ses agents, ses espions et son or... Allons-nous supposer que le Kaiser a oublié le Canada ? Si nous le supposons, nous commettons une grande erreur" ¹⁸⁷. Le comble de cette campagne anti-Québec est sans doute le commentaire du *Winnipeg Telegram*, à propos de la désastreuse explosion de Halifax, en décembre : "Au Québec, elle aurait été d'une valeur inestimable comme une leçon pour ceux qui se sont tant moqués du danger [...] de cette guerre pour le Canada" ¹⁸⁸. En effet, les relations entre les deux groupes ethniques semblaient à leur point le plus bas.

¹⁸⁵ *Canadian Annual Review*, 1917, p. 611.

¹⁸⁶ Cité dans Patrick Ferraro, *English Canada and the Election of 1917*, thèse de maîtrise, Université McGill, pp. 50-51.

¹⁸⁷ *Ottawa Evening Journal*, 10 décembre 1917 cité par A.R. McMaster, *Débats session 1918*, vol. II, p. 2587 (22 mai 1918).

¹⁸⁸ 7 décembre 1917, cité dans Ferraro, op. cit., p. 101.

Les résultats

Le Canada se trouve scindé en deux, largement sur des lignes ethniques, après le vote du 17 décembre 1917. Les unionistes font élire 153 candidats dont 115 conservateurs et 38 anciens libéraux. Seulement trois des leurs, cependant, sont victorieux au Québec et tous trois, Ballantyne, Doherty et Ames, sont élus dans des districts anglophones. Les unionistes francophones mordent la poussière ; Sévigny et Blondin, qui s'étaient présentés chacun dans deux circonscriptions, sont partout battus.

Les libéraux, de leur côté, sont presque anéantis au Canada anglais. Ils font élire dix députés dans les Maritimes, huit en Ontario (Laurier lui-même est battu dans le siège qu'il brigue dans cette province et W.L.M. King est défait dans York-Nord), et seulement deux dans l'Ouest. Avec 62 députés du Québec, le parti n'est réellement plus que le représentant de cette province où trois électeurs sur quatre l'appuient. Si l'on suppose que les francophones habitant les provinces anglaises votent pour Laurier, le schisme ethnique devient encore plus marqué. Trois des huit lauriéristes ontariens sont élus dans des districts francophones, ainsi que les quatre libéraux élus au Nouveau-Brunswick et l'unique libéral victorieux au Manitoba. D'autres libéraux [160] élus ou, plus souvent, défaits dans des régions anglophones avaient appuyé la Loi du service militaire et l'on ne saurait donc pas considérer le vote libéral dans ces districts comme nécessairement anti-conscriptionniste.

Des chefs syndicaux avaient pris à partie le gouvernement sur la conscription des ressources humaines, réclamant la conscription des richesses avant celle des hommes mais, s'il faut en juger par les résultats, leurs critiques sont restées largement au niveau de la rhétorique. Des travaillistes contestent 27 districts dans les provinces anglophones mais n'amassent qu'environ 20% du vote dans les districts où ils présentent des candidats. Le résultat illustre la relative impuissance politique du syndicalisme organisé à ce moment ainsi que la ferveur patriotique qui domine la société canadienne-anglaise. Comme les autres

citoyens, les ouvriers ne demeurent pas impassibles devant l'appel au devoir national.

Au Canada anglais, la presse proclame sa satisfaction du résultat : le Canada fera son devoir aux côtés de la mère patrie, le pays a choisi le chemin de l'honneur, il a été sauvé de la honte, de l'humiliation nationale, de la trahison. Le principal article dans le *Globe*, le lendemain du scrutin, s'intitule : "Le Dominion rejette la domination du Québec". Mais en éditorial, le journal se penche déjà vers l'apaisement. Laurier avait promis d'accepter la décision du peuple canadien, et le quotidien torontois est confiant que les Canadiens français le suivront. Les Canadiens anglais devraient cesser de parler de vengeance et se rappeler que les Canadiens français n'ont pas les mêmes liens avec l'Europe qu'eux-mêmes, "qu'ils n'ont pas eu la même occasion d'être imbibés par l'esprit d'un plus grand et plus noble impérialisme, qu'ils ont vécu dans une isolation relative et qu'ils ont été les victimes d'agitateurs politiques et de démagogues malhonnêtes et fourbes" Le *Montreal Star* émet le même son de cloche, condamnant les extrémistes des deux côtés, que ce soit les "démagogues hystériques" du Québec ou les anglophones qui veulent écraser les Canadiens français. À Toronto [161] le *Star* croit qu'il y a "tout lieu de s'attendre à ce que le Québec accepte avec maturité le résultat" et estime que Laurier peut contribuer à restaurer la bonne entente entre le Québec et le reste du pays. Dans l'Ouest, le *Grain Growers' Guide* se dit ravi de l'élection de six chefs du mouvement fermier.

Au Québec, Henri Bourassa estime que les Canadiens anglais ont "mordu à l'appât des vertigineuses perspectives de grandeur et de solidarité impériale" alors que les Canadiens français ont su résister "parce qu'ils sont nationalistes d'instinct" ¹⁸⁹. Il se dit quand même convaincu qu'un plébiscite sur le service militaire obligatoire aurait donné des résultats différents et il prédit l'éclatement du gouvernement après la guerre. *Le Soleil* est plus désillusionné et croit que "le triomphe de Borden est le triomphe du fanatisme le plus étroit". Sa seule consolation est que les traîtres canadiens-français, Sévigny, Blondin, Rainville et les autres, ont été bien battus. Quant à Laurier, chef de l'opposition, il se dit nullement surpris du résultat, sauf dans

¹⁸⁹ *Le Devoir*, 20 décembre 1917.

l'Ouest où "le sentiment populaire était avec nous" ¹⁹⁰ et il rejette le blâme sur la machine électorale unioniste et sur la Loi des élections en temps de guerre.

C'est sans doute le journal *l'Événement*, quotidien conservateur de la capitale provinciale, qui a la vision la plus réaliste. Certes, il peut se réjouir de l'élection de son propre parti à Ottawa, mais il doit déplorer son échec au Québec. D'après ce journal, le "cri de race" n'explique pas plus le vote anglophone que le vote francophone. Ce qu'on avait entendu au Canada anglais était plutôt un "cri de détresse pour la mère-patrie humiliée". Au Canada français, "nous ne considérons pas qu'à côté de nous, sous le même régime et sous les mêmes lois, vit une race qui est la majorité et dont le patriotisme a un objet contraire au nôtre. Et alors, dans ces conditions, qui, de la minorité ou de la majorité, est obligée de plier un peu ? ". En 1917, deux nationalismes s'affrontèrent et le résultat fut ce que l'on sait. En temps normal, cependant, l'espoir du Québec réside dans l'incapacité des anglophones, [162] éparpillés dans neuf provinces et dans plusieurs régions distinctes, de s'unir. Le Québec devra donc patienter jusqu'en 1921.

¹⁹⁰ APC, Fonds Laurier, Laurier à Ernest Lapointe, 23 décembre 1917.

[163]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

Deuxième partie : Les grands bouleversements

Chapitre IX

Révolte dans l'Ouest et vengeance au Québec 6 décembre 1921

[Retour à la table des matières](#)

L'élection de 1921 fut à plusieurs égards une des batailles électorales les plus passionnantes de l'histoire politique canadienne. Trois nouveaux leaders faisaient campagne, et pour la première fois, un tiers parti, le Parti progressiste, menaçait de compromettre les chances des libéraux ou des conservateurs de former un gouvernement majoritaire. Tous les observateurs prévoyaient un recul du parti ministériel mais seuls les partisans les plus convaincus des différentes formations politiques osaient se prononcer avec assurance sur l'issue du scrutin. C'était aussi le début du suffrage universel au Canada car, pour la première fois, toutes les femmes avaient le droit de vote aux élections fédérales. Par ailleurs, à la suite de révisions de la loi électorale, aucun candidat ne pouvait briguer les suffrages dans plus d'une circonscription. Tout compte fait, c'était une élection où les personnalités et les thèmes rivalisaient d'importance et où la lutte se faisait autant sur les

gestes passés que sur les promesses. Il faut aussi noter que cette campagne, commencée dès le 1er septembre, fut l'une des plus longues depuis la Confédération.

Même si la guerre mondiale est terminée depuis trois ans, le Canada continue à en subir les répercussions sur le plan économique. Après six ans de crise inflationniste souvent aiguë, le pays sombre dans une dépression, à partir de l'automne 1920, qui se manifeste par un décroissement des prix et par un taux de chômage élevé - le *Canadian Forum* [164] prétend qu'un ouvrier sur cinq se retrouve sans emploi en mai 1921 et parle d'une "urgence nationale de la première magnitude" ¹⁹¹. Si le coût de la vie baisse enfin, les salaires ont tendance à diminuer plus rapidement et les travailleurs se trouvent donc pris dans un étau. Les fermiers, de leur côté, déplorent une baisse désastreuse des prix agricoles (32% en 1920) ainsi que le coût élevé des produits ouvrés et du transport ferroviaire. Cette conjoncture pénible cause de nombreuses manifestations de mécontentement dont la plus importante est sans conteste la grève générale de Winnipeg, au printemps de 1919. Vers la fin de 1921, cependant, des signes avant-coureurs de temps meilleurs se dessinent à l'horizon. Pour les conservateurs, il est alors trop tôt pour espérer profiter de la nouvelle prospérité, mais bien trop tard pour bénéficier de la vague de patriotisme qui a existé pendant la guerre.

Position des partis

Sir Robert Borden, dont la santé est de plus en plus chancelante, se consacre avant tout à régler les problèmes de la participation du Canada à la Société des Nations et au sein de l'Empire britannique. De la fin de la guerre jusqu'à sa démission en juillet 1920, le premier ministre est souvent à l'étranger, en France et en Angleterre. Ces absences prolongées se manifestent par une carence de leadership au sein du cabinet et du Parti unioniste. Le Québec, isolé depuis la scission de 1917, le préoccupe également et Borden tente sérieusement de convaincre certaines vedettes libérales, dont sir Lomer Gouin et Ro-

¹⁹¹ *Canadian Forum*, vol. 1, n° 8 (mai 1921), p. 227.

dolphe Lemieux, de faire partie de son cabinet pour y représenter le Québec. Malgré l'évidente harmonie de leurs vues sur une question comme la protection tarifaire, la politique ferroviaire du gouvernement ainsi que la conscription et le Règlement XVII en Ontario constituent des pierres d'achoppement capitales. Gouin sait bien que se présenter sous la [165] bannière conservatrice au Québec équivaut à signer son arrêt de mort sur le plan politique.

Comme remplaçant, Borden songe d'abord à sir Thomas White, ministre des Finances de 1911 à 1919. White jouit de la confiance et du respect de la plupart des membres du cabinet mais, pour des raisons de santé et d'affaires, il ne veut manifestement pas du leadership. Borden se rabat donc sur son ministre de l'Intérieur, Arthur Meighen, peut-être en mal de popularité auprès de ses collègues du cabinet mais non auprès de la députation. Meighen a de remarquables qualités de chef mais il lui en manque une qui aurait été capitale : le don du compromis. Aux yeux des Canadiens français, le nouveau chef tory, qui avait parrainé la loi de la conscription, symbolise l'ennemi. "Ses yeux trahissent à l'affût derrière eux, l'âme du tortionnaire, froide et implacable", écrit *le Devoir*. Et Lucien Cannon, bouillant député de Dorchester, le traite de "bourreau de notre province"¹⁹² lors d'une assemblée politique à Sillery. Les fermiers de l'Ouest, pour leur part, identifient Meighen aux requins de la finance qui, croient-ils, exploitent les Prairies. Et les ouvriers n'ont pas oublié la répression commandée par Meighen lors des troubles de Winnipeg en juin 1919. On n'a pas à discuter le bienfondé de ces accusations, mais il convient de rappeler qu'un grand nombre d'électeurs voient d'un mauvais œil le nouveau leader conservateur.

Chez les libéraux, la mort de Laurier en février 1919 entraîne la tenue d'un congrès à la chefferie. Deux candidats s'affrontent : William Stevens Fielding, ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse et ministre des Finances dans le cabinet Laurier, et William Lyon Mackenzie King, ministre du Travail de 1909 à 1911. Fielding, qui avait parrainé la loi de réciprocité en 1911, avait appuyé le gouvernement unioniste en 1917 : son nom était donc anathème à la délégation du Canada français. En revanche, King, quoique pas encore une figure d'envergure nationale, avait eu la sagesse de parler très peu de la

¹⁹² *Le Soleil*, 12 septembre 1921.

conscription tout en se présentant, aux élections de 1917, comme [166] lauriériste dans un comté de Toronto. Les délégués du Québec font donc pencher la balance en sa faveur et, au quatrième tour de scrutin, King récolte 476 voix et Fielding, 438.

Thomas Crerar est le leader du Parti progressiste. Président de la Grain Growers' Grain Company depuis 1907, élu député unioniste de Marquette (Manitoba) en 1917, il souhaite que la révolte agraire suscite un réaligement du système bipartiste fédéral sur des questions telles que le tarif. L'autre chef agraire, Henry Wise Wood, a une conception certainement plus radicale du nouveau mouvement et il estime que les progressistes doivent être plus que des libéraux libre-échangistes. Wood déclare en 1920 que la question importante est celle des classes sociales et il affirme : "Nous voulons être une grande force qui provoquera un rajustement des relations entre les classes économiques" ¹⁹³. Il n'est donc pas surprenant que les libéraux et les conservateurs attaquent les progressistes en les traitant de "parti de classe".

Chacun des trois partis compte des lieutenants qui devront accomplir une lourde tâche durant la campagne. Pour les conservateurs, le Québec demeure la bête noire et Meighen éprouve beaucoup de mal à dénicher des Canadiens français qui acceptent de faire partie de son cabinet. Au début de la campagne, le sénateur P.-E. Blondin est encore le seul ministre de langue française mais le nouveau cabinet Meighen, assermenté enfin le 21 septembre, comprendra finalement trois francophones d'envergure fort modeste - aucun n'est même député - : Rodolphe Monty, Louis-de-Gonzague Belley et le docteur Louis-Philippe Normand. Un peu plus tard, le premier ministre recrute un quatrième francophone, André Fauteux, qu'il nomme solliciteur général. Si un journal conservateur torontois comme le *Mail and Empire* se réjouit de ces nominations, trouvant qu'il s'agit de "citoyens influents" qui sauront mettre un terme à l'isolement du Québec, Georges Pelletier, du *Devoir*, observateur québécois plus réaliste, accueille autrement les nouveaux ministres québécois. "Sortis de l'obscurité, ils descendront aussitôt dans l'oubli. Et s'il y a un titre d'"honorable" gravé sur leur [167] pierre tombale, ils auront tout de même été ensevelis

¹⁹³ *Canadian Annual Review*, 1920, p. 111.

vivants" ¹⁹⁴. Paroles prophétiques, car tous quatre mordront la poussière en décembre !

Meighen cherche également à rajeunir l'image de son parti au Canada anglais. Le vieux sir George Foster, ministre du Commerce, ainsi que C.J. Doherty, ministre de la Justice, et quelques autres prennent leur retraite et les futures vedettes des années 30, R.B. Bennett, R.J. Manion et H.H. Stevens, se voient confier des portefeuilles. Une autre nomination, celle du docteur J.W. Edwards comme ministre de l'Immigration, n'est pas de nature à plaire aux francophones pour qui le député de Frontenac a "le cerveau farci de tous les préjugés, de tout le fanatisme, de toute la stupidité orangistes" ¹⁹⁵.

Les libéraux sont en excellente situation dans l'Est du pays. Fielding revient au bercail en Nouvelle-Écosse et les candidatures d'éminents Canadiens français, déjà nombreuses avec Lemieux, Lapointe, Béland, Bureau et d'autres, sont encore rehaussées quand sir Lomer Gouin, premier ministre de la province de 1905 à 1920, accepte de briguer les suffrages (comme "simple soldat", dit-il) dans Outremont. En Ontario et dans l'Ouest cependant, King éprouve bien du mal à trouver des têtes d'affiche. Son parti est sérieusement atteint, décimé par les unionistes en 1917 et menacé maintenant par les Fermiers. Quant à Crerar, il compte beaucoup sur H.W. Wood en Alberta, artisan de la victoire des Fermiers-Unis aux élections provinciales de juillet 1921, et sur E.C. Drury en Ontario, premier ministre de cette province depuis les élections de 1919. Notons que les autres provinces ont toutes à leur tête des gouvernements libéraux ou libéraux-progressistes et que les appuis provinciaux des conservateurs sont donc extrêmement faibles, sinon inexistants.

Les trois partis sont sur un pied de guerre depuis plusieurs mois et cherchent à préciser leurs politiques sur les principales questions de l'heure. Les conservateurs tiennent un congrès d'orientation en juillet 1920 où ils se rebaptisent "Parti national libéral-conservateur". Au niveau du programme, le parti commence par souligner sa [168] fidélité aux liens impériaux tout en affirmant l'autonomie du Canada et en réclamant le droit des Dominions de participer à l'élaboration des politiques britanniques qui peuvent affecter tout l'Empire. Puis, en Cham-

¹⁹⁴ *Le Devoir*, 16 septembre 1921.

¹⁹⁵ *Ibid.*, 22 septembre 1921.

bre, au cours du débat sur les relations entre le Japon, l'Empire britannique et la République américaine, Meighen développe la doctrine du rôle international spécial du Canada en tant que "trait d'union entre la Grande-Bretagne et les États-Unis" ¹⁹⁶. Enfin, il va sans dire que le tarif revêt encore une importance particulière pour les conservateurs qui disent vouloir le réviser afin de procurer un revenu accru à l'État fédéral, stabiliser les industries déjà en place et même en créer de nouvelles.

Les libéraux, à leur congrès de leadership en août 1919, adoptent eux aussi une politique de révision tarifaire. Afin de s'attirer le vote des fermiers et de freiner l'ascension des progressistes, ils proposent d'admettre en franchise les instruments aratoires et les fertilisants. Mais, durant la campagne, il leur faudra atténuer ces promesses de libre-échange pour conserver l'appui de protectionnistes notoires, surtout des Canadiens français comme Lemieux et Gouin. Ménager la chèvre et le chou constituait, à n'en pas douter, l'une des principales qualités de King ; toutefois, cette politique ne connaîtra qu'un succès mitigé en 1921. Durant la session parlementaire pré-électorale, Fielding, critique financier des libéraux, s'en prend aux dépenses extravagantes du gouvernement et lui demande de hausser l'impôt sur le revenu au lieu d'augmenter les impôts indirects. Par ailleurs, les libéraux ne manquent pas de manifester leur sympathie à l'égard des nouvelles unions catholiques du Québec et de dénoncer certains gestes du ministre conservateur du Travail, Gideon D. Robertson.

Du côté des fermiers, le Conseil canadien de l'agriculture a lancé en 1918 un manifeste intitulé la "Nouvelle politique nationale", en opposition évidente aux principes qui avaient inspiré la politique nationale - et tarifaire - de John A. Macdonald. On y propose des réductions draconiennes dans l'échelle tarifaire, tout en exigeant [169] l'instauration du libre-échange avec la Grande-Bretagne ainsi que la ratification par le Parlement canadien du traité de réciprocité de 1911 avec les États-Unis. Par ailleurs, Crerar préconise le développement d'industries qui sont naturelles au pays, comme celles de la forêt, de l'agriculture et de la pêche, afin de subvenir aux besoins américains en ressources et en denrées alimentaires. Tout comme les mouvements radicaux américains, les fermiers canadiens proposent des réformes

¹⁹⁶ *Débats...*, session 1921, vol. III, p. 2693 (27 avril 1921).

politiques, telles que l'utilisation du référendum et le droit des électeurs de destituer leurs députés, en vue d'accroître la participation populaire.

Déroulement de la campagne

À l'ouverture de la campagne, les conservateurs ont raison de s'inquiéter. Leur majorité en Chambre, de 71 qu'elle avait été après les élections de 1917, n'est plus que de 21. Certains unionistes avaient quitté les bancs de la majorité pour siéger comme progressistes ou Indépendants. De plus, le gouvernement avait perdu plusieurs élections partielles après de vigoureuses campagnes. Par exemple, dans Elgin-Est (Ontario), à la fin de 1920, le candidat agraire a remporté la victoire dans une lutte à trois, malgré la participation de quatre ministres et de Meighen lui-même, et en juin 1921, dans Medicine Hat (Alberta), district traditionnellement conservateur, le candidat des fermiers défait un candidat ministériel bien connu par une majorité de près de 10,000 voix.

C'est à London, Ontario, le 1er septembre, qu'Arthur Meighen ouvre sa campagne électorale. Au dire du premier ministre, la question de l'heure, l'objet de cette élection, c'est la question tarifaire. Favorable à un régime de protection modérée, Meighen donne clairement à entendre que les partis oppositionnistes, trop peu protectionnistes, jouent le jeu des Américains ; les conservateurs, eux, sont les véritables gardiens de l'intégrité du pays parce qu'eux seuls réclament "un [170] système tarifaire fait par les Canadiens pour les Canadiens" ¹⁹⁷. Le 27 septembre, chez lui, à Portage-la-Prairie, le chef tory arbore de nouveau le drapeau de la protection : "Allons-nous, oui ou non, continuer le système protecteur ? C'est là la question. C'est là toute la question !" ¹⁹⁸. Mais fort soucieux des intérêts de ses électeurs des Prairies, le premier ministre prend soin de souligner que la protection ne se traduit pas nécessairement par des tarifs élevés et que la concurrence étrangère, moyennant certaines conditions, est saine.

¹⁹⁷ *Toronto Daily Mail and Empire*, 2 septembre 1921.

¹⁹⁸ *Ibid.*, 28 septembre 1921.

Le 30 septembre, le chef conservateur est à Montréal où il s'adresse à environ 4,000 électeurs au Monument national. Après avoir dénoncé la menace du parti de Crerar et de Wood pour l'indépendance fiscale sinon politique du pays, Meighen fait appel à la bonne entente et à l'harmonie entre les races. Certes, il doit bien se douter des sentiments du Québec à son endroit car il s'en prend à ceux qui, "en un langage qui frise la trahison", cherchent à "soulever des sentiments de revanche contre les autres parties du Canada" ¹⁹⁹. D'après le journaliste du *Devoir*, le ministre Louis-de-Gonzague Belley, qui a prononcé un discours à la même occasion, a soulevé l'hilarité générale en prétendant qu'il ne fallait pas parler de la conscription puisque c'était une question qui relevait du passé.

Meighen passe la première quinzaine d'octobre dans les Maritimes où il plaide la cause de la protection, affirme que le chômage est un phénomène universel dont la guerre (et non son gouvernement) doit porter la responsabilité, défend la politique ferroviaire de son administration et s'efforce de démentir les accusations d'extravagance que lui lancent les libéraux. Le ministre André Fauteux, qui est du voyage, s'évertue à démontrer que le Québec va appuyer Meighen car le premier ministre a "le don de s'attirer les meilleurs hommes de la province" ! ²⁰⁰.

Les conservateurs publient leur manifeste électoral alors que le chef du parti est en tournée dans l'Est. Comme il fallait s'y attendre, le document affirme que la guerre n'est qu'un souvenir et non [171] une question électorale, que l'Empire britannique, qui n'empêche nullement le Canada de parvenir à sa pleine autonomie, devrait être maintenu, et que le tarif protecteur fait progresser l'économie canadienne. Ces mêmes thèmes sont repris à l'occasion d'une série d'assemblées en Ontario. Au cours de l'une d'entre elles, tenue au Massey Hall, Toronto, le ministre de l'Immigration harangue la foule : "Croyez-vous qu'il serait sage pour le gouvernement d'ouvrir nos portes et permettre aux étrangers de ces pays européens ravagés par la guerre de venir au Canada ?" ²⁰¹ "Non", hurle la foule. Et d'enchaîner le docteur Edwards : Il en va de même du tarif. Si on ouvre les portes aux produits fabri-

¹⁹⁹ *Le Devoir*, 1er octobre 1921.

²⁰⁰ *La Presse*, 7 octobre 1921.

²⁰¹ *Toronto Daily Mail and Empire*, 29 octobre 1921.

qués par une main-d'œuvre étrangère à bon marché, le pays sera vite inondé.

Au début de novembre, Meighen vient au Québec. Dans la vieille capitale, au milieu d'interruptions constantes, il dit ne rien regretter de la politique de guerre de son gouvernement. Les journalistes admettent qu'il s'en tire honorablement et l'on peut même parler de triomphe personnel. Par contre, son ministre des Postes, Louis-de-Gonzague Belley, ne réussit même pas à dominer les huées de la foule. A Sherbrooke, Rodolphe Monty répète que le premier ministre n'est pas l'ennemi des Canadiens français et il affirme que l'isolement du Québec, depuis 1917, n'est pas imputable au fanatisme de race mais plutôt au refus des Québécois de représenter leur province au sein du cabinet. Quittant le Québec, Meighen s'en va alors passer quelque temps dans les Prairies puis revient en Ontario terminer une épuisante campagne de plus de trois mois.

La campagne libérale n'est pas moins vigoureuse. King, cependant, éprouve de nombreuses difficultés à présenter une politique tarifaire et ferroviaire précise, handicapé qu'il est par des dissensions au sein de son propre parti. Il préfère y aller en douceur sur la question des tarifs et cherche plutôt des terrains de bataille plus sûrs. Typiquement, alors, King prononce un discours à Windsor, Ontario, dès le 20 août, où il reconnaît la nécessité de tarifs pour fins de revenu mais soutient qu'il faudrait tout de même réviser le tarif existant pour [172] mieux servir les intérêts des consommateurs et des producteurs. Qui pourrait s'opposer à cela ? À Toronto, le 20 septembre, King ne consacre que vingt minutes d'un discours de deux heures à cette question qu'il se garde toujours d'aborder de front : il promet de faire confiance à ses hommes "les plus en vue dans les rangs du parti" et de trouver "dans leur sagesse collective la boussole qui indiquera la direction en traversant les mers inconnues de l'avenir" ²⁰² ! Le chef libéral consacre bien plus de temps à accuser le gouvernement de saboter les principes du gouvernement responsable en se comportant d'une manière dictatoriale en Chambre et à dénoncer l'énorme augmentation de la dette depuis dix ans ainsi que l'extravagance du gouvernement dans les dépenses publiques, surtout celles des chemins de fer.

²⁰² *La Presse*, 21 septembre 1921.

Deux jours plus tard, King est à l'aréna de Mont-Royal pour participer à un banquet commémorant le 25^e anniversaire de l'entrée au Parlement de Rodolphe Lemieux. Ernest Lapointe, Jacques Bureau, sir Lomer Gouin, Louis-Alexandre Taschereau et le maire Médéric Martin y assistent. Gouin, protectionniste notoire lié aux milieux de la rue Saint-Jacques, déclare sans ambages que l'absorption américaine suivrait la démolition de notre muraille douanière et Taschereau, on s'en doute, abonde dans le même sens. Gouin dénonce aussi les "déficits désastreux" encourus par les chemins de fer nationalisés alors que Taschereau enchaîne : "Cette folle et triste aventure de la régie de l'État nous conduit à l'abîme, si nous n'y mettons pas fin" ²⁰³. De son côté, le jubilaire appuie lord Shaughnessy, l'ancien président du Canadien-Pacifique, qui avait proposé que le C.P.R. gère les Chemins de fer nationaux et que le gouvernement n'acquière pas le Grand-Tronc. De conclure Lemieux : "L'on criera au monopole, mais entre deux maux Il faut choisir le moindre. Je préfère le monopole à la banqueroute". Plus tard, King dira que Lemieux parlait à titre purement personnel.

Ensuite, dans les Maritimes, King continue de traiter le chef conservateur de "réactionnaire" et d' "autocrate" et, à Moncton, il va jusqu'à le comparer à Lénine et Trotsky, mettant en parallèle les [173] dictateurs soviétiques et la "violence législative" du chef conservateur ! Puis, revenant au Québec, le chef libéral remarque des cargaisons de munitions sur le quai de la gare de Lévis et aussitôt, il accuse Meighen d'armer le pays tout en prêchant le désarmement. Le premier ministre a beau rétorquer que ces armes constituaient une remise de prêt effectuée par la Grande-Bretagne, King reviendra maintes fois sur ce sujet évidemment rentable, surtout au Québec.

De retour en Ontario, à Port Arthur, King soulève l'affaire Rioridon : cette compagnie de papier aurait bénéficié, pendant la guerre, d'avantages fiscaux "scandaleux", preuve que les conservateurs favorisent toujours les gros intérêts. Ensuite, le chef de l'opposition s'en va dans l'Ouest. Ses discours révèlent son art d'esquiver les questions délicates. Avait-il l'intention d'abolir le Sénat ? "Si la majorité tory tentait de bloquer les mesures réformatrices, une demande insistante se

²⁰³ *Le Devoir*, 23 septembre 1921.

ferait pour la réforme du Sénat" ²⁰⁴. Était-il en faveur du rétablissement de la Commission du blé, monopole gouvernemental qui s'était chargé de la mise en marché du blé en 1919 ? "Plusieurs opinions existent à ce sujet, même entre les gens de l'Ouest ; la question sera étudiée". De nouveau en Ontario, King réfute Gouin et les autres libéraux montréalais en soutenant qu'il faut donner une chance aux Chemins de fer nationaux. C'est à Newmarket, dans son comté de York-Nord, que King clôture sa campagne le 5 décembre, en condamnant l' "autocratie entrônée" qui avait "avalé les usages du gouvernement responsable" ²⁰⁵.

Au Québec, les lieutenants de King font de cette élection leur affaire. Gouin et, Walter Mitchell, trésorier provincial, s'occupent de la région de Montréal, Insistant sur les thèmes économiques ; en province, Ernest Lapointe, Rodolphe Lemieux, Jacques Bureau, Lucien Cannon, C.G. (Chubby) Power, le docteur Henri Béland, P.-J.-A. Cardin et d'autres vedettes mettent l'accent sur la conscription et sur l'autocratie gouvernementale.

Thomas Crerar, chef des progressistes, engage le combat à Brandon, le 5 octobre, en niant fermement que son parti souhaite [174] l'instauration d'un gouvernement de classe. Bien au contraire, "l'une des plus saines aspirations du mouvement progressiste est de faire table rase de la législation de classe. Du mouvement agraire a surgi un nouvel idéal dans la vie publique" ²⁰⁶. D'après Crerar, c'est plutôt le parti de Meighen qui assure la domination d'une classe car il ne représente que les gros intérêts. A l'encontre de Meighen, il déclare que le tarif n'a pas apporté la prospérité et que le principe de protection n'est pas acceptable, ni économiquement ni moralement ; pour développer la richesse du Canada, mieux vaut augmenter la production des denrées alimentaires, des minéraux et des produits forestiers.

Au milieu d'octobre, Crerar commence une tournée ontarienne à Brampton. Là, comme ailleurs dans la province, E.C. Drury, Manning Doherty et J.J. Morrison du gouvernement provincial viennent aussi haranguer les électeurs. Dans son discours de Brampton, le chef progressiste déclare que l'élimination des tarifs constitue un but ultime,

²⁰⁴ *La Presse*, 16 novembre 1921.

²⁰⁵ *Toronto Dally Mail and Empire*, 6 décembre 1921.

²⁰⁶ *Le Devoir*, 6 octobre 1921.

pas un objectif immédiat, et tout comme King, il refuse d'admettre que le tarif soit le seul sujet de débat durant la campagne.

Mais Crerar passe le plus clair de son temps dans les Prairies où il est appuyé activement par les gouvernements Norris du Manitoba et Greenfield de l'Alberta. Il insiste beaucoup sur le problème de la mise en marché du grain, problème aggravé par la forte baisse des prix des produits agricoles, et il défend les Chemins de fer nationaux tout en demandant une réduction des taux de fret. Le chef progressiste déclare également qu'une politique d'immigration agressive pourrait résoudre les difficultés financières et ferroviaires du pays. Par ailleurs, tout comme King, il reproche au gouvernement Meighen d'avoir usurpé le pouvoir. La campagne progressiste est soutenue vigoureusement dans l'Ouest par le *Grain Growers' Guide* ainsi que par la *Manitoba Free Press*, et en Ontario par le *Farmers' Sun* et le *Citizen* d'Ottawa.

Plusieurs candidats socialistes participent aussi à la campagne sous la bannière du Parti ouvrier indépendant. Ils blâment le [175] gouvernement d'encourager l'immigration à une époque de chômage et, devant le nombre de sans-travail, ils doutent des mérites d'une politique protectionniste. Leur candidat dans Parkdale (Toronto), James Simpson, en étonne plusieurs quand il déclare qu'il aimerait mieux faire partie du gouvernement bolcheviste que de la Chambre des Communes de Londres. Pareille déclaration n'a pas dû lui gagner beaucoup de votes !

Les nationalistes canadiens-français, quant à eux, se tiennent cois et Henri Bourassa décide, pour des raisons de santé, de ne pas briguer les suffrages. Lors d'un discours au Monument national, il soutient que le gouvernement Meighen, par son personnel, son programme et ses actes, "ne mérite pas la confiance du peuple canadien". Il juge King "d'une valeur morale et d'une culture intellectuelle" supérieures à celles de Meighen, mais Il se méfie des sources des fonds électoraux du Parti libéral et s'inquiète de l'influence de la clique de Gouin, "domestiques de la haute finance montréalaise". Le directeur du *Devoir* recommande alors d'appuyer des candidats indépendants, comme Armand Lavergne, qui pourraient se rapprocher du parti agraire et, là où il n'y aurait pas d'indépendants, de se rabattre sur les libéraux.

Les thèmes économiques dominant durant cette campagne. Pour le gouvernement, le tarif demeure la question centrale, alors que les libé-

raux veulent parler aussi de politique ferroviaire et de chômage. Quant aux progressistes, ils se révèlent plus hostiles au tarif que les libéraux tandis qu'ils appuient le principe d'étatisation des chemins de fer avec bien plus de conviction que le gouvernement. Pour les partis de l'opposition, le coût de la vie et les dépenses gouvernementales "extravagantes" sont aussi des questions qu'il faut traiter.

Les conservateurs prétendent que seul le tarif peut garantir l'indépendance politique et économique du Canada. Son abolition, ou même une réduction substantielle, serait économiquement néfaste et même politiquement déloyale. En effet, les tenants de la protection voient Crerar, avec sa politique libre-échangiste, comme "l'homme d'oncle Sam" ²⁰⁷ ; ils soutiennent, plus spécifiquement, que sans les tarifs, beaucoup de [176] nos manufactures, incapables de concurrencer l'industrie américaine, fermeraient leurs portes, jetant les ouvriers sur le pavé. Les nouveaux tarifs douaniers américains mettent du vent dans les voiles du parti gouvernemental car depuis leur mise en vigueur, en juin 1921, les exportations aux États-Unis des produits laitiers, du bétail, de la farine de blé et des légumes avaient diminué d'environ 75% ²⁰⁸. De leur côté, les partis oppositionnistes affirment que le tarif favorise une oligarchie de gros manufacturiers qui étranglent les petits producteurs, qu'il protège des industries qui sont souvent des succursales américaines, et qu'il n'a pas empêché la création d'une armée de plusieurs dizaines de milliers de chômeurs.

Le problème ferroviaire fait l'objet de nombreux débats pendant la campagne. La condition financière précaire de certaines compagnies, pendant la guerre, avait amené le gouvernement à assumer le contrôle puis, finalement, à étatiser plusieurs lignes, dont le Nord-Canadien, le Grand-Tronc Pacifique et le National-Transcontinental. Le gouvernement se voyait ainsi à la tête d'un réseau de 22,000 milles, fortement déficitaire depuis quelques années, où l'on doit engloutir des millions de dollars à titre de subventions. En effet, le déficit de 1920 pour ces lignes s'élève à \$36.8 millions ²⁰⁹ et aucune des quinze lignes du réseau national n'affiche un surplus. La dépression commerciale, la compétition du Canadien-Pacifique ainsi que des problèmes d'organi-

²⁰⁷ *Toronto Daily Mail and Empire*, 20 octobre 1921.

²⁰⁸ *Saturday Night*, 1er décembre 1921.

²⁰⁹ *Canadian Annual Review*, 1921, p. 377.

sation nuisent aux chemins de fer gouvernementaux alors même que le public de l'Ouest et des Maritimes réclame des taux de fret plus bas. Les libéraux dénoncent la mauvaise administration gouvernementale : Gouin, Lemieux et d'autres libéraux montréalais prétendent même que le gouvernement aurait dû aider financièrement les compagnies ferroviaires en difficulté au lieu de les exproprier. De leur côté, les conservateurs rétorquent que la politique de grandeur de Laurier, dans le domaine de la construction des voies ferrées, avait manqué de réalisme, ne tenant pas compte des possibilités économiques du pays. D'ailleurs, selon sir Joseph Flavelle, grand financier qui a dirigé le Grand-Tronc, le [177] National-Transcontinental et le Grand-Tronc Pacifique n'auraient jamais dû être construits.

Sur le plan des relations ethniques, Il est évident que quatre ans après la crise de la conscription, l'animosité entre anglophones et francophones est loin d'être apaisée. Alors que Meighen prêche la bonne entente au Québec, se justifiant peut-être aux yeux des anglophones, les libéraux de langue française voient à ce que les mauvais souvenirs ne s'estompent pas trop tôt. King, essayant de racheter le Parti libéral au Canada anglais, doit évidemment se méfier de la campagne de ses lieutenants québécois, de crainte qu'elle tourne contre lui dans les autres provinces. Les observateurs qui se veulent impartiaux se doutent bien, dès le début de la campagne, que le thème de conscription demeurera au premier plan au Québec et qu'en Ontario on exploitera les préjugés de race comme en 1917. *L'Action catholique* lance un appel pour que tous, partisans, chefs et simples électeurs, pensent "avant tout à l'intérêt du Canada qui veut une politique nationale, qui a besoin de gouvernants dont la première et dernière pensée soit pour notre patrie canadienne" ²¹⁰. Peine perdue ! Le thème de la "revanche à prendre" ²¹¹ est au centre de la campagne libérale au Québec. À Saint-Jean-Port-Joli, Fernand Fafard, député de l'Islet, demande aux électeurs de "se souvenir des insultes si copieusement distribuées à notre province et à notre race en 1917" ²¹² alors qu'Ernest Lapointe et d'autres orateurs dénoncent les "calomniateurs d'hier" qui "se mettent à nous faire des mamours" aujourd'hui pour assurer "notre" vote. A Sil-

²¹⁰ 13 septembre 1921.

²¹¹ *Le Soleil*, 19 septembre 1921.

²¹² *Ibid.*, 6 septembre 1921.

lery, Lucien Cannon admet que les Anglais "nous bourrent de compliments" mais rappelle : "Quand Judas a trahi le Christ, il ne l'a pas couvert d'injures, il lui a donné un baiser (...) Notre province a été crucifiée sur le calvaire de la conscription. On vous dit d'oublier cela, d'oublier le passé. Un homme qui se respecte n'a pas le droit de tendre la main à celui qui a traîné son honneur dans la boue. L'heure de la revanche de Québec est venue" ²¹³. À Lachine, Rodolphe Lemieux tente de prouver que la conscription n'était même pas nécessaire puisque la majorité des enrôlés [178] n'ont pas été envoyés au front. Les journaux libéraux entonnent le même refrain : *Le Soleil*, en éditorial, se moque de Meighen qui reproche à King de "remuer les vieilles affaires depuis longtemps oubliées" et demande : "Est-il possible que le peuple de notre province ait déjà oublié toutes les insultes et les injures dont la presse de M. Meighen l'a abreuvé en 1917 ?" ²¹⁴. Les résultats du scrutin vont donner une réponse claire.

En Ontario, les progressistes proposent le rappel du notoire Règlement XVII quoique E.C. Drury, le premier ministre, s'oppose à tout changement. De son côté, l'*Orange Sentinel* affirme que la question bilingue est bel et bien morte et enterrée et qu'un vote pour les progressistes est un vote pour les "bilinguistes français". Le Toronto Telegram abonde dans le même sens et déclare qu'une victoire de King signifierait purement et simplement que "Québec, qui a refusé de se battre quand le Canada était en danger, gouvernerait le Canada dont la liberté a été achetée par les autres provinces au prix de leur sang" ²¹⁵. Même un journal libéral comme le *Star* de Toronto constate l'ampleur du problème mais, fidèle à son parti, il conseille aux électeurs torys désireux de faire valoir le point de vue torontois à Ottawa de voter pour les libéraux ontariens. Hélas ! c'est un appel auquel les Torontois resteront sourds !

Bien que les questions de tarifs, de politique économique et fiscale et de relations ethniques semblent le plus préoccuper les électeurs, les politiciens introduisent d'autres thèmes dans la campagne. Le prétendu autoritarisme du gouvernement Meighen revient constamment dans les discours de l'opposition. La question de l'immigration est discutée

²¹³ Ibid., 12 septembre 1921.

²¹⁴ Ibid., 12 octobre 1921.

²¹⁵ *Toronto Evening Telegram*, 1er décembre 1921.

également, certains favorisant une immigration plus considérable alors que bien d'autres prétendent que les éléments étrangers, trop nombreux et mal choisis, sont à l'origine des crises sociales de l'après-guerre. En demandant aux candidats d'aborder le problème de l'immigration, *le Devoir* les prévient que "les plaies sociales et nationales peuvent entraîner la ruine d'un pays"²¹⁶. Quant aux thèmes de [179] l'impérialisme et du nationalisme canadien, on les retrouve aussi au second plan durant cette campagne. Dans son manifeste, Meighen défend l'autonomie canadienne au sein de l'Empire britannique et l'opposition peut difficilement s'engager plus avant. L'effort global du Canada en vue d'assurer une plus large mesure d'autonomie à sa politique étrangère et impériale reçoit sans doute l'appui d'une majorité de la population, mais les partis se rendent compte des dissensions qu'ils risquent d'entraîner chez leurs propres partisans s'ils insistent sur des aspects trop particuliers de la question. Bien entendu, la presse conservatrice accuse King de déloyauté, lui qui s'est opposé à la conscription, donc à l'aide à nos soldats qui moisissaient dans les tranchées. Le *Telegram* reproche aussi à King ses tentatives de parler aux "boches du Saskatchewan" dans leur propre langue et le quotidien torontois reproduit une page publicitaire du Parti libéral publiée dans un hebdomadaire allemand des Prairies. Le *Globe* et le *Toronto Star* rétorquent que les conservateurs ont, eux aussi, fait de la publicité électorale en allemand et ils en livrent le texte. Pour convaincre les électeurs de leur patriotisme, les libéraux ne manquent pas de souligner la présence sur les rangs à Toronto de plusieurs soldats, dont le major-général Robert Rennie, adversaire de l'ex-maire T.L. Church.

Au Québec, la question de l'impérialisme suscite un certain intérêt. Ceux qui trouvent Meighen trop impérialiste l'accusent de s'occuper davantage de la Mésopotamie, de la Silésie et de l'Albanie que du Canada. De son côté, *le Devoir* rappelle que personne ne sait réellement ce que Meighen a dit ou fait à la conférence de Londres en juin 1921 et craint que Borden, délégué canadien à la conférence de Washington sur le désarmement, n'assure la coopération du Canada à la construction et à l'entretien d'une flotte impériale, selon les projets préparés par lord Jellicoe. Pour Henri Bourassa, les difficultés de l'heure résultent de la participation à la guerre. "Si jamais le bolchevisme prend

²¹⁶ *Le Devoir*, 27 octobre 1921.

corps et ébranle l'ordre social au Canada", dit-il, il faudrait blâmer la "politique folle et criminelle, antisociale et antinationale"²¹⁷ des impérialistes.

[180]

Le jour du scrutin, 635 candidats, le plus grand nombre d'aspirants jusque-là depuis la Confédération, se disputent les 235 sièges. Les conservateurs en contestent 208, les libéraux 202, et les progressistes, 148. On note aussi 28 travaillistes, socialistes et communistes, et 49 indépendants.

Résultats du scrutin

Le 6 décembre 1921, le gouvernement conservateur d'Arthur Meighen essuie une défaite retentissante. Le premier ministre et dix de ses collègues du cabinet (dont Robert Rogers, R.B. Bennett et les cinq Québécois) sont battus ; le Parti conservateur n'obtient que 50 sièges. C'est aussi l'unique fois dans l'histoire électorale canadienne qu'un tiers parti devance un vieux parti à l'échelle nationale : les progressistes font élire 64 candidats, 14 de plus que les conservateurs : leur chef, T.A. Crerar, est réélu dans Marquette et un de leurs candidats heureux, Agnes MacPhail, victorieuse dans Grey Sud-Est, sera la première femme à siéger au Parlement fédéral. Quant aux libéraux, ils pourront compter, mais de justesse, sur une majorité absolue en Chambre grâce à l'appui de quelques indépendants. Il faut aussi signaler l'élection de deux travaillistes bien connus depuis la grève générale de 1919, J.S. Woodsworth de Winnipeg et William Irvine de Calgary.

La répartition des sièges indique clairement l'existence de blocs régionaux. La révolte des Prairies se manifeste de façon éclatante, car les progressistes détiennent maintenant 37 des 43 circonscriptions. Les ministériels n'y élisent pas un seul candidat et les libéraux doivent se contenter de trois représentants. Le Québec proclame de manière incontestable son mécontentement envers le gouvernement en envoyant à Ottawa un bloc libéral solide de 65 députés. Dans les Maritimes, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse ne choisissent

²¹⁷ Ibid., 11 novembre 1921.

que des libéraux alors que le Nouveau-Brunswick partage son allégeance. [181] L'Ontario donne une majorité de sièges (37) au parti de Meighen mais King et Crerar font des percées importantes, avec 21 et 24 élus respectivement. La Colombie britannique accorde, comme l'Ontario, des appuis aux trois partis tout en manifestant une certaine préférence à l'endroit des conservateurs.

Le système électoral, comme d'habitude, ne traduit pas très fidèlement la volonté populaire. Les libéraux, avec quatre votes sur dix, ont deux fois plus de sièges que les conservateurs, qui ont quand même reçu trois votes sur dix. Le vote populaire du parti de Meighen dépasse le vote progressiste d'environ 7%, mais les progressistes font élire 14 députés de plus que les conservateurs. En plus de fausser le jeu de la démocratie, le système électoral contribue à accentuer la régionalisation du pays. Ainsi les Prairies semblent appuyer quasi unanimement les progressistes quand l'on considère le nombre de députés élus. En fait, sur à peu près 570,000 suffrages exprimés, les progressistes n'en ont que 300,000. Mais ces 300,000 voix suffisent à assurer l'élection de 38 députés, alors que les 115,000 votes conservateurs n'en élisent aucun. Quant au Québec, où un électeur sur cinq a appuyé un candidat tory, le parti est privé de toute représentation au Parlement. Sous un autre angle, les 445,000 votes conservateurs en Ontario lui valent 37 sièges, alors que, dans six autres provinces, 365,000 voix ne réussissent pas à faire élire un seul député. N'est-il pas évident que le système électoral rend le Parti conservateur, en 1921, beaucoup plus régional, beaucoup plus ontarien, qu'il ne l'était en réalité ?

Néanmoins, la "balkanisation" du Canada en 1921 s'avère incontestable et indique de profondes divergences d'opinions et d'intérêts. L'Ouest proteste contre la position d'infériorité dans laquelle il croit se trouver. Beaucoup d'Ontariens dans les régions industrielles se montrent sensibles aux appels de Meighen sur le tarif, alors que nombre de ruraux préfèrent les propositions bien différentes des progressistes. Quant au Québec, si le chemin de fer préoccupe les districts anglophones, c'est la conscription, la guerre et l'image de Meighen qui tiennent [182] la vedette dans les comtés francophones.

Quant aux réactions des contemporains, il est évident que l'amertume transpire dans les analyses du scrutin faites par la presse conservatrice ontarienne. Le *Telegram* craint la domination politique, économique et peut-être même cléricale du Québec et se réjouit de ce que

Toronto (moins York-Nord, bien entendu où W.L.M. King a remporté la palme) n'ait à assumer la responsabilité de cette "humiliation nationale". Le *Mail and Empire* attribue la défaite de Meighen aux passions populaires des Canadiens français et à la propagande de classe dans l'Ouest ainsi qu'à certaines difficultés économiques conjoncturelles. Ce journal croit que la question de l'heure est : "Allons-nous être gouvernés suivant des politiques canadiennes ou seulement canadiennes-françaises ?". Naturellement, l'*Orange Sentinel* dénonce les préjugés des Québécois et titre : "Les Canadiens français gouverneront le Canada pendant cinq ans" ²¹⁸. À Montréal, le *Star* qui avait été très réservé dans son appui aux ministériels, reproche au Parti conservateur d'avoir permis au socialisme, par le truchement des chemins de fer étatisés, de s'infiltrer dans ses rangs, et aussi d'avoir manifesté trop peu d'ardeur dans son appui à la cause impériale. "Le remède consiste à retourner aux principes conservateurs", conclut ce quotidien.

En contrepartie, les organes libéraux hors du Québec font l'impossible pour démontrer que la victoire libérale n'est réellement pas la victoire du Québec sur le Canada. Le *Toronto Star* signale que les électeurs de cinq provinces autres que le Québec ont blanchi le Parti conservateur et le *Globe* prétend que c'est en fait le "conservatisme autocratique désuet" qui a défait Meighen. Ce dernier journal s'inquiète tout de même de l'avenir des chemins de fer publics maintenant que les Gouin et les Lemieux sont au pouvoir.

Au Québec, les libéraux fêtent leur victoire électorale : *le Soleil* titre, en grosses lettres, "la revanche, enfin !" et se félicite de l'effondrement complet d'un régime "édifié sur la fraude, la corruption et le vol". Dans *le Devoir*, Henri Bourassa écrit que tout bon [183] Canadien doit se réjouir à la dure rebuffade infligée au plus détestable élément politique du pays : le conglomérat tory-orangiste-impérialiste-unioniste d'Ontario". Le directeur du *Devoir* tire aussi une leçon de la défaite des ministres canadiens-français de Meighen : "Personne n'a le droit de mettre son honorabilité personnelle au service d'une mauvaise cause, de prêter sa valeur sociale aux mécréants et aux saltimbanques afin qu'ils s'en servent comme d'un paravent ou d'un tremplin". Sur un autre plan, Bourassa dit espérer que les progressistes accepteront de

²¹⁸ *The Sentinel and Orange and Protestant Advocate*, 20 décembre 1921.

croître dans l'opposition, sans pactiser avec les libéraux, sans compromettre leurs principes.

Du côté progressiste, le *Farmers' Sun* de Toronto, optimiste même si son parti n'a pas remporté en Ontario toutes les victoires escomptées, estime que le conservatisme et le libéralisme ont été acculés à leurs derniers bastions : le premier à Toronto, le dernier au Québec.

Dans son analyse post-électorale, le *Canadian Forum* soulignait le développement très évident des blocs régionaux du Canada et concluait : "L'homme qui saura rétablir et favoriser un esprit d'unité entre la ville et la campagne, entre l'Ontario et le Québec d'une part et entre l'Ontario et l'Ouest d'autre part, est l'homme du destin" ²¹⁹. Peu de gens pouvaient deviner, en 1921, que William Lyon Mackenzie King pût être cet homme !

²¹⁹ *Canadian Forum*, vol. 2, n° 15 (décembre 1921), p. 454.

[185]

VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King

Deuxième partie : Les grands bouleversements

Chapitre X

Partie remise
29 octobre 1925

[Retour à la table des matières](#)

Après avoir gouverné durant quatre ans, Mackenzie King décide de solliciter un nouveau mandat. Comme en 1921, le Canada français répond favorablement à celui qui se proclame l'héritier spirituel de Laurier, mais le Canada anglais manifeste beaucoup moins d'enthousiasme. Grâce à son habileté et grâce aussi à la chance qui lui sourit, King saura éviter des écueils nombreux et assurer sa survie politique. En revanche, son adversaire Arthur Meighen recevra la preuve Irréfutable que le Canada français ne l'appuiera jamais et que le Canada anglais ne connaîtra pas souvent l'unité qu'il avait réalisée sous les conservateurs en 1917.

Sur le plan économique, le Canada est décidément en meilleure position en 1925 qu'il ne l'était quatre ans auparavant. Le commerce extérieur constitue peut-être le meilleur indice de la reprise de la prospérité. Les exportations augmentent de \$814 millions, en 1921, à \$1,252 millions en 1925, alors que les importations n'accusent qu'un

accroissement léger, passant de \$799 à 890 millions ²²⁰. Le surplus ne manque pas d'impressionner, mais l'opposition soutient - avec raison comme le démontreront les témoignages recueillis l'année suivante par une commission parlementaire - que ces chiffres livrent une partie seulement de la vérité car ils ne tiennent pas compte de la contrebande !

Pourtant, on n'est pas aussi sûr que le sort du Canadien moyen se soit beaucoup amélioré durant ces quatre ans. L'importante saignée [186] démographique qui afflige alors le Canada indique sûrement le malaise qui règne dans la population, car plus de 200,000 Canadiens émigrent aux États-Unis au cours de la seule année 1923-24 (bien qu'il y ait 37,000 rapatriements) et plus de 100,000 suivent leur exemple en 1924-1925 ²²¹.

Sur le plan politique, les relations du Canada avec la Grande Bretagne continuent de susciter des débats parfois acerbes. Ainsi, en 1922, le gouvernement britannique, aux prises avec les Turcs à Chanaq, demande l'appui des dominions dans l'éventualité d'une guerre. Toujours sensible aux aléas d'une réponse catégorique, King tergiverse en insistant sur la nécessité de consulter l'opinion publique et le Parlement. Moins belliqueux qu'en 1899 et 1917, les conservateurs réclament, d'abord, l'expression d'un appui moral alors qu'à Toronto et ailleurs au Canada anglais, des anciens combattants se disent prêts à reprendre les armes. Mais, par la suite, lors d'un discours qu'il prononce dans la Ville-Reine, Arthur Meighen reproche à King d'avoir contribué, par sa vacillation, à encourager l'ennemi et déclare que le Canada aurait dû répondre, spontanément et sans équivoque : "Ready, aye ready, we stand by you" ²²². À cela, les libéraux rétorquent que des propagandistes conservateurs cherchent à politiser la question et que Meighen a lui-même attendu quatre jours avant d'oser faire une déclaration. Quoiqu'il en soit, le thème des relations impériales sera d'ailleurs de très grande actualité, surtout au Québec, durant la campagne de 1925.

²²⁰ Urquhart..., op. cit., p. 173.

²²¹ *Canadian Annual Review*, 1924-25, p.

²²² *Toronto Daily Mail and Empire*, 23 septembre 1922.

Position des partis

À la suite de l'élection de 1921, les forces libérales se trouvaient concentrées dans l'Est du pays, 90 de leurs 116 députés venant du Québec et des Maritimes. Dans l'Ouest, le parti avait été presque anéanti par la vague progressiste. Quand il constitue son cabinet, en décembre 1921, King fait de nombreuses avances au parti des fermiers en [187] vue d'amadouer les Prairies, et si pour le moment ses efforts demeurent vains, c'est en partie à cause de la présence chez les libéraux des protectionnistes montréalais, rassemblés autour de Lomer Gouin, Rodolphe Lemieux et Walter Mitchell. King craint que son parti ne se cantonne au Québec, conclusion à laquelle étaient déjà arrivés de nombreux conservateurs depuis 1896 et, surtout, depuis leur lamentable échec de 1921, mais il faut noter qu'au sein du ministère, le Québec, avec trois fois plus de députés libéraux, se verra confier le même nombre de portefeuilles que l'Ontario.

En l'espace de quatre ans, plusieurs changements significatifs ont modifié le cabinet de King. Le plus important demeure la démission de sir Lomer Gouin en janvier 1924, car le départ de ce champion de la protection va faciliter une éventuelle réconciliation avec les progressistes. Le vieux routier William F. Fielding, adversaire de King au congrès de direction de 1919, prend sa retraite et James A. Robb le remplace aux Finances. Ernest Lapointe, monté en grade et en prestige quand il succède à Gouin au ministère de la Justice, fait nettement figure de bras droit du premier ministre. Jacques Bureau est promu au Sénat, havre plus sûr quand éclatera le scandale des douanes, et Georges-H. Boivin le remplace au ministère. Au cours de la campagne électorale même, Lucien Cannon devient Solliciteur général et W.E. Foster, ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick, est nommé secrétaire d'État. King espère sans doute que les électeurs des Maritimes verront en Foster et en E.M. Macdonald, l'autre ministre de cette partie du pays, les champions de leurs droits. W.R. Motherwell demeure le porte-étendard du parti en Saskatchewan car Charles A. Dunning, premier ministre de la province, reste toujours sourd aux invitations de passer à la scène fédérale. Inquiet maintenant de sa faiblesse relative auprès des éléments protectionnistes, King fait entrer

dans son cabinet Vincent Massey, industriel ontarien bien connu, et Herbert Marler, libéral montréalais qui avait même voté contre le budget du gouvernement King en 1924 pour marquer son désaccord face à certaines réductions tarifaires. Durant [188] ces années, King se rend bien compte des lacunes de son cabinet et le note souvent dans son journal personnel.

Chez les conservateurs, décimés en 1921, la remontée s'avère longue et pénible. Il faut reconquérir l'Ouest et Meighen mise beaucoup sur S.F. Tolmie et H.H. Stevens en Colombie britannique, sur R.B. Bennett en Alberta et sur Robert Rogers au Manitoba. Puisqu'il demeure essentiel d'effectuer une percée au Québec, Meighen se met à l'étude du français mais, surtout, il doit trouver un lieutenant francophone qui sache rallier le Canada français et assurer la réorganisation du parti dans cette province. Il parvient finalement, à la fin de l'été 1925, à conclure une entente avec Esioff-Léon Patenaude, qui avait quitté le cabinet Borden en juin 1917 sur la question de la conscription et qui ne s'était pas représenté aux élections générales en décembre. Suivant cette entente, le chef de l'opposition délaisse complètement la scène québécoise afin que Patenaude puisse y mener une campagne entièrement autonome.

Quant aux progressistes, ils connaissent de sérieuses difficultés internes qui affaiblissent le parti bien avant la campagne de 1925. Crerar d'abord démissionne dès 1922, prétextant ses fonctions accaparantes aux United Grain Growers mais laissant entendre aussi que l'organisation progressiste, et la tendance de beaucoup de partisans à voir leur parti comme un mouvement de classe, expliquent largement son insatisfaction. C'est Robert Forke, député manitobain, qui lui succède. Les relations entre les Albertains, considérés comme radicaux, et les Manitobains, plus disposés à collaborer avec les libéraux et ayant une conception plus large de leur parti, s'enveniment si bien qu'en 1924 six Albertains quittent le caucus progressiste pour siéger comme indépendants. Ce sera le célèbre "Ginger Group". Enfin, au Saskatchewan, où les libéraux provinciaux de C.A. Dunning, soucieux des intérêts des fermiers, n'avaient pas été emportés par la marée agraire, le déclin du Parti progressiste fédéral est rapide. Face à ces nombreuses difficultés, comme W.L. Morton l'affirme, on ne peut guère parler de "Parti" [189] progressiste : il s'agit plutôt d'un groupe indiscipliné d'indé-

pendants, et dans un régime de démocratie parlementaire comme celui qui existe au Canada, un tel parti est condamné à faire long feu.

Les élections complémentaires entre 1921 et 1925 ont certainement donné plus de satisfaction aux libéraux qu'aux conservateurs. Même si, en décembre 1923, le gouvernement perd un siège à Halifax et un autre à Kent, Nouveau-Brunswick, les critiques de Meighen à l'intérieur de son propre parti n'attribuent nullement ces victoires à leur chef. En 1924, par contre, les libéraux remportent six élections partielles sur sept, faisant un gain sur les conservateurs, celui du siège traditionnellement bleu de West-Hastings, Ontario. Toutefois, sur le terrain provincial, les conservateurs connaissent certains progrès, notamment en Ontario où, en juin 1923, sous le leadership de George Howard Ferguson, ils s'emparent de la législature, battant facilement les progressistes de Drury, et dans les Maritimes, où ils reprennent les trois provinces : l'Ile-du-Prince-Edouard en 1923, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick en 1925.

Quoiqu'il en soit, le premier ministre décide qu'il n'a rien à gagner à attendre plus longtemps et convoque des élections générales pour le 29 octobre. À la dissolution, la répartition des sièges aux Communes est sensiblement la même qu'en 1921 : les libéraux détiennent 116 sièges, les progressistes 63 et les conservateurs 49. On compte aussi trois travaillistes ou indépendants et quatre sièges sont vacants.

Déroulement de la campagne

C'est à Richmond Hill, Ontario, que le premier ministre ouvre sa campagne, le 7 septembre, en annonçant la tenue prochaine d'élections générales. King accuse les conservateurs de miner sérieusement, par leurs déclarations pessimistes sur l'avenir, l'économie et le prestige du Canada et Il prétend que seul un gouvernement majoritaire libéral [190] pourra élaborer et appliquer des politiques touchant les chemins de fer, le tarif, la réforme du Sénat et l'immigration. Le temps, cependant, devrait lui donner à songer. Alors que des banderoles proclament triomphalement l'aube d'un jour nouveau et encore plus beau, une pluie torrentielle oblige les auditeurs à trouver refuge à l'intérieur de la salle !

À Guelph, un peu plus tard, le premier ministre développe ses idées sur le tarif, préconisant - personne n'a dû s'en surprendre - un juste milieu entre le libre-échange favorisé par l'Ouest et la protection élevée souhaitée par l'Ontario et Montréal. King montre tout autant de prudence dans la définition de ses autres politiques car il sait fort bien que des prises de position marquées en faveur d'une région risquent de lui aliéner les autres parties du pays. Puis, dans les Maritimes, King s'arrête de nouveau à la question tarifaire alors qu'il prétend, à Halifax, que la quasi-totalité des faillites d'entreprises, au Canada, s'expliquent par l'incompétence, le manque d'expérience et de capitaux et non par des tarifs trop bas.

À Québec, le 23 septembre, le chef du Parti libéral tient une grande assemblée en compagnie de Taschereau, Lapointe, Cannon, Béland et Cardin. Dix mille électeurs, rassemblés sur la place du marché Saint-Pierre, sous la pluie, écoutent des discours pendant trois heures. Et s'ils s'en fatiguent, ils peuvent contempler à loisir les banderoles qui décorent l'estrade et qui proclament : "Avant tout King est Canadien" ; "Dans les jours sombres King se battait avec Laurier" ; "King fut toujours le défenseur de l'ouvrier".

Ensuite, King passe une quinzaine de jours dans l'Ouest. Parlant à Vancouver du commerce extérieur, il se fait interrompre par un auditeur hostile qui lui demande : "Expliquez-nous votre politique et cessez vos platitudes" ! Piqué, King rétorque qu'à travers "tout le continent, il est le seul homme assez insolent pour interrompre de la façon dont il l'a fait". Pourtant, le reproche de cet auditeur isolé est monnaie courante chez les orateurs de l'opposition qui qualifient King de "maître de platitudes". Pendant cette tournée dans l'Ouest, le chef [191] libéral demande aux progressistes, s'ils veulent un Parti libéral plus progressiste, d'y militer. Par ailleurs, il laisse clairement entendre, à Saskatoon, qu'il favorise la construction du chemin de fer de la Baie d'Hudson mais il ajoute que l'avenir de l'entreprise repose sur l'élection de députés libéraux en Saskatchewan. Un auditeur demande un peu méchamment à King combien de milles de chemin de fer correspondent à l'élection d'un député libéral. De son côté, le *Montreal Star*, toujours sarcastique à l'endroit du premier ministre, déclare que ce serait une calamité si les électeurs du Saskatchewan élisait un député de moins que le chiffre magique car, alors, le chemin de fer ne se rendrait pas jusqu'à la baie elle-même pour permettre la récolte de la

glace qui y pousse avec tant d'abondance. Et, par ailleurs, quel dommage ce serait d'en élire un de trop car, alors, la vole ferrée se prolongerait jusque, dans les eaux glaciales de la fameuse baie !

Puis King revient en Ontario avant de se rendre à Montréal le 19 octobre. Selon *la Presse* journal libéral, l'assemblée de plus de 20,000 personnes qui l'accueille dans la métropole est "un indice de la haute estime entretenue par le public à son égard". Par contre, la *Gazette*, quotidien conservateur, manifeste naturellement moins d'enthousiasme et reproche à King de tenir au Québec un langage particulier. Il ne dit pas, par exemple, que le Québec devra payer une part du chemin de fer de la Baie d'Hudson et il évite de parler de la réforme du Sénat.

C'est en Ontario que King termine sa campagne. À Sutton, d'ailleurs, le leader libéral n'y va pas de main morte : " M. Meighen n'a jamais osé entrer au Québec durant toute cette campagne. C'est là une raison pour laquelle M. Meighen ne pourrait gouverner ce pays. Ce n'est pas une question de stabilité tarifaire, c'est une question de stabilité nationale" ²²³. Abstraction faite de son électoralisme, cette affirmation de King contient plus qu'un germe de vérité.

Du côté des conservateurs, Arthur Meighen lance sa campagne le 9 septembre à Wingham, Ontario, en blâmant King pour l'émigration canadienne vers les États-Unis. Comme à l'accoutumée, le chef bleu se [192] fait le champion de la protection tarifaire, il condamne la politique ferroviaire du gouvernement et il critique ses dépenses extravagantes. À son avis, le régime King est "le plus stérile gouvernement que le peuple du Canada ait jamais vu à l'œuvre" ²²⁴. King ose maintenant demander aux Canadiens de réélire son gouvernement afin de corriger une situation désastreuse dont il est lui-même responsable, et en cela il ressemble au garçon qui, accusé du meurtre de ses parents, demande au juge d'avoir pitié de lui parce qu'il est orphelin ! Bien entendu, un gouvernement conservateur prendrait des mesures pour stimuler les Industries, rétablir le commerce et aider les provinces défavorisées.

Après d'autres assemblées en Ontario, le chef de l'opposition se rend dans les Maritimes. Dans ses allocutions, il blâme les libéraux

²²³ *Montreal Daily Star*, 27 octobre 1925.

²²⁴ *La Presse*, 10 septembre 1925.

qui, selon lui, ont énormément accru la dette des Chemins de fer nationaux et il promet que la section du réseau comprenant l'ancien Intercolonial et, si possible, celle qui va jusqu'à Montréal, sera gérée dans les Maritimes. Meighen dénonce aussi les réductions des taux de fret qui ne s'appliquent qu'à l'Ouest et réclame des taux moins élevés dans tout le réseau. Il devient donc évident que le thème qui apparaît en filigrane dans tous ses discours dans cette région est que les conservateurs mettent bien plus d'ardeur que les libéraux à défendre les "droits des Maritimes".

Plus tard, dans l'Ouest canadien, Meighen promet de faire des démarches immédiates pour connaître le coût de construction du chemin de fer de la Baie d'Hudson tout en condamnant le "chantage honteux" de King qui avait déclaré qu'il construirait la ligne seulement si la Saskatchewan lui donnait un nombre suffisant de députés libéraux. Abordant la question du tarif, il essaie de prouver à ses auditeurs qu'une réforme des taux stimulerait l'industrie et augmenterait le volume de fret, réglant ainsi les problèmes financiers des chemins de fer.

Le chef tory passe la dernière semaine de la campagne en Ontario. À St-Marys, son village natal, il reproche à King de prêcher l'unité canadienne en même temps qu'il attise les frictions entre l'Est [193] et l'Ouest. Puis, à Niagara-Falls, il prétend que le Canada devrait augmenter ses tarifs pour empêcher la concurrence américaine sur les produits de la ferme. Finalement, le 26 octobre, il est accueilli à Massey-Hall, Toronto, par 20,000 partisans. Il revient sur la question tarifaire et garantit l'instauration d'un système de protection qui assurera la prospérité du pays. Par ailleurs, parlant du Québec, Meighen accuse les libéraux de soulever les passions raciales afin de cacher les véritables questions de l'heure.

La campagne des progressistes - parti qui s'est classé deuxième en 1921 - est beaucoup plus restreinte cette fois-ci. Leur leader, Robert Forke, ne prononce des discours qu'au Manitoba et au Saskatchewan. A Saskatoon et ailleurs, Forke insiste sur ce qu'il appelle la principale réussite des progressistes, c'est-à-dire l'obtention par l'entente de la Passe-du-Nid-du-Corbeau de taux de fret réduits sur le transport du blé et de la farine vers le Pacifique et le port de Vancouver. Il prétend également qu'une politique de tarifs élevés serait désastreuse pour l'Ouest. Notons qu'à cette affirmation, les conservateurs rétorquent que le Canada de Forke serait un Canada de scieurs de bois et de por-

teurs d'eau où seules les ressources naturelles seraient développées. Toujours, selon le chef progressiste, le plus grave problème auquel le pays doit faire face demeure celui des chemins de fer. Par ailleurs, Forke prêche une vigoureuse politique d'immigration, la réforme du Sénat ainsi que d'importantes révisions dans le système de taxation. Il repousse toute idée d'incorporation au Parti libéral, prétendant qu'une telle fusion compromettrait pour longtemps l'application de réformes nécessaires, la définition de nouvelles politiques nationales et l'infusion dans la vie publique canadienne de courage moral et d'idéalisme. King, cependant, va intensifier ses efforts pour liquider graduellement la menace que constitue ce tiers parti à l'unité du pays ... et à l'avenir du Parti libéral.

Au Québec, Esioff-Léon Patenaude se charge de diriger la campagne conservatrice. Sa déclaration d'indépendance - d'indépendance [194] vis-à-vis Meighen aussi bien que vis-à-vis King - sera commentée à satiété au cours de la campagne. Patenaude reproche d'abord à King ses tendances à l'américanisme puis à Meighen ses penchants impérialistes. Au sujet des guerres étrangères, il se révèle sans doute plus Canadien français que conservateur : "Je ne suis pas prêt à admettre que lorsque l'Angleterre fait la guerre, le Canada devrait nécessairement faire la guerre elle-même". Par contre, il ne tergiverse pas dans ses professions de loyauté impériale : "Je suis profondément attaché à l'alliance britannique et aux institutions auxquelles nous devons les plus grandes de nos libertés et je partage les sentiments de ceux qui veulent les maintenir dans l'Empire" ²²⁵. Ainsi, Patenaude cherche à plaire aux loyalistes du *Star* et de la *Gazette* tout en se ménageant l'appui des électeurs francophones plus autonomistes. Il aborde également le problème ferroviaire, dénonçant la "folle concurrence" à laquelle se livrent les compagnies, ainsi que la question du tarif. Sur ce dernier point, il condamne l'importation de produits agricoles américains et il se dit prêt à abroger la préférence britannique qui, selon lui, aurait contribué à la ruine de nos industries.

Patenaude mène une campagne publicitaire fort coûteuse (Cardin l'accuse d'accepter des fonds du conservateur manitobain, Robert Rogers, "le pire ennemi de la race canadienne-française") et ses discours sont rapportés en détail dans tous les journaux québécois à l'exception

²²⁵ *Montreal Daily Star*, 21 septembre 1925.

des très partisans Soleil et Canada. La Gazette et le Star l'appuient vigoureusement et suivent sa campagne avec un vif intérêt. De leur côté, les journaux libéraux cherchent à dégonfler le "mythe" de l'indépendance du chef des conservateurs du Québec. Le Soleil, par exemple, affirme qu'"il ne fait pas de doute qu'il [Patenaude] lie sa cause à celle du chef de l'opposition, à l'homme de la banqueroute nationale, de la conscription, au politicien impuissant et dangereux qui colle comme une teigne à la tête de son parti". Le Toronto Star qualifie Patenaude de marionnette entre les mains des intérêts de Montréal : "La rue St-Jacques est un pistolet qui vise la gorge de Toronto, de l'Ontario et de [195] tout le Canada. (...) La balle dans le barillet est Esioff-Léon Patenaude. C'est peut-être une balle blanche" ²²⁶ !

La campagne des libéraux au Québec est en très grande mesure axée sur les méfaits historiques des conservateurs. On tente de convaincre la population -- à supposer qu'elle ne le soit déjà !-- que le Parti libéral est le parti de l'unité nationale et que William Lyon Mackenzie King est l'héritier spirituel de sir Wilfrid Laurier. Les louanges paraissent parfois extravagantes. Lors d'une manifestation libérale à Lachine, Théodule Rhéaume assure ses auditeurs que "l'âme chevaleresque" de Laurier plane sur eux. Et l'orateur de conclure : "Si [le] verbe d'argent [de sir Wilfrid] pouvait être entendu de nouveau, sans doute il nous tiendrait ce langage : La mort m'a vainement touché de son aile puisque je vis éternellement au cœur des miens et que je me reconnais tout entier dans la politique triomphante de mon disciple bien aimé, celui qui me fut fidèle aux jours des tragiques abandons comme à l'aube des grandes victoires : Mackenzie King, premier ministre du Canada, hier, aujourd'hui, demain et longtemps encore" ²²⁷.

Quant à Henri Bourassa, le journaliste revient à la vie politique - à contre-cœur, dit-il, - pour poser sa candidature comme Indépendant dans son ancienne circonscription de Labelle. Il fait un nombre important de discours durant la campagne et aborde fréquemment la question de l'impérialisme. Dans la lettre qu'il adresse à ses électeurs à la fin de septembre, Il réclame "une politique vraiment nationale, le respect du pacte fédératif, [et] le traitement équitable de toutes les races" et dit s'opposer "résolument à toute politique, à toute manœuvre pro-

²²⁶ *Toronto Daily Star*, 26 octobre 1925.

²²⁷ *La Presse*, 28 septembre 1925.

pre à entraîner de nouveau le Canada dans un conflit où son territoire ne serait pas directement menacé" ²²⁸. S'il approuve les grandes lignes de la politique de King, sauf son intention de réformer le Sénat, il s'en prend vigoureusement à Meighen qui "dans sa personne, dans ses discours, dans sa politique, incarne tout ce que je dénonce depuis trente ans comme contraire à l'intérêt du pays" ²²⁹. À Mont-Laurier, le 4 octobre, il pose sa célèbre question au sujet de Patenaude : [196] En Chambre, si le gouvernement risque de tomber, appuyera-t-il King ou Meighen ? C'est une question à laquelle l'ancien député et ministre conservateur ne répondra jamais de façon catégorique.

Parmi les grands thèmes évoqués lors de la campagne électorale de 1925, les questions économiques tiennent sans doute le haut du pavé. Meighen discours longuement sur le tarif, probablement plus encore qu'en 1921, et peint un tableau sombre de la ruine nationale dont King serait responsable à cause des tarifs insuffisamment élevés. La politique tarifaire de King serait donc la cause de l'exode aux États-Unis, du coût élevé de la vie, des dettes ferroviaires, bref de tous les grands problèmes nationaux. Et tout comme Néron jouait du violon alors que Rome brûlait, King (selon le chef de l'opposition) bavarde sur des projets de réforme du Sénat alors que des milliers des nôtres prennent le chemin de l'exil. La presse conservatrice conclut qu'il faudrait "tuer le gouvernement qui est en train de tuer le Canada" ²³⁰. Un gouvernement conservateur relèverait les tarifs, surtout dans des industries comme celle de l'acier, du charbon et de la chaussure, ainsi que sur les produits agricoles.

King se veut à nouveau le champion d'un tarif pour fins de revenu mais il doit s'efforcer de rassurer le monde des affaires - après l'avoir dénoncé - en invitant Herbert Marler et Vincent Massey à se joindre à son cabinet. En effet, au cours d'un discours à Granby, Marler promet aux financiers et aux manufacturiers que toutes leurs recommandations seraient placées devant le cabinet et recevraient la plus sérieuse attention.

On discute beaucoup aussi du problème ferroviaire. Le projet d'un chemin de fer à la Baie d'Hudson est populaire dans l'Ouest et celui

²²⁸ *Le Devoir*, 28 septembre 1925.

²²⁹ *Ibid.*, 13 octobre 1925.

²³⁰ *Toronto Daily Mail and Empire*, 21 septembre 1925.

d'une extension de la voie ferrée du Lac Saint-Jean, promise par Ernest Lapointe, est appuyé avec enthousiasme au Québec, surtout par les partisans de la colonisation. Meighen doit constamment démentir les libéraux qui affirment qu'il veut fusionner les Chemins de fer nationaux au Canadien-Pacifique, détenu par des intérêts privés, afin de [197] créer un puissant monopole privé. De fait, le chef de l'opposition se borne à proposer des ententes pour assurer une exploitation plus économique des lignes en éliminant la compétition inefficace qui ne fait qu'accroître les déficits. Quant aux ministériels, leur politique ferroviaire n'est guère plus précise que les autres aspects de leur programme. D'une part, King fait l'éloge du Canadien-Pacifique dans son discours de Richmond Hill, sans doute en vue d'amadouer les hommes d'affaires ; d'autre part, Il défend la réduction des taux dans l'Ouest, initiative qui lui gagnera de nouveaux appuis dans cette région tout en contribuant à l'impopularité de son parti dans les provinces de l'Atlantique. Somme toute, sur le plan économique, les libéraux et leurs partisans insistent surtout sur leurs réalisations, prenant appui sur une conjoncture qui s'améliore graduellement, alors que les conservateurs cherchent à démontrer qu'avec King et son régime d'extravagances, le Canada court rapidement à la ruine.

Sur le plan social, l'immigration est à l'ordre du jour ; Herbert Marler, nouveau ministre sans portefeuille, estime même que c'est le principal problème posé à l'électorat. Le monde des affaires croit qu'une intensification considérable de l'immigration contribuerait à effacer les déficits des réseaux ferroviaires, mais la presse francophone se révèle généralement hostile à toute immigration. Si les conservateurs déplorent les dépenses du gouvernement King dans divers projets visant à favoriser l'immigration d'Européens alors qu'un grand nombre de Canadiens fuient le marasme économique et s'en vont aux États-Unis, *le Soleil*, quotidien libéral, imagine une interprétation plus favorable aux ministériels : l'exode s'explique plutôt du fait que "Meighen, l'homme le plus néfaste de la politique canadienne, avait tellement saccagé les énergies des Canadiens et découragé le peuple que les nôtres croyaient devoir aller vivre dans un pays où l'impérialisme et le sirsamhoughisme [en l'honneur de sir Sam Hughes, ministre de la Milice de 1911 à 1916] ne les dévoreraient plus jamais" ²³¹ !

²³¹ 23 septembre 1925.

[198]

Le thème de l'unité nationale est souvent abordé pendant la campagne, les libéraux se targuant de représenter toutes les régions et, en particulier, les deux principaux groupes ethniques. "La doctrine [du Parti libéral] n'est pas une doctrine de contrée ou de province en particulier, déclare P.-J.-A. Cardin à Sorel, mais bien une doctrine nationale, c'est-à-dire une doctrine pour toutes les classes et de légitimes prérogatives pour toutes les provinces dont se compose la Confédération canadienne" ²³². De son côté, à Alexandria, Ontario, le premier ministre King lui-même lance : "Ce comté est composé de descendants d'Écossais et de Français qui vivent en parfaite harmonie. La politique du Parti libéral a toujours été l'harmonie entre les deux principales races du pays" ²³³. Dans le même discours, King accuse Meighen de soulever les conflits de race car le chef de l'opposition aurait blâmé les libéraux d'avoir parcouru le Québec, en 1921, en décrivant le leader conservateur comme un bourreau responsable du meurtre des jeunes Canadiens pendant la guerre. Que les accusations de King soient fondées ou non importe peu : elles font certainement l'affaire des libéraux, surtout au Québec, pour qui ce thème est rentable sur le plan électoral. "La paix ou la guerre !" proclame *le Soleil* en éditorial à la une. "La conscription ! Arthur Meighen ! Du sang versé ! Le sang de nos fils !" Pour ce journal, le parti tory est toujours demeuré l'instrument des orangistes ontariens.

Les conservateurs ont du mal à répondre aux reproches qu'on leur adresse. Meighen lui-même ne prononce aucun discours au Québec. Armand Lavergne, organisateur du parti et candidat dans Montmagny, fait de son mieux pour convaincre les électeurs que Meighen est un bien meilleur champion des francophones que King et un autre candidat note que Meighen a appris le français alors que King s'est contenté de l'allemand comme langue seconde !

L'impérialisme constitue un important sujet de discussion, surtout au Québec. Pour *le Soleil*, Meighen voit Londres comme le cerveau de l'Empire et le Canada comme son bras droit docile, alors que King [199] perçoit Londres et Ottawa comme "deux cerveaux différents, deux têtes fraternelles ... mais profondément distinctes". *L'Action ca-*

²³² *La Presse*, 5 octobre 1925.

²³³ *Le Devoir*, 14 septembre 1925.

tholique abonde dans le même sens et met ses lecteurs en garde contre "un groupe de personnes remuantes, entreprenantes, intelligentes et habiles, qui n'ont nullement renoncé à l'espoir de voir le Canada supporter une part de plus en plus large du fardeau impérial", un groupe actif ici aussi bien qu'en Angleterre. D'après la presse libérale et indépendante, King est un patriote jusqu'à la moelle alors que Meighen est plus impérialiste que Canadien. Meighen et ses partisans rétorquent en accusant les libéraux de souhaiter, ou du moins de favoriser par leurs politiques, l'annexion du Canada aux États-Unis.

Quelques autres thèmes attirent parfois l'attention. Le Globe de Toronto, un vigoureux avocat de la réforme du Sénat, réclame l'abolition du droit de veto de cet organisme qui a rejeté de nombreuses mesures législatives. Les idées de King sur la question manquent cependant de clarté même s'il affirme que les sénateurs ne devraient pas être nommés à vie. Tout projet de réforme risquait, d'ailleurs, d'être impopulaire au Québec qui considérait le Sénat comme un champion des droits des minorités. Meighen et Patenaude défendent tous deux la Chambre haute, ce dernier affirmant que le Sénat, que King veut "tuer", a quand même épargné récemment, par l'exercice de son veto, la somme de \$40 millions aux contribuables. On parle relativement peu cette fois de scandales (attendons patiemment 1926 !) à l'exception de l'affaire Petersen. Le gouvernement aurait octroyé un contrat pour la construction de bateaux à un Écossais, Sir William Petersen, mais le jour où le rapport d'un comité parlementaire, blâmant l'action du gouvernement, est déposé en Chambre, le régime King est sauvé d'une situation embarrassante par la mort subite de Petersen.

Les résultats

Le 22 octobre, Jour de la mise en nomination, 581 candidats [200] (216 libéraux, 239 conservateurs, 69 progressistes, 21 travaillistes et 36 indépendants) se retrouvent sur les rangs. Les résultats du scrutin du 29 octobre indiquent une avance surprenante des conservateurs et un recul plus fort que prévu des libéraux. En effet, les conservateurs, sans détenir la majorité absolue des sièges, constituent, avec leurs 116 députés, le parti principal. Les libéraux ne font élire que 99 candidats

et ce sont les progressistes, quoique très affaiblis par rapport à 1921, qui détiendront la balance du pouvoir. Si les libéraux deviennent un parti presque cantonné au Québec - environ les deux tiers de leurs effectifs viennent de cette province -, les conservateurs sont au même titre un parti largement ontarien. En outre, il faut remarquer que, sur le plan national, le pourcentage des suffrages populaires accordé à chacun des trois partis correspond de façon presque exacte cette fois-ci au pourcentage des députés représentant chaque province en Chambre. La correspondance est cependant beaucoup moins juste quand on considère les provinces individuellement. Les libéraux, avec seulement 13% des députés en Ontario, sont quand même le choix d'à peu près le tiers des votants de cette province. Et au Québec, où un électeur sur trois appuie les conservateurs, ce parti doit se contenter de seulement 6% des sièges. Aussi est-il évident que le mode de scrutin britannique - le système majoritaire uninominal à un tour - risque de donner aux partis un visage différent de la composition souhaitée par les électeurs.

Quant aux personnalités, le Parti libéral connaît une véritable débâcle, car King et huit membres de son cabinet - dont George P. Graham, ministre des Chemins de fer et des canaux, Vincent Massey et Herbert Marler - sont défaits. Chez les conservateurs, E.-L. Patenaude est battu dans Saint-Jacques. Meighen lui écrit pour dire qu'il n'a que des "sentiments de gratitude et de loyauté"²³⁴ à exprimer mais il ajoute qu'il croit que Patenaude aurait dû rester associé fermement au leader national. Quant aux autres partis, signalons la défaite du candidat progressiste de North-Simcoe, E. C. Drury, ex-premier ministre de l'Ontario, et la réélection d'Agnès MacPhail, seule femme -député, [201] ainsi que de J.S. Woodsworth et A.A. Heaps, députés travaillistes de Winnipeg. Henri Bourassa l'emporte également dans Labelle où il avait brigué les suffrages comme indépendant.

Les commentaires dénotent, partout, une satisfaction mitigée. Les conservateurs avaient été frustrés de justesse d'une majorité absolue et leur amertume ne surprend pas, particulièrement envers le Québec. Le Telegram de Toronto s'interroge sur l'utilité pour les conservateurs d'essayer de remporter le Québec en luttant contre Ernest Lapointe et

²³⁴ Voir W. Roger Graham, "Arthur Meighen and the Conservative Party in Quebec : The Election of 1925" CHR, vol. 36, n° 1 (mars 1955), pp. 17-35.

compagnie, "vieux maîtres dans l'art et la science de soulever les préjugés de race et de religion". Pour étayer son avancé, ce journal reproduit pour ses lecteurs la première page du Soleil du 24 octobre où l'on voit une jolie fille, le Québec agricole, assise à la table de scrutin. Au moment où elle veut inscrire sa croix sur le bulletin, une main squelettique l'arrête, une main sur laquelle sont écrits les mots : "Les victimes de l'impérialisme Borden-Meighen". Un autre doigt indique Meighen qui déclare : "Jusqu'au dernier sou, jusqu'au dernier homme, pour l'Empire" et derrière Meighen se trouvent Patenaude et Gauthier, l'adversaire de Lucien Cannon dans Dorchester. Face au chef conservateur, King déclare : "Pas un sou ne sera dépensé, pas un homme ne sera mobilisé pour l'Empire, sans l'assentiment populaire". Derrière King, on aperçoit Lapointe, Cardin et Cannon et, en légende, on peut lire : "Électeurs, souvenez-vous de ceci, jeudi prochain, 29 octobre, et vous voterez bien". Les électeurs ont évidemment bonne mémoire et une volte-face de Meighen sur la question impériale ne les empêchera pas de s'en souvenir encore en 1926.

La presse libérale, déçue par la réaction des Maritimes et de l'Ontario face à King, trouve que le spectre de la domination cléricale et française, brandi par les torys, aussi bien que le vieux loyalisme britannique expliquent l'insuccès des libéraux. Tous s'entendent, cependant, pour déplorer le fossé qui s'était creusé entre les deux provinces les plus peuplées et aussi entre les deux extrémités du pays. Selon Bourassa, "c'est l'unité morale de la Confédération" qui est en [202] péril. "Le mal qui ronge la vitalité de la nation, c'est le sectionnalisme" ²³⁵.

Quant à l'avenir immédiat, la presse tory réclame la démission de King devant le verdict évidemment défavorable de l'électorat alors que les libéraux demandent à leur chef de tenir bon et d'affronter la Chambre, sûrs que la plupart des progressistes vont l'appuyer. Ce sera, d'ailleurs, la décision de King quelques jours après le scrutin. Pour le chef libéral, les résultats du 29 octobre 1925 annoncent l'une des années les plus difficiles de sa vie politique. Un concours de circonstances lui permettra, cependant, de triompher définitivement de son rival exécuté, Arthur Meighen.

²³⁵ *Le Devoir*, 7 novembre 1925.

[203]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

Deuxième partie : Les grands bouleversements

Chapitre XI

Vers un réalignement 14 septembre 1926

[Retour à la table des matières](#)

L'élection de 1926 revit sans conteste une importance considérable en histoire canadienne. Les politiciens axent leur campagne sur quatre ou cinq grands thèmes, mais chaque parti prétend que les principales questions discutées par l'adversaire, portent à faux. C'est aussi la troisième manche de la guerre que se livrent avec acharnement Meighen et King et elle règle leur sort respectif. Au sortir de cette épreuve, King, triomphant, Jouit de la confiance renouvelée de son parti, qui avait d'ailleurs réussi à élargir ses bases surtout en Ontario et dans l'Ouest. Quant au malheureux Meighen, défait en plus dans Portage-la-Prairie, il se sent obligé par la suite de remettre sa démission comme chef du Parti conservateur. C'est Richard Bedford Bennett, de Calgary, qui lui succédera en 1927.

Les événements qui précèdent la campagne électorale sont plus dramatiques que la campagne elle-même. Au lendemain du scrutin indécisif du 29 octobre 1925, certains croient que King va démissionner : après tout, les conservateurs ont effectué une remontée spectaculeuse.

laire, les libéraux détiennent 17 sièges de moins que les conservateurs et neuf ministres, dont le premier ministre lui-même, ont été rejetés par l'électorat. Mais, à la surprise de la plupart des observateurs et au grand chagrin des conservateurs si désireux de reprendre le pouvoir, King refuse de céder les rênes du gouvernement à Meighen et annonce qu'il va plutôt laisser le Parlement décider du sort de son ministère. [204] Constitutionnellement, King était parfaitement en droit d'agir comme il l'a fait ; de plus, politiquement, il pouvait espérer que la plupart des progressistes, craignant Meighen et sa politique tarifaire, appuieraient son propre programme législatif, d'autant qu'ils n'étaient pas intéressés à retourner immédiatement devant l'électorat. Récemment, sur la foi de nombreuses entrevues, J. Alex Hume, ancien journaliste du *Citizen* d'Ottawa, prétend que le gouverneur général, lord Byng de Vimy, aurait consolé un King très déprimé en lui conseillant d'affronter le Parlement. Byng et King, cependant, auraient conclu une entente verbale selon laquelle le chef libéral, s'il était défait en Chambre, ne pourrait obtenir la dissolution des Chambres et devrait donner à Meighen l'occasion d'affronter, à son tour, le Parlement ²³⁶. À ce sujet, les explications de Blair Neatby, biographe de King, diffèrent grandement. Cet historien explique que King, dans son journal intime, révèle ses hésitations et son optimisme à la suite de l'élection. Byng laisse clairement entendre que King doit, en toute dignité, démissionner immédiatement ; lorsque celui-ci refuse d'obtempérer, le gouverneur général lui déclare que, tout en lui permettant de continuer de gouverner, il devra étaler au grand jour leur désaccord ! Byng finit par capituler, acceptant que l'on passe sous silence le différend qui le sépare de son premier ministre. Que King promette de démissionner sans demander de dissolution advenant une éventuelle défaite de son gouvernement (et c'est ce que soutient, dans une lettre, le secrétaire du gouverneur général) semble invraisemblable d'après Neatby ²³⁷. Mais il faudra attendre juin 1926 pour connaître le dénouement de l'affaire.

²³⁶ J. Alex Hume, "Unearthing the Byng-King Secret Agreement", *Toronto Globe and Mail*, 30 décembre 1972.

²³⁷ "The Governor-General's Secretary Describes the Discussions", dans Roger Graham, *The King-Byng Affair, 1926 : A Question of Responsible Government*, Toronto, Copp Clark, 1967, p. 14 ; H. Blair Neatby, *William Lyon Mackenzie King*, vol. 11 : 1924-1932 : *The Lonely Heights*, Toronto, University of Toronto Press, 1963, pp. 78-85.

Pour l'instant, Meighen doit se contenter d'accuser King d'usurper le pouvoir et de mépriser la volonté du peuple.

C'est dans ces circonstances que le Parlement se réunit le 7 janvier 1926. En l'absence de King, qui n'a toujours pas de siège, Ernest La-pointe dirige les travaux de la Chambre. Le discours du trône promet d'autres réductions de dépenses, une vigoureuse politique d'immigration, l'introduction de crédits ruraux, l'achèvement rapide des [205] travaux de construction du chemin de fer de la Baie d'Hudson et le transfert des ressources naturelles albertaines au contrôle provincial. Le gouvernement libéral s'engage aussi à former une commission royale d'enquête sur les griefs des Maritimes, région qui sombre dans la stagnation, et à constituer une commission tarifaire pour étudier les diverses révisions proposées et faire au gouvernement les recommandations nécessaires. Il est évident que bon nombre de ces projets libéraux ont pour but d'amadouer les progressistes qui, d'ailleurs, aideront le gouvernement à survivre à un premier vote de confiance.

En février, à la suite des efforts du député de Vancouver-Centre, H.H. Stevens, un comité parlementaire est constitué pour étudier certaines irrégularités commises au ministère des Douanes. Il dépose son rapport le 22 juin. Les libéraux proposent son adoption mais H.H. Stevens présente un amendement qui constitue un blâme beaucoup plus sévère à l'endroit du gouvernement. Une des clauses de l'amendement affirme, en effet, que "depuis longtemps le premier ministre et le gouvernement connaissaient la dégénérescence rapide du ministère des Douanes et il est impossible de défendre leur négligence à remédier à cette situation par des moyens efficaces". Même si le mot "censure" ne se trouve pas comme tel dans le texte de l'amendement et que King niera maintes fois au cours de la campagne qu'il s'agissait là d'une motion de défiance, les conservateurs y attachent beaucoup d'importance. Le progressiste W.T. Lucas voit clairement, lui aussi, ce dont il s'agit. "Il n'y a pas qu'un ministre impliqué, dit-il, la censure atteint également tous les membres du gouvernement" ²³⁸. Quant à J.S. Woodsworth, le député travailliste de Winnipeg parle également de "la censure précise adressée au gouvernement" ²³⁹. Les libéraux eux-mêmes ne semblent avoir de doutes sur la portée de l'amendement

²³⁸ *Débats...*, session 1926, vol. V, p. 4950 (23 juin 1926).

²³⁹ *Ibid.*, p. 4965 (23 juin 1926).

Stevens. W.R. Motherwell, ministre de l'Agriculture, demande : "Quelle est l'accusation ?" et il résume : "Que ce gouvernement mérite d'être censuré. ... " ²⁴⁰. Et Georges-H. Boivin ne parle-t-il pas aussi de "la motion de censure contenue dans l'amendement" de Stevens ? ²⁴¹ De l'avis même de King, qui siège maintenant en [206] Chambre à la suite d'une élection partielle, l'amendement laisse croire "que le cabinet était parfaitement au courant des violations qui se commettaient pour la répression de la contrebande et qu'il mérite maintenant censure pour n'avoir pas paré à cet état de choses" ²⁴². En niant plus tard, au cours de la campagne, que l'amendement Stevens fût une motion de censure, King contredit alors non seulement les membres de l'opposition mais aussi ses propres ministres et lui-même.

J.S. Woodsworth, qui craint la défaite du gouvernement car il ne veut surtout pas que Meighen devienne premier ministre, présente un sous-amendement qui propose tout simplement qu'une commission juridique soit nommée pour continuer et parachever l'enquête. King s'accroche à cette planche de salut et déclare que le sous-amendement de Woodsworth est "impartial, un amendement propre à prolonger les investigations déjà faites par le comité de la Chambre et destiné à ajouter à l'efficacité de nos lois concernant la contrebande et le revenu" ²⁴³. Le sous-amendement, qui aurait de fait relevé le gouvernement de l'accusation de censure, est rejeté par deux voix. Néanmoins, King maintiendra pendant la campagne que son gouvernement a joui de la confiance de la Chambre jusqu'à la fin de la session. À cet égard, le constitutionnaliste Eugene Forsey affirme : "Battre une motion qui élimine une accusation de censure, une motion appuyée par le gouvernement, est sûrement une façon tout à fait extraordinaire pour la Chambre de montrer sa "confiance" dans le gouvernement" ²⁴⁴ !

King réussit à faire ajourner le débat à 5 :15 samedi matin, le 26 juin, avant que la Chambre ne vote sur l'amendement Stevens. En fin de semaine, il demande au gouverneur général, lord Byng de Vimy, de

²⁴⁰ Ibid., p. 5107 (25 juin 1926).

²⁴¹ Ibid., p. 4886 (22 juin 1926).

²⁴² Ibid., p. 4977 (24 juin 1926).

²⁴³ Ibid., p. 4972 (24 juin 1926).

²⁴⁴ *The Royal Power of Dissolution of Parliament in the British Commonwealth*, Toronto, Oxford University Press, 1968, p. 144.

lui accorder une dissolution, mais il subit un refus. Lors de l'entrevue avec Byng, King aurait prétendu que Meighen ne pourrait former un gouvernement et que lui, King, après avoir survécu à une quinzaine de votes de confiance, avait maintenant le droit de demander une dissolution ²⁴⁵. Il est pertinent de noter aussi que King, qui affirmera pendant la campagne que le geste de Byng ramenait le Canada au statut [207] colonial, a lui-même demandé au gouverneur général, à plusieurs reprises, de communiquer avec le secrétaire d'État aux Dominions à Londres, pour s'enquérir en termes généraux de l'opportunité de refuser une dissolution à un premier ministre. Le gouverneur général refuse la suggestion, souhaitant évidemment remettre les élections le plus longtemps possible. Sans doute est-il convaincu, par ailleurs, que King cherche une solution de facilité pour éviter une défaite certaine en Chambre ²⁴⁶.

Coup d'éclat à la reprise des débats, le lundi 28 juin : King annonce que le gouverneur général a refusé d'accorder la dissolution à laquelle il croyait avoir droit et, conséquemment, lui et son gouvernement démissionnent. Byng mande Meighen qui, fort de promesses officieuses de plusieurs progressistes, finit par accepter de former un gouvernement. Dans son analyse de l'événement, l'historien Roger Graham affirme que loin de sauter sur l'occasion comme un politicien assoiffé de pouvoir, Meighen a manifesté de l'hésitation. Ses déclarations antérieures ainsi que sa crainte de voir un refus de sa part interprété comme une réprimande à l'endroit de Byng le convainquent d'accepter la tâche ²⁴⁷.

Comme la loi l'exigeait à l'époque, Meighen, en acceptant le poste de premier ministre, doit quitter son siège en attendant de briguer les suffrages à l'occasion d'une élection partielle. Il choisit sept ministres sans portefeuille, tous intérimaires et non rémunérés, pour éviter qu'eux aussi aient à abandonner leur mandat de député, ce qui aurait trop affaibli les conservateurs en Chambre. Après l'adoption de l'amendement Stevens et un vote de confiance sur la politique fiscale

²⁴⁵ Neatby, *William Lyon Mackenzie King...*, op. cit., pp. 146-151.

²⁴⁶ "Lord Byng sums up his View of the Matter", dans Graham, *The King-Byng Affair...*, op. cit., p. 55.

²⁴⁷ Roger Graham, Arthur Meighen, vol. II : *And Fortune Fled*, Toronto, Clarke, Irwin & Co., 1963, pp. 419-420.

du nouveau gouvernement, King soutient que l'existence de ce ministère temporaire de Meighen, sans précédent en histoire britannique, constitue une atteinte aux libertés constitutionnelles des Canadiens. Dans son volume, cependant, Forsey démontre que le geste de Meighen repose sur de nombreux précédents et que, de toute façon, la loi exigeant qu'un nouveau ministre quitte son siège de député avait déjà été abrogée dans plusieurs Dominions(elle le sera aussi au Canada en 1931). Au moment du vote sur la motion de censure présentée par les libéraux, le [208] gouvernement conservateur est défait par une majorité d'une seule voix, celle d'un progressiste qui, après avoir parlé, a néanmoins voté, quoique par inadvertance ! Meighen demande donc la dissolution à son tour et Byng la lui accorde, le 2 juillet. King semblait croire que le gouverneur général allait refuser une dissolution à Meighen et lui offrir, encore une fois, de former un ministère. L'on prétend que Meighen lui-même aurait fait semblable suggestion à Byng. Quoiqu'il en soit, la parole était maintenant aux électeurs.

Déroulement de la campagne

Le premier ministre, Arthur Meighen, ouvre sa campagne à Ottawa, le 20 juillet. Il consacre la majeure partie de son discours au scandale des douanes et, à ce sujet, il supplie ses 8,000 auditeurs de penser "à l'effet sur le nom du Canada à travers le monde si, après de telles révélations d'incompétence, de déshonneur et de corruption officielle, le peuple de notre pays déclare qu'un tel gouvernement est le gouvernement qu'il veut" ²⁴⁸. La prétendue question constitutionnelle, affirme Meighen, n'est qu'une invention de King pour capter l'attention des électeurs et les détourner des vraies questions. Le premier ministre demande aussi un mandat pour "restaurer définitivement et clairement le principe de la protection tarifaire" au Canada, pour mettre en œuvre une politique d'immigration efficace, pour encourager le mouvement coopératif des fermiers et améliorer la mise en marché des produits agricoles.

²⁴⁸ *La Presse*, 21 Juillet 1926.

Meighen se rend alors dans les Maritimes, où il traite principalement du tarif et du transport, puis au Manitoba, où il amorce une tournée de trois semaines dans les provinces de l'Ouest. Ce sont encore le tarif, surtout sur les produits de la ferme, et les taux de transport par chemin de fer qui constituent l'essentiel de ses discours. Le 3 août, Meighen est à Montréal où il reprend les mêmes thèmes. Ensuite, après quelques autres assemblées au Québec, il revient en Ontario pour les derniers jours de la campagne.

C'est aussi à Ottawa que, le 23 juillet, le chef de l'opposition, [209] W.L.M. King, inaugure sa "croisade" en compagnie d'Ernest Lapointe. Ce dernier déclare à ses auditeurs : "Deux fois l'honorable M. Meighen a été premier ministre, mais jamais il ne l'a été par le vote populaire, et les prochaines élections nous démontreront qu'il ne recevra pas l'approbation du public après avoir usurpé le pouvoir et avoir réduit le Canada au statut de colonie de la Couronne". Outre le thème constitutionnel, King aborde le budget Robb (qui contenait de nombreuses réductions d'impôt), les pensions de vieillesse et l'enquête sur l'administration des douanes. Ensuite, après un séjour dans l'Ouest, on le retrouve dans les provinces de l'Atlantique où il insiste beaucoup sur la commission d'enquête sur les droits des Maritimes dont le président, sir Andrew Duncan, serait un "second lord Durham" ! A Yarmouth, il s'apitoie avec la foule sur le sort tragique de plusieurs marins récemment perdus en haute mer et il réussit le tour de force de lier ce sujet à celui des pensions de vieillesse. Les marins, explique-t-il, les pêcheurs en général, même tous ceux qui travaillent à l'exploitation de nos ressources méritent une pension de l'État en récompense de leurs services ! King termine sa campagne à Ottawa dans un discours où il félicite le gouverneur général à l'occasion de son anniversaire de naissance tout en dénonçant l'autocratie de Meighen. Comme le premier ministre, King avait visité les neuf provinces. Deux de ses ministres, C.A. Dunning et James A. Robb, avaient effectué une longue tournée en Ontario et dans les Maritimes.

Les progressistes, eux, constituent alors trois groupes : les Fermiers-Unis d'Alberta, les libéraux-progressistes, qu'on retrouve surtout au Manitoba et qui promettent de collaborer avec le parti de King, et quelques progressistes qui jouent un peu le rôle de francs-tireurs. Robert Forke démissionne comme leader dans les derniers jours de la session et se présentera dans Brandon à la fois comme le candidat des

progressistes et des libéraux. Après l'élection, King va lui confier, d'ailleurs, le portefeuille de l'Immigration.

Si la question constitutionnelle et le scandale des douanes [210] dominent la campagne, il ne faut pas oublier que les chefs parlent également du budget Robb, des chemins de fer, des pensions de vieillesse et du tarif. Meighen prétend que la question constitutionnelle sert d'écran de fumée pour cacher les véritables questions (le scandale des douanes !) ainsi que la soif du pouvoir de King. A Digby, Nouvelle-Écosse, par exemple, Meighen reproche à King de s'accrocher à la gouverne comme un homard souffrant du tétanos l'image a dû plaire aux habitants de ce port de mer - et à Sydney il badine : "Lorsque M. King n'est pas au pouvoir, il y a toujours quelque chose qui ne va pas à la constitution" ! Le premier ministre prétend que le gouverneur général avait agi "avec la plus scrupuleuse honnêteté" et que rien ne pourrait être plus funeste au Canada que de traîner le nom de Son Excellence, "ce lien grand et vénéré de l'Empire, dans la tourmente des luttes politiques". Selon le chef tory, Byng était justifié de refuser la dissolution car jamais aucun premier ministre n'avait osé la demander au moment où la Chambre discutait d'un vote de censure. (Notons que Forsey lui donne raison sur ce point). Le *Mail and Empire*, favorable à la cause des bleus, compare King à un voleur de chevaux qui, deux secondes avant d'être pendu, la corde autour du cou, s'évade, entre dans la vie politique et, harcelé par l'opposition sur son passé, explique qu'il était parti tranquillement de la potence pour aller visiter un ami ²⁴⁹ ! Meighen justifie également la constitutionnalité de son gouvernement de ministres temporaires et ses lieutenants répètent à tout vent ces arguments. On pense à G. Howard Ferguson, premier ministre de l'Ontario, qui attaque méchamment le chef libéral tout en abordant le thème constitutionnel : "S'il faut que ce soit King contre Byng, comparez leurs exploits de guerre" ²⁵⁰.

King prend, bien entendu, l'offensive dans la discussion de cette question. Il prétend que le roi d'Angleterre aurait certainement accordé la dissolution en pareilles circonstances et que le geste de Byng ravale le Canada à l'état de simple colonie. Qui plus est, il nie le caractère de censure attaché à l'amendement de Stevens et affirme [211] qu'il au-

²⁴⁹ *Toronto Daily Mail and Empire*, 16 août 1926.

²⁵⁰ *Ibid.*, 5 août 1926.

rait sûrement reçu l'appui de la Chambre jusqu'à la fin de la session. Pourquoi donc, alors, avoir demandé une dissolution ? C'est que les "Intrigues" des torys ainsi que le peu de coopération de certains progressistes rendaient la situation intenable. King omet pudiquement de dire, cependant, que ces progressistes s'éloignaient du gouvernement parce qu'ils avaient été accablés par les révélations scandaleuses aux Douanes. King Insiste aussi, et avec longueur, sur le caractère prétendument illégal et "non responsable" du "ministère fantôme" de Meighen, ainsi que sur la manière péremptoire et "irrégulière" d'effectuer la fameuse dissolution. Par ailleurs, le chef libéral déclare que Meighen, une fois battu en Chambre, aurait dû démissionner de son poste de premier ministre au lieu de demeurer en place pour reconstituer son Cabinet. Puis Il ajoute : "Rien ne peut être comparé à cet acte, dans l'histoire anglaise, depuis le règne de Charles Ier". Et Il conclut avec quelque extravagance : "Si la conduite de M. Meighen reste sans sanction, c'est dire que la constitution britannique est menacée de destruction et cesse d'être la sauvegarde de nos libertés les plus chères. (...) Le Parti libéral est le champion de cette constitution pour laquelle Il est prêt, aujourd'hui, à engager la lutte. C'est au nom de la liberté, de la loyauté aux Institutions britanniques, que je demande aux citoyens canadiens de venger sa puissance et sa majesté, le soir du scrutin" ²⁵¹. Le chef de l'opposition espère évidemment que la question constitutionnelle lui servira de tremplin vers le pouvoir, tandis que Meighen, lui, ne traite qu'à contre-cœur du problème.

C'est le scandale des douanes qui est le cheval de bataille des conservateurs et c'est un cheval qu'ils poussent jusqu'à l'épuisement. Le *Montreal Star*, par exemple, publie une caricature intitulée "le thème dominant" qui montre une fille - "Sens commun" - interrogeant un homme - "Canada" : "Pouvez-vous vous payer le luxe de vous faire voler à coups de millions, de voir votre industrie et votre commerce assiégés par des criminels organisés ? Sinon, montrez par votre vote ce que vous pensez d'un parti qui a permis complaisamment à une bande de bandits [212] de se livrer à une orgie de contrebande qui a amené l'effondrement de votre principale agence de revenu" ²⁵². Les conservateurs insistent sur tous les aspects' du scandale et blâment

²⁵¹ *La Presse*, 21 Juillet 1926.

²⁵² *Montreal Daily Star*, 2 septembre 1926.

King de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour enrayer la contrebande, réduisant ainsi le revenu du pays et permettant qu'une concurrence formidable - et injuste - vienne affecter nos fabricants et nos commerçants. Meighen aime rappeler à ses auditeurs la "punition" dont a écopé Jacques Bureau, ancien ministre des Douanes : l'emprisonnement à vie au Sénat à un salaire de \$4,000 par année ! Les conservateurs, eux, promettent de donner au pays un gouvernement honnête alors que les libéraux se défendent en affirmant qu'ils avaient déjà pris des mesures disciplinaires quand ils étaient au pouvoir, qu'ils sont prêts à pousser l'enquête plus loin et que, de toute façon, il y avait autant de corruption au sein de ce département du temps des conservateurs. Plusieurs orateurs libéraux cherchent à excuser le régime au moyen de deux puissants prétextes : le tarif canadien et la prohibition des boissons alcoolisées aux États-Unis. Les deux situations, disent-ils, non sans raison, favorisent la contrebande.

Sur un autre plan, le budget Robb, un budget de temps de prospérité, a sûrement favorisé les chances du parti de King. Selon une analyse du *Queen's Quarterly*, c'était "le facteur le plus important" ²⁵³ dans la victoire de King. Ce budget comprend notamment une diminution du tarif sur les automobiles, une réduction des taux de l'impôt sur le revenu, la suppression de la taxe de vente sur de nombreux produits et la diminution des tarifs postaux. Lors de son discours en Chambre, Robb avait souligné l'augmentation des revenus, un surplus budgétaire qui pourrait être appliqué à une réduction de la dette nationale, une balance commerciale très avantageuse, et une nette amélioration des finances des Chemins de fer nationaux. Les conservateurs avaient beau prétendre que le gouvernement n'y était pour rien et que la réduction des tarifs sur les voitures menaçait de ruiner l'industrie de l'auto, il n'était pas plus facile de combattre le père Noël en 1926 qu'en 1900. Les libéraux faisaient aisément le rapprochement avec l'époque de Laurier [213] afin de persuader les électeurs que l'arrivée au pouvoir de leur parti signifiait historiquement un retour à la prospérité.

La prospérité relative de l'époque est peut-être une raison pour laquelle l'argument traditionnel de Meighen - le besoin d'une révision du tarif - ne donne pas de meilleurs résultats, même dans la province

²⁵³ D. McArthur. "The Dominion Election", *Queen's Quarterly*. vol. 34, n° 2 (octobre 1926), p. 234.

la plus protectionniste, l'Ontario. Partout où il va, Meighen prêche avec obstination en faveur du tarif, même dans les régions traditionnellement hostiles à la protection comme les Maritimes et surtout l'Ouest. Dans les Maritimes, c'est l'acier, le fer et le charbon qu'il faut surtout protéger ; en Ontario, c'est l'automobile ; dans l'Ouest et dans les régions rurales en général, ce sont les produits de la ferme. Pour atténuer certaines craintes, Meighen proclame avec insistance qu'une protection "raisonnable" n'implique pas de tarifs élevés, mais un tarif "stable" qui ne variera pas au gré des caprices des politiciens et qui redonnera confiance aux hommes d'affaires. Le tarif aidera également l'ouvrier en réduisant le taux de chômage et contribuera ainsi à créer les conditions nécessaires pour garder "nos fils" au pays.

Comme aux deux élections précédentes, on discute longuement de transport ferroviaire en 1926. King promet encore d'achever le chemin de fer de la Baie d'Hudson, Il se targue des surplus maintenant réalisés par le Canadien National et, à maintes reprises, Il met Meighen en demeure de respecter l'intégrité du réseau national et de le sortir du domaine politique. Dans l'Ouest, Il reproche à Meighen de choisir un vieux député de la Nouvelle-Écosse, W.A. Black, âgé de 79 ans, comme ministre des Chemins de fer, et promet que Dunning reprendra ce portefeuille si les libéraux sont élus. Pendant ce temps, Meighen nie qu'il veuille fusionner le Canadien National et le Canadien-Pacifique. Après tout, ne sont-ce pas les conservateurs qui ont établi le chemin de fer d'État, regroupant plusieurs lignes que la politique libérale de Laurier avait acculées à la faillite ? Les électeurs, alors, pourraient-ils s'imaginer que Meighen veuille vendre le réseau national à ses concurrents ? Dans le cas du chemin de fer de la Baie d'Hudson, par ailleurs, [214] Meighen se refuse à rivaliser de promesses avec King en affirmant que personne ne connaît le coût des travaux nécessaires pour en terminer la construction. Mais, si le montant est inférieur à \$10 millions - et, selon Meighen, le coût ne devrait pas excéder ce montant - on parachèvera les travaux. Meighen promet aussi la parité des taux de transport dans les Maritimes et dans l'Ouest mais, pour rassurer ses auditeurs des Prairies, il se dit opposé à toute augmentation des taux de fret.

Quant aux relations avec la Grande-Bretagne et les États-Unis elles constituent un thème majeur aussi bien au Québec qu'au Canada anglais. Après son échec de 1925, Meighen semble se convertir à l'auto-

nomisme et, à Hamilton, il prononce un discours très (pour ne pas dire trop) remarqué où il déclare qu'à l'avenir un gouvernement canadien n'osera même pas songer à envoyer des troupes à l'étranger s'il ne possède pas au préalable l'approbation du Parlement. En outre, "la décision du Parlement... devrait être soumise au jugement du peuple lors d'une élection générale, avant que les soldats puissent quitter nos rives". Selon Meighen, cet arrangement "contribuerait à l'unité de notre pays durant les mois à venir et nous permettrait de mieux accomplir notre devoir. Il n'impliquerait aucun retard" ²⁵⁴. Dès le lendemain, l'ultra conservateur *Toronto Telegram* demande gentiment à Meighen de s'abstenir de parler quand son silence pourrait mieux servir le pays ! À ce moment, le *Mail and Empire* partage les vues de Meighen mais, durant la campagne électorale de 1926, il affirme que Meighen a frappé, à Hamilton, "le pire coup jamais frappé dans un dominion britannique contre la solidarité de l'Empire" ²⁵⁵. Il n'est pas surprenant que certains observateurs aient conclu que ce revirement idéologique de Meighen (sur lequel, d'ailleurs, le premier ministre insiste fort peu en 1926) explique son recul en Ontario. Pendant la campagne elle-même, Meighen se borne à reprocher à King d'être trop Américain, pas assez Britannique ni (donc) Canadien. De leur côté, les libéraux réagissent, du moins au Canada anglais, en cherchant à paraître aussi loyaux à l'Empire que les conservateurs.

[215]

Quelques autres thèmes retiennent aussi l'attention des politiciens. King promet de présenter un projet de pensions de vieillesse et de tenir une conférence fédérale-provinciale pour en discuter en même temps qu'il reproche aux conservateurs de s'opposer à cette initiative. En effet, c'était le Sénat – où les conservateurs détenaient toujours la majorité - qui avait refusé le projet de loi. Mais Meighen répond que les conservateurs, aux Communes, l'avaient appuyé (pour éviter que King traitât le parti de réactionnaire !) et que sa défaite était imputable à l'absence de dix-sept libéraux. Dans les Maritimes, le premier ministre propose de nombreuses mesures pour assister cette région défavorisée tandis que King, de son côté, rappelle qu'il a établi une commission royale d'enquête sur ce même sujet. En Colombie britannique, le

²⁵⁴ Graham, Arthur Meighen, op. cit., tome II, p. 356.

²⁵⁵ *Toronto Daily Mail and Empire*, 9 septembre 1926.

chef libéral se félicite du traité négocié avec l'Australie qui aurait, selon lui, stimulé les industries canadiennes du papier et du bois mais son adversaire conservateur propose de rouvrir les pourparlers pour en améliorer les clauses qui touchent le Canada.

Plusieurs questions abordées durant la campagne au Canada anglais présentent des variantes considérables au Québec. Dans cette province, la personnalité même de Meighen constitue un thème important et le chef tory, réputé insensible aux désirs des Canadiens français, fait de sérieux efforts pour y redorer son blason. Alors qu'en 1925 il s'est abstenu de faire campagne dans la province, cette fois-ci il y prend la parole à plusieurs reprises, parfois en français, allant jusqu'à s'exclamer, à Montmagny : "Soit que j'apprenne à parler français, soit que je quitte la vie politique !" ²⁵⁶. Il rappelle à ses auditeurs que son parti est celui de Cartier, mais il se garde d'ajouter que c'est aussi celui des francophobes ontariens. Touchant ensuite un sujet délicat, Il déclare ne pas avoir à faire amende honorable pour sa politique de guerre et se dit convaincu que les plaies de la conscription sont maintenant guéries. (Les anglophones appellent cela du "wishful thinking" !)

Meighen sait qu'il est perçu au Québec comme un impérialiste [216] toujours prêt à mettre les intérêts de la Grande-Bretagne et de l'Empire avant ceux du Canada. Sans doute espère-t-il que les opinions émises dans son discours de Hamilton, répétées en décembre 1925 lors d'une élection partielle dans le comté de Bagot où il était venu appuyer le candidat conservateur, André Fauteux, contribueront à atténuer cette image défavorable. Mais devant la réaction tiède, voire hostile, de la plupart des lieutenants torys à la nouvelle prise de position de Meighen, les Québécois ont dû douter de l'autorité du leader sur le parti. En outre, P.-J.-A. Cardin vient accuser Meighen de souhaiter une guerre tarifaire avec les États-Unis, et les libéraux remportent la victoire dans Bagot.

Le 4 juin 1926, dans un discours au Forum, à Montréal, le chef conservateur fait l'éloge de Patenaude, qu'il avait fini par convaincre de rentrer dans les rangs et, dans une allusion à son allocution de Hamilton, il réaffirme son appui aux thèses autonomistes. C'est une stratégie qui lui nuit probablement en Ontario sans améliorer sa position

²⁵⁶ Ibid., 4 septembre 1926.

au Québec. Les libéraux canadiens-français lui reprochent toujours les mêmes vieux péchés "impérialisants", laissant même entendre que le Parti conservateur, advenant son élection, lancerait le pays dans une guerre avec la Turquie. *Le Soleil* rappelle qu'en 1917 les journaux conservateurs y étaient allés avec calomnies, injures et avanies à l'endroit du Québec et affirme que les récentes "courbettes hypocrites" de Meighen ne sauraient effacer "son passé néfaste". Quant au discours de Hamilton et à la prétendue conversion de Meighen, c'est "du nationalisme en chocolat--- c'est bon mais ça fond" ²⁵⁷ !

Le plus souvent sur la défensive au Québec lorsqu'il traite des relations entre le Canada et la Grande-Bretagne, Meighen préfère sans doute mettre l'accent avant tout sur la question tarifaire. À Montréal, il promet la constitution d'un tribunal d'experts pour faire enquête sur le tarif et il reproche aux libéraux de réclamer la protection au Québec en même temps qu'ils préconisent le libre-échange dans l'Ouest. Il aborde aussi le scandale des douanes, accusant King d'être le partenaire [217] des contrebandiers, mais il doit être prudent car les libéraux rétorquent en alléguant que les torys ont limité délibérément leur enquête au port de Montréal.

Patenaude se charge de diriger la campagne conservatrice au Québec quoiqu'après les résultats si décevants de 1925, il n'est plus question de campagne autonome, sans lien avec la campagne nationale des conservateurs. Pourtant, son alliance ouverte avec Meighen lui fait perdre l'appui enthousiaste que la presse conservatrice anglophone de Montréal, si méfiante à l'endroit de Meighen, lui avait accordé l'année précédente. Publiquement, Patenaude, maintenant ministre de la Justice, insiste sur la consistance absolue de sa pensée entre 1925 et 1926 et sur son attachement aux principes éternels du Parti conservateur. Comment donc, alors, explique-t-il sa volte-face ? D'après Patenaude, c'est Meighen qui a modifié ses opinions ou, du moins, les a précisées de façon plus satisfaisante. D'ailleurs, à Ottawa, Patenaude félicite son chef de son discours au Forum où le leader national réitère sa conception des relations impériales. "Il nous semblait que nous entendions de nouveau la grande voix du passé nous parler et nous prêcher une politique d'apaisement et d'entente entre les provinces, les races et les diverses sections du pays, qui fait accepter des sacrifices dans l'intérêt

²⁵⁷ *Le Soleil*, 9 août 1926.

commun, assurant ainsi le bonheur des foyers, la prospérité du pays et l'unité nationale" ²⁵⁸. Cette éloquence dut cependant laisser les électeurs sceptiques. La presse libérale a beau jeu de mettre en regard les déclarations de Patenaude sur son indépendance face à Meighen en 1925 et ses affirmations nuancées de 1926. *Le Soleil*, par exemple, le qualifie d' "équilibriste" qui pourrait "faire pleurer un âne" ²⁵⁹. Le ministre de la Justice tente de s'expliquer en remerciant son chef de la façon dont il traite la minorité francophone : en effet, Meighen nomme un Franco-Ontarien, le Dr Raymond Morand de Windsor, au Cabinet ainsi que trois francophones du Québec (Patenaude, André Fauteux, Solliciteur général. et Eugène Paquet, ministre du Rétablissement civil des soldats). D'après Patenaude, [218] Meighen croit aussi à l'égalité des races alors que son adversaire libéral dans le comté de Portage-la-Prairie défend une plate-forme basée sur "une langue, une école, un drapeau pour un Canada uni".

Mais Patenaude préfère aborder d'autres questions. Il reproche à King de s'être cramponné au pouvoir et, tout comme son chef, nie l'existence d'une question constitutionnelle. C'est King qui l'a fabriquée de toutes pièces et Patenaude se demande si l' "on va laisser les contrebandiers voler le pays en disant que les libertés populaires sont en danger" ²⁶⁰. Par ailleurs, le ministre déplore l'épidémie de l'exode et lance une croisade pour favoriser le retour de "nos fils" et le maintien sur la terre de "nos enfants". Sur un autre plan, Patenaude regrette profondément (sans doute !) la haine et les préjugés qui sont l'étoffe de la campagne libérale au Québec. Somme toute, si le Québec veut éviter le désastre de l'isolement, il devra voter pour les candidats conservateurs. Hélas ! cet ultime appel tombera dans des oreilles sourdes en 1926.

King passe très peu de temps au Québec où la campagne est entre les mains aguerries d'Ernest Lapointe, de P.-J.-A. Cardin, de Lucien Cannon et compagnie. La question constitutionnelle, évidemment, prédomine et la crainte sempiternelle de l'impérialisme chez les Canadiens français favorise le succès de ce thème. Quant au scandale des douanes, les libéraux n'hésitent pas à le dépeindre comme une affaire

²⁵⁸ *La Presse*, 21 juillet 1926.

²⁵⁹ 26 juillet 1926.

²⁶⁰ *La Presse*, 30 août 1926.

montée contre le Québec. "Vous verrez toute la boue que l'on tentera de jeter à la figure des ministres de Québec et les saletés que l'on amoncèlera contre notre province, contre les Canadiens français", déclare Cardin. L'enquête sur les douanes n'a eu pour objet que de déclencher une attaque contre Québec, seulement" ²⁶¹. Cannon s'écrie de son côté que durant quatre mois, au comité parlementaire, on a crucifié la province de Québec. "Mais nous ne faisons que commencer. Nous irons plus loin, nous irons à la très sainte Toronto" ²⁶² ! Et à l'ouverture de sa campagne dans Québec-Est, sa propre circonscription, Lapointe affirme que le but de l'enquête a été de salir le Québec et les ministres [219] canadiens-français. Au milieu de la tempête électorale, l'ex-ministre Georges-H. Boivin meurt d'une appendicite à Philadelphie ; comme Il fallait s'y attendre, les lieutenants francophones de King ne se gênent pas pour laisser entendre que ce sont les fausses accusations qui ont causé cette mort prématurée. Tout compte fait, donc, le Québec ne verra aucune raison d'abandonner le camp libéral en 1926.

Henri Bourassa est de nouveau candidat indépendant dans Labelle où il mène une vigoureuse campagne. À Papineauville, il soutient que deux questions dominant : celle des relations impériales et celle des écoles albertaines. Au centre du problème impérialiste se trouve, bien entendu, l'affaire Byng-King. Bourassa croit que le gouverneur général a tenté de s'arroger un pouvoir que le roi ne possède plus en Angleterre, que Londres préférerait que King soit remplacé par "un valet de l'Empire" avant la conférence impériale qui se déroulera à la fin d'octobre. Quant au fameux discours de Meighen à Hamilton, le directeur du Devoir le trouve "emmitouflé et pas mal embrouillé". De toute façon, les députés conservateurs ne l'ont pas approuvé et certains, comme C.H. Cahan, l'ont ouvertement contredit. L'autre question, celle des écoles albertaines, serait, d'après Bourassa, étroitement liée au scandale des douanes. En effet, l'attitude de King sur les écoles catholiques de cette province -- il voulait que les droits financiers des écoles confessionnelles acquis dans l'acte cédant à l'Alberta le contrôle sur ses ressources naturelles soient inscrits dans la loi - aurait fanatisé les orangistes et leur aurait permis de recruter certains progressistes

²⁶¹ Ibid., 21 juillet 1926.

²⁶² *Montreal Daily Star*, 31 août 1926.

(comme W.T. Lucas et A.M. Boutillier), sonnait ainsi le glas du régime libéral. "L'affaire des douanes, lance Bourassa, n'est qu'un rideau, qu'un prétexte à leur défection" ²⁶³. L'affaire elle-même, d'ailleurs, ne scandalise pas Bourassa qui estime que la contrebande, phénomène bien humain, n'a pas été plus alarmante sous les libéraux que sous les conservateurs. "En changeant l'administration libérale pour une administration conservatrice, conclut ce tribun populaire, il arrivera tout simplement ceci, que ce seront les conservateurs [220] au lieu des libéraux, qui empêcheront leurs amis d'aller en prison" .

Par ailleurs, au cours de la campagne, Bourassa insiste beaucoup sur la puissante et néfaste influence de "la horde orangeo-impérialiste" ontarienne à l'intérieur du Parti tory, influence que la seule présence de Patenaude dans le cabinet ne saurait jamais neutraliser. Il fait mention du livre du Dr Edwards, député conservateur de Frontenac et ministre dans le premier cabinet de Meighen, intitulé *The Wedge - "Le coin"* - et montrant sur la couverture l'image d'un prêtre catholique enfonçant un coin -- les écoles séparées -- dans l'arbre de l'unité nationale. À Mont-Laurier, le 8 août, Bourassa poursuit son attaque contre Patenaude, lui demandant ce qu'il pense de l'opinion de ses confrères conservateurs sur les écoles albertaines, ce qu'il pense des relations impériales, etc.

Résultats du scrutin

528 candidats, dont 233 conservateurs et 199 libéraux, se disputent les 245 sièges. On trouve moins de candidats libéraux puisque, dans beaucoup de circonscriptions, le parti ne présente pas de candidat contre les progressistes. En comptant ces libéraux-progressistes, King remporte 128 sièges, soit une majorité absolue ; les conservateurs, eux, tombent de 116 à 91 sièges. On compte toujours une vingtaine de progressistes, élus comme tels, en plus de ceux qui s'étaient alliés aux libéraux. Si King l'emporte facilement dans Prince-Albert contre un jeune avocat du nom de John Diefenbaker, Arthur Meighen subit une défaite personnelle dans Portage-la-Prairie et cinq de ses ministres, y

²⁶³ *Le Devoir*, 18 juillet 1926.

compris les quatre francophones, mordent aussi la poussière. Mais si le parti bleu doit continuer à fonctionner sans représentation francophone, il conservera cependant ses vedettes orangistes : H.C. Hocken, surnommé "le père Hocken" dans la presse du Québec et le Dr J.W. [221] Edwards, grand-maître orangiste, seront tous deux réélus en Ontario. Par ailleurs, trois anciens premiers ministres provinciaux, Charles A. Stewart, de l'Alberta, Charles A. Dunning, du Saskatchewan, et Peter J. Veniot, du Nouveau-Brunswick, tous trois libéraux, sont victorieux. Du côté des travaillistes, Heaps et Woodsworth gagnent à Winnipeg, et au Québec, l'indépendant Henri Bourassa s'en tire fort bien avec une écrasante majorité de 6,000 voix.

Alors que les libéraux gardent leur emprise sur le Québec, comme on pouvait s'y attendre, il est possible que la question constitutionnelle et l'appel au nationalisme politique, renforcés sans doute par le climat de prospérité, expliquent les progrès importants réalisés par les libéraux dans des régions où les loyalistes britanniques n'avaient pas la majorité : chez les minorités francophones hors du Québec, dans les provinces de l'Ouest, et dans plusieurs comtés ruraux ontariens où les progressistes avaient connu des succès. Mais puisque les progressistes reculent sensiblement en 1926, un déclin que l'historien W.L. Morton impute au manque d'organisation, à l'insuffisance des fonds, à la renaissance des libéraux en Saskatchewan et aux dissensions internes, il est vraisemblable aussi que leurs électeurs aient préféré les libéraux de King puisqu'ils les considéraient idéologiquement plus proches des progressistes.

Le vote populaire indique que l'élection a été très serrée : moins d'un point de pourcentage sépare les conservateurs des libéraux (en incluant le vote des libéraux-progressistes), même si les libéraux remportent 37 sièges de plus que leurs adversaires. Un tiers des électeurs du Québec ont voté pour les conservateurs qui, pourtant, doivent se contenter de quatre représentants (aucun n'est francophone) sur 65. Avec 42% du vote au Manitoba (plus qu'en 1925 quand ils ont fait élire sept candidats), les conservateurs sont battus dans tous les comtés ; les libéraux, avec 38% du vote, remportent 11 sièges, alors que les progressistes, avec 11%, en ont quatre. Le recul conservateur tient à l'absence de luttes triangulaires, les libéraux et les progressistes [222] s'entendant sur un partage des candidatures. En Saskatchewan, plus d'un vote sur quatre va aux conservateurs qui ne réussissent ce-

pendant pas à faire élire un seul de leurs candidats. En Alberta, le tiers de la population qui se range du côté des conservateurs peut se consoler : un député les représentera aux Communes. Somme toute, à cause du mode de scrutin, le Parti conservateur est presque exclu des Prairies et du Québec, et confiné à l'Ontario. Il faudra attendre le balayage de John Diefenbaker en 1958 pour changer radicalement l'image de ce parti.

La presse tory est profondément déçue, d'autant plus que la victoire semblait à portée de la main. Le *Telegram* de Toronto avait affiché dans la rue une grande feuille blanche pour annoncer les triomphes des candidats de Meighen : la feuille est restée à peu près à son état initial. Le lendemain des élections, le même journal déclare en éditorial : "Le Canada est perdant". À son avis, Patenaude n'avait pas suffisamment aidé Meighen qui avait miné sa propre cause par ses remarques à Hamilton. En outre, le vote canadien-français, toujours libéral, résultait de l'appel aux préjugés anti-anglais de la part des lieutenants de King. Quant au *Mail and Empire*, il se met avec prudence à analyser le leadership de Meighen qui, selon lui, avait exercé trop d'influence personnelle sur la détermination des politiques du parti. Certes, il fallait s'attendre à de telles critiques car on n'avait pas oublié le discours de Hamilton où Meighen avait froissé les sentiments patriotiques de plusieurs de ses partisans. De son côté, l'organe des orangistes, le *Sentinel*, intitule son éditorial : "Sous la domination des francophones", et trouve que le message de l'élection est clair : King aura à se surveiller pour éviter une reddition complète au Québec. À Montréal, le *Star* déclare que les principes du parti conservateur sont sains mais qu'il faudrait un programme. L'éditorialiste ne mentionne même pas Meighen mais on sait que Lord Atholstan souhaite fortement son remplacement. Finalement, chez les francophones, *la Patrie*, maintenant favorable aux conservateurs depuis son achat par le sénateur D.-O. L'Espérance et d'autres, trouve le résultat pour le moins [223] "déconcertant".

Les libéraux, eux, sont en extase. Le *Toronto Star* estime que la victoire de son parti s'explique du fait que les libéraux forment un parti national alors que les conservateurs, par leurs prises de position sur le tarif, s'aliènent l'Ouest. De plus, Meighen avait trop voulu concilier le Québec, tactique qui lui a nui au Canada anglais sans lui apporter d'appuis nouveaux au Canada français. Le *Globe*, pour sa part, défend

maintenant des points de vue libéraux tout en critiquant abondamment le parti qui porte ce nom. Il est d'avis que la question constitutionnelle et le discours de Hamilton ainsi que l'alliance de Meighen avec Pate-naude, impliquant la domination du parti par le groupe de Montréal, expliquent l'échec des bleus. Pour John W. Dafoe, du *Manitoba Free Press*, la question constitutionnelle est de première importance dans le résultat. À Montréal, *la Presse* se réjouit : "Nous pouvons envisager l'avenir avec l'espoir d'être sortis d'un cauchemar fâcheux". Elle trouve que l'étoile du Québec connaît toujours une ascension car maintenant d'autres provinces (parce qu'elles ont favorisé les libéraux) se rapprochent d'elle en acceptant sa politique du juste milieu. L'organe du Parti libéral à Québec partage la même opinion : "Québec est aujourd'hui à l'unisson du sentiment de réprobation qui, dans toutes les parties du pays, a précipité la chute des usurpateurs" ²⁶⁴. Finalement, Henri Bourassa estime que la victoire libérale constitue une "condamnation décisive, éclatante, du coup de force et de l'abus de pouvoir inspiré à lord Byng par M. Meighen, ou vice versa". Il renchérit en précisant que la défaite du Parti conservateur et de Meighen lui-même marque la victoire "de la liberté sur l'autocratie, de la conscience nationale sur les calculs des coteries d'argent, les haines des sectaires et l'entreprise des faiseurs d'Empire, démolisseurs de la Patrie" ²⁶⁵.

En mettant de côté les conclusions des journaux qui, pour la plupart, reflètent leurs tendances étroitement partisans, on peut affirmer que King semble en train de rebâtir le Parti libéral pour en [224] faire, comme Laurier avant lui, une formation politique groupant la majorité des francophones ainsi que bon nombre d'anglophones des diverses régions du Canada. Grâce à l'attitude traditionnellement prudente des libéraux en matière de relations impériales et à leur position sur la question particulière de la conscription, il est compréhensible que les Canadiens français soient généralement assez bien disposés à l'égard de ce parti. D'ailleurs, quel autre parti politique de l'époque peut se targuer d'offrir aux Canadiens français une place importante ? De plus, à l'extérieur du Québec, les positions des libéraux, relativement conciliantes en matière de tarif, attirent nombre d'électeurs des Prairies, des Maritimes et des régions rurales en général, surtout quand

²⁶⁴ *Le Soleil*, 16 septembre 1926.

²⁶⁵ *Le Devoir*, 16 septembre 1926.

King réussit à venir à bout de la menace progressiste et à ramener l'aliénation de l'Ouest à des proportions "acceptables".

En revanche, les conservateurs demeurent largement un parti anglo-protestant axé sur l'Ontario et, en particulier, sur les milieux d'affaires de cette province. Leur image de parti pro-britannique leur assure l'appui de l'élément loyaliste mais répugne à la minorité canadienne-française aussi bien qu'à bon nombre de citoyens d'autres souches. Leurs prises de position en faveur d'un tarif élevé peuvent convenir aux régions industrialisées, mais elles provoquent la crainte des milieux ruraux, surtout à l'extérieur de l'Ontario.

Mais le retour en force des libéraux, qui se relèvent graduellement au cours des années 1920 de la crise de la conscription ainsi que de la révolte des fermiers, s'explique aussi par les qualités particulières de son chef, W.L.M. King. King peut paraître, en effet, comme un "maître de platitudes" qui tergiverse, qui hésite à se prononcer avec fermeté sur les grandes questions de l'heure. En effet, son adversaire Arthur Meighen se révèle un homme plus courageux qui ne craint pas de défendre des positions même impopulaires. On peut admirer Meighen -- ou on peut le détester. En revanche, le chef libéral ne provoque sans doute pas de sentiments aussi ardents chez les électeurs. Tout compte fait, cependant, c'est King qui divise le moins et [225] c'est là sa grande qualité. Le scrutin de 1926 lui permet alors de venir à bout de son rival, Meighen, et de commencer à jeter les bases sur lesquelles le Parti libéral établira sa suprématie en politique canadienne au vingtième siècle.

[226]

TABLEAU I
DÉPUTÉS ÉLUS AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES, 1896-1926⁽¹⁾

ÉLECTION	CONSERVATEURS		LIBÉRAUX		PROGRESSISTES		AUTRES ⁽³⁾		TOTAL
	No. de sièges	%	No. de sièges	%	No. de sièges	%	No. de sièges	%	Nombre
1896	88	41.3	118	55.4	---	---	7	3.3	213
1900	81	38.0	132	62.0	---	---	--	---	213
1904	75	35.0	139	65.0	---	---	--	---	214
1908	85	38.5	135	61.1	---	---	1	0.5	221
1911	134	60.6	87	39.4	---	---	--	---	221
1917⁽²⁾	153	65.1	82	34.9	---	---	--	---	235
1921	50	21.3	116	49.4	65	27.7	4	1.7	235
1925	116	47.3	99	40.4	24	9.8	6	2.4	245
1926	91	37.1	128	52.2	20	8.2	6	2.4	245

1. D'après Howard A. Scarrow, *Canada Votes : A Handbook of Federal and Provincial Election Data*, New Orleans, Hauser Press, 1962.
2. En 1917, Borden forme un gouvernement Unioniste qui groupe plusieurs libéraux. Dans ces élections, le parti gouvernemental porte le nom "unioniste".
3. Identification des "autres" :

1896-	4 McCarthistes ;	2 Patrons de l'Industrie ;	1 indépendant
1908-	1 Conservateur-Indépendant		
1921-	2 Travailleurs ;	1 Libéral-Indépendant ;	1 indépendant
1925-	2 Travailleurs ;	2 Libéraux-Indépendants ;	2 indépendants
1926-	3 Travailleurs ;	1 Libéral-Indépendant ;	2 indépendants

[227]

TABLEAU II.
VOTE POPULAIRE AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES, 1896-1926

ÉLECTION	CONSERVATEURS		LIBÉRAUX		PROGRESSISTES		AUTRES		TOTAL
	No. de sièges	%	No. de sièges	%	No. de sièges	%	No. de sièges	%	Nombre
1896	416,640	46.3	405,506	45.1	---	---	76,900	8.6	899,046
1900	450,790	47.4	494,427	52.0	---	---	5,546	0.6	950,763
1904	483,177	46.9	540,827	52.5	---	---	6,784	0.7	1,030,788
1908	552,134	47.0	594,270	50.6	---	---	28,299	2.4	1,174,703
1911	669,594	51.2	625,103	47.8	---	---	12,831	1.0	1,307,528
1917	1,074,918	57.0	755,086	40.1	---	---	55,325	2.9	1,885,329
1921	945,681	30.3	1,272,660	40.7	721,989	23.1	183,573	5.9	3,123,903
1925	1,465,340	46.5	1,254,937	39.8	282,181	9.0	150,093	4.8	3,152,551
1926	1,474,283	45.3	1,500,302	46.1	171,516	5.3	110,407	3.4	3,256,508

Identification des "autres"

1896-	12 McCarthistes ; 31 Patrons de l'Industrie ; 19 Indépendants ; 5 Protestant Protective Association
1900-	3 Travaillistes ; 9 Indépendants
1904-	2 Travaillistes ; 2 Socialistes ; 15 Indépendants
1908-	1 Travailliste ; 4 Socialistes ; 1 Conservateur Indépendant ; 1 Libéral-Indépendant ; 19 Indépendants
1911-	5 Travaillistes ; 4 Socialistes ; 10 Indépendants
1917-	22 Travaillistes ; 1 Nationaliste ; 3 Ligue non-partisane ; 3 Lib-Ind. ; 5 Cons-Ind. ; 11 Indépendants
1921-	24 Travaillistes ; 3 Socialistes ; 1 Communiste ; 1 Soldat ; 2 Cons-Ind. ; 3 Lib-Ind. ; 42 Indépendants
1925-	20 Travaillistes ; 1 Socialiste ; 15 Lib-Ind. ; 5 Cons-Ind. ; 3 Protectionnistes ; 1 Fermier ; 3 Fermiers-Travaillistes ; 2 Prog-Ind. ; 8 Indépendants
1926-	18 Travaillistes ; 1 Socialiste ; 1 Travailliste-Fermier ; 1 Trav-Ind. ; 8 Lib-Ind. ; 4 Cons-Ind. ; 1 Protectionniste ; 6 Indépendants

[228]

ALBERTA

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1908	3	42.9	20,433	44.4	4	57.1	23,100	50.2	--	--	--	--	--	--	2,439	5.3	7	45,972
1911	1	14.3	29,675	42.5	6	85.7	37,208	53.3	--	--	--	--	--	--	2,892	4.1	7	69,775
1917	11	91.7	77,912	61.0	1	8.3	45,428	35.5	--	--	--	--	--	--	4,478	3.5	12	127,818
1921	--	----	35,181	20.3	-	----	27,404	15.8	11	91.7	98,160	56.8	1	8.3	12,159	7.0	12	172,904
1925	3	18.8	51,111	31.8	4	25.0	41,622	25.9	9	56.3	50,603	31.5	--	--	17,167	0.7	16	160,503
1926	1	6.3	49,514	31.5	3	18.8	38,451	24.5	11	68.8	60,740	38.7	1	6.3	8,311	5.3	16	157,016

Identification des "Autres"

1908- 3 Indépendants
1911- 4 Indépendants
1917- 3 Ligue non-partisane ; 2 Travaillistes ; 1 Indépendant
1921- 4 Travaillistes ; 1 Indépendant. Élu : 1 Indépendant
1925- 3 Travaillistes ; 1 Travailliste-Fermier ; 1 Indépendant
1926- 1 Travailliste ; 1 Travailliste-Fermier ; 1 Travailliste-Indépendant. Élu : 1 Travailliste-Indépendant

[229]

COLOMBIE BRITANNIQUE

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1896	2	33.3	9,231	50.9	4	66.7	8,921	49.1	--	--	--	--	--	--	--	--	6	18,152
1900	2	33.3	10,814	40.9	4	66.7	12,985	49.1	--	--	--	--	--	--	2,652	10.0	6	26,451
1904	--	--	9,781	38.8	7	100.0	12,458	49.5	--	--	--	--	--	--	2,945	11.7	7	25,184
1908	5	71.4	17,503	46.8	2	28.6	13,412	35.9	--	--	--	--	--	--	6,453	17.3	7	37,368
1911	7	100.0	25,622	58.8	--	--	16,350	37.5	--	--	--	--	--	--	1,587	3.6	7	43,559
1917	13	100.0	86,415	68.4	--	--	32,234	25.6	--	--	--	--	--	--	7,690	6.1	13	126,429
1921	7	53.8	74,225	47.9	3	23.1	46,249	29.8	2	15.4	13,917	9.0	1	7.7	20,608	13.3	13	154,999
1925	10	71.4	90,016	49.3	3	21.4	63,374	34.7	--	--	11,078	6.1	1	7.1	18,161	9.9	14	182,629
1926	12	85.7	100,066	54.2	1	7.1	68,317	37.0	--	--	--	--	1	7.1	16,087	8.7	14	184,47

Identification des "Autres"

1900- 1 Travailliste
1904- 2 Socialistes ; 4 Indépendants
1908- 2 Socialistes ; 2 Indépendants
1911- 3 Socialistes
1917- 6 Travaillistes ; 2 Indépendants
1921- 2 Travaillistes ; 3 Socialistes ; 2 Indépendants ; 1 Communiste. Élu : 1 Indépendant
1925- 5 Travaillistes ; 1 Socialiste ; 1 Indépendant. Élu : 1 Indépendant
1926- 7 Travaillistes ; 2 Indépendants. Élu : 1 Indépendant

[230]

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1896	3	60.0	9,157	49.0	2	40.0	9,515	51.0	--	--	--	--	--	--	--	--	5	18,672
1900	2	40.0	10,139	48.2	3	60.0	10,887	51.3	--	--	--	--	--	--	--	--	5	21,026
1904	3	75.0	14,986	50.9	1	25.0	14,441	49.1	--	--	--	--	--	--	--	--	4	29,427
1908	1	25.0	14,286	49.6	3	75.0	14,496	50.4	--	--	--	--	--	--	--	--	4	28,782
1911	2	50.0	14,638	51.1	2	50.0	13,998	48.9	--	--	--	--	--	--	--	--	4	28,636
1917	2	50.0	17,672	49.8	2	50.0	17,788	50.2	--	--	--	--	--	--	--	--	4	35,460
1921	--	--	19,504	37.2	4	100.0	23,950	45.7	--	--	453	12.3	--	--	2,537	4.8	4	52,444
1925	2	50.0	23,749	48.0	2	50.0	25,681	52.0	--	--	--	--	--	--	--	--	4	49,430
1926	1	25.0	26,217	47.3	3	75.0	29,222	52.7	--	--	--	--	--	--	--	--	4	55,439

Identification des "Autres"

1921- 1 Travilliste

[231]

MANITOBA

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1896	4	57.1	15,459	49.0	2	28.6	11,519	35.0	--	--	----	--	1	14.3	5,906	18.0	7	32,884
1900	3	42.9	20,117	48.2	4	57.1	21,597	51.8	--	--	----	--	--	--	----	--	7	41,714
1904	3	30.0	20,119	41.8	7	70.0	26,713	55.5	--	--	----	--	--	--	1,290	2.7	10	48,122
1908	8	80.0	35,078	51.5	2	20.0	30,892	45.4	--	--	----	--	--	--	2,077	3.1	10	68,047
1911	8	80.0	40,356	51.9	2	20.0	34,781	44.8	--	--	----	--	--	--	2,559	3.3	10	77,696
1917	14	93.3	106,858	79.7	1	6.7	27,176	20.3	--	--	----	--	--	--	----	--	15	134,034
1921	--	--	42,218	24.4	1	6.7	18,816	10.9	12	80.0	75,578	43.7	2	13.3	36,151	20.9	15	172,763
1925	7	41.2	70,341	41.3	1	5.9	34,554	20.3	7	41.2	46,067	27.1	2	11.8	19,325	11.3	17	170,287
1926	--	--	83,100	42.2	11	64.7	74,621	37.9	4	23.5	22,092	11.2	2	11.8	17,194	8.7	17	197,007

Identification des "Autres"

1896- 1 McCarthiste ; 3 Patrons de l'Industrie. Élu : 1 McCarthiste

1904- 1 Travailleur

1908- 1 Socialiste ; 1 Indépendant

1911- 1 Socialiste ; 1 Indépendant

1921- 3 Travailleurs ; 1 Socialiste ; 1 Cons-Ind. ; 1 Lib-Ind. ; 5 Indépendants. Élus : 1 Travailleur ; 1 Lib-Ind.

1925- 5 Travailleurs. Élus : 2 Travailleurs

1926- 4 Travailleurs. Élus : 2 Travailleurs

[232]

NOUVEAU- BRUNSWICK

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1896	9	64.3	31,399	49.0	5	35.7	28,383	44.3	--	--	--	--	--	--	4,318	6.7	14	64,100
1900	5	35.7	32,638	47.8	9	64.3	35,401	51.9	--	--	--	--	--	--	228	0.3	14	68,267
1904	6	46.2	35,503	48.8	7	53.8	37,158	51.0	--	--	--	--	--	--	138	0.2	13	72,799
1908	2	15.4	34,935	46.2	11	84.6	40,716	53.8	--	--	--	--	--	--	----	--	13	75,651
1911	5	38.5	38,880	49.2	8	61.5	40,192	50.8	--	--	--	--	--	--	----	--	13	79,072
1917	7	63.6	56,593	59.4	4	36.4	38,668	40.6	--	--	--	--	--	--	----	--	11	95,261
1921	5	45.5	61,172	39.4	5	45.5	76,733	49.4	1	9.1	16,223	10.4	--	--	1,224	0.8	11	155,352
1925	10	90.9	90,489	59.7	1	9.1	61,087	40.3	--	--	--	--	--	--	84	0.1	11	151,660
1926	7	63.6	87,080	53.9	4	36.4	74,465	46.1	--	--	--	--	--	--	----	--	11	161,545

Identification des "Autres"

1896- 4 Indépendants
1900- 1 Indépendant
1904- 1 Indépendant
1921- 1 Indépendant
1925- 1 Indépendant

[233]

NOUVELLE- ÉCOSSE

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1896	10	50.0	50,772	50.4	10	50.0	49,176	48.8	--	--	--	--	--	--	737	0.7	20	100,685
1900	5	25.0	50,810	48.3	15	75.0	54,384	51.7	--	--	--	--	--	--	----	--	20	105,194
1904	--	--	46,131	44.5	18	100.0	56,526	54.5	--	--	--	--	--	--	994	1.0	18	103,651
1908	6	33.3	54,500	49.0	12	66.7	56,638	51.0	--	--	--	--	--	--	----	--	18	111,138
1911	9	50.0	55,209	48.8	9	50.0	57,462	50.8	--	--	--	--	--	--	351	0.3	18	113,022
1917	12	75.0	57,436	48.4	4	25.0	54,038	45.5	--	--	--	--	--	--	7,282	6.2	16	118,756
1921	--	--	83,928	32.3	16	100.0	136,064	52.4	--	--	31,897	12.3	--	--	7,904	3.1	16	259,793
1925	11	78.6	125,283	56.4	3	21.4	93,110	41.9	--	--	--	--	--	--	3,617	1.6	14	222,010
1926	12	85.7	122,965	53.7	2	14.3	99,581	43.5	--	--	--	--	--	--	6,412	2.8	14	228,958

Identification des "Autres"

1896- 1 Indépendant
1904- 1 Travailleuse ; 2 Indépendants
1911- 2 Indépendants
1917- 2 Travailleuses
1921- 2 Travailleuses
1925- 1 Travailleuse
1926- 1 Travailleuse

[234]

ONTARIO

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1896	43	46.7	189,927	45.0	43	46.7	169,480	40.2	--	--	----	--	6	6.5	62,668	14.8	92	422,075
1900	56	60.9	212,413	49.7	36	39.1	212,595	49.8	--	--	----	--	--	--	2,165	0.5	92	427,173
1904	48	55.8	223,627	50.3	38	44.2	219,871	49.5	--	--	----	--	--	--	759	0.2	86	444,257
1908	48	55.8	237,548	51.4	37	43.0	217,963	47.1	--	--	----	--	1	1.2	6,769	1.5	86	462,280
1911	73	84.9	269,930	56.2	13	15.1	207,078	43.1	--	--	----	--	--	--	3,564	0.7	86	480,572
1917	74	90.2	505,714	62.3	9	9.8	277,074	34.1	--	--	----	--	--	--	29,012	3.6	82	811,800
1921	37	45.1	445,175	39.2	21	25.6	338,282	29.8	24	29.3	314,092	27.7	--	--	37,875	3.3	82	1,135,424
1925	68	82.9	694,240	57.0	11	13.4	377,758	31.0	2	2.4	112,022	9.2	1	1.2	34,357	2.8	82	1,218,377
1926	53	64.6	661,714	54.1	26	31.7	474,885	38.9	2	2.4	50,360	4.1	1	1.2	35,147	2.9	82	1,222,106

Identification des "Autres"

1896- 27 Patrons de l'Industrie ; 11 McCarthistes ; 5 P.P.A. ; 10 Indépendants. Élus : 2 Patrons de l'Industrie ;
3 McCarthistes ; 1 Indépendant

1900- 2 Travailleurs ; 2 Indépendants

1904- 3 Indépendants

1908- 1 Travailleur ; 1 Socialiste ; 1 Cons-Ind. ; 2 Indépendants. Élu : 1 Cons-Ind.

1911- 3 Travailleurs ; 1 Indépendant

1917- 10 Travailleurs ; 1 Cons-Ind. ; 4 Indépendants

1921- 7 Travailleurs ; 1 Cons-Ind. ; 1 Lib-Ind. ; 7 Indépendants

1925- 5 Travailleurs ; 5 Cons-Ind. ; 4 Lib-Ind. ; 1 Travailleur-Progressiste ; 2 Indépendants. Élu : 1 Lib-Ind.

1926- 4 Travailleurs ; 3 Cons-Ind. ; 2 Lib-Ind. ; 2 Indépendants. Élu : 1 Lib-Ind.

[235]

QUÉBEC

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1896	16	24.6	102,884	45.8	49	75.4	120,321	53.5	--	--	--	--	--	--	1,485	0.7	65	224,690
1900	8	12.3	103,253	43.5	57	87.7	133,566	56.3	--	--	--	--	--	--	501	0.2	65	237,320
1904	11	16.9	111,550	43.4	54	83.1	144,992	56.4	--	--	--	--	--	--	522	0.2	65	257,064
1908	11	16.9	115,579	40.8	54	83.1	162,176	57.3	--	--	--	--	--	--	5,377	1.9	65	283,132
1911	27	41.5	159,299	49.2	38	58.5	164,281	50.7	--	--	--	--	--	--	459	0.1	65	324,039
1917	3	4.6	80,248	25.1	62	95.4	231,970	72.7	--	--	--	--	--	--	6,863	2.2	65	319,081
1921	--	--	146,236	18.4	65	100.0	558,056	70.2	--	--	29,197	3.7	--	--	61,487	7.7	65	794,976
1925	4	6.2	269,548	33.7	59	90.8	474,960	59.4	--	--	--	--	2	3.1	55,478	6.9	65	799,986
1926	4	6.2	275,280	34.3	60	92.3	500,850	62.3	--	--	--	--	1	1.5	27,256	3.4	65	803,386

Identification des "Autres"

1896- 1 Patron de l'Industrie
1900- 6 Indépendants
1904- 3 Indépendants
1908- 1 Lib-Ind. ; 6 Indépendants
1911- 2 Travailleurs
1917- 2 Travailleurs ; 1 Nationaliste ; 3 Lib-Ind ; 4 Cons-Ind. ; 4 Indépendants
1921- 1 Travailleur-Fermier ; 2 Travailleurs ; 1 Lib-Ind. ; 25 Indépendants
1925- 2 Travailleurs ; 3 Protectionnistes ; 1 Fermier ; 10 Lib-Ind. ; 4 Indépendants, Élus : 1 Lib-Ind. ; 1 Indépendant
1926- 1 Socialiste ; 1 Protectionniste ; 1 Cons-Ind. ; 1 Lib-Ind. ; 3 Indépendants. Élu : 1 Indépendant

[236]

SASKATCHEWAN

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1908	1	10.0	22,007	36.8	9	90.0	33,885	56.6	--	--	--	--	--	--	3,976	6.6	10	59,868
1911	1	10.0	34,700	39.0	9	90.0	52,924	59.4	--	--	--	--	--	--	1,419	1.6	10	89,043
1917	16	100.0	85,111	74.1	--	--	29,812	25.9	--	--	--	--	--	--	--	--	16	114,923
1921	--	--	37,335	16.7	1	6.3	46,448	20.7	15	93.8	136,472	61.0	--	--	3,610	1.6	16	223,865
1925	--	--	49,821	25.4	15	71.4	82,283	41.9	6	28.6	62,411	31.8	--	--	1,904	1.0	21	196,419
1926	--	--	67,524	27.5	18	85.7	139,262	56.8	3	14.3	38,324	15.6	--	--	--	--	21	245,110

Identification des "Autres"

1908- 3 Indépendants
1911- 2 Indépendants
1921- 1 Travailliste ; 1 Indépendant
1925- 2 Progressistes-Indépendants

[237]

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1896	1	25.0	7,811	43.9	3	75.0	8,191	46.0	--	--	1,786	10.0	4	17,788
1900	--	--	10,606	44.9	4	100.0	13,012	55.1	--	--	----	--	4	23,618
1904	3	30.0	19,367	41.5	7	70.0	27,173	58.2	--	--	136	0.3	10	46,676

Identification des "Autres" :

1896- 3 Indépendants

1904- 2 Indépendants.

YUKON

ÉLECTION	CONSERVATEURS				LIBÉRAUX				PROGRESSISTES				AUTRES				TOTAL	
	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	%	Vote	%	Sièges	Vote
1904	1	100.0	2,113	58.6	--	--	1,495	41.4	--	--	--	--	--	--	--	--	1	3,608
1908	--	---	265	10.8	1	100.0	992	40.2	--	--	--	--	--	--	1,208	49.0	1	2,465
1911	1	100.0	1,285	60.8	--	--	829	39.2	--	--	--	--	--	--	--	--	1	2,114
1917	1	100.0	959	54.3	--	--	808	45.7	--	--	--	--	--	--	--	--	1	1,767
1921	1	100.0	707	51.1	--	--	658	47.6	--	--	--	--	--	--	18	1.3	1	1,383
1925	1	100.0	742	59.4	--	--	508	40.6	--	--	--	--	--	--	--	--	1	1,250
1926	1	100.0	823	55.9	--	--	648	44.0	--	--	--	--	--	--	--	--	1	1,471

Identification des "Autres" :

1908- 2 Indépendants

1921- 1 Indépendant

[249]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

**ORIENTATION
BIBLIOGRAPHIQUE**

[Retour à la table des matières](#)

La biographie est un outil précieux pour l'étude de la période 1896-1926. Laurier a été le sujet de plusieurs biographes, notamment O.D. Skelton, *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier* (2 vols., 1921, republiés par McClelland & Stewart, Toronto, en 1965) et Joseph Schull, Laurier, *The First Canadian* (Toronto, Macmillan, 1965). Malgré sa date de publication relativement récente, l'ouvrage de Schull nous offre peu de révélations vraiment nouvelles même s'il a le mérite d'avoir été traduit en français. Robert Craig Brown a traité de Borden dans *Robert Laird Borden, A biography*, en deux tomes (Toronto, Macmillan 1975, 1980) et W. Roger Graham a préparé la biographie définitive, en trois tomes, d'*Arthur Meighen* (Toronto. Clarke, Irwin & Co., 1960-1965). Quant à W.L.M. King, il faut voir, pour la période qui nous intéresse, les volumes de R. MacGregor Dawson, *William Lyon Mackenzie King, A Political Biography, 1874-1923* (Toronto, University of Toronto Press, 1958) et de H. Blair Neatby, *W.L.M. King : II-1924-1932 : The Lonely Heights* (Toronto, University of Toronto Press, 1963). Robert Rumilly a préparé une vie d'*Henri Bourassa* (Montréal, Editions de l'Homme, 1953).

Parmi les nombreux travaux de synthèse, il faut souligner surtout le livre de Robert Craig Brown et Ramsay Cook, *Canada, 1896-*

1921 : A Nation Transformed (Toronto, McClelland & Stewart, 1974). P.-A. Linteau et al., *Histoire du Québec contemporain* (Montréal, Boréal, 1979), Mason Wade, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours* (Ottawa, Cercle du livre de France, 1963, 2 tomes) et Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec* (volumes VIII à XXIV, divers éditeurs) sont utiles pour les aspects qui touchent le Québec.

Il existe également plusieurs ouvrages sur les partis politiques eux-mêmes. Neatby a étudié les libéraux au Québec dans *Laurier and a Liberal Quebec* (Toronto, McClelland & Stewart, 1973), John English a traité des conservateurs dans *The Decline of Politics : The Conservatives and the Party System, 1901-20* (Toronto, University of Toronto Press, 1977), et W.L. Morton a produit *The Progressive Party in Canada* (Toronto, University of Toronto Press, 1950).

[251]

**VERS UNE HÉGÉMONIE LIBÉRALE.
Aperçu de la politique canadienne de Laurier à King**

INDEX

Note : À cause de leur fréquence de parution dans le texte, les noms des premiers ministres Macdonald, Laurier, Borden, Meighen et King ne paraissent pas dans l'Index.

[Retour à la table des matières](#)

A

Abbott, sir John C. : 31.
Ames, H.H. : 156.
Amyot, G.-E. : 81.
Angers, sir A.-R. : 42.
Asselin, Olivar : 3.

B

Ballantyne, C.C. : 148, 156.
Bégin, Louis-Nazaire, cardinal : 144.
Béland, Henri : 135, 144, 164, 170.
Bell, A.C. : 62, 75.
Belley, Louis-de-Gonzague : 163, 167, 168.
Bennett, Richard B. : 164, 177, 184, 199.
Bennett, W. H. : 83.
Bergeron, J.-G.-H. : 51, 55, 75, 104.
Black, W.A. : 209.
Blair, Andrew G. : 13, 24, 28, 32, 38, 60, 63, 71.
Blake, Edward : 6, 29.

Blondin, P.-E. : 104, 124, 125, 148, 156, 158, 163.

Boers, guerre des : 3, 47.

Boivin, Georges-H. : 183, 201, 215

Borden, sir Frederick W. : 47, 63, 64, 76, 84, 91, 92, 114.

Bourassa, Henri : 3, 19, 23, 24, 48, 50, 81, 88, 96, 98, 103, 105, 107, 109, 110, 112, 114, 115, 124, 141, 142, 144, 152, 153, 172, 176, 179, 191, 197, 215-217.

Boutillier, Arthur M. : 215.

Bowell, sir MacKenzie : 9, 19, 31, 103.

Bowser, J. W. : 88.

Brodeur, L.-P. : 83.

Bureau, Jacques : 114, 164, 170, 183.

Byng, lord : 130, 200, 202, 206, 215, 219.

C

Cahan, C.H. : 215.

Calder, James A. : 148, 149.

- Canadien-Pacifique, chemin de fer du : 76, 79, 88, 173, 192, 193, 209.
- Cannon, Lucien : 153, 162, 170, 174, 183, 214.
- Cardin, P.-J.-A. : 170, 190, 194, 212, 214.
- Caron, sir Adolphe : 51, 58.
[252]
- Cartwright, sir Richard : 8, 12, 14, 28, 47, 63.
- Carvell, Frank B. : 148.
- Casgrain, Tom-Chase : 51, 62, 74.
- Chamberlain, Joseph : 47.
- Chapais, sir Thomas : 53.
- Chapleau, sir Joseph-Adolphe : 4, 5, 9, 16, 17, 34.
- Charlton, John : 8, 63.
- Choquette, P.-A. : 72.
- Chown, Dr S.D. : 153.
- Church, T.L. : 176.
- Clancy, James : 75.
- Clark, Champ : 108.
- Clarke, *Edward F.* : 62.
- Coatsworth, Emerson : 37, 43.
- Coderre, Louis : 124.
- Costigan, John : 57, 60.
- Crerar, T.A. : 137, 138, 148, 149, 163, 164, 166, 167, 170, 171, 177.
- D
- Dafoe, Joh ; W. : 131, 143, 219.
- Dandurand, Raoul : 135.
- Dansereau, Arthur : 17, 34.
- Davies, Louis : 13.
- Desjardins, Alphonse : 36, 42.
- Dickey, A. R. : 37.
- Diefenbaker, John G. : 216.
- Dobell, Richard : 17.
- Doherty, C.J. : 156.
- Doherty, Manning : 171.
- Drayton, sir Henry : 129.
- Drury, E.C. : 164, 171, 175, 185, 196.
- Dundonald, lord : 63, 64, 65, 69, 72, 75.
- Dunning, C.A. : 184, 205, 209, 217.
- E
- Eddy, E. B. : 76.
- Edwards, Or J.W. : 144, 164, 216, 217.
- Equal Rights Association : 14.
- F
- Fauteux, André : 163, 167, 212, 213.
- Ferguson, George Henry : 185, 206.
- Fielding, W.S. : 12, 14, 22, 28, 32, 38, 44, 60, 77, 88, 113, 115, 133 - 135, 148, 162, 183.
[253]
- Fisher, Sydney A. : 63, 76, 83, 114.
- Fitzpatrick, Charles : 57.
- Flavelle, sir Joseph : 173.
- Forget, Rodolphe : 75, 104.
- Forke, Robert : 184, 189, 205.
- Foster, sir George E. : 37, 47, 51, 58, 62, 75, 83, 84, 93, 124, 164, 165.
- Foster, W.E. : 183.
- Fowler, George W. : 83, 92.
- G
- Geoffrion, C.-A. : 17, 39, 42.
- Gilbert, Arthur : 98, 104, 114.
- Gouin, Lomer : 84, 133, 134, 153, 161, 164, 165, 169, 170.
- Graham, George P. : 83, 114, 135, 148, 196.
- Grand-Tronc, chemin de fer du : 67, 85, 173, 174.
- Greenway, Thomas : 5, 28.
- Guimont, Ernest : 104, 114.
- H
- Haggart, J.G. : 62, 75.
- Hanna, W.J. : 83.
- Haultain, F.W.G. : 70, 77.
- Hawkes, Arthur : 107.

- Hazen, J.D. : 83.
 Heaps, A.A. : 197, 217.
 Hearst, sir William : 150.
 Héroux, Omer : 3, 116.
 Hocken, H.C. : 216.
 Hughes, Sam : 62, 83, 124.
 Hutton, Edward : 47.
- I
- Imperial Federation League : 2.
 Intercolonial, chemin de fer : 67.
 Irvine, William : 177.
- J
- Jetté, sir Louis : 83.
 Joly de Lobinière, sir Henri : 17.
- K
- Kennedy, W.C. : 135.
 [254]
- L
- Lacombe, père : 9.
 Laflèche, Mgr Louis-François. 11, 39,
 40, 144.
 Lamarche, Paul-Emile : 114.
 Langevin, sir Hector : 9.
 Langevin, Mgr J.-P.-F. : 8, 40.
 Langlois, Godefroy : 89.
 Lapointe, Ernest : 135, 164, 169, 170,
 183, 214.
 Laurier-Greenway, règlement : 21, 46,
 154.
 Lavergne, Armand : 3, 76, 81, 104,
 105, 114, 194.
 Lefurgey, Alfred : 92.
 Lemieux, Rodolphe : 83, 105, 114,
 164, 165, 169, 170, 174, 183.
 L'Espérance D.-O. : 218.
 Lucas, W.T. : 201, 215.
- M
- Manion, Dr R.J. : 164.
 Marchand, Félix-Gabriel : 18.
 Marler, Herbert : 183, 192, 194, 196.
 Marsil, Tancrède : 104.
 Martin, Joseph : 28, 43, 87.
 Martin, Médéric : 169.
 Massey, Vincent : 183, 192, 196.
 Mercier, Honoré : 5.
 Minto, Lord : 47.
 Mitchell, Walter : 170, 183.
 Monet, Dominique : 55.
 Monk, F.D. : 62, 70, 98, 103, 104, 114,
 123, 124.
 Monty, Rodolphe : 163, 168.
 Morand, Dr Raymond : 213.
 Morrison, J.J. : 171.
 Motherwell, W.R. : 135, 183, 201.
 Mowat, Oliver : 12, 14, 28, 32.
 Mulock, sir William : 13, 18, 24, 47.
 Murray, George H. : 84.
- McBride, Richard : 71, 83, 103.
- McCarthy, D'Alton : 2, 4, 7, 8, 13, 14,
 28, 34, 37, 40, 43.
 Macdonald, E.M. : 183.
 Macdonald, H.J. : 43, 51, 58.
 Mackenzie, Alexander : 6, 49.
 McKenzie, D.D. : 135.
 Maclean, W.F. : 37, 62.
 MacNab, Allan : 15.
 MacPhail, Agnes : 177, 196.
 [255]
- N
- Nantel, W.-B. : 124.
 National-Transcontinental, chemin de
 fer : 173, 174.
 Nord-Canadien, chemin de fer du :
 173.
 Normand, Louis-Philippe : 104, 114,
 163.

Norris, T.G. : 155.

O

Oliver, Frank : 83, 148.

Ouimet, J.-A. : 30.

P

Paquet, Eugène : 213.

Pardee, F.F. : 148.

Parent, Simon-Napoléon : 18, 49, 57.

Patenaude, Esioff-Léon : 125, 184,
189-191, 196, 212, 213, 216,
218, 219.

Paterson, William : 13.

Pelletier, Georges : 116, 163.

Pelletier, Louis-Philippe : 123.

Pope, Rufus H. : 74, 80.

Power, C.G. (Chubby) : 170.

Preston, W.T.R. : 40.

Price, Henry, 76.

Prior, E.G. : 75.

Protestant Protective Association : 35.

Pugsley, William : 81, 84, 91, 92.

Q

Quinn, J.F. : 51.

R

Rainville, J.-H. : 125, 158.

Richardson, R.L. : 69, 70.

Riel, Louis : 5.

Robb, James A. : 183, 205.

Robertson, Gideon D. : 165.

Robertson, J.R. : 37, 43.

Robitaille, Lorenzo : 81.

Roblin, R.P. : 70, 83, 103.

Rogers, Robert : 124, 177, 184, 190.

Ross, J.W. : 49, 57, 60.

[256]

R

Rowell, Newton W. : 148, 150, 155.

Russell, David : 71.

Rutherford, Alex : 84.

S

Saint-Martin, Albert : 93.

Scott, Richard : 13.

Scott, Walter : 84, 101.

Sévigny, Albert : 114, 125, 144, 148,
151, 156, 158.

Sifton, A.L. : 101, 148.

Sifton, sir Clifford : 13, 21, 24, 38, 46,
49, 53, 58, 60, 69, 81, 83, 93, 99,
113.

Simpson, James : 172.

Stevens, H.H. : 164, 184, 201.

T

Tachés, Mgr A.-A. : 8, 9, 29.

Taillon, L.-O. : 42, 51, 55, 58, 69, 89.

Tardivel, J.-P. : 19, 56.

Tarte, Israël : 13, 16, 23, 33, 40, 42,
46- 50, 55, 62, 70, 73.

Taschereau, Louis-Alexandre : 169.

Templeman, William : 93.

Thompson, sir John : 31.

Tisdale, David : 62.

Tolmie, S.F. : 184.

Transcontinental-National, chemin de
fer : 76.

Tupper, sir Charles : 31, 35, 36, 40, 44,
47, 51, 52, 58, 62.

Tupper, sir Charles Hibbert : 62, 71.

V

Veniot, Peter J. : 217.

W

Wallace, N. Clarke : 10, 37, 57.

White, sir Thomas : 127, 162.

Whitney, sir James : 83.

Willison, sir John : 14, 32, 33.

Wood, Henry Wise : 137, 163, 164,
167.

Woodsworth, J.S. : 120, 177, 197, 201,
202, 217.

Fin du texte